



HAL
open science

L'État d'urgence malaisien : un conflit régional (1946-1954) ?

Émile Sauvaire

► **To cite this version:**

Émile Sauvaire. L'État d'urgence malaisien : un conflit régional (1946-1954) ?. Histoire. 2023. dumas-04317483

HAL Id: dumas-04317483

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-04317483>

Submitted on 1 Dec 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Copyright

Année universitaire 2022-2023

L'État d'urgence malaisien :

Un conflit régional ? (1946-1954)



Présenté par Émile SAUVAIRE

Sous la direction de Pierre JOURNOUD, (Professeur en histoire contemporaine)

le 05/06/2023

Mémoire de Master 1^{ère} année

Mention : Histoire

Parcours : Histoires militaires et études de défense

Première de couverture : *New Zealanders of 22 Squadron Special Air Service patrol the Malayan jungle*, National Army Museum, Study collection, Août 1957.

Remerciements

Je n'aurais pu achever ce travail long de cinq mois sans l'aide, le soutien et les conseils pourvus par de nombreuses personnes que je tiens à remercier.

Je tiens d'abord à remercier mon directeur de recherche, Monsieur Pierre Journoud, enseignant-chercheur à l'Université Paul Valéry, qui m'a donné l'idée de ce mémoire lors d'une séance entrant dans le cadre de son cours relatif à la guerre et à la paix en Asie-Pacifique aux XX^e et XXI^e siècles, je le remercie également pour ses recommandations de lectures relatives à mon sujet et enfin pour ses conseils pratiques qui me furent d'une grande utilité pour la rédaction de mon mémoire.

Je tiens à remercier les archivistes des Archives du Ministère des Affaires Étrangères et des Archives nationales d'outre-mer pour m'avoir orienté sur la recherche de documents pouvant m'être utiles pour la construction de mon mémoire.

Je remercie Sophie pour son soutien, pour avoir consacré de son temps à la relecture de mon mémoire et à la correction d'un grand nombre d'approximations syntaxiques et grammaticales, sans son précieux travail il est indéniable que la qualité de celui-ci aurait été moindre.

Je remercie Victor et Simon, pour avoir relu et approuvé mon introduction, mon plan et pour avoir été les excellents amis durant ces cinq mois qu'ils ont toujours été, dans les meilleurs moments comme les plus difficiles.

Je remercie également Christine et Philippe pour m'avoir hébergé à Orléans, me permettant de consulter les Archives de la Courneuve et du Service Historique de la Défense de Vincennes à moindre coût. Je remercie également mes parents pour leurs encouragements.

Pour finir, je remercie Baptiste, qui m'a permis de me rendre aux Archives nationales d'outre-mer, n'ayant pas les moyens de prendre le train.

Table des abréviations

ACM : Association des Chinois Malaisiens

AMAEC : Archives du ministère des Affaires Étrangères (site de la Courneuve)

AMLN : Armée Malaisienne de Libération Nationale

ANOM : Archives Nationales d’Outre-Mer

ANMU : Association Nationale des Malais Unis

APMAJ : Armée Populaire Malaisienne Anti-Japonaise

APL : Armée Populaire de Libération

APV : Armée Populaire du Viêt Nam

CACTM : Conseil d’Action Commune de Tous les Malaisiens

CAPT : Corps d’Auto Protection des Travailleurs

CEFEO : Corps Expéditionnaire Français d’Extrême-Orient

CER : Combattants Ennemis Rendus

CLIC : Comité de Liaison Inter-Communautaire

DIC : Département d’Investigation Criminel

DDR : Directeur Du Renseignement

FAEO : Forces Armées d’Extrême Orient

KMT : Kuo-Min-Tang

OTAN : Organisation du Traité de l’Atlantique Nord

OTASE : Organisation du Traité de l’Asie du Sud-Est

PCC : Parti Communiste Chinois

PCM : Parti Communiste Malaisien

RDV : République Démocratique du Viêt Nam

RPC : République Populaire de Chine

SDECE : Service de Documentation Extérieure et de Contre-Espionnage

SHD : Service Historique de la Défense

UPMS : Union Pan-Malaisienne des Syndicats

URSS : Union des Républiques Socialistes Soviétiques

Introduction

« Goodbye Malaya: tonight I'm leaving you, going to the Central Plains,
Where the people are waging an arduous struggle,
We will silently cherish you - the beautiful Malaya, our beloved homeland.
With vast rubber plantations; And numerous tin mines,
You're the equatorial spring, the proud son of nature ...
O, Malaya! O, Malaya! We will come back when roosters herald the break of day »¹

Ainsi chantaient de nombreux Chinois de Malaisie, rapatriés de force en Chine par le gouvernement malaisien, durant l'état d'urgence.

De 1948 à 1960, dans la vague des mouvements de libération nationale ayant frappé les sociétés et les États coloniaux d'Asie du Sud-Est le Parti Communiste Malaisien (PCM) déclencha un mouvement insurrectionnel visant à renverser le pouvoir britannique en place.

Durant le reste de ce travail, ce mouvement insurrectionnel sera appelé « état d'urgence malaisien », conformément à la dénomination anglo-saxonne commune de *malayan emergency*. Il convient néanmoins de préciser la différence entre les termes de malaisien et de *malayan*. Ce dernier renvoyait à la population de Malaisie et à ses peuples variés ² et n'est plus usité de nos jours du fait de sa connotation colonialiste, celui-ci désignant les peuples de Malaisie sous domination coloniale du Royaume-Uni contrairement au terme de malaisien décrivant les ressortissants de l'actuelle Malaisie indépendante.

La configuration géographique de la Malaisie était alors différente de celle de l'actuelle. Elle était alors une colonie britannique, constituée d'une Fédération de Malaisie (inaugurée le 17/12/1947)³ composée de 11 états. Cette Fédération réunissait alors les anciens établissements coloniaux des détroits de la Couronne⁴⁵, c'est-à-dire les États de Penang et de Malacca. Il s'y

¹ Hack, Karl. *The Malayan Emergency: Revolution and Counterinsurgency at the End of Empire*, Cambridge, Cambridge University Press, 2021. p.154.

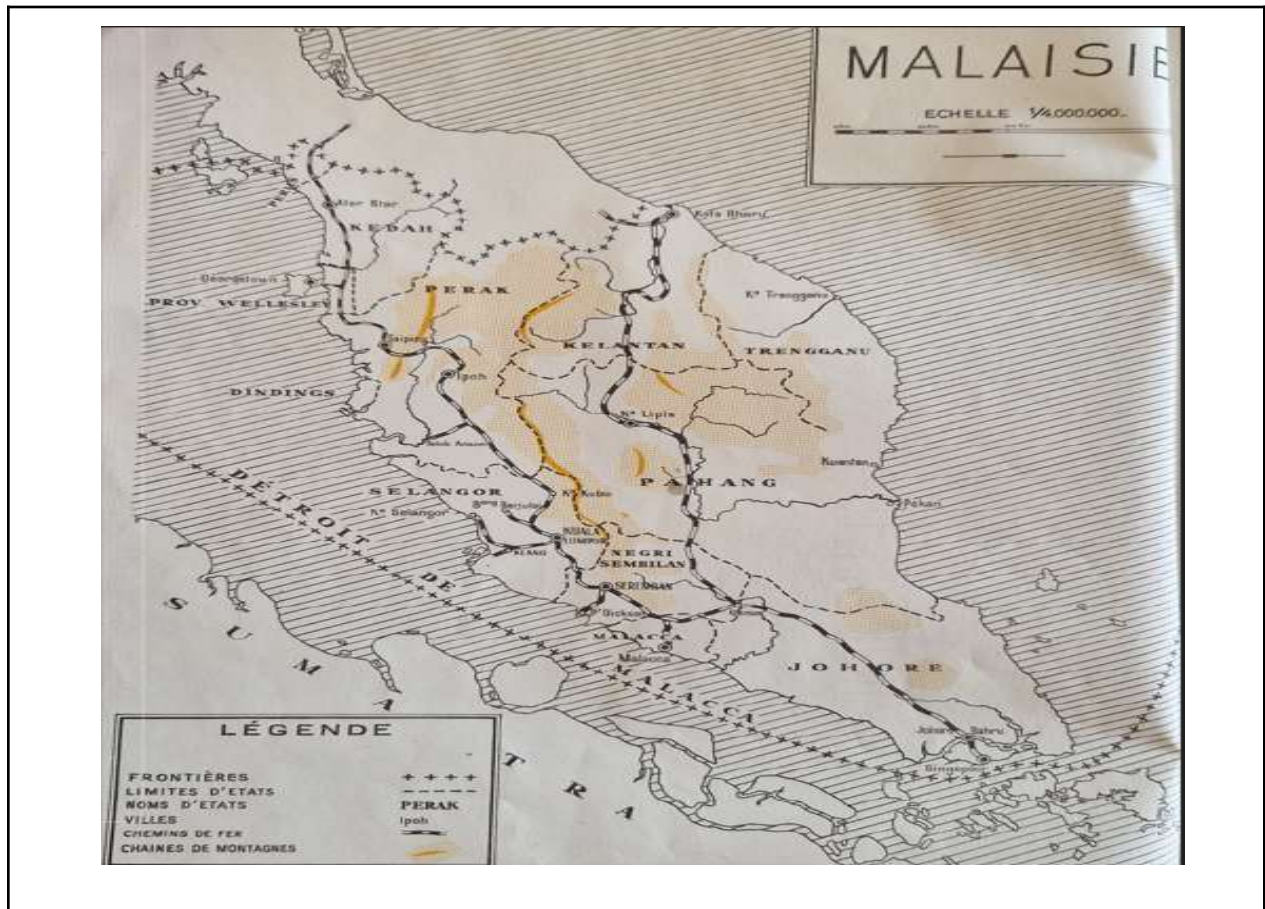
²« Malay, Malayan, Malaysian - National Geographic Style Manual », s. d. <https://sites.google.com/a/ngs.org/ngs-style-manual/home/M/malay-malayan-malaysian>.

³ AMAEC (Archives du Ministère des Affaires Étrangères, La Courneuve), série Asie-Océanie (1944-1955), sous-série Malaisie-Singapour, dossier 133QO/4 (Politique intérieure, dossier général (mars 1945-septembre 1947), dépêche n°363-AS, signée André Guibaut (Consul de France à Singapour), adressée au Ministère des Affaires Étrangères, titrée « Inauguration de la Constitution », 27/12/1947.

⁴ *The Crown Colonial Straits Settlements*.

⁵ Ce n'est pas le cas de Singapour, la Cité-État faisait partie de la Malaisie Britannique mais pas de la Fédération de Malaisie.

ajoutait les États Malais fédérés,⁶ des États ayant consenti à être fédérés en 1897⁷. La Fédération était ensuite complétée par les États Malais non fédérés, cédés par le Siam en 1909, plus le Johore (qui a rejoint ce groupe en 1917)⁸. La Fédération de Malaisie était donc en 1948 constituée des 9 États (4 fédérés et 5 non fédérés) gouvernés chacun par un sultan et leur *mentri besar*¹⁰ auxquels s'ajoutaient les deux établissements de Malacca et de Penang.



Source : SHD, série GR, sous-série 10T (État-major de l'armée de Terre et organismes rattachés (post 1945), carton 942 (Malaisie et Fédération Malaise), dossier 4 (notes de renseignements sur la situation intérieure en Malaisie (1951-1965), sur la campagne contre les terroristes (1951); problème de la rébellion (1958-1972)), bulletin de renseignement non numéroté, sans auteur, nommé « Les opérations britanniques en Malaisie, janvier - février 1959, p.14.

⁶ Les *Federated Malay States*, ce terme désigne les États de Perak, Selangor, Negeri Sembilan et du Pahang.

⁷ SHD série GR (Guerre et Armée de Terre), sous-série 10H (Indochine (1867-1956), carton 1887 (fonctionnement 1951-1955), dossier 1 (Rapports concernant des missions en Malaisie, au Japon, en Corée et sur tout le territoire de l'Indochine (1952-1954)), rapport de stage en Malaisie, signé Pierre Crousillac (capitaine des transmissions), adressé au colonel Boucley (commandant les transmissions des forces terrestres), titré « Rapport de Crousillac sur son stage en Malaisie », 28/7/1952, p. 14.

⁸ *Ibid.* p. 14-15.

⁹ Les États de Kedah, Kelantan, Terengganu et de Perlis sont ceux cédés par le Siam, le Johore ayant rejoint en 1917.

¹⁰ *Mentri Besar* signifie Premier ministre en malais.

La Malaisie britannique, elle, était plus étendue, elle comprenait, en plus de la Fédération de Malaisie, l'État de Singapour ainsi que le tiers septentrional de la Péninsule de Bornéo et l'État de Sarawak ; mais ces autres possessions de la Couronne ne furent affectées que de manière accidentelle par le conflit.

Celui-ci peut s'appréhender par de nombreux prismes, premièrement d'un point de vue décolonial, l'armée insurrectionnelle de Malaisie étant nommée Armée Malaisienne de Libération Nationale(AMLN)¹¹. Celle-ci était *de facto* la branche armée du Parti Communiste de Malaisie (PCM), et voulait par son action insurrectionnelle « soutenir l'indépendance des races faibles de l'Extrême Orient »¹², afin d'aboutir à une nation malaisienne indépendante, libérée de la domination britannique.

Ce conflit peut également s'envisager par le prisme de la guerre froide opposant le bloc atlantiste au bloc communiste en conjonction avec la guerre d'Indochine et de Corée.

Il peut aussi s'appréhender par la perspective de l'étude de la guerre irrégulière tel que l'a fait Élie Tenenbaum dans son ouvrage consacré à l'étude historique de ce phénomène au XX^e siècle.¹³

Nous pouvons encore l'étudier sous l'angle des rapports des communautés ethniques composant le pays et de leurs antagonismes. La Fédération de Malaisie en 1948 était alors constituée à 49% de populations d'ethnie malaise, à 38% de Chinois et 11% d'Indiens¹⁴. Le conflit prit notamment racine dans la répugnance des Malais à daigner accorder des droits civiques aux Chinois.¹⁵ Ces derniers étaient certes minoritaires démographiquement, mais ils avaient pris l'ascendant économique dans le pays en contrôlant la majorité des industries (avec les populations européennes, très minoritaires numériquement) et des syndicats.

Enfin, ce conflit peut être étudié dans le contexte des études portant sur le thème de l'impérialisme japonais en Asie Pacifique durant la seconde Guerre Mondiale, tel que l'a

¹¹ *Malayan National Liberation Army*, nous préférons utiliser cette dénomination qui se trouve être celle usitée par les insurgés que celle préconisée par les forces contre-insurrectionnelles « d'Armée de libération des races malaisienne » (*Malayan Races Liberation Army* ou *MRLA*). Il semblerait, d'après Karl Hack et Huw Bennett que la dénomination de *MRLA* soit due à une erreur de traduction.

¹² Komer, Robert, « The Malayan Emergency in Retrospect: Organization of a Successful Counterinsurgency Effort. », Santa Monica, CA: RAND Corporation, 1972 p.13.

¹³ Tenenbaum, Élie. *Partisans et centurions. Histoire de la guerre irrégulière au XXe siècle*, Paris, Perrin, 2018.

¹⁴ Hack, Karl *op. cit.* p.24.

¹⁵ AMAEC, 133QO/4, f° 16-23 (la photo de la première page de cette dépêche est corrompue, ne nous permettant pas d'avoir accès au titre, à l'auteur ni au destinataire.

notamment fait Pierre Singaravélou¹⁶, abordant à la fois l'occupation japonaise en Asie du sud-ouest pendant la seconde Guerre Mondiale et ses répercussions sur les mouvements nationalistes de la région pendant et à la sortie du conflit mondial. Nous pouvons également citer, cette fois dans l'historiographie malaisienne de langue anglaise Abu Talib Ahmad qui aborde ce sujet dans un chapitre dédié à « l'impact de la colonisation japonaise sur les armées coloniales et anti-coloniales d'Asie du Sud-Est »¹⁷.

Hélas, malgré la polysémie naturelle du sujet de cet État d'urgence malaisien, son historiographie relative est lacunaire voire quasi inexistante, surtout en France. Aucun ouvrage à ce jour n'est spécialisé sur le sujet, et les ceux dans lesquels l'étude de ce conflit pourrait s'inclure ne font que le mentionner de manière plus ou moins expéditive. Le seul contre-exemple existant se trouve dans l'ouvrage précité d'Élie Tenenbaum qui dans lequel un chapitre entier d'une vingtaine de pages est consacré à ce sujet¹⁸. Celui-ci, résumant tout d'abord la genèse du conflit, explique par la suite les raisons ayant motivé le gouvernement britannique à préconiser le choix de l'État d'urgence au lieu de l'état de siège ; présente ensuite succinctement l'adaptation tactique des forces contre-insurrectionnelles à la nature du conflit avant de décrire le rayonnement international du conflit, notamment par le biais de l'étude d'archives du Service Historique de la Défense (SHD). Ce travail, en plus de sa qualité, a pour grand mérite d'être la plus grande contribution du point de vue français à ce sujet méconnu. Cependant, du fait de sa nature intrinsèque de simple chapitre, il ne peut suffire à constituer une bibliographie à lui tout seul, d'où apparaît l'intérêt de produire un travail universitaire spécialement dédié sur ce sujet. Celui-ci devra évidemment être complété par des études ultérieures.

Dans le monde anglo-saxon, l'étude historique de ce sujet n'est pas non plus exhaustive. Nous pouvons malgré tout noter l'existence d'un ouvrage généraliste rédigé par Karl Hack, paru en 2022¹⁹, dont la parution récente aux presses universitaires de Cambridge aura peut-être l'effet de susciter des vocations ou, *a minima*, d'exciter l'intérêt des historiens ou du public sur ce sujet. Le traitement du procès des responsables du massacre de Batang Kali du 12 décembre 1948 dont

¹⁶ Singaravélou, Pierre « Mutations du nationalisme dans les sociétés coloniales d'Asie du Sud-Est » dans Aglan, Alya et Frank, Robert (dir.), *1937-1947 : la guerre-monde (Tome 2)*, Paris, Éditions Gallimard, 2015.

¹⁷ Ahmad, Abu Talib, « The impact of the Japanese occupation on colonial and anti-colonial armies in Southeast Asia », dans Rettig, Tobias, et Karl Hack, *Colonial Armies in Southeast Asia*, Londres, Routledge, 2005, pp.202-227.

¹⁸ Tenenbaum, Élie, « Chapitre 8. L'école de Malaisie (1948-1960) », *op. cit.* pp. 181-201.

¹⁹ Hack, Karl *op. cit.*

la Haute Cour de Justice de Londres décidant en 2012, dans la controverse, qu'il n'était pas nécessaire qu'il y ait d'enquête publique sur le sujet malgré qu'elle ait jugé qu'il « existe des preuves qui soutiennent une exécution délibérée des 24 civils à Batang Kali »²⁰, montre que ce sujet est toujours d'actualité récente au Royaume-Uni. Hélas encore une fois, excepté Karl Hack, peu d'historiens se penchent sur le sujet dans le monde universitaire anglo-saxon, nous pouvons citer Huw Bennett pour son article sur la nature de la réponse contre-insurrectionnelle dans la première année du conflit.²¹ Un autre écueil des études relatives à ce sujet se trouve dans le fait qu'elles soient principalement occidentales, il est dès lors difficile d'appréhender, malgré le travail de Karl Hack qui inclut dans ses travaux des poèmes écrit tantôt par les insurgés, tantôt par des individus ayant vécu le conflit, ainsi que des extraits de journaux personnels et qui a consacré un ouvrage²² dans lequel il s'entretient avec le secrétaire général du PCM Chin Peng ; le point de vue réel des populations chinoises de Malaisie et malaises sur cet épisode historique. N'ayant eu accès qu'à des sources occidentales, ce travail ne pourra bien évidemment en aucune manière combler cette lacune.

Ces entremises faites abordons maintenant le corpus de sources utilisé pour la rédaction de notre analyse. Premièrement les sources archivistiques : trois centres d'archives ont été visités, premièrement le centre des Archives diplomatiques du ministère des Affaires Étrangères situé à la Courneuve, où à la côte 133QO se trouvait les archives du consulat de France à Singapour (Malaisie Britannique) sur la période 1946-1955. Ces cartons étaient principalement remplis de documents relatifs aux affaires intérieures de la Malaisie Britannique ainsi qu'à la politique étrangère du Royaume-Uni dans sa colonie et plus largement en Asie du Sud-Ouest. Ces documents comprennent des lacunes évidentes, la population de Malaisie n'existe quasiment pas dans ces feuillets et il en est de même en ce qui concerne l'armée insurrectionnelle. Pour illustrer ce fait, nous pouvons noter que sur plus de deux mille pages de documents photographiés dans les cartons s'y trouvant, le nom de Chin Peng, secrétaire général du PCM et donc personnage central de l'insurrection, n'est mentionné que trois fois. Dans ces fonds se trouvent donc principalement des rapports rédigés par le consul de France à Singapour et

²⁰ Shirbon, Estelle, « Britain held responsible for 1948 mass killing in Malaya. » *Reuters*, 2012, <https://www.reuters.com/article/us-britain-malaysia-killings-idUSBRE8830VG20120904>.

²¹ Bennett, Huw, « 'A Very Salutory Effect' : The Counter-Terror Strategy in the Early Malayan Emergency », *Journal of Strategic Studies*, 2009, 415-444.

²² Nous n'avons pu nous le procurer.

destinés au ministère des Affaires étrangères ainsi que de multiples télégrammes, traductions de dépêches, d'articles de journaux. Ces documents n'éclairent pas toujours la situation intérieure à la Malaisie et ce pour plusieurs raisons.

Premièrement du fait de la distance du consulat du théâtre d'opération, celui-ci se situant à Singapour, zone très peu touchée par l'insurrection malgré des périodes de grèves plus ou moins troublées.

Deuxièmement, le consul et son entourage ne se déplaçaient qu'en de rares occasions en Fédération de Malaisie et n'avaient que de rares contacts avec la population, même européenne ; les Français résidant alors en Malaisie étant extrêmement rares. Ils se divisaient principalement en missionnaires religieux et en exploitants de plantations de caoutchouc travaillant généralement pour le compte de la SOCFIN²³. Les sources présentes dans ces cartons sont par contre très riches en ce qui concerne la manière dont les services diplomatiques, tout d'abord français puis anglais et par la suite américains appréhendaient le conflit malaisien mais aussi la situation générale en Asie Pacifique où la guerre d'Indochine et l'état d'urgence malaisien (conflits aux échelles complètement différentes comme en témoigne le comparatif de pertes des forces armées françaises et anglaises sur leurs théâtres d'opérations respectifs)²⁴, se retrouvaient progressivement considérées comme faisant partie d'un problème commun, celui de l'expansion du communisme dans la région.

Par la suite, nous avons consultés les archives du Service Historique de la Défense (site de Vincennes), où se concentrent principalement des rapports de stages effectués en Malaisie par des officiers français opérant en Indochine. La majorité de ces officiers faisaient partie du corps de parachutistes du Corps Expéditionnaire d'Extrême Orient (CEFEO) ou étaient alors des officiers spécialisés dans les radiocommunications. Ces témoignages précieux nous permettent premièrement de mieux connaître les techniques de combats utilisées par les forces contre-insurrectionnelles de Malaisie, dont notamment une technique particulière d'atterrissage sur les arbres maîtrisée par le 22e régiment des SAS²⁵. Ils nous permettent également de mieux

²³ Société financière des Caoutchoucs, un groupe agro-industriel Franco-belge.

²⁴ « Depuis le mois de Juin 1948 qui a vu le début de l'insurrection communiste, jusqu'en Décembre 1952, l'armée britannique n'a eu que 387 tués, alors qu'au cours du seul mois de Novembre 1952 les forces françaises et de l'Union Française ont eu à déplorer la mort au champ d'honneur de 380 militaires. »

Cf : AMAEC, dossier 133QO/7 (Politique intérieure, dossier général (5/1952 - 6/1954), dépêche signée André Guibaut (le consul de France à Singapour), adressée au Ministère des Affaires Étrangères, titrée « Statistiques concernant la campagne anti-terroriste en Malaisie »

²⁵ *Special air force Service*, une unité d'élite de l'armée britannique.

appréhender les rapports franco-anglais dans la région, les stagiaires n'hésitant pas dans leurs à faire état de la manière dont ils ont été considérés par les soldats anglais ainsi qu'à détailler le contenu de leurs discussions avec leurs homologues. Nous pouvons également noter l'existence d'un plan de défense de la Malaisie datant de 1953 en cas d'invasion du Tonkin et par la suite du reste de la péninsule indochinoise par une armée coalisée sino-vietnamienne²⁶, confirmant le fait que le Royaume-Uni appréhendait le problème de l'insurrection communiste malaisienne comme un événement régional.

Enfin, le troisième site visité fut celui des Archives Nationales de l'Outre-Mer, située à Aix-en-Provence, où se trouvent les comptes-rendus de trois conférences quintipartites²⁷ d'États-Majors portant sur le sujet de l'ébauche d'une défense atlantiste commune de la région. Ces documents nous permettent de constater la rivalité entre l'armée française voulant à tout prix focaliser les efforts militaires dans le Tonkin à l'opposé de l'État-Major britannique dont seule la défense de la Malaisie semblait réellement importer. La montée en puissance des États-Unis dans la zone est également observable dans ces pages, ceux-ci se posant dans la région en arbitre entre les deux puissances aux intérêts opposés.

Ces sources archivistiques nous permettront donc d'avoir un bon aperçu de la manière dont la France, son armée et son service diplomatique appréhendent ce conflit et de la nature des relations diplomatiques franco-anglaises, et dans une certaine mesure franco-américaines et américano-anglaises sur la question malaisienne et sur la région d'Asie Pacifique en général.

Tout ceci sera complété par des articles et des ouvrages cités pour la plupart précédemment et qui nous aideront, en plus de certains dossiers présents dans les archives diplomatiques et au SHD, de comprendre la genèse de l'insurrection malaisienne²⁸ et de l'évolution du conflit par le biais principalement de la réponse contre-insurrectionnelle, et ce grâce notamment à l'ouvrage précité de Karl Hack.

Les enjeux principaux de cette étude sont de présenter l'état d'urgence malaisien, sa genèse et les moyens utilisés par les forces contre-insurrectionnelles pour y mettre un terme ainsi que les rapports diplomatiques des puissances occidentales et la manière dont elles furent

²⁶ SHD, GR/10H, carton 295 (Malaisie 1954), dossier 2 nommé Quinpart, Pièce n°5, sans date, sans auteur, p.1.

²⁷ France, Royaume-Uni, États-Unis, Nouvelle-Zélande, Australie.

²⁸ Hack, Karl, « The Origins of the Asian Cold War : Malaya 1948 », *Journal of Southeast Asian Studies*, 2009, pp. 471-496. Ainsi que An, Wu Xiao, *Chinese Business in the Making of a Malay State, 1882-1941: Kedah and Penang* (1st ed.), Londres, Routledge, 2003.

affectées par ce conflit et la situation générale en Asie-Pacifique. L'étude se conduira donc à plusieurs échelles géographiques : une échelle locale, où des événements précis seront étudiés, comme la question du massacre de Batang Kali ou de la visite par les officiers stagiaires du CEFEO des infrastructures militaires britanniques

Nous appréhenderons également le conflit à une échelle nationale, afin notamment d'explicitier la politique générale du gouvernement britannique en matière contre-insurrectionnelle avec la question du contrôle géodémographique du territoire, stratégie ébauchée par Sir Harold Briggs ainsi que son plan éponyme. Celui-ci étant perfectionné par Gerald Templer.

Nous aborderons enfin les conséquences de ce conflit au niveau régional avec notamment l'étude des relations diplomatiques conduites par le Royaume-Uni, et menées par Malcolm Macdonald (le commissaire général britannique de l'Asie du Sud-Est), avec la France, les populations qui composent la Malaisie et le Viêt Nam. Ceci aspect est d'autant plus important du fait de la tendance de la menace communiste à se régionaliser sur la période ; en raison de la perte de pied progressive de la France en Indochine, de la victoire des révolutionnaires communistes en Chine en 1949 et de l'intervention de plus en plus importante des États-Unis d'Amérique en Asie Pacifique.

L'objectif de ce travail sera donc de, tout en présentant l'état d'urgence malaisien d'un point de vue interne à la Malaisie, d'observer ses conséquences et son importance sur la conduite des relations diplomatiques franco-britanniques d'abord ; puis d'observer la progressive élaboration d'un bloc atlantiste défensif dans la région (avec notamment la tenue des conférences quintipartites et la création de l'Organisation du Traité de l'Asie du Sud-Est (OTASE)²⁹ en septembre 1954).

Tout ceci nous porte à nous poser la question du caractère régional de l'état d'urgence malaisien. Si la réponse est positive, est-ce sur toute la durée du conflit et sous quels aspects?

Pour répondre à ces questionnements nous aborderons la genèse du conflit et éclaircirons les causes directes et profondes ayant menées à l'élévation de la violence politique et l'instauration subséquente de l'état d'urgence (1946-1948) (I), pour ensuite étudier le caractère inadéquat de la réponse contre-insurrectionnelle initiale (1948-1950)(II) avant de constater

²⁹ Cf : p.127.

l'abaissement de la menace insurrectionnelle malaisienne dans un climat régional de plus en plus incertain (1951-1954) (III).

Première partie : Prolégomènes à
l'insurrection (1946-1948)

Chapitre I : Le clivage socio-politique malaisien rendu manifeste par les débats suscités autour de la nouvelle constitution

i) La montée en puissance de la démographie chinoise durant la première moitié du XXe siècle

Le camp insurrectionnel malaisien était principalement composé de ressortissants Chinois résidant légalement (ou non) dans la Fédération de Malaisie, de moindre manière de Malaisiens d'origine chinoise et marginalement de Malais et d'Indiens de nationalité malaisienne.³⁰

Cette population chinoise était divisée en deux sous-groupes. Premièrement une population récemment immigrée, constituée alors quasi-intégralement de personnes nées en Chine et arrivées sur le territoire en quête de travail. Deuxièmement, les Chinois dits des « détroits », ce sous-groupe composait 55% de la population chinoise de la future Fédération de Malaisie et avait généralement pénétré le pays par les états de Perak et de Kedah entre 1880 et 1940. Le Perak est un État de la Malaisie occidentale où des gisements d'étain furent découverts à la fin du XIXe siècle. Quant au Kedah, État du nord, frontalier au Siam, il comportait un port important, celui de George Town, point de passage pour les navires commerciaux traversant le détroit de Malacca.³¹ La population chinoise de Malaisie habitait ainsi principalement à proximité des mines d'étain et des plantations d'hévéas (caoutchouc), c'est-à-dire sur la partie occidentale et méridionale de la future Fédération. (Voir annexe n°1 p. 133)

Il en était de même de la population indienne de Malaisie, la pénétration de ces deux groupes de population durant cette période s'était vue être facilitée par « l'interpénétration économique des anglais dans les 9 états au XVIIIe et XIXe siècle »³², les Britanniques important par la suite des travailleurs indiens comme *coolies*³³ dans les plantations de caoutchouc et les mines d'étains. Ces premiers immigrants Chinois de Malaisie étaient donc nommés ainsi que leurs

³⁰ SHD, GR/10T/942/4, document nommé « T.C. (de l'anglais) par C.D. du Chapitre XIX (signé S.L. Wight) du BRASSEY'S ANNUAL de 1952, pages 208 à 223 », sans date, p. 4.

³¹ An, Wu Xiao, *op.cit.*

³² Hack, Karl, « British Counterinsurgency and Malaya's Rural Chinese », 1948–60, *Journal of Imperial and Commonwealth History*, 43(5) p. 611–640, 2015, p. 2.

³³ Cette expression renvoie aux travailleurs agricoles asiatiques qui étaient employés dans l'Empire britannique.

descendants « Chinois des détroits » du fait que la façade maritime de ces États sur laquelle ils s'installaient massivement donne sur le détroit de Malacca. En 1946, cette frange de la population travaillait principalement dans les mines d'étain, dans les plantations de caoutchoucs comme responsables d'exploitation ainsi qu'en tant que commerçants et avait réussi à dominer économiquement la population malaise sur son territoire, en concentrant avec les européens la majeure partie des richesses. Ils fournissaient également « la masse des artisans » et possédaient « la plus grande partie du petit commerce et des boutiques ».³⁴ Cette population était économiquement favorisée, parlait couramment anglais et malais, était généralement favorable au Kuo-min-tang (KMT) et donc opposée au Parti Communiste Chinois (PCC) dans le contexte de guerre civile dans laquelle se trouvait la République de Chine (RPC) sur la période.³⁵

Un ressentiment, dès lors, émergea entre l'ethnie chinoise et celle malaise mais de même parmi l'ethnie chinoise elle-même. Ceci se trouvait être accentué par deux événements : d'une part par l'occupation de la Malaisie par l'Empire nippon de 1942 à 1945 ainsi que par les débats au sujet de la nouvelle constitution malaisienne.

ii) Un clivage inter-ethnique rendu manifeste à la sortie de la guerre

L'occupation nipponne de la Malaisie de 1942 à 1945 fut vécue de manière différente par les Malais et les Chinois. L'occupant s'appuya sur la population malaise du pays, majoritaire numériquement, s'octroyant sa passivité et même la collaboration de certains d'entre eux durant l'occupation. Ainsi, les unités nommées *giyugun*³⁶ ou *kyodo-hei*³⁷ étaient principalement constituées de Malais et d'Aborigènes (même si quelques officiers chinois occupaient les rangs afin d'assurer « l'effectivité de la campagne contre l'Armée Populaire Malaisienne Anti-Japonaise »³⁸ ou APMAJ)³⁹ ayant pour but de combler le « manque de troupes en anticipation des futures attaques alliées »⁴⁰.

³⁴ SHD, GR/10T/942/4, document nommé « T.C. (de l'anglais) par C.D. du Chapitre XIX (signé S.L. Wight) du BRASSEY'S ANNUAL de 1952, pages 208 à 223 », p.5.

³⁵ Hack, Karl, article cité, p.2.

³⁶ Armée volontaire en japonais.

³⁷ Milices locales en japonais.

³⁸ Hack, Karl, Rettig, Tobias, *op.cit.* p.211.

³⁹ Elle est nommée *Malayan's People Anti-Japanese Army* en anglais ou *MPAJA*.

⁴⁰ Hack, Karl, Rettig, Tobias, *op.cit.*, p.207.

La population chinoise était elle plus largement stigmatisée par l'occupant et constituait le gros de la résistance à l'occupation japonaise sur le territoire par le biais de l'APMAJ. Ce groupe armé, qui se trouvait être la branche armée du PCM,⁴¹ était principalement composé de Chinois de Malaisie à tendance communiste, et se trouvait être fourni en armes, nourriture, munitions et autres types de fournitures par le biais de ravitaillements aéroportés alliés durant toute la durée du conflit.⁴² Des soldats et agents anglais de la Force 136 se trouvèrent également parachutés dans la jungle malaisienne, assistant ainsi ces troupes⁴³. De ce fait, certains soldats tel John Davis, qui était l'officier de liaison de Chin Peng⁴⁴ durant l'occupation nipponne, s'était ensuite retrouvé dans le camp opposé lors des négociations de Baling les 28 et 29 décembre 1955.⁴⁵

Même si les tensions ethniques avaient pris racine dans la période pré-seconde Guerre Mondiale du fait de l'augmentation démographique spectaculaire de la population chinoise de Malaisie durant la première moitié du XXe siècle (elle composait 38% de la population totale du pays en 1948), ainsi que de sa nouvelle place d'un point de vue économique, c'est à la fin de la guerre et le départ de l'occupant japonais que se manifestèrent les premières manifestations de violences inter-ethnique. Des procès de « collaborateurs » furent tenus dans les mois suivant le retour des troupes anglaises en septembre 1945⁴⁶. Ces procès, souvent expéditifs, étaient tenus par les résistants anti-japonais à l'encontre de ces dits « collaborateurs » . Ceux-ci étaient généralement d'ethnie malaise et leur procès provoqua des heurts dans les villages dans lesquels ils se déroulaient du fait de la résistance de la population malaise locale à ces jugements. Cela déboucha parfois sur des tueries inter-ethniques,⁴⁷ celles-ci aliénant le PCM d'une grande partie de la population malaise.

L'entrée dans l'année 1946 se faisait donc pour la Malaisie de manière ambivalente, l'occupation nipponne n'était certes plus qu'un mauvais souvenir, mais le pays était « quelque peu en ruine » et la population se trouvait clivée. De même, la séparation entre les deux sous-groupes chinois de Malaisie était plus apparente qu'alors et cela se manifestait notamment par le soutien affiché ou non au Kuomintang (KMT) et au Parti Communiste chinois (PCC).

⁴¹ Komer, Robert W., *op. cit.* p. 13.

⁴² AMAEC, 133QO/4, « Situation en Malaisie », 19 juillet 1948, p.16.

⁴³ Tenenbaum, Elie, *op. cit.*, p.182.

⁴⁴ Il sera le futur leader des troupes insurrectionnelles malaisiennes pendant l'État d'urgence malaisien.

⁴⁵ Hack, Karl. *op. cit.*, p. 440.

⁴⁶ *Ibid.*. introduction pp.7.

⁴⁷ *Ibid.*. p.29.

iii) Une communauté chinoise de Malaisie divisée

Sur la période 1946-1948 les tensions s'accrurent entre les Chinois soutenant les nationalistes du KMT et ceux soutenant le PCC alors que ces deux partis étaient confrontés dans une lutte armée en Chine, lutte qui prit fin avec la victoire des communistes qui fondèrent la République Populaire de Chine (RPC) en 1949. Ces tensions politiques se manifestaient particulièrement pendant les commémorations du « Double Dix », la fête à la mémoire du renversement du pouvoir impérial mandchou provoqué le 10 octobre 1911 par les révolutionnaires chinois. La dégradation de l'entente interne à la communauté chinoise sur la période 1946-1948 s'observait particulièrement dans la manière dont cette fête était commémorée. Ainsi, le 10 octobre 1946, aucun incident n'était à déplorer entre les deux communautés et une « réunion unique [...] accompagnée de discours politiques »⁴⁸ avait eu lieu.

En revanche, l'année suivante la situation était différente et ce malgré l'action du consul général de Chine en Malaisie. Deux réunions différentes prirent place, l'une à Singapour, favorable au KMT et organisée par le consul. L'autre réunion, de tendance communiste, était organisée dans la même ville, ainsi qu'à Kuala Lumpur et dans d'autres grandes villes de la future Fédération.⁴⁹

Cette scission dans l'entente de la communauté chinoise de Malaisie était due à deux éléments, elle était premièrement la manifestation extérieure de l'aggravation de la situation intérieure chinoise mais aussi l'expression du clivage socio-économique existant entre les Chinois dits « des détroits » et ceux arrivés récemment en Malaisie. La partie la plus pauvre de ces immigrants récents formait la communauté des « squatteurs », une communauté déjà précaire et poussée à l'indigence par l'interruption des activités économiques pendant la guerre et le caractère extrêmement coercitif de l'occupation japonaise. Ceci les avait généralement contraints à vivre dans des habitations de fortune en bordure de jungle. Celles-ci étaient réunies dans des

⁴⁸ AMAEC, dossier 133QO/13 (Affaires chinoises 1944-1955), « Divergences de tendance politiques des groupements chinois en Malaisie » p.2.

⁴⁹ *Ibid.*

*kampongs*⁵⁰ situés à proximité des mines d'étains ou des plantations de caoutchouc dans lesquels ceux qui avaient un emploi travaillaient.

Ces squatteurs étaient au nombre de 500 000, soit un quart de la population chinoise du pays et 10% de la population totale de la future Fédération et se rapprochèrent donc naturellement du PCM pour plusieurs raisons : premièrement ils provenaient d'une classe socio-économique laborieuse, donc susceptible d'être séduite par l'idéologie communiste. Deuxièmement la grande violence de l'occupation japonaise poussa cette population en bordure de jungle où ils furent mis au contact des milices chinoises anti-japonaise et donc de l'APMAJ avec qui ils partageaient un profond ressentiment contre l'occupant. De ce fait, la population s'était rapprochée de ce groupe de résistance et donc par extension du PCM. Troisièmement, la suppression du *Chinese Protectorate*, en vue de la construction d'une nation malaisienne unique anglo-malaisophone dans le cadre du projet d'établissement de l'Union malaisienne, avait causé la perte de contrôle du pouvoir central sur les populations des squatteurs, les isolant au profit du PCM.⁵¹

Il ressort donc que l'équilibre politique de la Malaisie Britannique (Singapour inclus) était fragile, les tensions entre la communauté malaise et la communauté chinoise semblaient s'exacerber et les Chinois eux-mêmes étaient divisés. Ceci était l'enjeu le plus important avec lequel l'autorité britannique, de retour sur le territoire de la Malaisie Britannique en septembre 1945 devait composer alors qu'elle projetait de faire une réforme constitutionnelle. Réforme qui aboutira à la formation de la Fédération le 1^{er} février 1948 après de longues négociations.⁵²

Ces événements prirent également place dans un contexte extrêmement hostile aux ressortissants Chinois de la région de l'Asie du Sud-Est, avec notamment des massacres à Java et Sumatra, le projet d'une nationalisation des terrains possédés par les Chinois de Birmanie, ainsi que le gouvernement philippin qui, « à la suite d'un jugement de la Cour Suprême », déniait « la nationalité philippine à tout Chinois, même né dans une famille résidant dans le pays depuis trois ou quatre générations; », il leur était en outre « interdit de posséder [des terres] et d'exercer

⁵⁰ Ce terme signifie « villages » en malais.

⁵¹ Hack, Karl, article cité, 2015, p. 4.

⁵² AMAEC, 133QO/4, f° 52, télégramme à l'arrivée n°21, signé André Guibaut, adressé au Ministre des Affaires Étrangères, titré « Cérémonie d'installation du premier Haut-Commissaire Sir Edward Gent », 2/2/1948.

certaines professions »⁵³. Pour André Guibaut (le consul de France à Singapour) jamais par le passé les communautés chinoises n'avaient « fait l'objet d'une hostilité si générale. »⁵⁴

iv) La manifestation du clivage socio-politique malaisien à la sortie de la guerre : les débats suscités par les nouvelles constitutions

Le plan britannique, à la sortie de la guerre, était d'unir les États fédérés et non-fédérés ainsi que les anciens « Établissements des détroits » dans une Union malaisienne. Cette Union avait pour but de réunir les communautés disparates composant la péninsule (Malais, Chinois, Indiens et aborigènes) dans une nationalité malaisienne commune, incluant tous les Chinois et Indiens nés sur le territoire.⁵⁵ Ce projet d'union apparaissait comme la conséquence de la nouvelle place prise récemment par la communauté chinoise dans le pays. Ceci fit espérer à de nombreux d'entre eux une meilleure place dans le pays d'un point de vue politique et imposa une certaine pression aux Britanniques. Ce projet fut mis en suspens à cause des manifestations malaises de 1946 et de 1947 fomentées par l'ANMU, l'Association Nationale des Malais Unis⁵⁶. L'ANMU fut fondé par Dato Onn en 1946 avec pour but de spécifiquement empêcher l'avènement du projet de l'Union malaisienne et de défendre les droits des malais, c'est-à-dire leur suprématie politique sur la Malaisie⁵⁷.

Ainsi le projet d'établissement de l'Union malaisienne chavira et vint alors l'idée d'une constitution permettant la mise en place d'une Fédération de Malaisie excluant Singapour⁵⁸, idée poussée par le gouverneur général de la Malaisie Britannique Malcolm MacDonald.

Ce projet d'établissement d'une Fédération de la Malaisie fédérant les anciens États fédérés, les États non-fédérés ainsi que les Établissements des Détroits régie par une constitution avait pour but de constituer « le premier pas important vers l'objectif final de nous tous dans ce

⁵³ AMAEC, 133QO/13, dépêche signée André Guibaut, adressée au Ministre des Affaires Étrangères, titrée « Quelques remarques sur la question chinoise dans le Sud Est Asiatique », 30/3/1948, pp 1-2.

⁵⁴ *Ibid.* p.2.

⁵⁵ Hack, Karl, article cité, 2015, p. 2.

⁵⁶ *UMNO* ou *United Malays National Organisation* en anglais.

⁵⁷ Hack, Karl, article cité, 2015, pp. 3-4.

⁵⁸ Les Chinois devenant majoritaires démographiquement devant les malais en cas d'ajout de Singapour à la Fédération de Malaisie, l'ANMU de Dato Onn milita ardemment pour le non-ajout du territoire à la Fédération.

pays, l'auto-gouvernement par les peuples de la Malaisie »⁵⁹ selon Malcolm Macdonald. L'idée était donc de réunir les territoires de la péninsule en une entité étatique de nature fédérale où les ressortissants des diverses communautés ethniques seraient réunies dans une nationalité fédérale malaisienne. Par contre, l'auto-gouvernement⁶⁰, horizon réclamé par les malaisiens quelque soit leur appartenance ethnique, ne viendrait pas directement avec l'avènement de la constitution mais nécessitait une entente des communautés à laquelle, pour Macdonald, cette Fédération permettrait d'atteindre.⁶¹

Au sommet du pouvoir exécutif de ce nouvel État se trouvait un haut-commissaire, disposant en cas d'urgence de pouvoirs extraordinaires, mais de manière ordinaire, dans le pur principe constitutionnel anglais des *checks and balances* décrit par Montesquieu dans son *Esprit des Lois*, celui-ci trouvait limité par le pouvoir législatif, incarné dans la Fédération de Malaisie par le « Conseil Législatif »⁶².

Cette constitution, qui était décrite par André Guibaut comme un « compromis entre les tendances et les intérêts des uns et des autres »⁶³, paraissait néanmoins comme nettement plus favorable à la communauté malaise qu'à celles chinoise et indienne. Le Conseil Législatif était par exemple composé de 75 sièges, mais seulement 19%⁶⁴ (14 des 75) des sièges étaient réservés à des élus malaisiens de la communauté chinoise, alors qu'ils composaient 38% de la population⁶⁵. Le pouvoir des sultans⁶⁶, tous d'ethnie malaise était également restauré dans leurs États respectifs⁶⁷. En effet, cette constitution se trouvait être bien plus favorable à la communauté malaise, au détriment des Chinois, que le projet d'Union malaisienne avancé en 1946 et retiré à la suite de la campagne de protestations de l'ANMU à son encontre.

Cela se remarqua dans l'accueil que la population réserva à ce projet de loi; en effet, deux semaines après le discours de Malcolm Macdonald, la communauté chinoise de Malaisie

⁵⁹ AMAEC, 133QO/4, dépêche n°268.AS, signée André Guibaut, adressée au Ministère des Affaires Étrangères, titrée, « Discours de Mr. Malcolm MacDonald Gouverneur Général de la Malaisie Britannique, concernant le projet d'une Constitution d'une Fédération de Malaisie », 6/10/1947 p. 2.

⁶⁰ Nommé par les britanniques *self-government*

⁶¹ AMAEC, 133QO/4, dépêche n°268.AS, « Discours de Mr. Malcolm MacDonald Gouverneur Général de la Malaisie Britannique, concernant le projet d'une Constitution d'une Fédération de Malaisie », 6/10/1947 p.3.

⁶² Ibid. pp. 2-3.

⁶³ Ibid. pp. 2.

⁶⁴ 14 sur 75.

⁶⁵ AMAEC, 133QO/4, f°4, « Text of Broadcast by H.E The Governor-General on 5th, October, 1947. », publié le 6/10/1947, p. 1.

⁶⁶ Les sultans étaient les chefs des États composant la Fédération.

⁶⁷ Hack, Karl, article cité, 2015, p. 2.

prononça un *hartal*⁶⁸, qui interrompit « toute activité sur toute l'étendue de la Malaisie Britannique. »⁶⁹

Cet accueil différait évidemment selon les communautés ethniques et constituait un marqueur du clivage social existant alors en Malaisie. Ainsi, le 1er janvier 1948 l'organisation d'une manifestation avait été décidée lors d'une réunion tenue « sous la présidence du Consul Général de Chine », celle-ci célébrait la mise en vigueur de la constitution de Nankin par le KMT.

L'ANMU de Dato Onn quant à elle, décidait d'organiser à la même date, à Kuala Lumpur, une manifestation célébrant la Constitution de la Fédération de Malaisie.

Ce n'est pas tout, dans cette même ville, le futur président de l'Association des Chinois Malaisiens (ACM)⁷⁰, alors président du Conseil d'Action Commune de Tous les Malaisiens (CACTM)⁷¹, rassemblant « un certain nombre de partis d'opposition, plus chinois que malais et d'inspiration communiste, suggérait de marquer à sa façon l'inauguration de la Constitution malaise en organisant un second hartal le 1er février [...] date même de la mise en vigueur des nouvelles institutions. »⁷².

Cet évènement était parfaitement symptomatique de la situation politique dans laquelle se trouvait la Malaisie Britannique à la sortie de l'occupation nipponne ; avec un clivage entre une communauté malaise crispée sur ses acquis, refusant de céder sa suprématie politique en faveur d'une égalité de droits entre les communautés sur le territoire. Ils célébraient alors la nouvelle constitution les favorisant alors que du côté opposé se trouvait une communauté chinoise, elle-même clivée.

Cette communauté était ici divisée entre les Chinois des détroits, de tendance plutôt pro-KMT, célébrant dans la chambre de commerce de Singapour la constitution nationaliste de Nankin et les communistes manifestant leur désapprobation aux deux constitutions (chinoise et malaise) à Kuala Lumpur.

⁶⁸ Type de manifestation, généralement non-violente, d'inspiration hindoue, consistant à stopper toute activité publique d'une ville ou d'un pays (pas seulement les commerces mais aussi notamment les écoles) en guise de protestation contre une mesure/évènement inique ou impopulaire.

⁶⁹ AMAEC, 133QO/4,f^o4 , télégramme à l'arrivée n°137, signé André Guibaut, adressé au Ministère des Affaires Étrangères, titré « Protestation contre les projets constitutionnels baptisée du nom hindou Hartal », 21/10/1947.

⁷⁰ *Malayan Chinese Association* ou *MCA*.

⁷¹ *All Malaya Council of Joint Action (AMCJA)*.

⁷² AMAEC, 133QO/4, dépêche n°363-AS, signée André Guibaut, adressé au Ministère des Affaires Étrangères, titré « Inaugurations de Constitutions », 27/12/1947 pp. 1-2.

C'était alors la plus grande ville de la future Fédération de Malaisie ainsi que la capitale de l'État de Selangor jusqu'en 1971, mais, contrairement à Singapour elle ne devait pas sa richesse au commerce maritime⁷³ mais à l'exploitation de mines d'étains et de plantations d'hévéas. Elle possédait donc une population chinoise essentiellement laborieuse qui penchait politiquement davantage vers le communisme qu'à Singapour où celle-ci était essentiellement commerçante (à la seule exception des dockers). (Voir annexe n°1 p. 133)

Ceci n'est pas anodin, la communauté chinoise de Kuala Lumpur exprimait alors mieux l'orientation politique des Chinois de la Fédération de Malaisie que ceux de Singapour qui en étaient autant éloignés administrativement que socialement et économiquement. Le fait qu'elle ne célébrait ni la nouvelle constitution de la Fédération de Malaisie, ni celle Nankin poussée par les nationalistes du KMT permet ainsi en filigrane de révéler l'origine démographique du conflit qui va sévir dans la Fédération de Malaisie de 1948 à 1960 et la raison pour laquelle ce conflit ne s'étendit pas à Singapour (malgré quelques grèves vers le mois de mai 1948). Cette insurrection est née de revendications d'une communauté chinoise, laborieuse, travaillant dans les mines d'étains et les champs d'hévéas, qui s'était rapproché du PCM par le biais de sa branche armée durant l'occupation nipponne et qui ne se retrouvait pas ou peu dans les aspirations des chinois des Détroits.

Toute cette situation témoignait d'une tension croissante dans la situation intérieure de la Malaisie, comment les britanniques et le Consulat français appréhendaient la situation?

v) L'Europe coloniale et la Malaisie

Dans le discours précité de Malcolm Macdonald celui-ci déclara que l'union entre chinois concrétisée lors du *hartal* du 20 octobre 1947 ne pouvait être que temporaire tant les intérêts entre les Chinois aisés des détroits et ceux d'immigration récente diffèrent.

Il ajouta que l'agitation dans le pays n'était provoquée que par une minorité politique communiste qui, sous un vernis démocratique, ne cherchait qu'à s'emparer le pouvoir du fait qu'il savaient que la démocratie ne leur était « d'aucune utilité car ils ont peu de chances

⁷³ Son centre se situe à 45 km de la mer.

d'obtenir une majorité et absolument aucune de la garder par le libre jeu d'un système électoral quelconque.»⁷⁴

Ce témoignage étant un discours politique, il n'exposait donc pas sa pensée profonde mais rend manifeste le fait que le pouvoir britannique considérait l'opposition communiste comme le principal danger sur le territoire, les riches commerçants chinois et la classe moyenne-aisée étant exclue du discours politique de cette opposition. Cette population (représentée notamment par la chambre du commerce de Singapour), regrettant de s'être jointe aux partis d'opposition communistes lors de l'organisation du *hartal*⁷⁵.

Quant à André Guibaut, son sentiment était similaire, il considérait que le « clan des chambres de commerces »⁷⁶ s'était fourvoyé en collaborant avec l'opposition communiste à l'organisation de cette grève qu'il désignait également comme la principale menace pour le pouvoir établi en Malaisie.

Pour autant il ne semblait pas faire preuve de crainte particulière au sujet de la situation dans le pays, la coalition chinoise n'ayant pour lui aussi aucune vocation à durer ; de plus, il plaçait toute sa confiance dans la nouvelle constitution. Tout ceci ne lui faisait apparaître que comme peu probable la possibilité que l'opposition communiste décide de recourir à une escalade de la violence politique contre le gouvernement. Pour lui, si cette éventualité venait à survenir, il fallait y « voir une manifestation de l'influence croissante du communisme dans le Sud Est Asiatique. »⁷⁷. Il affirma cette interprétation de manière de plus en plus péremptoire sur la période s'étalant de novembre 1947 à la mi-mars 1948. La Fédération de Malaisie était alors enfin établie⁷⁸, le nombre de journée de travail perdues du fait de grèves n'avait jamais été aussi bas depuis la fin de la guerre⁷⁹, les rares faits de « banditisme »⁸⁰ par des bandes d'allégeance communiste se trouvaient cantonnés dans des régions reculés et il ne semblait « pas que leur activité ait un caractère politique. »⁸¹ Cette vision des faits qu'avait André Guibaut était

⁷⁴ AMAEC, 133QO/4, f°16-17.

⁷⁵ AMAEC, 133QO/4, f°18-19.

⁷⁶ *ibid.*

⁷⁷ AMAEC, 133QO/4, f°21.

⁷⁸ AMAEC, 133QO/4, « Cérémonie de son [à la Fédération] premier Haut-Commissaire Sir Edward Gent ».

⁷⁹ AMAEC, 133QO/4, dépêche n°103.AS, signée André Guibaut, adressée au Ministère des Affaires Étrangères, titrée « Bilan des grèves de Singapour en 1947 », 15/3/1948.

⁸⁰ Le terme de bandit renvoie aux (ici futurs) insurgés. Les insurgés ne seront nommés « terroristes communistes » (*communist terrorists*) qu'à partir de 1952.

⁸¹ AMAEC, 133QO/4, dépêche 24.AS, signée André Guibaut, adressée au Ministère des Affaires Étrangères, titrée « Banditisme en Malaisie », 21/1/1948, p. 3.

maladroite, et probablement due à un manque d'informations ou à un sentiment de supériorité sur les populations asiatiques, voyant dans le recul de l'activité syndicale de Singapour une confirmation de son impression « de l'établissement depuis le mois d'octobre dernier d'une trêve politique et sociale »⁸² sur tout le territoire de la Malaisie; alors qu'elle était la manifestation de la mise en suspens de l'action politique du Parti lors des réflexions du comité central du PCM autour d'un possible changement de stratégie, à l'issue desquelles le Parti délaissa l'action politique au profit d'une escalade de la violence.

Quoi qu'il en soit, la pensée du consul selon laquelle la seule éventualité où l'opposition communiste malaisienne pourrait recourir à la violence armée serait une manifestation de l'influence de communisme en Asie du Sud-Est témoigne du fait que la principale préoccupation de la France dans la région était la guerre contre le Viêt Minh. Ainsi, dès que la situation commença à escalader en Malaisie, sa première réaction fut qu'il était nécessaire d'envisager l'influence que cette situation aurait sur la politique britannique dans la région et que la France devrait dans ses « relations avec les Anglais, notamment en ce qui concerne l'Indochine. »⁸³

Cette inquiétude vis à vis de l'Indochine et de l'expansion du communisme dans la région se trouva être accrue par la manifestation de la collusion existant entre le mouvement Viêt Minh et l'APMAJ.

⁸² AMAEC, 133QO/4, dépêche n°103.AS, « Bilan des grèves de Singapour en 1947 » p.2.

⁸³ AMAEC, 133QO/4, dépêche n°161.AS, signée André Guibaut, adressée au Ministère des Affaires Étrangères, titrée « Activités communistes », 12/4/1948 p.3.

Chapitre II : L'APMAJ durant l'entre-deux guerres, survivance ou dissolution ?

La question de l'APMAJ devint épineuse pour le gouvernement britannique dès la libération de la Malaisie, cette armée étant la principale force de résistance à l'occupant nippon durant la période 1942-1945, elle jouissait donc d'un grand prestige, principalement parmi les populations chinoises situées dans les régions reculées (du Perak par exemple) en bordure de jungle. Toute l'aporie de cette situation se trouvait dans le fait qu'elle était tout aussi prestigieuse pour les Chinois (rendant difficile sa dissolution) qu'elle était dangereuse pour le pouvoir britannique, étant une émanation du PCM dont la politique était anticoloniale.

i) Lai Teck : une taupe à la tête des communistes malaisiens ?

Cette force armée, formée en décembre 1941, était dirigée dès la fin de l'année 1942 par un « Comité Militaire Central »⁸⁴. Ce comité était un collège composé de trois hommes : le premier étant Chin Peng⁸⁵ le futur secrétaire général du PCM, le second Liu Lau⁸⁶ et le troisième, le plus haut-placé, Lai Teck⁸⁷ (parfois graphié Loi Teck ou encore Loi Tek) un sino-annamite dont l'histoire et la personnalité restent assez mystérieuses à ce jour⁸⁸, le système de renseignement français doutant en 1947 même de son existence réelle.

⁸⁴ *Central Military Committee.*

⁸⁵ Son nom de naissance est Ong Boon Hua.

⁸⁶ Parfois orthographié Liu Lao.

⁸⁷ Son nom de naissance était soit Phạm Văn Đắc ou soit Hoang Kim Ngoc. Il était également connu sous les pseudonymes de Comrade Wright, Chang Hung, Wong Kim Geok et bien d'autres.

⁸⁸ Cheah Boon Kheng, « Red Star Over Malaya : Resistance and Social Conflict During and After the Japanese Occupation, 1941-1946 », Singapore, National University of Singapore, Singapore University Press, 1987, p.61.

« A la tête de ces communistes clandestins se trouve le camarade Loi Tek. Ce nom est naturellement un pseudonyme qui camoufle en réalité [sic] le quartier général des « rouges », la cellule secrète qui dirige les activités en Malaisie. C'est peut-être un seul homme ou six. »⁸⁹

Ce bulletin de renseignement, destiné au SDECE (Service de documentation extérieure et de contre-espionnage) d'Indochine, faisait la confusion entre Lai Teck, membre et homme fort du comité militaire central du haut de sa position de Secrétaire général du PCM (et ce jusqu'en 1947) et le comité lui-même. Il faut remettre en perspective ce témoignage pour deux raisons : premièrement il se trouve être la traduction « littérale [sic] d'un article du Straits Times du 7 décembre 1947 intitulé [sic] ; “ Secret Plan for Red Malaya ” » et était signé : « ”By a Political Observer” »⁹⁰. L'auteur de cet article étant inconnu, nous ne pouvons attester de sa fiabilité. Deuxièmement parce que cette information sur Lai Teck se trouva aussitôt démentie par le SDECE, Lai Tek étant un des pseudonymes de Hoang Kim Ngoc dont l'existence réelle était confirmée. Il était également un « agent des Britanniques »,⁹¹ un informateur de la « Branche Spéciale de la Police »⁹² (la branche de la police malaisienne spécialisée dans le renseignement), passé auparavant par le service de la sûreté générale indochinoise. Il avait ensuite infiltré le PCM en 1934-1935, pour le compte du service de renseignement britannique, avant de gravir les échelons du parti jusqu'à en devenir le chef en 1938.⁹³

Sur la période 1938-1947, le PCM ainsi que l'APMAJ (par le biais du comité) étaient donc dirigés par un agent du renseignement britannique, ceci pouvant expliquer, en plus de la politique communiste de collaboration nommée politique de « Front Uni » où « à travers le monde les partis communistes avaient essayé de s'installer dans les parlements et de former des alliances avec les partis bourgeois »⁹⁴, la collaboration entre le Parti et le gouvernement britannique après la libération de la Malaisie en 1945. Sur la période septembre-octobre 1945, le PCM démobilisa la force de résistance aux japonais à la suite d'un accord avec la Force 136. La

⁸⁹ ANOM (Archives Nationales de l'Outre-Mer), série 2 HCI (Service du conseiller politique du Haut-Commissariat pour l'Indochine 1901-1954), sous-série renseignements, carton 120 (1945-1949), bulletin de renseignement N°22.017 SR du SDECE d'Indochine (Service de documentation extérieure et de contre-espionnage), adressé au Haut Commissariat de France en Indochine, titré le plan secret des communistes de Malaisie, 7/12/1947, p.2.

⁹⁰ *Ibid.* p.7

⁹¹ *Ibid.*

⁹² *Police Special Branch*, cette organisme se trouve être le service de renseignement de l'État Malaisien.

⁹³ Kheng, Cheah Boon, « Front Matter. In From PKI to the Comintern, 1924–1941: The Apprenticeship of the Malayan Communist Party », Cornell University Press, 1992, p. 31.

⁹⁴ Hack, Karl, article cité, 2009, p.3.

collaboration semblait telle que Lai Teck démobilisa également ceux qui n'avaient pas été mis en liaison avec cette force. Ce deuxième corps aurait d'après les services du renseignement britannique été créé par une directive du PCM passée en avril 1945, sous le nom d'armée secrète. Ces troupes qui n'étaient pas en liaison avec la Force 136 auraient eu l'ordre de rester cachés dans la jungle et de confisquer autant d'armes que possible afin de pouvoir, non seulement combattre contre l'occupant nippon mais de « mener une lutte armée contre les britanniques si une République populaire ayant la faveur du PCM n'était pas établie après la guerre. »⁹⁵.

Pour autant, la confiance du gouvernement britannique en Lai Teck n'était pas illimitée, celui-ci se trouvant interrogé en 1946 par la branche spéciale au sujet de cette armée secrète, le service de renseignement britanno-malaisien étant persuadé que la démobilisation de ce corps n'avait été que partielle et qu'ainsi armes et troupes étaient toujours cachées dans la jungle. Cette méfiance envers lui se trouva être accrue après que des camps (vides) de l'APMAJ et inconnus de la Force 136 aient été découverts⁹⁶, et par la rumeur insistante selon laquelle il aurait collaboré avec l'occupant nippon en échange de sa libération après sa capture par la *Kempeitai*⁹⁷ en avril 1942. D'autant plus que cette libération se trouvait être suivie par un événement dramatique pour les communistes : le massacre des caves de Batu⁹⁸ où une réunion de hauts-dignitaires avait été organisée par Lai Teck; 92 hommes y décédèrent tués par l'armée nipponne dont 22 membres du comité exécutif du PCM et de nombreux individus qui avaient commencé à être critiques de la ligne politique de Lai Teck.

Ce massacre ayant vidé les rangs du PCM, il permit donc à de nouveaux et jeunes membres de s'élever dans la hiérarchie du parti, dont Chin Peng.⁹⁹ Pour autant, la culpabilité de Lai Teck en ce qui concerne ce massacre n'était pas formellement établie et ne restait que basée sur des suppositions dûes à une accumulation de faits qui le rendit suspicieux au yeux de nombreux membres du PCM. Ces éléments étaient notamment de longues absences et des contacts réguliers avec le Major Onishi, le chef de la *Kempeitai* et ce après sa libération.¹⁰⁰

⁹⁵ Kheng, Cheah Boon, article cité, 1987, pp.62-63.

⁹⁶ *Ibid.* p.63.

⁹⁷ La *kempeitai* était la police militaire de l'Armée impériale japonaise.

⁹⁸ Les caves de Batu sont un ensemble de grottes situé au nord de Kuala-Lumpur.

⁹⁹ B. Cooper, *Decade of Change: Malaya and the Straits Settlements 1936-1945*, Graham Bash, 2001, pp. 441-442.

¹⁰⁰ *Ibid.* p. 443.

Ce qu'il semble pouvoir être affirmé de manière sûre est que Lai Teck a été un ancien agent du renseignement français de Singapour¹⁰¹, ayant rejoint vers 1934 la branche spéciale de la police malaisienne avec pour mission d'infiltrer le PCM dont il prit la tête pendant dix ans, tout ceci en étant en liaison avec l'occupant nippon par le biais du Major Onishi de 1942 à 1945. La constante nébuleuse semblant entourer l'histoire et le caractère de ce personnage rend compréhensible la confiance limitée du gouvernement britannique et du PCM à son égard et donc les suspicions de survivance d'un corps caché de l'APMAJ dans les jungles du nord de la Fédération de Malaisie.

ii) L'apparente stase de l'APMAJ à la sortie de la guerre

La question se pose maintenant du rôle joué par ce corps pendant la période 1945-1948, nous constatons premièrement en décembre 1945 une démobilisation des troupes (dont l'étendue réelle est méconnue) et un changement de stratégie du PCM probablement due à l'influence de Lai Teck. Le parti se concentra jusqu'à la fin de l'année 1947 (année de sa fuite) vers une stratégie de coopération avec les organisations politiques dites bourgeoises, de manifestations et de grèves pacifiques.¹⁰² Tout cela en vue de l'obtention d'une constitution plus favorable à la communauté chinoise, ce qui semblait être en bonne voie avec le projet d'Union Malaisienne.

La passivité du PCM en sortie de guerre lui sera reprochée par d'autres communistes, tel que par Lawrence Sharkey, le président du PC Australien¹⁰³.

Cette stase n'était peut-être pas le fruit d'une stratégie volontaire mais d'une désorganisation structurelle du Parti, désorganisation provoquée par le statut de triple agent de leur secrétaire général, cette situation l'ayant certainement contraint à coopérer avec trois groupes antagonistes, privant les communistes malaisiens d'un leader à la politique claire en conformité avec leur ligne décoloniale et communiste traditionnelle. Il semblerait en effet, au vu de ses nombreuses allégeances passées au cours de sa vie, qu'il agissait avant tout au gré du vent et surtout selon son propre intérêt, ceci l'ayant poussé à jurer des alliances contradictoires. Ainsi,

¹⁰¹ Bryan Cooper nous mentionne le fait qu'il aurait également travaillé pour les russes en Indochine. Il semble être le seul à l'affirmer et ne donne pas sa source.

¹⁰² Shaw A.N, « The British intelligence community in Singapore, 1946-1959 : Local security, regional coordination and the Cold War in the Far East », thèse de Doctorat, Université de Leeds, Janvier 2019.

¹⁰³ Hack, Karl, article cité, 2009, p.12.

Lai Teck se trouvait contraint de composer avec les exigences du Parti, de la branche spéciale de la police malaisienne et de la *Kempeitai* (pendant l'occupation) l'amenant probablement à la sortie de la guerre à s'assurer de la survivance du PCM en démobilisant l'APMAJ (au moins en surface) (survivance qu'il désirait probablement assurer ne serait-ce que pour le maintien de la position de secrétaire général qu'il tenait en son sein) ; et ce, afin de se préserver des possibles remontrances de la police malaisienne, tout en cachant armes et troupes dans la jungle afin de ne pas se mettre en porte à faux vis-à-vis du reste du comité central du PCM. Ainsi, dirigé par un secrétaire général constamment obligé de satisfaire aux intérêts de parties aux intérêts opposés, le Parti semblait, de 1946 à 1948, sombrer dans l'immobilisme.

Quoi qu'il en soit, cette passivité était d'autant plus critiquée que la situation semblait favorable à un soulèvement armé, certaines factions locales de résistants tentant même de leur propre chef de prendre le contrôle effectif des zones laissées vacantes par les Nippons lors de leur retraite alors que les officiers de la Force 136 semblaient dépassés, ayant du mal à contrôler les groupes de guérilla qui n'étaient pas en contacts avec eux.¹⁰⁴ Chin Peng accusera dans son autobiographie Lai Teck de la politique passive du PCM durant la période, la qualifiant de « virage à 180 degré du programme du parti de continuation de la lutte armée contre les britanniques en vue d'atteindre l'indépendance nationale »¹⁰⁵, pour autant celui-ci ne critiqua jamais ouvertement cette ligne directrice et suivit le Secrétaire Général du PCM.

Comment alors Lai Teck a-t-il pu justifier cette stratégie de désescalade de la violence et d'approfondissement de la coopération avec le pouvoir colonial britannique auprès du Parti? Premièrement il semblait avoir convaincu les cadres du PCM de la futilité du recours à la lutte armée dans ces conditions; la politique pré-guerre du Parti (simplement mise en suspens durant l'occupation afin de lutter contre l'Empire nippon) étant de parvenir à l'édification d'une Malaisie où tous les habitants y seraient unis sous la même nationalité et égaux en droits. Or, le PCM était certes implanté dans une partie de la communauté minoritaire chinoise mais il était soit méconnu soit mal perçu par la population malaise. Celle-ci était majoritaire dans le pays, rendant complexe tout mouvement insurrectionnel. Deuxièmement, pour lui, l'armée était trop

¹⁰⁴ Cheah Boon Kheng, article cité, 1987, p.149.

¹⁰⁵ *Ibid.*

faible numériquement (environ 7000 soldats composaient l'APMAJ) et dispersée à travers le pays.¹⁰⁶

Ce qui favorisa l'acceptation de cette politique par la population des squatteurs, principal soutien et fournisseur de troupes pour le PCM, était probablement l'espérance d'un accès à un meilleur statut social et politique avec le retour des Britanniques. Il apparaissait que la résistance à l'occupant des Chinois, couplée avec les contacts opérés entre la Force 136 et la résistance communiste durant trois ans, avaient dû faire naître des espoirs de collaboration approfondie entre Britanniques et Chinois. Cet espoir avait dû grandir avec le premier projet d'Union malaisienne de 1946, qui était beaucoup plus favorable à la population chinoise que le projet final de Fédération promu par l'ANMU de Dato Onn.

Du fait du caractère lacunaire des sources pour cette période en ce qui concerne les forces armées du PCM et de l'opinion des Chinois de Malaisie, tout ceci ne reste évidemment que conjecture. Les seules éléments qui semble possible d'affirmer de manière certaine étaient la tentative d'une coopération politique entre le PCM, les partis dits bourgeois et les Britanniques de décembre 1945 à mars-avril 1948, ainsi que la cache d'armement ayant servis contre l'occupant japonais dans la jungle en cas de nécessité de poursuite de la lutte armée contre la puissance coloniale¹⁰⁷. Durant cette période le contact des anciennes unités était maintenu entre elles par le biais de « l'Association des anciens membres de l'Armée Secrète Anti-Japonaise de Malaisie. »¹⁰⁸, qui était en contact étroit avec diverses organismes à tendance communiste voire dirigés en régie par le PCM tel que l'Union Pan-Malaisienne des Syndicats (UPMS)¹⁰⁹ et ce par le biais de la CACTM^{110 111}.

Cette dernière fut créée en décembre 1946 par le Parti et permettait la coordination de l'action syndicale, politique et potentiellement militaire du PCM.

¹⁰⁶ *Ibid.*

¹⁰⁷ Hack, Karl, *op. cit.*, p.87

¹⁰⁸ ANOM, 2 HCI 120, Bulletin de renseignement N° 2712, auteur non renseigné, adressé au conseiller politique du Haut-Commissariat pour l'Indochine, titré Mouvements pro-vietnamiens en Malaisie, 20/4/1947, pp. 1-2.

La traduction opérée par le service de renseignement français d'Indochine semble inadéquate, nous proposerons celle d' Association des ex-camarades de l'APMAJ Karl Hack parlant de « *MPAJA Ex-Comrades Association* » .

¹⁰⁹ *Pan-Malayan Federation of Trade Unions* ou *PMFTU*.

¹¹⁰ *All Malayan Council of Joint Action* ou *AMCJA*.

¹¹¹ Hack, Karl, *op. cit.*, pp.XVI.

Quels étaient les objectifs suivis par le Parti en créant cette association d'anciens soldats de l'APMAJ? Faute de sources nous ne pouvons encore une fois qu'émettre des conjectures mais ils peuvent être de plusieurs ordres :

Premièrement, celui d'un objectif de perpétuation de la mémoire de la résistance chinoise à l'occupant nippon dans la population par le biais de plusieurs réunions et commémorations. Cette résistance était ensuite associée dans l'imaginaire collectif au PCM par le biais du regroupement de cette association dans la coalition de la CACTM, association qui était rendue manifeste par la participation conjointe des organismes qui la composaient dans de multiples conférences, commémorations et réunions. Le 10 février 1947 une réunion à ciel ouvert fut organisée « par le M.P.A.J.A »¹¹² (il faut comprendre par MPAJA l'Association des ex-Camarades de l'APMAJ, les services français de renseignements faisaient la confusion à de multiples reprises entre les deux), ou étaient conviés notamment le PCM et l'UPMS. Ces réunions avaient probablement pour effet de faire associer l'APMAJ, le PCM et l'UPMS comme trois organismes unis voire unique, dans la pensée de la population qui y était conviée (des navettes de bus gratuites permettant aux habitants de se rendre gratuitement à ces réunions étaient mises à disposition). Ceci facilitant dans l'inconscient collectif l'association de la résistance anti-nippone à ces organismes.

Deuxièmement, et de manière plus évidente, cela permettait de mobiliser plus rapidement les anciens régiments en cas de recours à la lutte armée, et ce grâce au maintien des contacts entre les anciens soldats eux-mêmes par le biais de l'association et des ex-soldats avec l'ancienne structure mère du PCM par le biais de la CACTM. Nous pouvons noter en ce sens la proximité géographique entre les anciens régiments de l'armée anti-japonaise et ceux de l'AMLN durant l'état d'urgence (Annexe n°2 p.135).

Maintenant vient la question des liens existants entre l'APMAJ et plus généralement le PCM et les mouvements Viet Minh.

¹¹² ANOM 2 HCI 120, bulletin de renseignement n° 2112, auteur non précisé, adressé au conseiller politique du Haut-Commissariat pour l'Indochine, titré Singapour et les événements d'Indochine, 17/2/1947, p. 1.

iii) La tentative avortée de soutien des anciens de l'APMAJ au Viet Minh

Le PCM avait tenté en 1947, par le biais de l'Association des ex-camarades de l'APMAJ, de soutenir matériellement le mouvement Viêt Minh de Hô Chi Minh.

Dans sa première phase, ce mouvement de soutien se matérialisa par des déclarations anti-impérialistes adressées dans le cadre d'une campagne de propagande au gouvernement français mais aussi indirectement à des éléments « Allemands [...] pro-fascites [sic]. ».¹¹³

Ensuite, une réunion fut organisée le 30 janvier 1947 entre plusieurs associations constituant la Fédération des Syndicats de Singapour, autre coalition de syndicats contrôlée par le PCM et incluse dans la CATCM. Lors de cette réunion, cinq résolutions furent prises.

1°) - le boycottage des Français [sic] en refusant de charger ou de décharger [sic] les bateaux français [sic].

2°) - ;l'envoi d'une protestation au Consul General [sic] de Franc [sic] contre l'imperialisme [sic] français [sic].

3°) - l'envoi d'un telegramme [sic] de sympathie au Gouvernement Viet Minh

4°) - Demander aux associations ouvrières [sic] indiennes de supporter ce mouvement.

5°) - l'envoi de messages a [sic] tous les organismes intéressés [sic]¹¹⁴

Le boycott devint effectif dès le lendemain empêchant notamment de manière temporaire le transport de matériel français à Saigon en provenance de Calcutta.

Dans une deuxième phase, à la date du 5 février, une tentative de constitution d'une force armée en soutien au Viêt Minh fut lancée. 1313 anciens soldats de l'APMAJ se seraient portés volontaires pour combattre en Indochine et ce majoritairement dans les régions où le PCM était implanté. Le Perak leva 500 recrues et le Johore plus de 200. 27 Malais (2% des effectifs totaux environ) et 68 femmes (5,2% environ de l'effectif total) étaient présents dans cette force ainsi qu'un nombre indéfini d'Indiens pour une écrasante majorité de Chinois.¹¹⁵ Le gouverneur de Singapour Franklin Charles Gimson annonça immédiatement l'interdiction de tous les départs

¹¹³ Après la seconde Guerre Mondiale de nombreux prisonniers de guerre allemands rejoignirent la Légion Étrangère pour combattre notamment en Indochine, le taux d'Allemands dans les régiments était si important que ceux-ci pouvaient être majoritaires.

Cf : THOUMELIN Pierre, « L'ennemi utile », *Inflexions*, 2015/1 (N° 28), pp. 83-87.

¹¹⁴ ANOM 2 HCI 120, bulletin de renseignement n° 2112, Singapour et les événements d'Indochine, 17/2/1947, p. 2.

¹¹⁵ ANOM 2 HCI 120, Bulletin de renseignement N° 2712, Mouvements pro-vietnamiens en Malaisie, 20/4/1947, p.1.

organisés, limitant ainsi les possibilités de départs de volontaires à des mouvements individuels. Cinq jours plus tard une nouvelle réunion de soutien aux Viêt Minh était organisée par l'Association des ex-camarades de l'APMAJ où le PCM, l'UPMS et diverses associations membres de la CACTM furent au rendez-vous¹¹⁶. Un discours de soutien à Hô Chi Minh et de défiance vis-à-vis de « la politique imperialiste [sic] française [sic] en Indochine »¹¹⁷ mais aussi, en filigrane, vis-à-vis de la puissance coloniale britannique fut prononcé. En effet, l'orateur, un certain Phan Van Phuc délégué Viêt Minh en Malaisie, annonça que les « puissances démocratiques [sic] [les partis et groupes de libération communistes] qui ont vaincu le fascisme [...] continueront leur lutte tant que le V.M [Viêt Minh] et autres nations sujettes, petites ou grandes, seront également [sic] libres. »

Le but stratégique de cette aide semblait donc de les aider à remporter la guerre civile en Indochine afin de créer un précédent et ainsi de faire réaliser à la population malaisienne, (toute la population malaisienne car nous sommes encore dans la période de politique de front uni qui se matérialise ici par la présence à la réunion d'une association indienne, l'Association des Tamils¹¹⁸ de Malaisie ainsi que deux associations malaises, le Parti Nationaliste Malais et l'Union des Jeunes Malais, que la même chose était possible dans la Fédération. Tout ceci permettant de prouver au Gouvernement de Singapour que le PCM avait, par le biais de son association d'anciens camarades de l'APMAJ, une capacité réelle de mobilisation de troupes sur un temps court, ainsi une forte pression était placée sur le gouvernement britannique alors en pleine négociations au sujet de la nouvelle Constitution de la Malaisie.

Cette réunion se conclut enfin par l'établissement d'un état du jour :

¹¹⁶ Le Parti Nationaliste Malais, la Fédération des Syndicats, la Ligue de la Jeunesse Démocratique malaisienne, le *Lumbaya Kesatuan Melayu* (Union des jeunes Malais) ainsi que l'Association des Tamils malaisiens.

¹¹⁷ ANOM 2 HCI 120, bulletin de renseignement n° 2112, Singapour et les événements d'Indochine, 17/2/1947, p. 2.

¹¹⁸ Les Tamils sont une population minoritaire du Sud de l'Inde, importés par les britanniques en Malaisie de la fin du XIXe siècle à la fin de la première moitié du XXe siècle pour travailler principalement comme *coolies*. Ils constituent la quasi-totalité de la minorité indienne de la Malaisie, soit environ 10% de la population totale de la Fédération.

- 1°) Support du mouvement organise [sic] par le M.P.A.JA. [sic] pour l'envoi en Indochine, de volontaires [sic]
- 2°) Organisation d'un Comité [sic] de secours du Viet Minh qui recueillera fonds et fournitures médicales [sic] pour le Viet Minh
- 3°) Boycottage des bateaux français [sic] et de la main d'oeuvre
- 4°) Demander au « Malayan Democratic Union¹¹⁹ » et au « Malayan Communist Party » d'envoyer a [sic] l'U.N.O. [l'ONU] des telegrammes [sic] réclamant [sic] la reconnaissance de l'indépendance [sic] complète [sic] du Viet Minh et la cessation immédiate [sic] des hostilités. [sic]¹²⁰

Ce boycott contre la France persistait, et le mouvement de soutien semblait s'organiser avec la création d'un comité de soutien grâce auquel, six jours plus tard, 140 Chinois s'étaient présentés volontaires pour partir au Tonkin.

Pour autant, malgré cette temporaire effervescence (plusieurs autres réunions avaient été tenues entre le 10 et le 16 février sur le territoire de la future Fédération de Malaisie) la question de l'envoi de troupes en Indochine avait été coupée court par les conditions extrêmement restrictives, nous pouvons même parler d'interdiction, dans lesquelles ces déplacements de volontaires vers le Viêt Nam pouvaient s'opérer.

Les mouvements collectifs furent interdits sous le motif « que l'organisation des Forces Armées [sic] dans l'Union malaise pour participer a [sic] des conflits dans d'autres pays était [sic] interdite »¹²¹ et les mouvements individuels furent limités à la condition « qu'ils emploient les moyens normaux et officiels, c'est-à-dire en premier lieu l'obtention d'un passeport et deuxièmement [sic] la délivrance [sic] d'un visa pour l'Indochine par le Consul General [sic] de France en Malaisie. »¹²²

Paraissant peu probable que André Guibaut acceptât d'accorder à des volontaires de se déplacer vers l'Indochine afin de combattre des troupes françaises, cette décision apparaissait comme une interdiction tacite du volontariat malaisien pro Viêt Minh. Ce choix fut probablement pris par le gouverneur de Singapour comme une décision d'entre-deux : d'un côté les Britanniques ne souhaitaient probablement pas que des volontaires communistes puissent venir grossir les rangs de l'Armée Populaire du Viêt Nam (APV), risquant d'aggraver l'instabilité

¹¹⁹ Association créée en 1945 par des radicaux de gauche britanniques, vite tombée sous le contrôle du Parti Communiste Malaisien.

¹²⁰ ANOM 2 HCI 120, bulletin de renseignement n° 2112, Singapour et les événements d'Indochine, 17/2/1947, p. 4.

¹²¹ ANOM 2 HCI 120, Bulletin de renseignement N° 2712, Mouvements pro-vietnamiens en Malaisie, 20/4/1947, p.1.

¹²² *Ibid.*

structurelle régnant dans le Sud-Est Asiatique. De l'autre côté, Londres ne voulait pas que la puissance coloniale britannique passât pour une entité impérialiste soutenant la politique française asiatique très critiquée dans la région alors que Londres était déjà impliquée dans la guerre indienne d'indépendance. Cette décision permettait d'interdire *de facto* toute arrivée de volontaires malaisiens en Indochine mais pas formellement, laissant la décision finale à André Guibaut. Pour le haut commandement français en Indochine, cette décision traduisait par la volonté que les Britanniques avaient de « nous [les français] aider, mais pas ouvertement. »¹²³

La menace d'un soutien des communistes malaisiens à Hô Chi Minh était donc écartée mais cet événement avait démontré la capacité du PCM à effectuer une mobilisation rapide de troupes. Cette perspective étant dangereuse en cas d'aggravation de la situation politique intérieure et internationale.

¹²³ ANOM 2 HCI 120, bulletin de renseignement n° 2112, Singapour et les événements d'Indochine, 17/2/1947, p. 5.

Chapitre III : Les causes directes de l'escalade de la violence. L'interdiction du syndicalisme communiste, la Doctrine Jdanov et l'avènement de Chin Peng à la tête du PCM

Après avoir examiné les causes profondes ayant favorisées la venue de l'insurrection malaisienne, celles-ci formant certes un terreau favorable à une insurrection, ou tout du moins à une escalade de la violence politique mais ne suffisaient pas à en provoquer la venue. Trois causes directes vinrent donc s'y ajouter et rendirent l'insurrection communiste possible : la quasi-interdiction de toute action syndicale par le gouvernement britannique, la nouvelle ligne internationale communiste présentée par Andreï Jdanov lors de son discours au premier meeting du *Kominform*¹²⁴, le 22 septembre 1947, et la fuite de Lai Teck. C'est de ces trois événements dont il sera sujet.

i) L'interdiction de l'action syndicale à tendance communiste en Malaisie

L'action syndicale malaisienne de la période post seconde Guerre Mondiale revêtait un aspect particulier du fait qu'elle était le seul mode d'expression politique et revendicatrice des chinois communistes de la Fédération de Malaisie et de Singapour, ceux-ci n'ayant dans l'extrême majorité des cas aucun droit politique. N'étant pas nés sur le territoire, ils se trouvaient dans l'incapacité d'avoir accès à la citoyenneté fédérale et d'exercer les droits en découlant. Le PCM contrôlait en 1947 la majeure partie des syndicats par le biais de ses « fédérations de syndicats », toutes incluses dans la CACTM. Le taux de syndicats contrôlés par le PCM atteignait les 69% dans le Johore et 90% dans l'État de Kedah¹²⁵. Dès lors, la lutte syndicale devint le mode d'expression particulier des communistes tout en leur étant quasiment exclusif, ceci étant un témoin parfaitement révélateur du clivage socio-politique malaisien. Cette place

¹²⁴ Le *Kominform* ou *Информационное бюро коммунистических и рабочих партий*, signifiant littéralement Bureau d'information des partis communistes et ouvriers, était un organisme de centralisation de la politique communiste. Il contrôlait l'idéologie des partis et pays communistes, notamment par l'émission de lignes directrices. Il était initialement réuni à Belgrade (alors en Yougoslavie) et réunissait les « partis communistes de l'Union Soviétique, de la Pologne, de la Yougoslavie, de la Bulgarie, de la Roumanie, de la Hongrie, de la Tchécoslovaquie, de l'Italie et de la France. »

¹²⁵ Hack, Karl. *op.cit.*, p. 28.

cardinale du syndicalisme pour les Chinois non malaisiens fut sentie par André Guibaut qui écrivit :

En Malaisie par exemple, les ouvriers n'ayant pas à leur disposition de moyens d'expression politique, le mouvement syndicaliste tend naturellement à se substituer aux représentants populaires qui dans les pays démocratiques sont chargés de faire entendre leur voix. Ils en tirent alors facilement la conclusion que le remède réside dans l'octroi de véritables droits démocratiques et ce n'est qu'une occasion de plus d'attaquer les Constitutions.¹²⁶

Le syndicalisme malaisien n'était aussi puissant que parce que la quasi-moitié de la population du pays était exclue de l'obtention des droits civiques et n'était essentiellement communiste que du fait du rapprochement effectué entre le PCM et la population des « squatteurs » et plus généralement de toute la classe laborieuse chinoise durant l'occupation, par le biais de l'APMAJ qui était apparue comme le défenseur des droits des Chinois de la Fédération face à l'impérialisme nippon.

Alors, le gouvernement britannique, sans vouloir revenir sur les principes des constitutions de la Fédération et de Singapour, excluant la quasi-moitié de la population de la citoyenneté, entendit subvertir la lutte syndicalo-communiste en « accordant aux classes laborieuses les avantages matériels et moraux qui constituent l'essentiel du programme de revendications du parti. »¹²⁷, ceci passant principalement par une augmentation du salaire horaire minimum.

Pourtant, toutes ces résolutions visant à lutter contre le syndicalisme communiste étaient inefficaces du fait que le problème principal n'était pas abordé, celui du caractère trop restrictif des critères d'accès à la citoyenneté. Il apparaît donc très peu probable que, malgré la politique plus sociale qui était affichée par le gouvernement britannique, la situation eut pu s'apaiser en Malaisie. Ainsi, dès mars-avril 1948, une recrudescence des troubles politiques et sociaux se manifestait dans le pays et ce « après six mois de trêve [sic] politique et sociale. »¹²⁸ Si André Guibaut parle de six mois de trêve, cela paraît exagéré, il serait plus pertinent de parler de deux mois (les derniers grands mouvements sociaux étant survenus avec l'instauration des

¹²⁶ *Ibid.* pp. 1-2.

¹²⁷ AMAEC, 133QO/4, dépêche n° 353.AS, signée André Guibaut, adressée au Ministère des Affaires Étrangères, titrée « Mouvement syndical (Trade Unions) en Malaisie. », 17/12/1947, p. 3.

¹²⁸ AMAEC, 133QO/4, dépêche n°161.AS, « Activités communistes », 12/4/1948, p. 1.

constitutions le 1er février 1948), voire de trois mois de trêve, le nombre d'assassinats ciblés du PCM étant le plus faible de toute la période 1945-1948 durant les trois premiers mois de l'année 1948, avec une moyenne d'environ sept assassinats par mois.¹²⁹

Ce calme apparent pouvait sembler paradoxal du fait que dans la région d'Asie du Sud-Est se manifestait une systématisation de la répression du communisme depuis le début de l'année 1948, ceci notamment en Birmanie et en Inde. Ce mouvement s'accompagnait de manière presque mécanique et quasi-immédiate d'une élévation des revendications communistes locales et d'un plus grand recours à la violence. Ce comportement régional semblait s'inscrire également en Malaisie à partir du mois d'avril, prenant la forme d'un bras de fer entre les communistes et les gouvernements (de la Fédération et de Singapour).¹³⁰

Il semblait donc s'annoncer un mouvement général de mise en tension de la vie politique en Asie du Sud-Est qui allait bientôt trouver son paroxysme en Malaisie. Dès avril 1948, le nombre de jours de grève et d'assassinats politiques¹³¹ explosa et augmenta de manière exponentielle jusqu'au 17 juin, date de l'instauration de l'État d'urgence dans toute la Fédération de Malaisie¹³².

Dans ce mouvement régional de répression politique du communisme, la manifestation malaisienne de ce phénomène se retrouvait logiquement dans l'encadrement extrêmement strict du syndicalisme, matrice du mouvement communiste malaisien. Celui-ci s'est opéré en deux mouvements :

Premièrement, le 18 février 1948, par l'interdiction de contribuer financièrement à l'activité de l'UPMS et des fédérations syndicales étatiques non inscrites auprès de l'administration malaisienne¹³³ ; deuxièmement, par le biais de l'ordonnance du 31 mai 1948, bannissant toutes les fédérations syndicales, exceptées celles réunies par profession.¹³⁴¹³⁵ Ces réglementations visaient bien évidemment les fédérations syndicales communistes en particulier, notamment l'UPMS, et provoquaient la privation aux résidents non-citoyens de la Fédération de

¹²⁹ Hack, Karl, article cité, 2009, p.3.

¹³⁰ *Ibid.*, p.2-3.

¹³¹ Les victimes étaient principalement chinoises, celles privilégiées étant les membres du KMT ainsi que les briseurs de grèves. Les planteurs européens étaient, semblerait-il, tout autant ciblés mais mieux protégés ce qui explique le plus faible nombre de victimes de cette catégorie de personnes.

¹³² Hack, Karl, *op. cit.*, p. 29.

¹³³ Des fédérations syndicales existaient à l'échelon étatique, réparties entre les États de la Fédération de Malaisie elles s'occupaient des affaires syndicales de leur État respectif.

¹³⁴ Hack, Karl *op. cit.*, p. 36.

¹³⁵ Cette Ordonnance entra en vigueur le 12 Juin et l'UMPS fut déclarée illégale le lendemain.

Malaisie et de Singapour de tout moyen d'expression politique. Ceci aidait à justifier pour le PCM auprès de la frange de la population qui leur était acquise le recours à la lutte armée. Ainsi, l'élévation de la violence politique apparaissait comme justifiée par la mise hors-la-loi du syndicalisme communiste malaisien. Leurs objectifs politiques n'étant pas encore atteints, la question du nouveau moyen se posait à utiliser pour y parvenir. Cette question fut d'ordre clausewitzienne, la guerre devait-elle, en Malaisie, devenir la continuation de la politique par d'autres moyens¹³⁶?

La réponse fut positive. Ce recours à la lutte armée avait déjà été acté dès le mois de mars 1948 après par l'obtention par le comité central du PCM du *draft* de l'ordonnance du 31 mai¹³⁷.

ii) Quelle influence sur le PCM de l'abandon de la politique communiste du front-uni par le *Kominform* ?

Le PCM, conforme à l'orthodoxie internationale communiste en vigueur jusqu'à la fin de l'année 1947, avait opté pour une politique dite de front-uni qui s'était notamment matérialisée en Chine par une collaboration politique (temporaire) entre le PCC et le KMT pendant la seconde Guerre Mondiale afin de lutter contre l'occupant nippon¹³⁸. En Malaisie, celle-ci se manifesta par la coopération du PCM avec le Parti Nationaliste Malais¹³⁹, le parti *Putera*¹⁴⁰ et plus généralement une politique de coopération ethnique afin de fonder un « front des peuples »¹⁴¹, ayant *in fine* pour but de faire pression sur le gouvernement britannique.

Cette politique n'était perçue que comme temporaire et contrainte par les événements car non poussée par une entente idéologique entre les partis auxquels le PCM s'unissait. Pourtant il semblerait que des critères minimaux étaient nécessaires pour que le PCM accepte qu'un autre parti devienne un « compagnon de route vers la révolution [sic] démocratique [sic] »¹⁴².

¹³⁶ Karl von Clausewitz, *De la guerre*, Paris, Minuit, 1955, p. 67.

¹³⁷ Cf. p.40.

¹³⁸ Zanier, Valéria. « Redéfinir la relation de l'Europe et de la Chine après 1945 : les organisations économiques britanniques à la recherche d'échanges commerciaux « politiquement corrects » (1952-1963) », *Relations internationales*, vol. 167, no. 3, 2016, pp. 95-112.

¹³⁹ ANOM 2 HCI 120, bulletin de renseignement n° 2112, Singapour et les événements d'Indochine, 17/2/1947, p. 4.

¹⁴⁰ Contraction de *Pusat Tanaga Ra'ayat*, signifiant littéralement « Centre du pouvoir populaire », il était une alliance de partis nationalistes malais formée en février 1947 et comportait notamment le Parti Nationaliste Malais.

¹⁴¹ ANOM 2 HCI 120, bulletin de renseignement N° 22. 017 SR, Le plan secret des communistes de Malaisie, 7/1/1948, pp.2.

¹⁴² *Ibid.* p.3.

Il devait être considéré comme démocratique ou tout du moins visant « a [sic] une émancipation [sic] nationale »¹⁴³, ce qui, aux termes du PCM n'était pas le cas du KMT et ils refusaient catégoriquement d'en faire leurs alliés.

Pourtant, ce caractère ne suffisait pas à en faire des alliés, mais simplement des compagnons de route, ainsi le Parti Nationaliste Malais, considéré comme exerçant un attrait trop faible sur les foules, ne pouvait en être un. Néanmoins, son absorption par le parti était envisagée.¹⁴⁴

Dès lors, cette stratégie de front uni s'assimilait à une stratégie d'amalgamation des partis politiques aux tendances politiques proches du PCM, c'est à dire des partis stimulant le nationalisme malaisien et s'adressant aux différentes classes sociales ; au PCM en lui-même, le but étant probablement de l'aider à toucher une audience plus grande à l'échelle du pays, le Parti n'étant réellement populaire que parmi la classe laborieuse de la population chinoise.

Le 22 octobre 1947, Andreï Jdanov lors de la première réunion du *Kominform* à Belgrade prononça un discours qui, à long terme, allait provoquer un virage à 180 degrés dans la politique du Parti¹⁴⁵. Dans ce discours nommé « Rapport sur la situation internationale »¹⁴⁶, Jdanov, cet ancien colonel de l'armée rouge ayant combattu à Stalingrad et devenu membre du *Politburo* en 1939 où il fut « secrétaire du Comité central chargé de la propagande, des problèmes de l'enseignement secondaire et supérieur, de la littérature, des arts et des sciences »¹⁴⁷, y développait, en réaction à la doctrine trumanienne de l'endiguement¹⁴⁸ qui se traduit notamment par l'instauration du Plan Marshall ; sa doctrine nommée « Doctrine Jdanov » selon laquelle le monde se sépare en deux camps : le camp dit « impérialiste », mené par les États-Unis et le camp dit « antifasciste » officieusement impulsé par l'URSS. Celui-ci prétendait lutter contre les volontés hégémoniques des États-Unis, devenu la principale puissance impérialiste au détriment de l'Angleterre et de la France.

¹⁴³ *Ibid.*

¹⁴⁴ *Ibid.*

¹⁴⁵ Il faudra attendre mars 1948, pour que celui-ci se manifeste.

¹⁴⁶ Charles Zorgbibe, *Textes de politique internationale depuis 1945*, Paris, PUF, Que sais-je ?, pp. 17-28.

¹⁴⁷ Winock, Michel. « 8. Le grand schisme idéologique », *Le XXe siècle idéologique et politique*. sous la direction de Winock Michel, Paris, Perrin, 2013, p. 127.

¹⁴⁸ « En 1947, la politique d'endiguement du communisme (containment) devient la politique officielle des États-Unis et vise à préserver le monde libre de toute « contamination » soviétique. »

Cf : Fauquert, Élisabeth. « Chapitre 12. Les débuts de la guerre froide : l'illusion du consensus », *Civilisation américaine*. sous la direction de Fauquert Élisabeth, Paris, Armand Colin, 2019, pp. 164-178.

Dans cette conception du monde, celui-ci se trouvait fracturé entre deux camps et l'Asie du Sud-Est devint pendant les décennies suivantes un des terrains majeurs d'expression du conflit résultant de l'émergence de ce nouveau manichéisme: la Guerre Froide.

Pourtant, la période s'étalant de la fin de l'année 1947 jusqu'aux premiers mois de l'année 1948 fut la plus calme du point de vue de l'action politique et terroriste du PCM : cela signifie t'il que la doctrine Jdanov n'avait pas eu l'influence mondiale qu'on lui prête?

L'historiographie britannique semble avoir été divisée sur le sujet, mais nous pouvons dégager une sorte de chronologie de l'interprétation des causes du conflit : premièrement les commentateurs contemporains au conflit (années 1950) considéraient généralement que cette insurrection était née d'instructions lancées en régie par l'URSS. Il en était d'ailleurs de même en France : dans un rapport du SDECE il se trouve en effet écrit que « L'insurrection armée en Juin 1948 [...] semble être une manoeuvre de MOSCOU pour atteindre l'économie d'une zone vitale pour l'Occident »¹⁴⁹. Il émergea dès la fin des années 1960 une interprétation contraire des évènements selon laquelle les « décisions du PCM étaient seulement nées des circonstances malaisiennes [...] le Parti ne faisant que réagir aux évènements au lieu de les déterminer et ne fit que trébucher dans la révolution. »^{150 151}. Une troisième position, intermédiaire elle, se dévoila sous la plume d'Anthony Stockwell¹⁵² dès 1993, et semble être celle la plus communément admise actuellement. Elle rejetait les deux précédentes thèses pour en faire, une synthèse prenant en compte à la fois le caractère international (« la ligne communiste doit-être acceptée comme devenant influente [en Malaisie] en 1948 »¹⁵³) et le paramètre national avec notamment la question du bannissement des unions syndicales communistes.

Le présent travail faisant naître l'insurrection malaisienne dans deux causes directes qui sont l'une nationale (le bannissement des unions syndicales communistes) et l'une internationale

¹⁴⁹ SHD, GR/10H/295, Pièce n°1, titré « Aperçu d'ensemble sur la situation en Malaisie », sans auteur, sans date, sans destinataire p.1.

¹⁵⁰ Hack, Karl, article cité, 2009, p.4.

¹⁵¹ Pour affirmer ceci les historiens partisans de cette ligne se basaient sur deux questions/problématiques : « Il y avait-il des instructions communistes appelant à la révolte en 1948 » et « le PCM avait-il planifié l'insurrection pour Juin 1948 ». Ces questions évidemment trop restrictives (car trop binaires) pour déboucher sur une analyse exhaustive de la situation n'étaient qu'une forme de réaction contre la ligne orthodoxe clamant que des instructions directes du Politburo avaient mené à l'insurrection de 1948.

¹⁵² Anthony Stockwell est un historien spécialisé dans les questions coloniales et impérialistes de la Grande-Bretagne, particulièrement au sujet de la Malaisie.

¹⁵³ Hack. Karl, article cité, 2009, p 21.

(le revirement de la politique communiste malaisienne du fait de la propagation de la doctrine Jdanov en Asie du Sud-Est) s'intègre donc dans cette troisième voie; et maintenant que ces deux éléments ont été présentés, il semble nécessaire de démontrer pour quelles raisons cet aspect international était aussi important dans le fondement de l'insurrection communiste malaisienne.

iii) L'escalade de la violence

Opérons d'abord un bref retour dans le passé pour présenter la situation dans laquelle se trouvait le PCM à l'orée de l'année 1948. Les années 1946 et 1947 étaient une période de baisse d'activité, le Parti semblait alors en perte de vitesse et ce notamment du fait de dissensions internes. Les rares sources archivistiques françaises discutant de cette période attribuaient toutes cette crise à la fuite de Lai Teck. La première source attribuait la cause du discrédit du PCM auprès du peuple malaisien au fait que « LAI TECK, avait été, pendant l'occupation, un agent secret des Japonais, responsable de la mort de centaines de patriotes malais et chinois. »¹⁵⁴, le ton excessivement péremptoire de cette affirmation ne suffit hélas pas à cacher son inexactitude : premièrement le rédacteur de ce rapport omettait de préciser que Lai Teck ne fut pas seulement au contact des japonais mais aussi un agent au service de la sûreté indochinoise (jusqu'à la fin des années 1920 ou le début des années 1930 environ) ainsi que de la branche spéciale de la police malaisienne ; de plus l'inimitié de la majorité de la population malaise à l'encontre du PCM était bien plus ancienne que la révélation de la trahison de Lai Teck. Pour la population chinoise, cette hostilité était surtout le cas des chinois des détroits du fait du caractère collectiviste de l'idéologie communiste (idéologie qui s'assimile peu avec la mentalité commerçante aisée) et de l'affiliation de ceux-ci au KMT.

La deuxième source, est plus prudente dans son interprétation des faits et faisait du départ de Lai Teck l'apogée de la crise interne au PCM. Hélas le rédacteur se trompe sur la temporalité des événements en datant la fuite du secrétaire général au « début de 1948 »¹⁵⁵ alors que d'après la chronologie admise par l'historiographie contemporaine celui-ci daterait plutôt de mars 1947, à la suite d'une convocation à une audience par le comité central à laquelle il ne se rendit jamais,

¹⁵⁴ SHD, GR/10T/942/4, notice de documentation 32970/IV, signée la SDECE, titrée « La menace communiste en Malaisie », 27/7/1960, p.6.

¹⁵⁵ SHD, GR/10T/942/4, note d'information, titré, « Fin de l'état d'urgence en Malaisie », sans date, sans auteur, sans destinataire, p.2.

étant parti avec le trésor de guerre du Parti récolté pendant l'occupation, le laissant dans une situation de grande difficulté financière.^{156 157}

La cause de sa progressive disgrâce fut sa passivité depuis la sortie de la guerre et sa réticence à engager tout mouvement politique d'ampleur¹⁵⁸, ce particulièrement après la désillusion que fut la constitution de la Fédération de Malaisie privant la majorité des Chinois résidant en Malaisie de droits civiques. Il est également probable que son statut de double agent pendant la guerre eut été découvert par certains membres du PCM étant donné que cette information fut progressivement révélée aux échelons inférieurs du Parti au cours de l'année 1948¹⁵⁹. Cette information fut d'ailleurs potentiellement partagée afin de légitimer le virage à 180 degrés dans la politique du PCM qu'allait opérer Chin Peng, alors âgé de 24 ans, élu secrétaire général en mai 1947.

Le second rapport continue comme suit « La décision de passer à la révolte ouverte fut prise après la conférence de février 1948 à Calcutta »¹⁶⁰, après cette conférence, à laquelle les communistes malaisiens n'étaient pas conviés, le Parti prit la décision de recourir à la lutte armée, mais pourtant, il semblerait que la deuxième conférence (de Mars 1948) eut été plus décisive dans la prise de cette décision.

Le principal intermédiaire entre la deuxième conférence du Parti Communiste Indien à Calcutta et le PCM fut Lawrence Sharkey, qui resta durant sa carrière un soviétique orthodoxe, calquant sa politique sur celle de l'URSS. Il était présent à la conférence où la rupture entre le Parti Communiste Indien et le gouvernement du Pandit Nehru fut actée¹⁶¹ en vertu de la doctrine Jdanov développée plus tôt. Sharkey résida ensuite à Singapour, où se situait alors le siège du PCM et ce pendant une dizaine de jours.

¹⁵⁶ Collett, Richard. « The Vietnamese Secret Agent Who Spied for Three Different Countries » . Smithsonian Magazine, 28 mars 2022, www.smithsonianmag.com/history/the-vietnamese-secret-agent-who-spied-for-three-different-countries-180979810.

¹⁵⁷ Il sera trouvé mort, deux mois plus tard, dans un sac plastique à proximité d'une rivière de Bangkok. L'hypothèse la plus couramment acceptée est qu'il fut accidentellement tué lors de sa capture par des militants communistes, Chin Peng ayant ordonné celle-ci.

¹⁵⁸ SHD, GR/10T/942/4, note d'information, « Fin de l'état d'urgence en Malaisie » p.2.

¹⁵⁹ Hack, Karl *op. cit.*, pp. 26.

¹⁶⁰ SHD, GR/10T/942/4, note d'information, « Fin de l'état d'urgence en Malaisie » p.2.

¹⁶¹ De même entre le PC de Burma et leur gouvernement.

Chin Peng et le comité central, qui s'était procuré une copie du *draft*¹⁶² de la future ordonnance du 31 mai 1948 bannissant toutes les fédérations syndicales exceptées celles réunies par professions, pencha, sur les conseils de Sharkey (reprochant la passivité du PCM depuis la sortie de la guerre et le non recours à la lutte armée contre les britanniques dès la fin de l'occupation nipponne), pour un recours plus systématique à la violence. Il semblerait que l'influence de Sharkey fut technique, préconisant le meurtre des *kongchaks*¹⁶³, seulement en milieu rural, pour reprendre l'initiative lors des grèves, tout ceci n'étant possible qu'en augmentant les effectifs des Corps d'Auto Protection des Travailleurs ¹⁶⁴(CAPT). L'augmentation de ces effectifs se faisait notamment par le recrutement de professionnels privés, spécialistes de la sécurité.¹⁶⁵

Il apparaît donc que le départ de Lai Teck provoquant l'arrivée du jeune Chin Peng au poste de secrétaire général du Parti, combiné avec la politique britannique de plus en plus restrictive à l'encontre des syndicats contrôlés par les communistes, provoqua une controverse au sein du comité central quant à la politique à suivre. Fallait-il recourir à la violence ou continuer une politique de front uni en risquant de s'enliser? La nouvelle posture de rupture avec le gouvernement du Parti Communiste Indien montra au PCM un exemple d'application de la doctrine Jdanov et cet exemple, conjointement avec l'intervention de Sharkey, convainquit probablement le comité central de délaisser la politique de front uni pour entrer dans une lutte directe et violente contre le gouvernement et plus largement les partis qualifiés de non-démocratiques.¹⁶⁶¹⁶⁷

Ainsi, dès mars 1948 les grèves de large ampleur furent plus courantes de même que les meurtres d'européens gérants d'exploitations et de Chinois membres du KMT (il est plus difficile de se faire une idée de l'ampleur de ce phénomène parmi les *kongchaks* ou les briseurs de grèves, généralement Chinois et pauvres, du fait que les archives françaises s'en préoccupent moins).

¹⁶² Projet de loi

¹⁶³ Ce terme péjoratif désigne les travailleurs continuant d'exercer leur profession durant une grève.

¹⁶⁴ *Workers Self Protection Corps* ou *SPC*.

¹⁶⁵ Hack, Karl *op. cit.*, pp. 38-42.

¹⁶⁶ *Ibid.* p.41.

¹⁶⁷ Le KMT par exemple, dont les membres furent les principales victimes des attentats perpétrés par le PCM.

Le 12 avril 1948 André Guibaut à Singapour faisait état d'une recrudescence de troubles sociaux en Malaisie¹⁶⁸, le 15 mai Gabriel Morand (le consul-adjoint du consulat de France à Singapour), faisait état d'une « grève des dockers, totale à Port-Swettenham¹⁶⁹, partielle à Singapour » menaçant de se généraliser¹⁷⁰. C'est d'ailleurs à ce moment que les troupes Gourkhas¹⁷¹ avaient été requises pour lutter contre les communistes et installées principalement dans les États du Perak et de Johore, lieu où la présence de l'APMAJ était la plus forte lors de la seconde Guerre Mondiale. Le 6 juin, un autre télégramme faisait état de l'étendue de ces troubles à « un certain nombre de mines d'étains » où « un planteur chinois, deux ouvriers d'une mine et le contremaître d'une plantation de palmiers à huile »¹⁷² avaient été assassinés.

Jusqu'à l'instauration de l'état d'urgence le 17 juin 1948, les incidents de ce genre se multiplièrent, jusqu'à ce qu'il y en ait parfois même plus d'un par jour, témoignage direct de la hausse de la violence politique en Malaisie.

L'état d'urgence, instauré le 17 juin 1948 sur tout le territoire de la Fédération de Malaisie (d'abord uniquement dans les États du Perak et du Johore le 16 juin 1948¹⁷³), n'était donc pas tant le résultat d'un attentat spectaculaire, même si le 16 juin trois planteurs anglais et deux assistants chinois furent assassinés par les insurgés, mais d'une augmentation progressive et de plus en plus systématique du recours par le PCM à la violence sur le territoire de la Fédération. Les États précités où ces attentats furent commis, étaient ceux où le contingent d'anciens soldats de l'APMAJ volontaires en 1947 pour aider le Viet Minh était le plus important numériquement (voir l'annexe n°2 sur la proximité géographique entre les anciennes formations de l'armée anti-japonaise des nouveaux contingents insurgés p.135), signe supplémentaire de la collusion entre l'Association des ex-Camarades de l'APMAJ et du PCM ainsi que de la

¹⁶⁸ AMAEC, 133QO/4, dépêche n°161.AS, « Activités communistes. », 12/4/1948.

¹⁶⁹ Maintenant nommé Port Kelang, c'est un port situé à proximité de Kuala Lumpur.

¹⁷⁰ AMAEC, 133QO/4, f°87, Télégramme non numéroté, signé Gabriel Morand (Consul adjoint au Consulat de France à Singapour), adressé au Ministère des Affaires Étrangères, 15/5/1948.

¹⁷¹ Des unités de l'armée britannique originaire du Népal.

¹⁷² AMAEC, 133QO/4, f°97, télégramme à l'arrivée, non numéroté, signé Gabriel Morand, adressé au Ministère des Affaires Étrangères, 5/6/1948.

¹⁷³ AMAEC, 133QO/4,, f°107-108, télégrammes à l'arrivée n°81-82, signés Gabriel Morand, adressés au Ministère des Affaires Étrangères, 18/6/1948.

remobilisation progressive de ces anciens régiments par le Parti. Ceux-ci furent ensuite inclus dans la nouvelle armée communiste: l'AMLN.¹⁷⁴¹⁷⁵

Le plan de remobilisation, devant se dérouler parallèlement à celui de l'élévation progressive de la violence politique, prévoyait d'abord une entrée en phase insurrectionnelle au mois de septembre 1948 qui fut accéléré du fait des actions des deux parties au conflit. Le gouvernement britannique sentant de plus en plus inévitable la venue d'une lutte armée dû à l'interception en mai 1948 d'un rapport faisant état de la volonté du comité central du Parti de recourir à la violence dans la Fédération de Malaisie. Cette précipitation explique le caractère chaotique de la première année du conflit, tant au niveau du plan d'attaque du PCM que du caractère inadéquat de la réponse contre-insurrectionnelle initiale du gouvernement malaisien.

¹⁷⁴ Appelée *Malayan National Liberation Army* ou *MNLA* en anglais.

¹⁷⁵ Cette armée se trouve fréquemment nommée *MRLA* ou *Malayan Races Liberation Army* dans les archives ou dans d'anciens ouvrages, cela est dû à une probable erreur de traduction, nous privilégions donc la nouvelle appellation.

**Seconde partie : Une réponse contre
insurrectionnelle inadéquate(1948-1950)**

Chapitre IV : Des débuts chaotiques suite à une entrée en conflit précipitée

L'instauration de l'état d'urgence le 17 Juin 1948 dans tout le territoire de la Fédération de Malaisie précipita le début du conflit, les plans initiaux du PCM étant de se préparer pour une entrée en guerre aux alentours du mois de septembre 1948 (i). Il sera alors question par la suite d'étudier ce qu'implique l'état d'urgence du point de vue juridique (ii) et organisationnel (iii).

i) La précipitation de l'entrée dans le conflit source de chaos

Le changement de stratégie opéré par le comité central du PCM eu lieu vers mars 1948, celui-ci se manifesta dès le mois suivant par une recrudescence de grèves, de mouvements sociaux, et d'assassinats politiques.

Ceci se jumela à une préparation à l'insurrection contre le gouvernement malaisien passant par la reconstitution des régiments de l'APMAJ, principalement dans les régions du Perak, du Pahang ainsi que dans le « triangle SERAMBAN¹⁷⁶(KIN ?), KLUANG, MALACCA. »¹⁷⁷ Ces régiments formant alors la nouvelle AMLN forte d'environ 2 à 3000 soldats lors de l'instauration de l'état d'urgence.¹⁷⁸

Chin Peng et le reste du comité central auraient alors prévu comme signal de début de l'insurrection armée la dissolution du PCM, ou tout du moins sa mise en illégalité par le gouvernement de la Fédération. Ils prévoyaient que cet événement était le plus susceptible d'avoir lieu aux alentours du mois de septembre de la même année.¹⁷⁹ Pourtant, l'instauration de l'état d'urgence, et donc le début officiel de la lutte armée entre les troupes du Parti et le gouvernement, a eu lieu trois mois plus tôt. Pour quelles raisons l'entrée en conflit fût-elle précipitée ?

¹⁷⁶ Seremban est une ville située à mi-chemin entre Kuala Lumpur et Malacca. Kluang est quant à elle une ville du nord-ouest de Singapour, retranchée à moitié dans la jungle. Ces trois localités sont situées au sud de la Péninsule malaisienne.

¹⁷⁷ ANOM 2 HCI 120 « Télégramme n°221 de Fransulat [Consulat de France à] Singapour », 30/6/1948, p.1.

¹⁷⁸ Hack, Karl, article cité, 2015, p.5.

¹⁷⁹ Hack, Karl *op.cit.*, p. 76.

Il apparaît comme très probable que celle-ci a été provoquée par deux facteurs principaux : la trop rapide élévation de la violence communiste, principalement dans les régions où l'APMAJ, et donc *in extenso* l'AMLN était la plus fortement implantée, ainsi que les grandes lacunes du service de renseignement britannique. Celles-ci se trouvaient être d'autant plus flagrantes depuis la mort de Lai Teck qui devait malgré tout avoir un minimum de comptes à rendre à la branche spéciale de la Police, contraignant le pouvoir britannique à instaurer cette situation juridique d'exception faute de mieux.

On constate une augmentation des jours de grève ainsi que de leur ampleur à partir du mois d'avril 1948¹⁸⁰. Or, la non élévation des épisodes ou des incidents de violences armées contre les planteurs jusqu'au début du mois de juin ne faisait percevoir ces événements que comme des troubles syndicaux. Ceux-ci étaient certes, potentiellement inquiétants pour le gouvernement mais leur ampleur paraissait trop faible pour poser une menace réelle au pouvoir colonial britannique.¹⁸¹ Il fallut attendre le début du mois de juin et l'extension de ces « troubles ouvriers » aux mines d'étains et aux plantations d'hévéas¹⁸² pour que le gouvernement commence à s'opposer frontalement au communisme malaisien et que la « mise hors-la-loi du parti »¹⁸³ soit discutée, celle-ci étant le signal de début effectif de la lutte armée pour le PCM.

Cette volonté d'exclusion du Parti de la légalité témoignait de la prise de conscience des forces de sécurité que la situation n'était pas celle d'un simple mouvement syndical ou social : d'après Gabriel Morand « la police et les autorités locales admettent ouvertement maintenant qu'elles se trouvent en présence d'offensives communistes bien organisées. »¹⁸⁴ et c'est à partir de cette déclaration que les documents d'archives¹⁸⁵ relatifs aux attaques et aux troubles sociaux malaisiens augmentèrent considérablement d'un point de vue quantitatif.

Cette augmentation de production écrite est bien évidemment le témoin de la hausse des attaques communistes sur les infrastructures ouvrières, mais cela peut également expliciter le

¹⁸⁰ Cf. p.34.

¹⁸¹ AMAEC, 133QO/4, f°87, télégrammes à l'arrivée n°64-65, signés Gabriel Morand, adressés au Ministère des Affaires Étrangères, titré « La grève des dockers de Port-Swettenham », 15/5/1948.

¹⁸² AMAEC, 133QO/4, f°97, télégramme à l'arrivée n°71, signé Gabriel Morand, adressé au Ministère des Affaires Étrangères, titré « Troubles ouvriers », 5/6/1948.

¹⁸³ AMAEC, 133QO/4, f°98, télégrammes à l'arrivée n°73-74, signés Gabriel Morand, adressés au Ministère des Affaires Étrangères, « Les troubles en Malaisie », 7/6/1948, p.2.

¹⁸⁴ *Ibid.* p.1.

¹⁸⁵ C'est à dire principalement des télégrammes et des rapports sur la situation intérieure à la Malaisie.

changement d'attitude du pouvoir colonial britannique, première source d'information du consulat Français par le biais de rencontres avec des officiels britanniques, des discours et de la presse écrite (principalement le *Straits Times*¹⁸⁶), qui commençait à réellement prendre la mesure de la situation. Cela peut aussi être interprété comme la montée de l'inquiétude de la France et du Ministère des Affaires Étrangères en ce qui concerne l'évolution de la situation économique de Malaisie, la France ayant des intérêts économiques dans le pays par le biais de la SOCFIN¹⁸⁷ dont la situation paraissait désormais précaire.

La Société Française SOCFIN est, parmi les compagnies européennes, l'une des plus affectées par les grèves. Tout travail aurait cessé sur 4 milles approximativement de ses plantations.¹⁸⁸

Pourtant, ce qui força le gouvernement à instaurer l'état d'urgence fut l'assassinat de trois directeurs anglais de plantations ainsi que de deux assistants chinois.¹⁸⁹ Ces meurtres faisant basculer la Fédération de Malaisie dans la guerre civile, la principale inquiétude pour le pouvoir colonial étant la vulnérabilité des planteurs européens de la péninsule.

Ce qui peut paraître surprenant dans cette brutale élévation de la violence est le fait que les forces de l'AMLN étaient en sous-effectifs, ne contrôlaient qu'une partie négligeable du territoire (trois zones étaient considérées comme particulièrement instables dont deux reculées dans les terres) et n'avaient pas prévus d'entrer en conflit avant le mois de septembre. Cette recrudescence d'attaques paraissait extrêmement prématurée dans ces conditions. Pourquoi alors avoir élevé aussi brutalement le recours à la violence contre les planteurs européens?

Cela serait dû, de son propre aveu¹⁹⁰, à un manque de contrôle de Chin Peng, et plus généralement du Comité Central du PCM sur les groupes communistes locaux qui, exaltés par la ligne directrice du comité préconisant notamment l'exécution des *kongchaks*; ainsi que par la rhétorique violente du *Min Sheng Pau*¹⁹¹ et de la crispation générale des gouvernements de la

¹⁸⁶ Journal dont la rédaction est basée à Singapour, dont la ligne éditoriale est « neutre » c'est-à-dire en généralement en accord avec la politique coloniale britannique. Se traduit littéralement par « Temps des Détroits ».

¹⁸⁷ Société financière des Caoutchoucs, implantée en Malaisie depuis 1909.

¹⁸⁸ AMAEC, 133QO/4, f°103, télégrammes à l'arrivée 75-77, signés Gabriel Morand, adressés au Ministère des Affaires Étrangères, « Situation inchangée en Malaisie », 9/6/1948.

¹⁸⁹ AMAEC, 133QO/4, f°107, télégrammes à l'arrivée n°81-82, signés Gabriel Morand, adressés au Ministère des Affaires Étrangères, « Des terroristes chinois ont abattu un planteur », 18/6/1948.

¹⁹⁰ Il avoua par la suite ne même pas avoir été au courant de la conduite des assassinats. Il fut pris de vitesse par les événements et failli être appréhendé lors de la rafle policière de la nuit du 20 au 21 juin 1948.

¹⁹¹ Le *Min Sheng Pau* était un journal de presse de langue chinoise dont la ligne éditoriale était dirigée par le PCM.

région d'Asie du Sud-Est vis-à-vis du communisme. Dans ce contexte ces groupes locaux auraient alors « dépassé les bornes. »¹⁹²

Avant cela, la branche spéciale de la police malaisienne n'avait détectée aucune preuve rendant évidente la préparation des ex-soldats de l'APMAJ à une mobilisation à grande échelle et le gouvernement n'était donc aucunement préparé à un quelconque mouvement armé¹⁹³. Ce n'est que du fait de la manifestation de la vulnérabilité des planteurs européens, les victimes chinoises apparaissant comme moins importantes¹⁹⁴, que le pouvoir politique sembla envisager le bannissement du Parti¹⁹⁵ et la possibilité d'un mouvement insurrectionnel organisé plus que syndical. Il apparaît alors comme probable que sans ces attentats perpétrés contre les européens, le recours à l'état d'urgence n'aurait pas eu lieu au mois de juin, laissant au PCM le temps de concentrer ses troupes.

Pour résumer, lors de l'instauration de l'état d'urgence la situation était gênante pour les deux parties au conflit : les insurgés du PCM n'étaient réellement implantés que dans trois zones du pays, deux d'entre elles étant reculées sur les terres, et, de plus, ils se trouvaient en sous-effectif, l'objectif étant de réunir environ 10 000 soldats pour le mois de septembre 1948, date à laquelle le début des hostilités était prévu. Le pouvoir britannique n'avait quant à lui aucun réel ordre de bataille, devait agir dans la précipitation et n'avait un contrôle que très relatif sur les régions reculées comme celle du Perak.

¹⁹² Hack, Karl, *op. cit.*, p. 51.

¹⁹³ *Ibid.*

¹⁹⁴ Nous pouvons voir un membre du Consulat de France à Singapour soulagé de ne voir que « agressions comministes [sic] contre des membres du Kuomintang. On ne signale aucune nouvelle victime européenne et sur certaines plantations notamment les propriétés de la SOFIN [sic], les coolies ont repris le travail. » Le plus important apparaît donc être le sort des européens de Malaisie, ensuite la situation économique des industries européennes et enfin le sort des populations autochtones.

Cf : AMAEC, 133QO/4, f°106, Télégramme à l'arrivée n°79-80, signé Gabriel Morand, adressé au Ministère des Affaires Étrangères, sans titre, 16 juin 1948.

¹⁹⁵ Bannissement qui ne sera possible que le 12 juillet 1948, la branche spéciale malaisienne n'ayant jusqu'alors aucune preuve formelle de l'implication du Comité Central dans les événements.
Hack, Karl, *op. cit.*, p. 99.

ii) Qu'est-ce que l'état d'urgence malaisien ?

Le 17 juin 1948, Sir Edward Gent, le haut-commissaire britannique pour la Malaisie, instaurait l'état d'urgence sur tout le territoire de la Fédération de Malaisie pour lutter contre le mouvement insurrectionnel communiste¹⁹⁶, cette mesure s'accompagnait notamment de l'appel des régiments de réservistes d'ethnie malaise, (le pouvoir colonial britannique ayant bien compris que la question du communisme malaisien était surtout un problème chinois), de l'arrestation de chefs syndicalistes¹⁹⁷ ainsi que, durant la nuit du 20 au 21 juin, de 600 membres du PCM ou d'organismes affiliés.¹⁹⁸

L'état d'urgence est un régime juridique exceptionnel où les prérogatives du pouvoir exécutif et les pouvoirs de la police sont étendus afin de répondre à une menace donnée : ici le mouvement communiste. Comment s'est-t-il décliné en Malaisie en 1948?

Au niveau de l'extension des pouvoirs gouvernementaux, le secrétaire colonial pouvait faire détenir de manière préventive (c'est-à-dire sans aucune forme de procès), sur une durée d'abord d'un an maximum¹⁹⁹, tout individu « suspect d'activités subversives »²⁰⁰. Une commission spéciale nommée par le gouverneur jugeait chaque personne arrêtée, ce qui signifie que le pouvoir exécutif se substituait au pouvoir judiciaire. On apprend également que lors de la séance de jugement conduite par cette commission, la « règle de la preuve et la procédure criminelle ont été amplifiées »²⁰¹, c'est un euphémisme étant donné que la charge de la preuve, qui dans un État de droit (hors cas particuliers) incombe à l'accusateur, est ici inversée. La personne accusée devait prouver son innocence, une présomption de culpabilité reposait donc sur elle.

Les peines en cas de condamnations étaient amplifiées, le port d'armes prohibées étant dorénavant passible de peine de mort²⁰² ainsi que la détention de munitions, la possession d'une

¹⁹⁶AMAEC, 133QO/4, Bulletin d'information n°13, signé *International New Service (I.N.S.)*, titré « Tempête communiste sur la Malaisie, bulletin d'information », 22/6/1948, p.1.

¹⁹⁷ AMAEC, 133QO/4,, f°107-108, télégramme à l'arrivée n°81-82, signé Gabriel Morand, adressé au Ministère des Affaires Étrangères, sans titre, 18/6/1948

¹⁹⁸ Hack, Karl, *op. cit.*, p.57.

¹⁹⁹ La durée maximum de détention provisoire sera ensuite étendue à 18 mois puis 2 ans par la directive ER17D (1). Cf. : Hack, Karl, article cité, 2015, p. 6.

²⁰⁰ANOM 2 HCI 120, lettre N° 256 AS, signée Gabriel Morand, adressée au conseiller diplomatique au Haut-Commissariat pour l'Indochine, 28/7/1948, p.1.

²⁰¹ *Ibid.*

²⁰²ANOM 2 HCI 120, lettre N° 256 AS, p.1.

seule cartouche suffisant à être condamné.²⁰³ De même, tout acte séditieux, c'est-à-dire la distribution de tracts à tendance communiste ou placardage d'affiches promouvant cette idéologie rendait l'individu ayant commis cet acte susceptible d'être emprisonné, même s'il n'était que soupçonné.²⁰⁴

Pour les individus non détenteurs de la nationalité fédérale malaisienne, le rapatriement était la peine privilégiée²⁰⁵, elle était d'ailleurs pendant les deux premiers mois de l'état d'urgence appliquée de manière quasi-automatique et son recours commença à décliner progressivement à partir de 1951. Dès la fin de l'année 1950 et sous l'impulsion du nouveau Haut-Commissaire Sir Harold Briggs, la solution privilégiée devenait la déportation des populations chinoises non-citoyennes dans les *new villages*. Ainsi, la population de ces nouveaux villages doubla de la fin de l'année 1950 au mois de mai 1951, passant de 117.198 à 257.255 chinois déplacés sur cette période, avant de passer à 563.028 individus (soit la quasi totalité de la population des squatteurs) en mars 1953. Tout ceci alors que le nombre de rapatriements était divisé par 4 sur la période 1951-1953, le nombre de chinois rapatriés en RPC passant de 8719 en 1951 à 2098 en 1953.²⁰⁶

Enfin une carte d'identité avait été créée par le décret instituant l'état d'urgence, elle était obligatoire et devait être détenue à tout moment par les individus, sous réserve d'incarcération. Celle-ci permettait de contrôler les déplacements, le gouvernement ayant le pouvoir de décréter des couvre-feux à tout moment sur le territoire (l'instauration de l'état d'urgence s'accompagnant d'ailleurs « entre le coucher et le lever du soleil, d'approcher à moins de cent yards²⁰⁷ du détroit de Johore, sauf aux points désignés par les autorités [des checkpoints où les pièces d'identités étaient contrôlées] »)²⁰⁸. Ses modalités d'utilisation se virent être étendues avec la rationalisation de la réponse contre-insurrectionnelle s'amorçant à partir de 1950 avec le plan Briggs, plan qui fut encore affiné par Sir Gérald Templer après sa nomination en janvier 1952, la structure des nouveaux villages permettant notamment le contrôle des zones de ventes de

²⁰³ Hack, Karl, *op. cit.*, p. 80.

²⁰⁴ ANOM 2 HCI 120, lettre N° 256 AS.

²⁰⁵ *Ibid.*

²⁰⁶ Le nombre total de chinois rapatriés sera d'ailleurs 17.7x inférieur au nombre de chinois déplacés dans les nouveaux villages sur toute la période de l'état d'urgence. (31.249 rapatriés contre environ 580 000 déportés)

Cf. Hack, Karl, *op. cit.*, pp. 156 et 199.

²⁰⁷ 91.44 mètres.

²⁰⁸ ANOM, 2 HCI 120, lettre N° 256 AS, p.1.

nourriture, l'achat de provisions nécessitant à partir de 1951 la vérification de la carte d'identité.²⁰⁹

iii) Le caractère structurel de la désorganisation des forces contre-insurrectionnelles

La décision de recourir à l'état d'urgence avait été prise à la hâte, le gouvernement se rendant seulement compte début juin qu'il avait à faire à un mouvement insurrectionnel structuré et non un simple mouvement syndical. Ceci sera d'ailleurs reproché à Sir Edward Gent, qui fut aussitôt démis de ses fonctions. Il était impopulaire du fait des ses hésitations à réprimer le mouvement syndicalo-terroriste. Cela s'avéra d'autant plus impardonnable pour l'opinion publique des Britanniques de Malaisie quand 3 gérants de plantations et ressortissants du Royaume-Uni se firent assassiner le 16 juin 1948 et qu'à la suite de cet événement Gent ne déclara initialement l'état d'urgence que dans les États du Perak et du Johore.

De manière générale un secteur important de l'opinion publique le tenait pour responsable de la gravité prise par les événements²¹⁰, Gent n'ayant pas considéré la menace communiste comme aussi importante qu'elle ne l'était. Il avait notamment déclaré, le 12 juin 1948, qu'il n'y avait pas de menace reposant sur la sécurité intérieure à la Malaisie.²¹¹ De plus, il hésita trop longtemps à conduire les arrestations des membres hauts-placés du PCM²¹², le secrétaire général du Parti, Chin Peng, ayant déjà fui dans le Perak à ce moment-là .

Le 29 juin 1948, Gent embarqua dans un avion à destination du Royaume-Uni, ayant été rappelé par le bureau des colonies²¹³, et mourut le 4 juillet,²¹⁴ à la suite de la collision de son appareil avec un autre avion lors de la procédure d'atterrissage à Londres.²¹⁵

Le gouvernement britannique de Malaisie devait alors préparer au plus tôt un système contre-insurrectionnel efficace alors que la chaîne de commandement était décapitée. Le 19 juillet, aucun successeur n'avait encore été désigné, mais Malcolm Macdonald, le commissaire

²⁰⁹ Komer, Robert W, *op. cit.*, p. 58.

²¹⁰ AMAEC, 133QO/4, f°118, Télégramme à l'arrivée n°91, signé Gabriel Morand, adressé au Ministère des Affaires Étrangères, 30 juin 1948.

²¹¹ Hack, Karl *op. cit.*, p. 67.

²¹² AMAEC, 133QO/4, dépêche n°251-AS, signée Gabriel Morand, adressée au Ministère des Affaires Étrangères, titrée « situation en Malaisie. », 19/7/1948, p.7.

²¹³ *Colonial office*, c'était le ministère chargé de l'administration de la majorité des colonies britanniques.

²¹⁴ AMAEC, 133QO/4, télégramme à l'arrivée N°94-96, signé Gabriel Morand, adressé au Ministère des Affaires Étrangères, titrés « La mort tragique de Sir Edward Gent », 8/7/1948, p.1.

²¹⁵ Hack, Karl, *op. cit.*, p. 71.

général pour la Malaisie, semblait avoir pris le contrôle effectif de la situation malgré les prérogatives limitées que lui conférait son poste « ne lui donnant que le droit de formuler des “suggestions pressantes”. » Sir Alec Newbould, le secrétaire en chef assurant l'intérim, se serait dépossédé d'un « peu de son autorité au profit du Commissaire Général. »²¹⁶

La question de la succession de Gent était épineuse, témoignant directement de l'orientation de la réponse contre-insurrectionnelle britannique. On le sait, ce dernier avait préféré promulguer l'état d'urgence que l'état de siège, mais fallait-il pour prendre en main la situation dans la Fédération de Malaisie un administrateur ou bien alors un militaire?

Les premières rumeurs concernant le successeur de Gent semblaient plutôt en faveur de la seconde option : en effet Lord Louis Mountbatten était fortement pressenti au début du mois de juillet pour lui succéder.²¹⁷ Il semblait en effet tout désigné pour le rôle, cet amiral était l'ancien gouverneur général des Indes et le principal négociateur de la partition de celles-ci, séparant le Pakistan de l'Inde. Il était familier avec la région et des conflits décoloniaux et était un militaire de formation. Il paraissait ainsi naturellement disposé à prendre la tête de l'exécutif malaisien en ces temps troublés. Pourtant, le choix final se porta sur Sir Henry Gurney, surnommé *Strong Man Gurney*, membre du bureau colonial anglais ayant servi en Jamaïque, au Kenya, à la Côte de l'Or ainsi qu'en Palestine au poste de secrétaire en chef ; il semblerait que le choix se soit porté sur lui en raison de la fermeté de son caractère, chose que semblait craindre la communauté malaise, se demandant si après le retour au calme il ne manquerait pas de souplesse pour la conduite du pays vers le sacro-saint *self government*.²¹⁸

Du côté du PCM, la situation n'était guère plus avantageuse, dans la nuit du 20 au 21 juin 1948 environ 600 membres du Parti avaient été raflés à Singapour par la police locale.²¹⁹ Cette rafle ne fut pas fatale pour l'insurrection du fait de son caractère trop tardif, de nombreux hauts-dignitaires ayant réussi à s'enfuir vers des régions plus reculées de la Fédération de

²¹⁶ AMAEC, 133QO/4, dépêche n°251.AS, « situation en Malaisie. », 19/7/1948, p.9.

²¹⁷ *Ibid.*

²¹⁸ AMAEC, dossier 133QO/5 (politique intérieure, dossier général (septembre 1948 - décembre 1950), dépêche n° 303-AS, signée Gabriel Morand, adressée au Ministère des Affaires Étrangères, titrée « nomination du Haut Commissaire britannique de la Fédération Malaise », 5/9/1948, pp.1-2.

²¹⁹ Cf. p.48.

Malaisie, tel le Perak, et ce principalement autour du Sungei Siput²²⁰.²²¹ Pour autant, le PCM, pris au dépourvu et contraint à se lancer dans un conflit armé, se trouva dans une situation délicate et assez analogue à celle des forces contre-insurrectionnelles : l'effectif des forces armées à sa disposition était inférieur à ce qui était prévu (seulement 2000 soldats étaient déployables contre 5000 prévus) et la chaîne de commandement était désorganisée au niveau de l'échelon fédéral.

Cette désorganisation était due à plusieurs facteurs : déjà, les groupuscules locaux, dont l'action dépendait normalement des directives du comité central, avaient progressivement commencé à agir de leur propre chef et surtout de manière déconsidérée, comme à Sungei Siput le 16 juin 1948. Cette autonomie se vit renforcée par le second facteur, la vacance temporaire au sein du comité central, provoquée par la rafle du 21 juin. Chin Peng, par exemple, avait *in extremis* réussi à prendre la fuite et fut contraint pendant un certain temps de se déplacer, toujours sur le qui-vive, dans le Perak jusqu'à sa migration vers le sud en Juillet-Août. Ceci, cumulé avec le fait que la mobilisation des membres de l'AMLN n'était toujours pas complète (sauf dans le Perak) força les comités locaux à interpréter à leur lumière les directives du PCM concernant la formation de l'armée révolutionnaire.²²²

La conduite primitive du mouvement insurrectionnel s'opérait dès lors au niveau local et plaçait les squatteurs en première ligne.

²²⁰ Sungei Siput ou Sungai Siput selon les graphies, signifiant littéralement « rivière de l'escargot » est une localité du Perak, située au nord d'Ipoh ou le quintuple assassinat ayant provoqué l'instauration de l'état d'urgence fut commis. Il était une des principaux bastions de l'AMLN ainsi que de l'APMAJ durant l'occupation nipponne.

²²¹ Hack, Karl, *op. cit.*, p. 57.

²²² *Ibid.*, p. 84.

Chapitre V : La première phase de l'état d'urgence : les squatteurs en première ligne

i) Le caractère décentralisé de l'organisation communiste

La désorganisation au niveau du comité central du PCM ne fut pas aussi handicapante qu'elle l'était pour les forces contre-insurrectionnelles, et ce du fait que l'action de l'AMLN était laissée en grande partie à la discrétion des organes locaux (dans l'étendue de leur circonscription).

D'un point de vue organisationnel, au sommet de l'organigramme du PCM se trouvait le comité central exécutif du Parti, ainsi que le haut commandement militaire de l'AMLN. Ces deux organes émettaient des ordres et des directives qui étaient ensuite communiquées aux bureaux régionaux.²²³ Celles-ci étaient ensuite transmises aux comités d'États avant de l'être aux comités de District qui contrôlaient les Branches et les Cellules, elles-mêmes directement implantées dans les *kampongs*.²²⁴ (voir annexe n°3 p. 137)

Que ce soit pour les districts ainsi que leurs subdivisions, ces organismes étaient tous gérées par un comité local. Ces comités étant, dans le cas de l'État du Selangor²²⁵, elle-même créées par le Comité de l'échelon Étatique et non par le comité central, preuve du caractère éminemment décentralisé de l'organisation du PCM.²²⁶

Ainsi l'action du comité et du haut commandement militaire se manifestaient par l'émission de lignes directrices. Celles-ci étaient ensuite appréciées et appliquées différemment par les comités selon les particularismes locaux auxquels devaient faire face les insurgés, les conditions topographiques et sociales différant grandement selon les États voire même les districts. L'État de Selangor, par exemple, comprenait une zone urbaine extrêmement dense

²²³ Le PCM avait divisé administrativement la Fédération de Malaisie en trois régions : le Nord, le Centre, le Sud.

²²⁴ SHD, GR/10H, carton 1655 (Instruction : documentation, rapports, conférences, études ; état numérique des parachutistes par races et unités (1952). Rapports de stage en Malaisie et Corée (1950-1954).), rapport de stage signé Louis Mairet (capitaine au 2^e bataillon de parachutistes coloniaux), adressé au colonel de Bollardière (commandant des troupes aéroportées en Indochine et les troupes aéroportées nord), titré « Rapport du Capitaine Louis Mairet au sujet de son stage dans les Unités britanniques de Malaisie. », 19/9/1952, pp. 10-11.

²²⁵ État de la région Centre de la Fédération de Malaisie, ayant alors pour capitale Kuala Lumpur.

²²⁶ Hack, Karl, *op. cit.*, p. 92-93.

(celle de Kuala Lumpur, où la menace insurrectionnelle était faible), une maritime et plusieurs de jungle (où l'activité communiste était beaucoup plus importante). Il paraissait dès lors impensable, d'un point de vue tactique, d'agir à Kuala Lumpur de la même manière que dans la jungle.

L'idée générale de cette organisation du PCM était de pouvoir assurer que l'action et l'implantation de l'AMLN était la plus proche possible de la population.

Tout ceci se trouvait être parfaitement en accord avec le mode maoïste de conduite de la guérilla, la première étape de ce mode de guerre préconisant l'implantation, autant que faire se peut, des forces insurrectionnelles auprès de la population locale, de préférence rurale. La stratégie insurrectionnelle du PCM comprenait le plan classique de guérilla en trois phases telle qu'elle fut élaborée par Mao-Tsé-Toung²²⁷. Ce plan est ainsi décrit.

La première étape sera celle de l'offensive stratégique de l'ennemi et de notre défensive stratégique ; la deuxième, celle de la consolidation stratégique des positions de l'ennemi et de la préparation de notre contre-offensive ; la troisième, celle de notre contre-offensive stratégique et de la retraite stratégique de l'ennemi.²²⁸

Le plan du PCM, quant à lui, était initialement comme suit :

- 1.- Actions de guérilla, destinées à affaiblir le gouvernement tandis que le parti accroissait ses forces.
- 2.- Intensification des attaques et occupation de petites zones complètement contrôlées par le parti.
- 3.- Création d'une véritable armée, renversement du Gouvernement par la force, et contrôle total de la MALAISIE par le parti.²²⁹

Si nous comparons les deux, nous pouvons en effet voir de nombreuses similarités.

Pour la première étape, elle possède dans les deux cas le même but, l'accroissement quantitatif des forces de guérilla ou des troupes insurrectionnelles grâce à une stratégie de défense active. Cette stratégie se manifestant en Malaisie notamment par une tactique d'attaques éclairs,

²²⁷ Mao Tsé-Toung (1893-1976) fut le leader de l'armée révolutionnaire communiste chinoise et le Président du PCC de 1946 à sa mort. Son œuvre théorique relative à la guérilla se trouve dans un court ouvrage publié en 1938 et nommé *Questions de stratégie dans la guerre des partisans antijaponaise*.

²²⁸ Mao Tsé-Toung, *De la guerre prolongée*, 1938. pp. 124-125.

²²⁹ SHD, GR/10T/942/4, note d'information n°3360 nommé « L'état d'urgence en Malaisie (Notes au sujet d'un briefing fait à Monsieur le Vice-Amiral (commandant les Forces maritimes en Extrême-Orient) Jozan, à Singapour, le 8 Septembre 1955) », sans auteur, 16/9/1955 p.3.

imprévisibles et produites à une fréquence de harcèlement sur des postes de polices²³⁰²³¹ et des exploitations isolées. Dans ce deuxième cas, le but était de tuer les gérants d'exploitation ainsi que leur garde, ceci déstabilisant l'économie locale et le pouvoir malaisien, celui-ci nécessitant le soutien des planteurs européens pour pouvoir administrer de manière stable²³². Ces attaques étaient menées par des unités réduites en taille, qui retournaient aussitôt dans la jungle une fois l'action finie. Gabriel Morand, en vint même à parler de guerre d'escarmouches²³³.

Durant le déroulement de cette phase, l'action de l'armée révolutionnaire consistait surtout en la volonté de déstabiliser autant que possible les forces contre-insurrectionnelles et d'éviter au maximum de subir des défaites. Tout ceci pendant que l'AMLN accroissait le nombre d'individus dans ses rangs et consolidait son assise locale. Cette stratégie devait être maintenue jusqu'à ce que l'armée comprenne assez de soldats et occupe suffisamment de territoires stratégiques²³⁴ jusqu'à ce qu'un équilibre entre les deux forces (rendu manifeste par une intensification des attaques sur les forces de sécurité) soit atteint (phase 2). Enfin, une contre-attaque serait menée, elle sur le mode de la guerre régulière, en reliant les territoires ralliés à la cause afin d'instaurer l'État communiste malaisien (phase 3)²³⁵.

Lors de l'instauration de l'état d'urgence, le corps de l'AMLN ne comprenait que 3000 soldats environ²³⁶. Ce contingent limité faisait face à un corps dont l'envergure était estimée à 11.000 soldats en Juillet, sur lequel se rajoutait 17.000 policiers en Décembre 1948²³⁷. Cela signifie qu'elle n'était en aucune manière capable de s'engager dans une lutte régulière face aux forces de sécurité sans subir de lourds revers. Un bon exemple en fut la bataille de Batu Arang.

Batu Arang est une localité du Selangor située près d'une exploitation minière et qui fut prise d'assaut par un contingent de l'AMLN durant la dernière semaine de juillet de l'année

²³⁰ Il y eut trois fois plus de victimes policières que militaires durant la durée de l'État d'urgence. Nous comptons 1346 policiers décédés contre 519 militaires sur la période.

Cf : Hack, Karl *op. cit.* p. non numérotée.

²³¹ AMAEC, 133QO/4, f°142, télégramme à l'arrivée n°97, signé Gabriel Morand, adressé au Ministère des Affaires Étrangères, titré « La situation en Malaisie », 25/7/1948.

²³² Nous pouvons nous rappeler que ce qui a coûté avant tout la place de Gent est son impopularité parmi cette partie de la population. Cf pp. 50.

²³³ *Ibid.*

²³⁴ L'AMLN parlait de régions « libérées ».

²³⁵ SHD, GR/10T/942/4, note de renseignements n°8, signée le 2^e bureau de l'État-Major de l'armée, titrée « La crise malaise et le rétablissement de l'ordre en Malaisie », septembre-octobre 1954, p.4.

²³⁶ Les estimations les plus hautes des services de renseignements allant jusqu'à 4000.

Cf AMAEC, 133QO/4, dépêche n°255-AS, signée Gabriel Morand, adressée au Ministère des Affaires Étrangères, titrée « situation en Malaisie et résultats entretien avec le Commissaire Général », 25/7/1948, p.2.

²³⁷ Hack, Karl, *op. cit.*, pp. 100-102.

1948. Ceci donna lieu à une confrontation ouverte entre les insurgés d'une part et les forces de sécurité de l'autre. Le bilan fut terrible pour les guérilleros : 22 morts et 47 prisonniers, contre un seul mort du côté contre-insurrectionnel.²³⁸ Ce fut probablement la bataille la plus importante de tout l'état d'urgence, le PCM, arrêtant son plan dès sa première phase.²³⁹²⁴⁰

Maintenant que nous avons examiné la stratégie de L'AMLN d'un point de vue opérationnel en 1948, examinons son mode d'implantation parmi la population locale, pan capital de la stratégie maoïste de guérilla.

ii) Les relations ambivalentes entre le *Min Yuen* et les squatteurs

Le principal atout de l'AMLN, et ce durant l'entièreté du conflit, fut son implantation parmi la population locale qui se matérialisa principalement par le biais des *Min Yuen* (Mouvement du peuple).

Les *Min Yuen* étaient des unités paramilitaires, dont seulement une minorité était armée, implantées en cellules parmi la population civile et formant une sorte de relais entre, d'un côté, la communauté dans laquelle ils étaient intégrés, et les forces insurrectionnelles de l'autre. Ce groupe s'approvisionnait en armes, munitions, nourriture, eau, médicaments, argent, troupes auprès des civils²⁴¹ pour les fournir aux insurgés qui étaient généralement campés plus profondément dans celle-ci.²⁴² Étant dirigés en régie par les comités de district²⁴³, ce groupe n'était pas seulement le bras civil de l'AMLN mais aussi la principale forme de présence du PCM dans la population locale, et ce du fait que les hauts-dignitaires du Parti qui constituaient le comité central exécutif étaient cachés.

Difficiles à traquer car se fondant dans la masse²⁴⁴, ils formèrent la principale épine dans le pied des forces contre-insurrectionnelles. Celles-ci devaient, pour lutter efficacement contre

²³⁸ AMAEC, 133QO/4, dépêche n°258.AS, signée Gabriel Morand, adressée au Ministère des Affaires Étrangères, titrée « situation politique en Malaisie », 30/7/1948, pp.1-2.

²³⁹ SHD, GR/10T/942/4, note n°3360 « L'état d'urgence en Malaisie (Notes au sujet d'un briefing fait à Monsieur le Vice-Amiral Jozan, à Singapour, le 8 Septembre 1955) », p.3.

²⁴⁰ Ce qui ne signifie pas que la stratégie de l'AMLN ne mutera pas durant le conflit. Un nouveau plan fut élaboré et mis en application en 1951.

²⁴¹ Ce principalement parmi les squatteurs, qui étaient installés en bordure de jungle

²⁴² SHD GR/10H/1655, rapport de stage, « Rapport du Capitaine Louis Mairet au sujet de son stage dans les Unités britanniques de Malaisie. », 19/9/1952, p. 10.

²⁴³ *Ibid.* p.9

²⁴⁴ Ils ne portaient pas d'uniforme et s'assimilaient donc parfaitement aux civils.

les *Min Yuen*, non pas seulement mener des opérations militaires contre les troupes de l'AMLN mais faire en sorte que la population locale cesse de les soutenir. Gerald Templer, le futur haut commissaire, parlait d'ailleurs d'un « cercle vicieux de la Malaisie » qui se trouve décrit comme-suit par André Guibaut :

Pour être sûr d'en finir avec le terrorisme communiste il faudrait qu'il [Templer] puisse compter sur la coopération du public et en particulier des Chinois; mais ce même public et ces mêmes Chinois ne lui apporteraient leur coopération que s'il était en mesure de leur démontrer qu'il a la certitude de les débarrasser des terroristes.²⁴⁵

En effet, le soutien fourni par la population aux *Min Yuen* ne s'opérait pas nécessairement sur la base du volontariat, la coercition y était omniprésente, ceux-ci n'hésitant pas à intimider ou tuer les chinois accusés de jouer le jeu de l'occupant. Les principaux visés étaient bien évidemment ceux soutenant le KMT²⁴⁶ mais aussi de simples civils dépolitisés soupçonnés de soutenir les ennemis de la lutte. Nous notons par exemple l'assassinat d'un professeur d'école dans le Johore « avec une fiche épinglée à son corps sur laquelle figurait “ tous les chinois qui aident les britanniques seront tués.” »²⁴⁷ Ce fait est pris au hasard parmi de nombreux autres similaires mais il est assez aisé d'imaginer l'influence que ceux-ci ont pu avoir sur la population locale, surtout quand on sait que celle parmi laquelle les *Min Yuen* étaient les mieux implantées était les squatteurs, une population déjà isolée socialement. Ces squatteurs avaient d'ailleurs autant à craindre des forces contre-insurrectionnelles que des insurgés eux-mêmes.

²⁴⁵ AMAEC, dossier 133QO/17(Politique extérieure, dossier général (1/1951 - 12/1952)), dépêche n°342-AS, signée André Guibaut, adressée au Ministère des Affaires Étrangères, titrée « Entrevue avec le Général Templer, Haut-Commissaire de la Fédération de Malaisie. », 2/9/1952, p.4.

²⁴⁶ Par exemple, en juillet, trois « chefs de l'opposition » furent ainsi « descendus devant leurs familles terrorisées » . Cf. AMAEC, 133QO/4, Bulletin de presse n°13, signé l'I.N.S, titré « L'agitation communiste en Malaisie », 21/7/1948, p.2.

²⁴⁷ AMAEC, 133QO/4, f°197, dépêche Reuters, sans titre, sans numéro, 9/8/1948.

iii) Une réponse contre-insurrectionnelle initiale basée sur la coercition des squatteurs

La question de la gestion de la population, et principalement des squatteurs, fut le nerf de la guerre durant toute la durée de l'état d'urgence, celle-ci étant la tranche de la population la plus proche, géographiquement et sociologiquement, des troupes insurrectionnelles .

Cette phase initiale de répression du mouvement partisan est bornée par l'historiographie contemporaine entre l'instauration de l'état d'urgence, le 17 juin 1948, et l'arrivée de Sir Harold Briggs au nouveau poste de directeur des opérations²⁴⁸. Pour Huw Bennett l'action contre-insurrectionnelle domestique durant cette séquence se basait sur trois procédures : « les arrestations de masse, la destruction de propriété et les mouvements forcés de population, ceci incluant la déportation. »²⁴⁹ Karl Hack introduisit une distinction : cette phase est elle-même divisée en deux parties : de juin à décembre 1948, une phase de répression assez chaotique, qui laisse place à une autre plus « bureaucratisée [...] encadrant les plus violents excès de violence à l'encontre des civils. »²⁵⁰

Pour mieux comprendre ceci, revenons au déroulé des événements. En juillet 1948, trois zones sont particulièrement à risques : le nord de l'État de Péraak, l'État de Pahang²⁵¹ et la troisième au sud de la péninsule dans le triangle Seramban-Kluang-Malacca^{252,253}. Les victimes étaient principalement des membres de la communauté chinoise, cette communauté qui, du fait

²⁴⁸ *Director of operations* en langue anglaise, sa nomination se fait en Mars 1950.

²⁴⁹ Huw Bennett « 'A very salutary effect': The Counter-Terror Strategy in the Early Malayan Emergency, June 1948 to December 1949 », *Journal of Strategic Studies*, 32:3, 2009, p. 417.

²⁵⁰ Hack, Karl *op.cit.* p. 3.

²⁵¹ État central, le plus étendu de la Fédération de Malaisie. Chin Peng et les quartiers-maîtres du PCM y seront situés de 1948 à 1953, date à partir de laquelle ils se déplaceront au nord, en bordure de la frontière siamoise, signe du recul des insurgés.

²⁵² Cf. p.44

²⁵³ AMAEC, 133QO/4, f°136-138, note confidentielle, sans titre, sans numéro, sans auteur, sans destinataire, 20/7/1948, p.3.

du caractère coercitif de l'action insurrectionnelle et du fait qu'elle était implantée directement parmi eux par le biais des *Min Yuen*, adoptait une posture de soutien ou au moins d'acceptation passive de la situation. Comment, dans ces conditions, les forces de sécurité ont-elles réagi?

Le plan initial du gouvernement britannique était divisé en deux étapes : Premièrement, par le rétablissement de « la confiance parmi les masses asiatiques en déployant dans le pays des forces armées considérables dont elles disposent »²⁵⁴, le but étant de prouver que les forces gouvernementales étaient à même d'assurer la sécurité des ressortissants chinois, et ce dans les endroits les plus reculés de la Fédération. Une fois la sécurité rétablie, il était naturel pour les Anglais que la population abandonne les insurgés. Tout ceci partait du postulat, qui était notamment la conviction (qu'elle soit feinte ou réelle) de Malcolm Macdonald, que les neuf dixièmes de la population leurs étaient favorables²⁵⁵. L'objectif corollaire de cette étape était donc, une fois que la population locale se serait désolidarisée des insurgés, de repousser les contingents de l'AMLN dans la jungle, et ce afin de commencer la deuxième phase de la réponse contre-insurrectionnelle. Cette première étape était censée être conduite et achevée avant la période des moussons, c'est-à-dire fin octobre²⁵⁶. Cet objectif assumé par le major-général Boucher²⁵⁷²⁵⁸, ne fut évidemment pas mis à bien dans les temps.

Ce postulat, selon lequel les britanniques considéraient que la simple restauration par l'armée de la sécurité dans les zones favorables à l'AMLN allait pousser la population locale à collaborer, semble provenir de biais racistes. En effet, il semble que du point de vue occidental les Chinois étaient perçus comme des individus âpres aux gains, particulièrement opportunistes et donc intrinsèquement apolitiques²⁵⁹. En découle donc le fait qu'ils n'étaient acquis qu'au camp qui assurait leur sécurité. André Guibaut, s'exprimait ainsi en ces termes :

Ni les appels pathétiques, ni les mesures de coercition, ne pourront mettre un terme à des pratiques qui sont trop profondément enracinées dans l'esprit des Chinois. Il est en effet de tradition dans leur société que lorsque les forces chargées de maintenir l'ordre sont mises en échec, de recourir à l'assurance individuelle

²⁵⁴ *Ibid.* p.4.

²⁵⁵ AMAEC, 133QO/4, dépêche n°255-AS, « situation en Malaisie et résultats entretien avec le Commissaire Général. », 25/7/1948, p.4.

²⁵⁶ Les moussons d'été se déroulent, en Malaisie, du mois d'août au mois de novembre.

²⁵⁷ Il était le commandant des forces britanniques en Malaisie

²⁵⁸ AMAEC, 133QO/4, dépêche n°278-AS, signée Gabriel Morand, adressée au Ministère des Affaires Étrangères, titrée « situation en Malaisie », 8/8/1948, pp.4-5.

²⁵⁹ Par exemple : AMAEC, 133QO/5, dépêche n°55-AS, signée André Guibaut, adressée au Ministère des Affaires Étrangères, titrée « Situation intérieure en Malaisie et à Singapour. », 21/2/1949, p.5.

par le paiement de redevances aux bandits²⁶⁰ [le soutien aux Min Yuen]. Seul le rétablissement de la sécurité peut interrompre le versement de ces ressources. [...]²⁶¹

Cette rhétorique²⁶², qui devait être partagée par les britanniques²⁶³, justifiait dès lors parfaitement la stratégie contre-insurrectionnelle revendiquée par les forces de sécurité. Cette stratégie, en deuxième phase, celle-ci plus longue, devait mener à l'anéantissement des contingents de l'AMLN dans la jungle d'une part, ainsi que l'arrestation des membres ou sympathisants du PCM vivant en agglomération.²⁶⁴

Toute cette stratégie de coercition des squatteurs provenait des faiblesses structurelles du système de renseignement malaisien. En effet, seulement 12 officiers de police, sur toute la superficie du territoire, comprenaient et parlaient le Chinois lors de l'instauration de l'état d'urgence et seulement 228 des 9000 hommes constituant les effectifs de police étaient d'ethnie chinoise, soit 2.53% de ceux-ci²⁶⁵.²⁶⁶ Dès lors, leur compréhension de la société et de la mentalité chinoise ne pouvaient être réduite qu'à des clichés raciaux, ce qui se trouvait être une lacune extrêmement problématique dans un conflit qui prenait racine dans des causes majoritairement sociales.

Cette coercition à l'égard de la population civile se matérialisa donc par trois mesures principales : les arrestations de masse, la destruction de propriété et les mouvements forcés de population. La question est : sous quels aspects?

²⁶⁰ Cf note 73 p.20.

²⁶¹ AMAEC, 133QO/5, dépêche n°55-AS, « Situation intérieure en Malaisie et à Singapour. », 21/2/1949, p.6.

²⁶² Les Chinois ne sont pas les seuls à être visés par les qualificatifs racistes, André Guibaut qualifiant les Malais de « race un tantinet apathique » à laquelle il ne fallait pas trop demander.

Source : *Ibid.*, p.13.

²⁶³ Les rares extraits d'archives anglaises que j'ai pu consulter semblent corroborer cette affirmation : « la motivation quant au paiement de ces sommes d'argent n'est pas politique, ni révolutionnaire ou par sympathie envers les bandits mais elle provient de leur couardise. » et « Les Chinois étaient gouvernés par une propagande de force. »

Cf : Huw Bennett, article cité, pp. 423 et 429.

²⁶⁴ AMAEC, 133QO/4, dépêche n°255-AS, « situation en Malaisie et résultats entretien avec le Commissaire Général. », 25/7/1948, p.5.

²⁶⁵ De plus, les ressortissants chinois membres des forces de police n'occupaient que des postes de subalternes.

²⁶⁶ Huw Bennett article cité, pp.422-423.

iv) La politique de « contre-terreur »

D'un point de vue purement opérationnel, de 1948 à la fin de l'année 1949, les mobilisations de *task forces*²⁶⁷ de la taille d'un bataillon²⁶⁸ ou d'une brigade²⁶⁹ dans la jungle constituaient les opérations privilégiées par l'armée britannique. Ces missions se basaient sur un renseignement lacunaire, la branche de police spéciale dédiée à la question du renseignement étant alors désorganisée et en sous-effectif. Le résultat fut sans appel, ces missions furent inefficaces et causèrent de lourdes pertes aux troupes de la Fédération. Richard Clutterbuck, un ancien soldat britannique en Malaisie devenu par la suite un historien spécialisé dans la question des violences politiques, en parlait ainsi : « l'attrait de certains officiers d'armée pour les opérations de grande envergure semblait incurable. »²⁷⁰

De ceci il émanait une incompréhension de la part de plusieurs soldats et officiers. Ainsi, le général Walter Walker « ancien commandant du 8ème bataillon de G[o]urkhas » s'indignait que « lorsque l'état d'urgence fut déclenché [en Malaisie], nous avons oublié l'essentiel de nos techniques et de notre expertise [...], pourtant apprises au prix fort lors de la campagne de Birmanie »²⁷¹. Élie Tenenbaum impute la cause de cet oubli des savoirs tactiques de contre-insurrection à la démobilisation des experts de la « guerre des jungles » suite à l'indépendance des pays indiens (le Pakistan et Inde par exemple), ces experts étant principalement issus de l'armée des Indes.²⁷²

Il en découlait également une frustration des troupes. Celle-ci était couplée avec la circonstance que, du fait que la police était au début de l'état d'urgence, en sous-effectif critique, l'armée devait s'occuper de mission normalement dévolue à celle-ci.

²⁶⁷ Un groupement temporaire de troupes chargés d'une mission déterminée.

Cf : « Task force | Académie française », s. d. <https://www.academie-francaise.fr/task-force> .

²⁶⁸ Ceci était l'unité de base de l'armée de terre. Elle était constituée d'environ 500 soldats.

Cf : Hack, Karl *op. cit.*, p. 97.

²⁶⁹ Une unité équivalente à trois bataillons.

Cf : British Military History. « Documents – Units & ; Formations 1930 - 1956 - British Military History », 10 octobre 2017. <https://www.britishmilitaryhistory.co.uk/documents-units-formations-1930-1956/> .

²⁷⁰ Komer, R,W, *op. cit.*, p.50.

²⁷¹ Tenenbaum, Élie, *op. cit.*, p. 187.

²⁷² *Ibid.* pp.186-187

Malgré tout, entre la fin de l'année 1949 et le début de l'année 1950, une hausse des effectifs était manifeste, avec l'arrivée en mars 1950 de 32.000 soldats du Commonwealth provenant de casernes singapouriennes. De plus, les effectifs de police passèrent de 9.000 en Juin 1948 à 13.000 en janvier 1949.²⁷³ La *Special Constabulary* (police spéciale) fut créée, qui comprenait en décembre 1948 30.000 membres²⁷⁴. Ceux-ci avaient pour rôle de protéger les mines d'étain et les plantations de caoutchouc, permettant donc à l'armée de ne plus s'occuper des missions de maintien de la sécurité afin de se concentrer sur les offensives dans la jungle.²⁷⁵ (Voir l'ordre de bataille des années 1948 et 1949 à l'Annexe n°4 p.138)

D'un point de vue tactique, la réponse contre-insurrectionnelle dans les communautés de squatteurs devait officiellement se faire selon deux procédures :

Premièrement, dans les *kampongs* ou dans les zones où d'importantes preuves de présence d'insurgés ou de collaboration effective de la population étaient présentes, et si la communauté était assez réduite numériquement, alors tous les habitants étaient rapatriés en Chine et leurs habitations étaient rasées. Ce cas, le plus extrême, combinait les trois types d'opérations conduites par les forces de sécurité britannique.

Dans le deuxième cas, soit les preuves n'étaient pas assez importantes pour justifier un rapatriement de masse ou alors l'échantillon de la population était trop important pour que celui-ci soit conduit efficacement. Dans cette situation, les squatteurs étaient détenus temporairement pour que leur identité soit enregistrée ou contrôlée.²⁷⁶ Les preuves de collaboration pouvaient être de natures différentes : l'absence d'hommes majeurs dans la communauté, par exemple, était considérée comme révélatrice.

L'opération de ce type par excellence a eu lieu à Batu Arang, le 19 octobre 1948. Cette localité avait déjà été le lieu, trois mois plus tôt, de la confrontation la plus importante entre les insurgés et les forces contre-insurrectionnelles. Ce nouvel épisode, étrangement absent des archives françaises pourtant normalement intéressées par les événements de Malaisie, a vu 5000 squatteurs être déplacés de la zone, dans une sorte de prototype des futurs *new villages* instaurés par Briggs.

²⁷³ Hack, Karl, *op. cit.*, p.458.

²⁷⁴ *Ibid*, p.102.

²⁷⁵ Komer, R, W, *op. cit.*, p.17.

²⁷⁶ Bennett, Huw, article cité, p. 430.

Si officiellement les opérations se déroulaient ainsi, la situation réelle était différente. Par exemple, les destructions de propriété se voyaient surtout être faites sans preuves réelles et en réponse, dans une sorte de mécanisme de vengeance, à des incendies d'exploitations causés par les insurgés. Celles-ci se trouvaient être justifiées *a posteriori*, c'est-à-dire quand des stocks de munitions cachées étaient trouvés ou explosaient du fait des flammes.

De plus, les pratiques contre-insurrectionnelles étaient généralement antérieures à la législation qui les autorisait, ceci dans un schéma séparant en deux la politique initiale du gouvernement britannique. Une phase d'expérimentation des pratiques suivie d'une « bureaucratisation » de celles-ci. Ces méthodes étaient donc postérieurement codifiées par l'administration malaisienne.

Le meilleur exemple en la matière est celui du massacre de Batang Kali. Le 13 décembre 1948, 24 squatteurs arrêtés par la garde écossaise furent abattus après qu'officiellement ils tentèrent de s'échapper²⁷⁷. Un scandale au sein de la communauté chinoise de Malaisie s'ensuivit après que le commandant en chef des troupes de Malaisie, le général Ritchie, innocenta la patrouille ayant commis cette exaction, à la suite d'une enquête. Cette pratique, de tirer sur des civils suspects essayant de s'enfuir, n'était alors autorisée par aucun texte de loi. Le 22 janvier 1949, une nouvelle disposition, la Régulation 27A, fut promulguée. Celle-ci autorisait aux forces de sécurité :

D'arrêter des suspects, de surmonter toute résistance à l'arrestation et de prévenir toute fuite par le recours à l'usage 'raisonnablement nécessaire' de la force. [...] Cela pouvait s'étendre au recours à la force létale. Avant d'ouvrir le feu, le soldat ou le policier devait 'lui demander, de manière claire, de s'arrêter, et la personne à laquelle il s'adressait devait disposer d'une chance raisonnable de s'arrêter'. Après l'arrestation, un avertissement devait être donné à propos du fait qu'il serait abattu s'il essayait de s'enfuir. La dernière phrase de cette loi déclarait que toute acte antérieur à son entrée en force et qui aurait été légal après, sera rétrospectivement considéré comme conforme.²⁷⁸

Dans ces conditions, et du fait du côté occidendo-centré des archives, il est difficile de dire quels recours à la force létale furent réellement justifiés au terme de la loi. Il est néanmoins

²⁷⁷ AMAEC, 133QO/5, dépêche 398-AS, signée Gabriel Morand, adressée au Ministère des Affaires Étrangères, titrée « La situation en Malaisie », 30/12/1948, pp.3-4.

²⁷⁸ Bennett, Huw, article cité, p.431.

possible de douter du caractère général de la conformité de l'action contre-insurrectionnelle au termes des textes de lois, le haut commissaire Gurney ayant notamment déclaré :

Il est impossible de maintenir l'État de droit et de combattre le terrorisme de manière effective en même temps [...] Présentement la Police et l'Armée enfreignent la loi tous les jours [...] ce qui importe le plus est que la police et les soldats, qui ne sont pas des saints, n'aient pas l'impression que chacune de leur petites erreurs risque d'être l'objet d'une enquête publique ou qu'il soit préférable de ne rien faire du tout que de mal agir de manière précipitée.²⁷⁹

Pour résumer, un massacre, qui depuis, a fait l'objet d'une enquête dans laquelle la responsabilité des forces de sécurité a été prouvée²⁸⁰, avait été suivi de la promulgation d'une régulation permettant de le justifier rétroactivement. Tout ceci dans un contexte où le haut-commissaire, l'homme le plus haut placé dans l'échelon exécutif malaisien, acceptait que les forces de sécurité enfreigne la loi dans la conduite de leurs actions. Il semble donc légitime de penser que l'intimidation des squatteurs par les forces de sécurité était un fait quotidien, surtout à la vue des chiffres décrivant le type de force utilisé contre les personnes essayant de fuir durant une interpellation.

²⁸¹	Nombre de cas	Pourcentage de cas
Fuyard tué	77	67,5
Fuyard blessé	7	6,1
Fuyard capturé (blessés inclus)	37	32,5
Total	114	

Il apparaît alors que le recours à la force létale était majoritaire dans cette situation, le caractère permissif de la régulation et les déclarations de Gurney pouvant l'expliquer.

²⁷⁹ *Ibid.* p. 432

²⁸⁰ Shirbon, Estelle. « Britain Held Responsible for 1948 Mass Killing in Malaya » . *U.S.*, 4 septembre 2012. <https://www.reuters.com/article/us-britain-malaysia-killings-idUSBRE8830VG20120904>.

²⁸¹ Bennett, Huw, article cité, p.436.

Pour finir, la pratique contre-insurrectionnelle caractérisant le plus la période est le recours au rapatriement des squatteurs vers la Chine. Cela était justifié par le fait que les squatteurs étaient la principale source d'information et d'approvisionnement pour les insurgés, leur dispersion devait alors avoir un effet appréciable sur l'habileté des bandits à opérer de manière effective.²⁸² Ainsi, deux possibilités s'offraient : la déportation des squatteurs dans d'autres zones du pays ou alors leur rapatriement.

La solution privilégiée durant cette période était la seconde, celle-ci étant alors plus pratique que la première du fait que les Malais rechignaient à accorder des terres aux Chinois.

Le rapatriement était légalement permis par la réglementation ER17D, introduite le 10 janvier 1949. Celle-ci permettait l'incarcération collective de squatteurs résidant dans des zones précises dont une partie importante des habitants étaient suspectés d'avoir aidé les terroristes ou d'avoir omis de fournir des informations.²⁸³ La grande majorité de ceux-ci n'ayant pas la nationalité malaisienne et leur autorisation de séjour ayant généralement expiré à la fin de l'occupation, ils ne pouvaient se défendre face à un tel ordre. Encore une fois la pratique était antérieure à la réglementation permettant son exécution, les autorités britanniques ayant été autorisées par Londres à en effectuer dès le premier mois du conflit.²⁸⁴

Il a fallu attendre la nomination de Sir Harold Briggs en mars 1950 pour voir une mutation dans la politique contre-insurrectionnelle. Le PCC ayant vaincu le KMT en Chine, les procédures de rapatriement se virent être empêchées par le nouveau régime. Ainsi, Briggs systématisa la déportation des squatteurs dans les *new villages*.

v) Le plan Briggs : un début de rationalisation de la défense

Cette politique initiale de lutte contre le mouvement insurrectionnel communiste passant par la coercition de la population n'avait jamais eu les résultats escomptés. Alors que le général Ritchie prévoyait déloger les soldats de l'AMLN des communautés de squatteurs en trois mois, la situation était toujours la même au début de l'année 1950.

²⁸² *Ibid.*

²⁸³ Hack, Karl, article cité, 2015, p. 16.

²⁸⁴ Bennett, Huw, article cité, p.438.

Cette stagnation, voire même cet enlisement du conflit malaisien semblait exaspérer les milieux britanniques, surtout militaires,²⁸⁵ d'autant plus à la vue de la légère recrudescence des actes terroristes commis par les insurgés qui était observée depuis le début de cette année-là.²⁸⁶

De plus, une nouvelle crainte commence à émerger, celle d'une aide matérielle extérieure. Si la situation intérieure, au début de l'année 1950, semblait être celle d'un statu-quo entre les deux camps, une aide matérielle fournie par la RPC nouvellement installée²⁸⁷ devenait une éventualité à laquelle il fallait se préparer. Il en découlait alors l'apparente « nécessité de leur [aux insurgés] porter auparavant un coup grave, afin de limiter les conséquences de cette assistance éventuelle. »²⁸⁸ Une mesure avait d'abord été prise, avec l'organisation d'un mois de mobilisation volontaire contre le banditisme²⁸⁹. Cette mesure politique, visant à temporiser la situation, était menée conjointement à une offensive militaire, dans le but de déstabiliser le mouvement insurrectionnel.

Mais, par ce programme, les britanniques n'espéraient absolument pas en finir de façon définitive avec le terrorisme²⁹⁰. La détérioration de la situation continuait, il semblait même, pour certains occidentaux, qu'elle fût inexorable. L'opinion publique réclamait du changement. André Guibaut s'exprime ainsi sur la situation :

Bref, la stagnation de la situation depuis bientôt deux ans, sa détérioration récente, les menaces extérieures bien trop réelles exprimées si clairement par la radio de Pékin, tout cela ajouté aux événements graves qui se déroulent en Birmanie, en Indochine [...] amène peu à peu l'opinion publique à considérer qu'avec les méthodes actuelles la Malaisie ne se remettra pas de la maladie dont elle est atteinte. Elle demande alors un changement radical de méthode. Ce qu'elle souhaite c'est que le gouvernement britannique accepte enfin de considérer que l'affaire de la Malaisie n'est pas une question de police intérieure, mais bien une véritable guerre; que les forces armées ne soient plus appelées à prêter leur concours à la police quand celle-ci le sollicite occasionnellement, mais qu'elles prennent en main, totalement la conduite des opérations. Par dessus tout, elle souhaite la mise en œuvre de moyens puissants. [...] Ils se demandent alors

²⁸⁵ AMAEC, 133QO/5, dépêche n°51-AS, signée André Guibaut, adressée au Ministère des Affaires Étrangères, titrée « Evolution de la situation intérieure en Malaisie. », 1/2/1950, p. 1.

²⁸⁶ AMAEC, 133QO/5, dépêche n°60-AS, signée André Guibaut, adressée au Ministère des Affaires Étrangères, titrée « Recrudescence de terrorisme en Malaisie », 7/2/1950, p. 1.

²⁸⁷ Le PCC prit le pouvoir en Chine pour fonder la RPC le 1/10/1949. Cette nouvelle composante peut d'ailleurs expliquer la recrudescence d'incidents insurrectionnels, ceux-ci possiblement ragaillardis par cet événement.

²⁸⁸ AMAEC, 133QO/5, dépêche n°51-AS, « Evolution de la situation intérieure en Malaisie », 1/2/1950, p. 6.

²⁸⁹ AMAEC, 133QO/5, dépêche n°420-AS, signée André Guibaut, adressée au Ministère des Affaires Étrangères, titrée « Organisation d'une vaste opération contre les terroristes. », 24/12/1949, p. 2.

²⁹⁰ AMAEC, 133QO/5, dépêche n°51-AS, signée André Guibaut, adressée au Ministère des Affaires Étrangères, titrée « Evolution de la situation intérieure en Malaisie. », 1/2/1950, p. 6.

si la carence du gouvernement provient de ce qu'il ne comprend rien à la situation [sic] où si la Grande Bretagne est fatiguée au point de ne pouvoir dépasser son effort actuel. Doute grave qui, dans un pays où le souvenir des événements de 1942 [la déroute britannique face à l'armée nipponne] est encore très frais, incline de nombreux esprits à penser que le règne de l'Angleterre touche à sa fin.²⁹¹

Il vint alors l'idée d'une refonte administrativo-militaire de la Fédération de Malaisie et de la création d'un poste, combinant le pouvoir de commandant militaire et de chef du pouvoir exécutif : le *director of operations*. Pour cette charge Sir Harold Rawdon Briggs fut nommé.

Cet homme était un militaire de formation, ancien officier de l'armée des Indes²⁹² à la retraite qui passa notamment par la Birmanie, pays où il fut officier général en chef²⁹³. Ce choix témoignait bien de la volonté de renforcer le pouvoir militaire dans le territoire de la Fédération de Malaisie, du moins en apparence, de manière à satisfaire l'opinion publique.

Ses prérogatives, en tant que *director of operations* étaient multiples mais consistaient surtout en la coordination des forces policières et militaires, dans un but de rationalisation de la réponse contre-insurrectionnelle.²⁹⁴²⁹⁵

Le premier juin 1950, ce qui deviendra le Plan Briggs fut ébauché par l'annonce de plusieurs dispositions visant à optimiser la lutte contre les insurgés. Celles-ci furent de deux ordres : premièrement elles passent par un renforcement des forces de police et de leurs auxiliaires, deuxièmement par l'intégration des Chinois à la lutte contre-insurrectionnelle.²⁹⁶

Ces ébauches, ne constituaient pas encore ce qui sera le plan Briggs, mais illustraient très bien son orientation. La lutte contre-insurrectionnelle était une campagne qui devait d'abord être menée par le pouvoir civil (et donc la police), l'armée ne faisant qu'assister celui-ci. Cette guerre, étant notamment née de l'exclusion d'une frange importante de la population, celle-ci devait être coupée des *Min Yuen*, et plus généralement des troupes de l'AMLN pour être incluse parmi le reste de la société civile.

Le plan final fut encore plus clair. Celui-ci était divisé en trois grands axes :

²⁹¹ AMAEC, 133QO/5, dépêche 105 A.S., signée André Guibaut, adressée au Ministère des Affaires Étrangères, titrée « Inquiétudes en Malaisie », 20/3/1950, pp.4-5.

²⁹² AMAEC, 133QO/5, « Nomination d'un Directeur des opérations », 22/3/1950, p. 3.

²⁹³ Hack, Karl *op. cit.*, p. 191.

²⁹⁴ *Ibid.*, p. 192.

²⁹⁵ Les prérogatives du *Director of operations* seront ensuite étendues avec l'arrivée de Templer à ce poste, en 1952.

²⁹⁶ AMAEC, 133QO/5, « Disposition nouvelles prises contre le terrorisme. », 1/6/1950, p. 1-2.

André Guibaut rajoutait, « Les autorités locales ont réalisé, un peu tardivement, qu'on ne peut lutter utilement contre des Chinois qu'en utilisant des Chinois. »

Premièrement, et ce fut la mesure la plus importante, la volonté d'un contrôle géodémographique, celui-ci passant par la déportation de l'essentiel des squatteurs dans les *new villages*.²⁹⁷ Lors de la première partie du conflit, l'emphase reposait sur le rapatriement des squatteurs en Chine; ceci devenant considérablement plus difficile avec l'arrivée du PCC au pouvoir, Briggs misa sur la déportation des squatteurs résidant dans les *kampongs*. À son arrivée au poste, seuls 26.000 squatteurs avaient été déportés, un an et demi plus tard ce chiffre s'élevait à 401.698, soit 80% du total prévu.²⁹⁸

Ceci s'accompagna d'un contrôle systématique du territoire, de la population et de la nourriture, le but était de freiner autant que faire se peut le ravitaillement des insurgés par les squatteurs. Ces villages, d'abord de structure très sommaires²⁹⁹, étaient généralement bâtis en zone périphérique de villes, ou tout du moins de zones actives économiquement, afin d'inclure les squatteurs dans la vie civile.³⁰⁰ De plus, leur participation à la lutte contre-insurrectionnelle fut encouragée par la création des *Home Guard*. La constitution de ces groupes paramilitaires fut annoncée par Briggs le 29 août 1950 et consistait en le recrutement de volontaires³⁰¹ par le comité de district. Ceux-ci formaient ensuite un groupe local d'autodéfense civile. Ce corps avait plusieurs prérogatives : il avait le droit de procéder à des arrestations, mais son objectif principal était le contrôle des localités, ou leur auto-contrôle en quelque sorte, notamment par la surveillance des registres d'entrées et de sorties des immeubles.³⁰²

Deuxièmement, une rationalisation de la chaîne de commandement : Ce système consistait en une hiérarchie pyramidale de comités mixtes civilo-militaires chargés d'assurer la direction des opérations aux différentes échelles de gouvernance (Fédération, État, district)³⁰³. À chaque niveau se réunissait, sous l'autorité d'un dignitaire malais (sultans à l'échelle des États,

²⁹⁷ Hack, Karl *op. cit.*, p. 192.

²⁹⁸ *Ibid.*

²⁹⁹ Il faudra attendre 1952 et l'arrivée de Templer pour qu'ils prennent leur structure finale.

³⁰⁰ Komer, Robert, *op. cit.*, p 56.

³⁰¹ Dès septembre 1950, dans les régions les plus durement touchées par l'insurrection, les chefs de districts peuvent « appeler tout homme âgé de 18 à 55 ans, [...] l'insoumission, ainsi que la désobéissance, seront punies d'une peine de trois mois de prison. »

Cf. AMAEC, 133QO/5, « de la Constitution d'une Home Guard », 20/9/1950, pp. 1-2.

³⁰² AMAEC, 133QO/5, dépêche 309-AS, signée André Guibaut, adressée au Ministère des Affaires Étrangères, titrée « Constitution d'une Home Guard et nouvelles mesures de sécurité. », 29/8/1950, pp. 1-4.

³⁰³ Au niveau de la Fédération cet organe était le Conseil Fédéral de Guerre (*Federal War Council*), au niveau des États, le Comité Exécutif Étatique de Guerre (State War Executive-Committee). Enfin, au niveau du district, Comité Exécutif de Guerre du District (District War Executive-Committee).

penghulus dans les districts) et de son conseiller britannique, un comité composé du commandant de la zone militaire, du chef de la police, de divers administrateurs coloniaux ainsi que de certains notables locaux, chefs de village ou représentants des associations de planteurs.³⁰⁴ La coordination était donc assurée par tous les acteurs, civils ou militaires. (Voir annexe n°5 p.141)

Cet échelonnage fut calqué sur celui des insurgés, permettant de lutter jusqu'à l'échelle la plus locale contre le mouvement insurrectionnel, en particulier contre les cellules de *Min Yuen*. En effet, les comités de l'échelon de l'État, ainsi que ceux du district, étaient « composés de commandants et de cadres [...] capables de prendre de nombreux types de décisions civiles et militaires ». Ils pouvaient ordonner des opérations (militaires et de police), mettre en place des couvre-feux et autres.³⁰⁵ Cela fut capital, les organismes de pouvoir étant alors trop éloignés des territoires où se déroulait le combat, ceux-ci étant généralement les endroits les plus reculés de la Fédération de Malaisie.

Pour finir, le déploiement des forces de sécurité s'opérait désormais sur une base territoriale : cela signifiait la fin du système de déploiement de larges troupes. Celles-ci étaient dès lors dispatchés en petites unités sur l'entièreté du pays, dans une volonté de quadriller le territoire. Les troupes se trouvaient réparties comme suit : une brigade par État et une compagnie par district, avec une emphase sur des opérations de petites unités, des opérations de harcèlement, imprévisibles, sur le modèle classique de la guerre irrégulière.³⁰⁶

Ce plan se trouvait ainsi dans la continuité de la politique menée par Macdonald depuis la fin de l'année 1949, visant à faire naître le sentiment d'une nation malaisienne unie et, plus généralement, d'inclure tous les groupes ethniques composant la Fédération de Malaisie dans la vie publique³⁰⁷. Ainsi, sous son impulsion, un Comité de Liaison Inter-Communautaire (CLIC) réunissant Chinois et Malais fut créé. L'objectif de Macdonald était de rapprocher les deux communautés par le biais de dialogues entre les éléments les plus modérés de ces groupes ethniques. Le principal interlocuteur du côté chinois était Tan Cheng Lock, président de l'ACM et du côté malais, Dato Onn, président de l'ANMU. Le choix pouvait paraître étrange, l'ANMU ayant été le groupe politique le plus virulent contre le projet avorté d'Union malaisienne.

³⁰⁴ Komer, Robert, *op. cit.*, pp.27-29.

³⁰⁵ *Ibid*, p. 28.

³⁰⁶ Hack, Karl, *op. cit.*, p. 192.

³⁰⁷ Sauf les populations autochtones, dont il sera question dans la troisième partie.

Pourtant leurs intérêts antagonistes pouvaient faire émerger des concessions : les Malais reprochaient la quasi hégémonie économique des Chinois de Malaisie sur le territoire de la Fédération et le clan chinois, lui, reprochait à la constitution de la Fédération de Malaisie de n'accorder aucun droit politique à plus de la moitié de ses ressortissants.³⁰⁸

L'enjeu de ces discussions était majeur pour deux raisons : premièrement du fait que, déjà précaires économiquement, les Malais rechignaient toujours à se déposséder de leurs terres pour les confier aux squatteurs afin de créer les *new villages*³⁰⁹³¹⁰. Leur soustraire de force risquait d'envenimer la situation, les Britanniques ayant besoin des Malais qui constituaient l'essentiel des effectifs de police, il apparut nécessaire de faire dialoguer les deux groupes afin de mettre à bien le projet de déportation des squatteurs. Le deuxième enjeu était toujours celui de la nationalité, les Chinois voulant rendre l'accession à celle-ci plus facile.

Notons tout de même que les Anglais trouvèrent dans le rapprochement des communautés malaisiennes une justification à sa présence sur le territoire de la Fédération : alors que les populations de Malaisie réclamaient l'accélération du processus d'accès à l'autonomie, ils pouvaient alors se poser en médiateurs, rendant ainsi leur action nécessaire pour y parvenir.

Le rapprochement des groupes ethniques fut extrêmement efficace, dès le mois d'octobre 1949, le CLIC émit un communiqué selon lequel toutes les parties se sont mises d'accord sur l'élargissement de l'accès à la citoyenneté et que celle-ci devait devenir une véritable nationalité.³¹¹ Par ce document, le comité fit deux grands bonds en avant, premièrement celui du rapprochement des peuples dont le nouveau but devenaient qu'elles soient fondues en une nationalité malaisienne unique. Le deuxième consiste en la sorte de rappel aux Britanniques du but final des populations malaisiennes : celui de l'accès à l'autonomie. Ils réclamaient donc que l'accès à cette citoyenneté devienne une véritable nationalité, le corollaire étant qu'un tel programme nécessite la constitution d'une nation malaisienne autonome.

³⁰⁸ AMAEC, 133QO/5, dépêche n°129-AS, signée André Guibaut, adressée au Ministère des Affaires Étrangères, titrée « Evolution de la situation intérieure de la Malaisie et réactions à Londres. », 4/5/1949, pp. 4-7.

³⁰⁹ Les squatteurs déplacés dans les *new villages* obtenaient en effet un titre de propriété pour la terre qui leur était confiée.

³¹⁰ AMAEC, 133QO/5, dépêche n°129-AS, titrée, « Evolution de la situation intérieure de la Malaisie et réactions à Londres. », 4/5/1949, p. 7.

³¹¹ AMAEC, 133QO/5, dépêche n°342-AS, signée André Guibaut, adressée au Ministère des Affaires Étrangères, titrée « Evolution de la politique intérieure ainsi que de la question de la citoyenneté », pp. 5-6.

Ce développement de la politique intérieure malaisienne initiée durant la deuxième moitié de l'année 1949 se remarquait dans le plan Briggs, les squatteurs étant massivement déplacés en bordure de communauté préexistantes de manière à les inclure au reste de la communauté civile, la chaîne militaro-civile de commandement était rationalisée, des représentants de toutes les communautés étaient présents³¹² et la population elle-même fut incluse dans la lutte.

Pour autant, cette politique n'en était qu'à ses balbutiements, la réforme constitutionnelle relative à la citoyenneté fédérale était encore loin d'arriver à terme et il fallut attendre 1953 pour constater la création d'une école de guerre destinée à la formation d'officiers provenant des populations malaisiennes.³¹³

³¹² Le Conseil de District par exemple, était un organe collaborant à la « mise en application sur le plan local des décisions du Comité Exécutif de Guerre du District », il était composé de « 8 à 12 notables représentant les diverses communautés ».

Cf. AMAEC, 133QO/5, dépêche n°308-AS, signée André Guibaut, adressée au Ministère des Affaires Étrangères, « Constitution d'une Home Guard et nouvelles mesures de sécurité. », 29/8/1950, p. 2.

³¹³ SHD, GR/10H/1655, rapport de stage, signé le lieutenant-colonel Chalandon (directeur des écoles des forces associées du Viêt Nam), titrée « Rapport concernant la visite des écoles et centres d'entraînements des unités malaises. », 9/4/1953, pp. 12-15.

Chapitre VI : L'internationalisation de la menace communiste en Asie du Sud-Est : la crainte de la submersion de la péninsule indochinoise

Le problème de l'insurrection communiste a d'abord été considéré par le gouvernement britannique comme interne à la Malaisie, ainsi qu'en témoignait l'attitude de Malcolm Macdonald décrite par André Guibaut. « Ils pensent pouvoir le faire seuls [mater l'insurrection], et les autorités civiles, tout au moins, me paraissent disposées à considérer plutôt la lutte contre le communisme en Malaisie comme un problème domestique, conditionné uniquement par des circonstances locales. »³¹⁴

Ce point de vue a rapidement changé, du fait de deux événements, survenus l'un en 1949 et l'autre en 1950 : la victoire du PCC conduisant à l'instauration de la RPC ainsi que la défaite française de Cao Bang en Indochine.

i) Quelles conséquences en Asie du Sud-Est à la victoire du PCC en Chine?

L'appréhension britannique d'un expansionnisme latent du communisme dans l'Asie du Sud-Est et plus particulièrement en Malaisie commença à se manifester pleinement au mois de mai 1949, une dizaine de jours avant que la capitale chinoise ne tombe aux mains du PCC. Dans un entretien entre Henry Gurney et André Guibaut, le premier lui faisait part de son inquiétude sur la situation régionale :

Sir Henry craint qu'une fois au pouvoir le parti communiste chinois ne s'érige en grand protecteur des intérêts des communautés d'outre-mer [...] il se poserait alors en défenseur des intérêts des Chinois de Malaisie [...] il pourrait ainsi [...] s'acquérir la sympathie de beaucoup d'individus que ni leur situation de fortune, ni leurs penchants intellectuels, ne prédisposent à devenir communistes.³¹⁵

³¹⁴AMAEC, 133QO/4, dépêche n°255-AS, « situation en Malaisie et résultats entretien avec le Commissaire Général », 2/7/1948, p.7.

³¹⁵AMAEC, dossier 133QO/15 (Politique extérieure, dossier général (11/1947 - 5-1950)), dépêche n°137-AS, signée André Guibaut, adressée au Ministère des Affaires Étrangères, « Entretien avec Sir Henry GURNEY, Haut Commissaire pour la Fédération de Malaisie », 18/5/1949, pp. 3-4.

Cette inquiétude se trouvait accrue par la situation militaire interne à la Malaisie; les insurgés faisant un mouvement général de retraite vers le nord, le haut-commissaire craignait alors que le but de cette retraite soit le regroupement des troupes dans le sud de la Thaïlande, où le contrôle des forces de sécurité était lacunaire.³¹⁶

Toute cette crainte s'est accentuée au cours de la période s'étalant de la fin du mois d'avril au mois d'octobre 1949. Cela correspond à la campagne communiste de la traversée du Yangtsé³¹⁷, le 21 avril 1949. Deux jours plus tard, Nankin tomba ; le 25 mai³¹⁸ ce fut au tour de Shanghai, et là, l'affolement commença à pleinement se faire ressentir. Plus encore qu'au moment de la prise du pouvoir effective des communistes en Chine en octobre. Celle-ci semblait d'abord frapper l'homme de la rue, qui en arrivait à considérer comme une éventualité à peu près certaine, dans un avenir plus ou moins proche, d'une victoire totale du communisme.³¹⁹

Du côté occidental, deux craintes sont inspirées par l'apparent fatalisme de la population malaisienne : premièrement l'effondrement de l'activité économique, mais surtout la crainte que la population chinoise, désabusée, ne se ralliât par opportunisme aux communistes, sous l'effet de leur propagande chinoise.³²⁰

En effet, la principale menace posée par le communisme chinois en Malaisie, en 1949, n'était pas militaire, mais politique, et cela du fait de la persistance de l'Union Française au Viêt Nam empêchant toute éventuelle progression de l'armée chinoise dans la région.

Le principal outil de propagande chinois en Malaisie était la « Radio Pékin »³²¹ : cette radio, animée principalement par d'anciens syndicalistes ou des personnalités politiques communistes de Malaisie qui se trouvaient réfugiées en Chine, avait comme principal but d'attaquer la politique britannique sur le territoire de la Fédération. La grande crainte de ces derniers était celle d'une trop grande efficacité de cette propagande sur la masse de la population chinoise de Malaisie. Celle-ci n'était pas favorable au communisme du fait de sa situation économique relativement aisée mais pouvait être sensible au nationalisme affiché par cette

³¹⁶ *Ibid.* pp.2

³¹⁷ Le principal fleuve chinois, il sépare le pays en deux entre le Nord et le Sud. Sa traversée rendait imminente l'attaque de Nankin et de Shanghai par les troupes de Mao.

³¹⁸ Roux, Alain, *La Chine au XXe siècle*, Paris, SEDES, Collection Campus Histoire, 1998. p.80.

³¹⁹ AMAEC, 133QO/15, dépêche n°152-AS, signée André Guibaut, adressée au Ministère des Affaires Étrangères, « Réactions en Malaisie devant la chute de Shanghai [sic] », 30/05/1949, p.4.

³²⁰ *Ibid.* pp. 3-4.

³²¹ AMAEC, 133QO/15, dépêche n°144-AS, signée André Guibaut, adressée au Ministère des Affaires Étrangères, « Début d'une campagne radiodiffusée de Pékin », 20/5/1949, p.1.

radio.³²² Cette appréhension se vit être renforcée par le départ pour la Chine et le soutien affiché à Mao d'un millionnaire malaisien d'origine chinoise : Tan Kah Kee.

Cet homme, ayant fait fortune dans le commerce de riz, puis dans celui du caoutchouc était une personnalité importante de la communauté chinoise de Malaisie de la période. Il fut président du comité de mobilisation des Chinois pendant l'occupation nipponne et possédait un important journal de gauche à Singapour. Dès le succès du PCC, il fuya en RPC où il représenta les Chinois d'outre-mer dans le comité préparatoire du conseil politique consultatif, chargé de préparer la constitution communiste³²³. Les agissements de cet homme cristallisaient toute la crainte que se faisaient les Britanniques de la campagne de subversion politique de Pékin. Le problème principal étant qu'il devait revenir sur le territoire de la Malaisie une fois la constitution rédigée. Dès lors, le gouvernement malaisien redoutait, qu'une fois revenu, il se présentât en apôtre du communisme³²⁴. Le risque était grand et double : le premier était celui d'un financement de l'armée insurrectionnelle grâce à ses grandes capacités financières ; le deuxième, d'une facilitation de la propagation de cette idéologie sur le territoire de la Malaisie. Ce second étant accru par sa grande popularité chez les Chinois et de sa qualité de magnat des médias.

ii) L'importance du maintien du Tonkin pour les Britanniques

Si le risque de submersion politique était le plus immédiat, la menace militaire, certes latente, était malgré tout réelle. Les Britanniques considéraient la frontière sino-tonkinoise comme «la véritable frontière stratégique de l'ensemble de la péninsule indochinoise, Fédération de Malaisie incluse.³²⁵ Si le Tonkin tombait, la submersion, cette fois militaire, de la Chine sur toute l'Asie du Sud-Est, devenait une éventualité réelle. La crainte britannique au sujet du sort de cette zone remontait à la traversée par l'APL du Yantsé : ce fleuve scindant la Chine en deux

³²² *Ibid*, pp. 1-4.

³²³ AMAEC, 133QO/5, « Note Biographique sur Mr. TAN KAH KEE d'après de [sic] « *MALAYA TRIBUNE* » du 1er Septembre 1949. », signée André Guibaut, communiquée au Haut-Commissaire de France pour l'Indochine, sans date.

³²⁴ AMAEC, 133QO/5, dépêche n°92(Fb-3), signée André Guibaut, adressée au Haut Commissaire de France pour l'Indochine, titrée« Voyage de M. TAN KHA [sic] KEE. », 11/6/1949, p.5.

³²⁵ AMAEC, dossier 133QO/16 (Politique extérieure, dossier général (6/1950 - 12/1950)), dépêche n°357-AS, signée André Guibaut, adressée au Ministère des Affaires Étrangères, « Tendance britannique au sujet d'une intervention éventuelle des Nations Unies en Indochine. » 9/10/1950, p.2.

parties, l'une septentrionale, l'autre méridionale. Une fois traversée, l'armée chinoise se trouvait en contact direct avec la frontière du Viêt Nam ; il vint alors dans l'esprit de tous les occidentaux l'éventualité d'une coopération entre l'armée chinoise et celle du Viêt Minh. Cette hypothèse devint vite une réalité, mais le pouvoir britannique n'attendit même pas la fin de la campagne de l'armée de Mao pour faire une visite au Viêt Nam, celle-ci suivie d'une conférence organisée dès son retour en Malaisie.

Durant sa visite, il rencontra Norodom Sihanouk (le roi du Cambodge), Bao Dai (l'ancien Empereur du Viêt Nam), le général Marcel Carpentier (le commandant en chef des F.A.E.O. (Forces Armées d'Extrême Orient)), ainsi que le haut-commissaire de France pour le Viêt Nam, Léon Pignon.

Les Britanniques donc dorénavant conscients que le Tonkin était un point stratégique de la défense de l'Asie du Sud-Est s'intéressèrent à la politique française au Viêt Nam.

Sur le plan politique donc, la stratégie française de lutte contre les Viêt Minh se traduisit par un retour de Bao Dai au pouvoir. Cette fois il n'était plus Empereur mais chef du nouvel État Associé du Viêt Nam. D'après les propres termes de Léon Pignon, l'objectif était de « transporter sur le plan intérieur annamite³²⁶ la querelle que nous avons avec le parti Viet Minh »³²⁷

Le but affiché était clair : l'instauration d'un État anticommuniste³²⁸ et anti-Viêt Minh, avec à sa tête un Vietnamien, afin d'essayer de convertir la population locale à la lutte contre les partisans d'Hô Chi Minh en la faisant passer pour un problème national et non comme une lutte opposant les Français aux Viets.

³²⁶ L'Annam est une région du Viet Nam, située entre le Tonkin et la Cochinchine. Le terme annamite désignait alors souvent le Viet Nam ou les vietnamiens.

³²⁷ Brocheux, Pierre, Hémery Daniel, *Indochine la colonisation ambiguë 1858-1954*, Paris, Éditions la découverte, 2001, p. 351.

³²⁸ Le Vietnam n'était alors pas uni mais divisé en trois États : le Tonkin, l'Annam (tout deux des protectorats) et la Cochinchine (une colonie).

iii) Vers une internationalisation du conflit malaisien ?

Malcolm Macdonald fut un grand partisan de cette solution Bao Dai³²⁹. Dès le mois de mars 1949 et la signature des accords établissant l'indépendance interne du Viêt Nam par Bao Dai et le Président de la République Vincent Auriol³³⁰ ; celui-ci rencontra Léon Pignon, où, d'après lui, l'Anglais assura « que l'annonce de cette solution marquait à son gré l'évènement le plus heureux et le plus important dans toute l'Asie du Sud Est depuis de nombreux mois. »³³¹ Ce dernier pressa même pour le rencontrer avant son retour au pouvoir, lors de la visite précitée se déroulant du 14 au 21 novembre en Indochine³³².

Un conférence préliminaire à cette visite se tint à Singapour du 2 au 4 novembre 1949 et groupa « tous les chefs de postes diplomatiques et consulaires, les gouverneurs de territoires et les chefs militaires des trois armes [terre, mer et air] »³³³. Les trois jours de discussions furent délimités de la sorte : les discussions du premier jour portaient sur l'exposé de la situation interne de chaque représentant selon sa propre circonscription. Celles du deuxième jour sur la question de la reconnaissance du gouvernement communiste chinois et la troisième sur la politique générale à suivre en Malaisie « en fonction surtout de la stratégie occidentale. »³³⁴

Cette conférence témoigne parfaitement de la nouvelle politique britannique dans la région d'Asie du Sud-Est : elle avait pris note du caractère international du conflit malaisien. Celui-ci fut d'abord une insurrection aux motifs quasi-exclusivement nationalistes (malgré l'influence de la Doctrine Jdanov), comme en Indochine qui présentait désormais un risque d'internationalisation ou, du moins, de régionalisation depuis l'avènement du PCC.

Ainsi, la question de la reconnaissance de la RPC apparut directement comme un enjeu capital et il fut immédiatement décidé de reconnaître sans aucune condition le nouveau régime

³²⁹ Brocheux, Pierre, Hémerly Daniel, *op. cit.*, p. 351.

³³⁰ *Ibid.*, p. 354.

³³¹ AMAEC, 133QO/15, f°64, Télégramme à l'arrivée n°572 à 575, signé Haussaire (c'est-à-dire le Haut-Commissaire de France en Indochine, soit Léon Pignon), adressé au Ministère des Affaires Étrangères, 24 mars 1949.

³³² AMAEC, 133QO/15, f° 153, Télégramme au départ, signé Haussaire, destiné à Fransulat Singapour, « Message de M. Pignon à M. Macdonald », 2/11/1949.

³³³ AMAEC, 133QO/15, f°165, télégrammes à l'arrivée n°107/110, signés André Guibaut, adressés au Ministère des Affaires Étrangères, titrés « Conférence de Singapour », 8/11/1949, p.1.

³³⁴ *Ibid.*, p.2.

chinois.³³⁵ L'idée était que cela puisse permettre l'établissement de relations diplomatiques et économiques avec la Chine afin que son seul interlocuteur ne soit pas l'URSS.

Pour se prémunir de toute volonté expansionniste de la Chine communiste, Macdonald voulu pousser la formation d'une association des pays du Sud Est Asiatique et des « puissances occidentales intéressées »³³⁶, c'est-à-dire des pays signataires du traité de l'Atlantique-Nord³³⁷. De plus, il voulait coupler cette association de pays à l'instauration de l'état d'urgence dans toute la région afin que les puissances occidentales puissent intervenir à n'importe quel endroit de la région si la situation le justifiait. On constate donc du côté anglais une volonté de régionalisation du conflit par la proposition de l'établissement de cette association de pays et même d'internationalisation par la volonté de faire intégrer les pays de l'OTAN à celle-ci.

Cette conférence et la volonté qu'avait Macdonald de se rendre directement en Indochine rend explicite l'importance que les Britanniques attachaient à ce conflit, comme en témoigne le compte rendu d'André Guibaut :

Les hautes personnalités qui ont participé à la conférence sont tombées d'accord pour considérer que le pays le plus directement menacé est l'Indochine. Si les communistes décident de tenter quelque chose ce sera sur la frontière du Tonkin en coopération avec le Viêt Minh. Une infiltration communiste en Indochine où la situation est déjà sérieuse, entraînerait les conséquences les plus graves pour le Sud de l'Asie. Le Siam [la Thaïlande], sans aide extérieure, ne pourrait pas résister. Le Gouvernement de Rangoon, déjà aux prises avec une situation chaotique³³⁸, serait impuissant à surmonter ces difficultés. Alors, outre que les principaux pays producteurs de riz seraient exposés à tomber rapidement aux mains des communistes³³⁹, les portes leur seraient largement ouvertes sur l'Inde et sur la Malaisie.³⁴⁰

³³⁵ *Ibid.*, pp. 2-4.

³³⁶ *Ibid.*, p. 5.

³³⁷ Traité signé le 4 avril 1949 par les États-Unis, le Canada, la Belgique, le Danemark, la France, les Pays-Bas, l'Islande, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège, le Royaume-Uni, et le Portugal. Il institua l'OTAN, une alliance politico-militaire.

³³⁸ Rangoon est la capitale de la Birmanie. En 1949 les Karens de l'Union nationale karen s'insurgèrent avec pour but de fonder un État indépendant.

³³⁹ La question du riz était un enjeu crucial en Malaisie, le pays n'étant pas auto-suffisant, le dérèglement des importations de cette denrée pourrait avoir des répercussions catastrophiques d'un point de vue social.

³⁴⁰ AMAEC, 133QO/15, télégrammes à l'arrivée n°107/110, « Conférence de Singapour », 8/11/1949, p.16.

iv) Vers un rapprochement franco-britannique ?

Ainsi, la collaboration franco-anglaise se divisa en deux axes. Premièrement Macolm Macdonald poussa pour que d'autres États de l'Extrême-Orient reconnaissent le nouvel État du Viêt Nam, alors perçu d'un œil particulièrement défavorable par les pays de la région. Ce sentiment sera rendu particulièrement manifeste lors de la Conférence de Colombo³⁴¹, « M. MacDONALD a résumé comme suit l'opinion générale de ces délégués mal informés : Hô Chi MINH a l'appui de 90% de la population, BAO DAI est un pantin sans valeur, les Français ne sont pas sincères. »³⁴².

Le principal opposant à cette volonté fut le Pandit Nehru³⁴³, qui ne croyait pas aux succès de l'entreprise de Bao Dai et craignait un « raidissement d'attitude chez ses adversaires »³⁴⁴. L'adversaire redouté par Nehru devait être la Chine, avec laquelle la question de la ligne Mac-Mahon était toujours source de litiges.

Ainsi la reconnaissance de l'État du Viêt Nam fut incomplète, le Maréchal Phibun, chef d'État du Siam l'accepta *de facto*, malgré son pessimisme sur les chances de succès de l'ancien empereur.³⁴⁵ Cela fut suivi par les États-Unis le 30 janvier 1950³⁴⁶, ce moment marquant le début de leur intervention en Asie du Sud-Est. De manière quasi-conjointe, le Congrès vota le

³⁴¹ Colombo est une ville située au Sri Lanka où a eu lieu une conférence réunissant tous les Premiers Ministres du Commonwealth. Elle eut comme objet principal la question de la possible famine future dans la région, la population régionale augmentant alors que les ressources en riz diminuaient considérablement. L'enjeu était de permettre l'amélioration du niveau de vie des habitants de la région grâce à une collaboration technique (celle-ci devant provoquer une hausse du rendement des récoltes) et une aide financière des pays occidentaux, notamment des USA afin de limiter l'influence du communisme. Celui-ci se nourrissant notamment du faible niveau de vie des populations locales, une famine serait désastreuse pour l'équilibre social de la région. Macdonald, durant cette conférence, en profita pour parler de la question de la reconnaissance du nouvel État du Viêt Nam.

Cf : AMAEC, 133QO/15, dépêche n°25 EU, signée René Massigli (l'Ambassadeur de France en Grande-Bretagne), adressée au Ministère des Affaires Étrangères, titrée « La conférence de Colombo. », 5/1/1950.

³⁴² AMAEC, 133QO/15, dépêche n°37-AS, signée André Guibaut, adressée au Ministère des Affaires Étrangères, titrée « Exposé de M. MacDONALD sur la Conférence de Colombo. », 20/1/1950, p. 3.

³⁴³ Il fut le premier Premier Ministre de l'Inde indépendante, de 1947 à sa mort en 1964.

³⁴⁴ AMAEC, 133QO/15, dépêche n°37-AS, « Exposé de M. MacDONALD sur la Conférence de Colombo. », 20/1/1950, p. 5.

³⁴⁵ AMAEC, 133QO/15, dépêche n°711-AS, signée Léon Marchal (l'Ambassadeur de France en Thaïlande), adressée au Ministère des Affaires Étrangères, titrée « M. Malcolm Mac DONALD et l'Indochine. », 28/12/1949, p. 3.

³⁴⁶ Ferro, Maurice. « LES ÉTATS-UNIS sont décidés à reconnaître Bao Dai » . *Le Monde.fr*, 30 janvier 1950. https://www.lemonde.fr/archives/article/1950/01/31/les-etats-unis-sont-decides-a-reconnaitre-bao-dai_2048135_1819218.html .

financement d'une aide à hauteur de 75 millions de dollars visant à permettre la prise de mesures à court-terme « pour résister à l'avancée du communisme »³⁴⁷ dans la zone.

Le deuxième axe passa par un approfondissement de la collaboration militaire entre la France et le Royaume-Uni. Les liens diplomatico-militaires entre la France et les Britanniques n'avaient jamais été coupés, comme en témoigne le compte rendu de la visite du général Bodet (commandant des forces aériennes du FAEO) à Singapour : « nos services d'Indochine bénéficient de l'aide discrète mais efficace de l'Armée britannique, de la R.A.F. et de la "Royal Navy" »³⁴⁸ ainsi que la formation d'un front commun contre le communisme par le biais du Traité de Bruxelles en 1948 en vertu duquel les puissances européennes s'engagèrent à « coopérer contre la subversion communiste en Asie. »³⁴⁹

Ce mouvement se manifesta tout d'abord par la reprise de la collaboration entre la branche spéciale de la police malaisienne et la sûreté indochinoise. Cela consista en l'échange de documentations et d'informations entre les deux services. De plus, une visite du superintendant du renseignement malaisien en Indochine (à Saigon) fut prévue, durant laquelle il souhaitait rencontrer « des personnalités de la Sûreté Fédérale. »³⁵⁰

Ceci, sur lequel s'ajoute l'attitude francophile de Malcolm Macdonald, fit naître chez certains, dont Léon Pignon, l'espérance d'une coopération « très fructueuse [...] sur le plan militaire mais aussi sur les plans diplomatiques [sic] et politique. »³⁵¹, dont le développement était déjà espérée en janvier 1949 où l'on déplorait que la « coopération franco-britannique s'était limitée dans cette partie du globe à une collaboration de caractère purement technique sur des questions alimentaires (riz) ou de santé »³⁵². Pourtant, celle-ci semblait être attendue du fait des entretiens entre le général Blaizot avec Macdonald et de la visite à Saigon du général Ritchie en décembre 1948. Durant cette réunion, Ritchie avait en effet fait part de « l'intérêt que nous

³⁴⁷ AMAEC, 133QO/15, dépêche n°1984, signée René Massigli, adressée au Ministère des Affaires Étrangères, titrée « Conférence de Johore », 3/12/1949, p.2. Cette aide consistait majoritairement en l'envoi de produits alimentaires.

³⁴⁸ AMAEC, 133QO/15, dépêche n°206-AS, signée Gabriel Morand, adressée au Ministère des Affaires Étrangères, titrée « visite Général Bodet à Singapour et attitude britannique. », 3/6/1948, p. 3.

³⁴⁹ Tenenbaum, Élie, « Les coopérations occidentales face à la « menace subversive » en Asie du Sud-Est (1947-1960) », in Journoud, Pierre (dir.), *Un Triangle Stratégique à l'épreuve : La Chine Les États-Unis et l'Asie Du Sud-Est Depuis 1947*, Montpellier, Presses universitaires de la Méditerranée, 2022, p.68.

³⁵⁰ AMAEC, 133QO/15, dépêche secrète n°6-AS, signée André Guibaut, adressée au Haut Commissaire de France pour l'Indochine, titrée « coopération services de sécurité Malaisie-Indochine. », 8/1/1949, pp. 1-2.

³⁵¹ AMAEC, 133QO/15, f°64-65, Télégrammes à l'arrivée n°572 à 575, signés Haussaire, adressés au Ministère des Affaires Étrangères, 24 mars 1949.

³⁵² AMAEC, 133QO/15, f°267, Note sur la Malaisie, sans titre, sans auteur, sans destinataire, 8/1/1949.

aurions à confronter les résultats de notre expérience car il lui semblait que les problèmes militaires à résoudre sur nos deux territoires étaient exactement semblables. »³⁵³

Cette hypothèse sembla se renforcer lors de l'entrevue entre Léon Pignon et Malcolm Macdonald. Celle-ci a eu lieu à Singapour au mois de mars 1949. Ce dernier considérait qu'il n'était pas possible de « dépasser le cadre d'échange réguliers d'informations »³⁵⁴ pour le moment, mais qu'il désirait l'établissement d'une solidarité plus active entre « les pays menacés par le Communisme. »³⁵⁵ Le haut-commissaire français pour l'Indochine considéra même que le moment était venu de jeter les bases de celle-ci, mais il ignorait si la France pouvait en prendre l'initiative ainsi que la « forme et les limites » de ce projet.³⁵⁶

Pour autant, il ne semble pas qu'il y ait eu l'établissement de cette solidarité active tant espérée par les deux pays. Le partenariat le plus approfondi sur cette période débuta en mai 1950.

Le 16 mai 1950 le général Harding, qui remplaça Neil Ritchie en juillet 1949, fut mandaté par le comité des chefs d'État-Major britanniques de Londres pour communiquer à Marcel Carpentier leur volonté de tenir des réunions officielles portant sur trois points :

1°) Situation de l'Indochine Française face à la Chine Communiste, ampleur de la menace externe, moyens d'y faire face.

2°) Situation interne vis-à-vis du Viet-Minh, ampleur de cette menace, sa répercussion sur les problèmes externes, moyens de s'y opposer.

3°) Modalités d'une (aide) mutuelle entre les forces britanniques et françaises dans le cas où nos Gouvernements décideraient d'autoriser une telle action.³⁵⁷

Les Britanniques avaient ainsi pris les devants. Cela s'avéra être au détriment de la France. Ces discussions ne pouvaient que peu apprendre aux français, à l'exception du troisième sujet, du fait qu'elles ne portaient pas sur la situation interne de la Malaisie, mais sur les rapports entre la RPC et l'Indochine d'un point de vue de la menace externe et sur la situation interne de l'Indochine et ses possibles « répercussions sur les problèmes externes » . Par répercussion sur

³⁵³ AMAEC, 133QO/15, f°32, télégramme à l'arrivée n°316, signé Léon Pignon, adressé au Ministère des Affaires Étrangères, titré « l'arrivée 2 décembre du Général Sir Neill Richtie [sic] », 10/12/1948, pp.1-2.

³⁵⁴ AMAEC, 133QO/15, f°290-292, dépêche non numérotée, signée Léon Pignon, adressée au Ministère des Affaires Étrangères, « Entretiens de Singapour », 25/3/1949, p.2.

³⁵⁵ *Ibid.*

³⁵⁶ *Ibid.*, p.3.

³⁵⁷ AMAEC, 133QO/15, télégrammes à l'arrivée n°1806 à 1812, signés Léon Pignon, adressés au Ministère des Affaires Étrangères, titrés « Général Carpentier conversations », 16/5/1950, p. 2.

les problèmes externes, il faut certainement comprendre les conséquences sur la Malaisie, et peut-être le Siam, directement en contact avec celle-ci par le biais d'une frontière commune dont la zone était toujours l'une des plus actives du côté insurrectionnel.

Le lieu où se situèrent ces discussions semblent corroborer cette interprétation :

Les Commandants en chef britanniques suggèrent que la première rencontre d'information ait lieu à Singapour où les représentants britanniques pourraient apprendre le fond du problème français. Cette réunion étant suivie d'un déplacement des représentants britanniques à Saïgon et au Tonkin pour l'étude plus détaillée de ces problèmes.³⁵⁸

Il paraît difficile de voir comment le côté français aurait pu tirer beaucoup d'informations de ces discussions sur le sujet de la Malaisie, d'autant plus que le comité d'État-Major britannique ne demandait l'avis de la France que sur sa volonté de débiter ces séances, les méthodes de travail et la composition de la délégation britannique. Les sujets d'échanges ne semblaient, dès lors, pas réellement négociables.

Quinze jours plus tard, le Ministre de la Défense Nationale René Pleven approuvait la tenue de ces informations tout en souhaitant en tenir informé les États-Unis.³⁵⁹

Par la suite, deux réunions eurent lieu comme prévu, l'une le 4 juillet 1950 à Singapour, l'autre à Saïgon les 16 et 17 août. Les conclusions françaises à la suite des deux réunions furent similaires et empreintes de déception :

Notre impression d'ensemble est que les Anglais ont essentiellement désiré connaître la situation de l'Indochine, nos possibilités et nos intentions pour une résistance à une éventuelle agression. Mais à aucun moment ils ne se sont engagés dans un programme d'assistance quelconque.³⁶⁰

Ce qui ressort donc est qu'il apparaissait nécessaire pour la France de s'assurer de recevoir une assistance alliée en cas de conflit dans le Tonkin afin de résister à une éventuelle

³⁵⁸ *Ibid.*

³⁵⁹ AMAEC, dossier 133QO/16 (Politique Extérieure, Dossier général, (6/1950 - 12/1950)), télégramme au départ non numéroté, signé Robert Schuman (Ministre des Affaires Étrangères), adressé à l'Ambassade de France à Londres, titré « Conversations franco-anglaises en Extrême-Orient. », 2/6/1950.

³⁶⁰ AMAEC, 133QO/16, f°32-34, télégramme N°432, signés Léon Pignon, adressé au Ministère des Affaires Étrangères, 9/7/1950, p.2.

coalition sino-vietminh. Ces espoirs paraissaient déçus à la suite de cette entrevue ; mais l'État-Major français espérait toujours glaner des informations intéressantes sur les vues militaires anglaises sur la « Malaisie et les conditions de la défense de ces territoires » durant la seconde. Ils espéraient peut-être aussi, réussir, à la suite de ces discussions relatives à la situation interne malaisienne, à faire apparaître comme nécessaire la collaboration franco-anglaise dans la région pour la sauvegarde de la Malaisie. Ceci pour les convaincre de la mettre à bien.

Hélas, la deuxième rencontre ne connût pas d'issue différente :

Britannique[s] ont d'abord répondu [aux] questions posées dans [le] mémorandum français qui leur avait été remis préalablement par un exposé général sur [les] problèmes actuels ou d'avenir immédiat en Malaisie, sans traiter aucun des dangers extérieurs qui menacent [le] sud-est asiatique et par la même [sic] leur territoire. [La] Délégation français[e] ayant essayé [de] soulever ces problèmes et [de] connaître [sic] plus particulièrement [le] point de vue britannique sur [la] solidité politique et militaire du SIAM, n'a obtenu que [des] réponses générales sans aucun renseignement valeur [sic]. [...] Aucune de nos réponses n'a amené chez eux des réactions décelant l'intention ou la possibilité d'une aide quelconque en cas de conflit [...] L'ambiance de cette visite a été de bout en bout très cordiale mais décevante par [l']attitude manifeste des représentants britanniques de ne vouloir s'engager en rien et leur refus d'examiner l'éventualité d'une action [des] forces communistes sur [la] Malaisie³⁶¹

Il semblerait donc que l'État-major britannique était alors persuadé de pouvoir régler seul le problème de l'insurrection malaisienne et donc, que même en cas de chute du Tonkin et, subséquemment de l'Indochine, celle-ci serait matée.

Cette attitude peut paraître étrange au regard de l'action de Malcolm Macdonald, qui, lui au contraire, essayait de pousser à la régionalisation voire même à l'internationalisation de la lutte contre le communisme. Ainsi, il apparaît que la politique britannique en Asie du Sud-Est

³⁶¹ AMAEC, 133QO/16, f°68-69, Télégramme officiel n°288/FAEO/28, signé Marcel Carpentier, adressé au Secrétariat général permanent du ministère de la Défense National, 21/9/1950.

soit contradictoire entre l'organe diplomatique (Macdonald)³⁶² et l'État-Major, ce dernier étant persuadé de pouvoir faire front seul en Malaisie.

Cette situation n'est pourtant pas si étonnante, Malcolm Macdonald était certes un homme très populaire parmi les populations asiatiques, mais s'était toujours trouvé en porte à faux de l'organe militaire du Royaume-Uni.

v) La défaite française de Cao Bang : un électrochoc

Le principal basculement dans cette situation d'immobilisme fut la déroute française de Cao Bang. Cette localité de l'extrême nord-est du Viêt Nam est située à une trentaine de kilomètres de la frontière chinoise. Cet endroit fut, dès 1945, une sorte de sanctuaire « révolutionnaire à partir duquel le Viêt-Minh se lance à la conquête du pouvoir. »³⁶³ C'est donc une zone stratégique de la défense de la frontière nord du pays, le but pour le Viêt-Minh étant de « de détruire le dispositif français le long de la RC 4³⁶⁴ [Route Coloniale 4] et de réaliser une frontière commune avec la RPC. »³⁶⁵. En cas de succès des insurgés, les craintes britanniques et françaises de coalition sino-vietminh risquaient, dès lors, de se matérialiser.

La bataille dura trois semaines,³⁶⁶ fit 2000 morts du côté franco-vietnamien sur les 5000 hommes mobilisés, contre 670 du côté Viêt Minh. (Voir annexe n°6 p.142) La défaite française, quoique minimisée d'abord³⁶⁷, était réelle et marquait un changement dans la conduite française

³⁶² Son rôle de Commissaire Général est décrit comme suit par Londres « Il est du devoir du Commissaire Général de promouvoir la coopération entre les divers territoires britanniques de l'Asie du Sud Est, en particulier pour l'organisation de la défense, l'amélioration des communications, l'élaboration de plans destinés à apporter aux régions arriérées une aide équitablement répartie afin d'assurer leur développement social, économique et politique [...] et pour conseiller le gouvernement sur les matières concernant la Birmanie, le Siam, l'Indochine française et les Indes Néerlandaises, en consultation avec les représentants diplomatiques et consulaires de Sa Majesté. [...] le rang personnel d'ambassadeur lui est attribué » .

Cf : AMAEC, 133QO/15, dépêche n°400-AS, signée André Guibaut, adressée au Ministère des Affaires Étrangères, titrée « Publication du texte de la commission royale de M. Malcolm MacDONALD. », 10/12/1949, pp. 2-3.

³⁶³ Cadeau, Ivan, *Cao Bang 1950. Premier désastre français en Indochine*, Paris, Perrin, 2021, p. 32.

³⁶⁴ Cette route permettait la liaison de cette zone à Hanoï, elle était, dès lors, d'un intérêt stratégique capital.

³⁶⁵ Cadeau, Ivan, *op. cit.*, p. 25.

³⁶⁶ Du 30 septembre au 18 octobre 1950. Cela fut suivi par des missions d'évacuation des blessés qui s'étalèrent du 19 octobre au 5 novembre.

Cf : Cadeau, Ivan, *op. cit.*, p. 314.

³⁶⁷ Elle est d'abord qualifiée « d'évacuation de Caobang. »

Cf : AMAEC, 133QO/16, dépêche n°357-AS, signée André Guibaut, adressée au Ministère des Affaires Étrangères, titrée, « Tendances britannique au sujet d'une intervention éventuelle des Nations Unies en Indochine. », 9/10/1950, p. 2.

de la guerre. Léon Pignon et Marcel Carpentier furent aussitôt renvoyés et tous deux remplacés par le général Jean de Lattre de Tassigny qui combina les deux casquettes.³⁶⁸

Les conséquences de cette défaite ont été lourdes pour l'armée française, qui perdit progressivement l'initiative dans la région, même si l'aide de l'APL aux troupes d'Hô Chi Minh fut retardée, celle-ci étant occupée en Corée, en guerre depuis le mois de juin.³⁶⁹

D'un point de vue diplomatique aussi, les conséquences de cette première grande défaite furent importantes, la bataille n'étant pas encore terminée que la question de l'internationalisation de « l'affaire d'Indochine »³⁷⁰ revint sur le devant de la scène dans les milieux britanniques.

Les militaires britanniques, dont notamment le général Harding, semblèrent stupéfaits de la soudaineté de la défaite française dans le Tonkin et les plus catastrophés de la situation. S'ils craignaient une aide de l'APL³⁷¹, le caractère éclair de la chute de ce point stratégique du Tonkin, conjuguée à l'absence prolongée de Bao Dai se trouvant alors à Pau³⁷², aggrava leur angoisse. Ainsi, ils commencèrent sérieusement à se demander de quelle manière ils pourraient fournir une aide matérielle à l'armée franco-vietnamienne. Le principal frein à cette collaboration était toujours le même, c'est-à-dire l'impopularité de la politique française dans la région d'Asie du Sud-Est, le Siam étant toujours le seul pays ayant reconnu le nouvel État vietnamien.

Les Anglais craignaient toujours la mauvaise publicité que pourrait leur faire Nehru en cas d'implication ouverte dans le conflit, lui qui était déjà très vocal sur la guerre de Corée.³⁷³ Ces militaires désiraient ainsi que la question de la guerre d'Indochine soit placée « sous la compétence de l'O.N.U. », ceci permettant « à l'Angleterre et aux autres nations intéressées d'assister les forces de l'Union Française dans le cas où cela deviendrait nécessaire. »³⁷⁴

³⁶⁸ Cadeau, Ivan, *op. cit.*, pp. 316-317.

³⁶⁹ *Ibid.*, p. 330.

³⁷⁰ AMAEC, 133QO/16, dépêche n°357-AS, « Tendance britannique au sujet d'une intervention éventuelle des Nations Unies en Indochine. », 9/10/1950, p. 1.

³⁷¹ Armée Populaire de la Libération, c'est l'armée de la RPC.

³⁷² Bao Dai se trouvait à la conférence de Pau qui s'étala de juin à novembre 1950. Cette conférence réunissait le Laos, le Cambodge et le Viêt-Nam et avait pour but de « donner un contenu économique suffisant aux indépendances juridiques proclamées à la fin de 1949. »

Cf : Joyaux, François. « 20. Effondrement français, non-intervention américaine (1950-1954) », Nouvelle histoire de l'Indochine française, sous la direction de Joyaux François, Paris, Perrin, 2022, p. 367.

³⁷³ AMAEC, 133QO/16, dépêche n°357-AS, « Tendance britannique au sujet d'une intervention éventuelle des Nations Unies en Indochine. », 9/10/1950, pp. 3-5

³⁷⁴ *Ibid.* p. 5.

Cette solution était évidemment inspirée par la situation en Corée, où une commission des Nations Unies avait été créée le 27 juin 1950, celle-ci ayant pour objectif son « unification » et son « relèvement »³⁷⁵.

Le fait est que la déroute de Cao Bang n'a pas particulièrement affecté la vision du service diplomatique britannique sur la situation en Asie du Sud Est mais a fait changer d'avis les militaires sur la question. Ils envisageaient dès lors sérieusement l'approfondissement de leur coopération avec la France pour la défense du Tonkin, ce qui se matérialisa par l'intensification et l'allongement des stages d'officiers français en Malaisie³⁷⁶, principalement d'officiers spécialisés dans les télécommunications, la création d'une ligne directe entre Saïgon et Singapour étant envisagée.

Pour autant, si les mentalités évoluèrent après cet événement, la réalité des relations franco-anglaises dans le Pacifique ne changea pas vraiment. Pour Macdonald, les progrès sur la perception qu'avaient les populations asiatiques étaient visibles mais il ne pensait pas que l'Inde soutiendrait l'ancien empereur tant que la France n'approfondirait pas l'indépendance des États de l'Indochine. Pourtant, la position de l'Inde était capitale. Pour Macdonald, la reconnaissance du régime de Bao Dai par New Delhi aurait inéluctablement amené celles du Pakistan, du Ceylan et de la Birmanie dans la foulée, ce qui aurait permis aux Britanniques d'aider ouvertement la France, eux qui craignaient toujours un effondrement du Tonkin en cas d'aide de la RPC.³⁷⁷

Dès lors, il semble que la relation franco-anglaise de la région se trouvait dans une stase dont elle ne pouvait sortir que dans le cas d'une aggravation significative de la situation en Indochine ou d'une plus grande acceptation de la politique française en Asie du Sud-Est par les populations asiatiques ; à moins peut-être d'un changement brutal de politique du côté du Royaume-Uni, celui-ci rendu possible par la tenue d'élections en 1951. Dans tous les cas,

³⁷⁵ Cumin, David, « Retour sur la guerre de Corée », Hérodote, vol. 141, no. 2, 2011, p. 51.

³⁷⁶ Ces stages furent introduits à la fin de l'année 1949 mais le plus ancien rapport que nous avons trouvé dans les archives du SHD datait de septembre 1950.

Cf : SHD, GR/10H, carton 1882 (BUREAU DE L'INSTRUCTION : Stages et examens (1948-1951 ; stages avec échanges d'officiers : les officiers français or. Malaisie, à Hong-Kong et en Corée et les officiers anglais en Indochine (1951-1953).), note de service n°2194/FAEO/3.I/S, signée au général de brigade Jean Landouzy (major général du corps expéditionnaire), titrée « stage d'officiers Français en Malaisie », 11/9/1950.

³⁷⁷ AMAEC, 133QO/16, f°139-141, note au sujet du séjour de Macolm Macdonald à Paris, sans titre, sans auteur, sans destinataire, 6/11/1950, pp. 1-3.

Malcolm Macdonald persistait dans la ligne politique qu'il tenait depuis 1949, c'est-à-dire de promotion de la « solution Bao Dai » parmi les populations locales.³⁷⁸

³⁷⁸ *Ibid.* et AMAEC, 133QO/16, dépêche n°443-AS, signée Serge Gélade (Gérant du consulat général de France à Singapour), adressée au Ministère des Affaires Étrangères, titrée « allocution de M. MacDONALD en partie consacrée à l'Indochine. », 28/12/1950.

Troisième partie : Le lent déclin de la
menace insurrectionnelle malaisienne dans
un climat régional de plus en plus incertain
(1951-1954)

Chapitre VII : Rupture ou continuité ? l'arrivée du parti conservateur au pouvoir au Royaume-Uni et la nomination de Gérald Templer au poste de haut-commissaire en Malaisie

Le 25 octobre 1951, les élections générales organisées en Angleterre virent le parti travailliste perdre la majorité dans la chambre des Communes, la chambre basse du Parlement anglais. Ces élections, dont les conservateurs sortirent vainqueurs, permirent à Winston Churchill, alors âgé de 76 ans, de revenir au pouvoir comme Premier Ministre et de constituer son Cabinet³⁷⁹. Cette élection, arrivant dans la foulée de l'assassinat par les insurgés du haut-commissaire pour la Malaisie Sir Henry Gurney, laissait entrevoir la possibilité d'une rupture, ou tout du moins d'une mutation de la politique britannique dans sa colonie et de sa réponse contre-insurrectionnelle.

i) Les élections générales de 1951 : la question du maintien de Malcolm Macdonald

L'annonce des résultats de l'élection fut accueillie de différentes manières selon les communautés composant la Malaisie. Les Britanniques, généralement du monde des affaires, exultèrent tandis que les milieux asiatiques, même modérés, restèrent prudents par crainte d'un ralentissement de la transition de la Fédération vers l'autonomie.³⁸⁰

Il en était de même quant à la nomination de Sir Oliver Lyttelton au poste de secrétaire d'État aux colonies. Cela était dû au fait que son parcours politique antérieur ne le faisait pas passer pour une personne ayant les qualités requises pour ce poste.³⁸¹ Lyttelton était avant tout un homme d'affaires, ayant certes occupé le poste de ministre-résident chargé du Moyen-Orient de

³⁷⁹ Marx, Roland. *L'Angleterre de 1945 à nos jours*, Paris, Colin Armand, 1991, pp. 63 et 66.

³⁸⁰ AMAEC, 133QO/17, f°74, télégramme à l'arrivée n°107, signé André Guibaut, adressé au Ministère des Affaires Étrangères, « Élections anglaises », 30/10/1951, p.1.

³⁸¹ *Ibid.*, p.2.

1940 à 1941, mais il n'avait pas d'autres expériences politiques à l'international, et encore moins en Asie-Pacifique.

Une rupture sembla alors se dessiner dans la politique britannique en Malaisie, la nomination de Lyttelton s'accompagnant de bruits de couloirs indiquant la relève prochaine de Malcolm Macdonald de son poste de commissaire général en faveur d'un homme qui combinerait son rôle à celui du commandant en chef des forces britanniques dans l'Asie du Sud-Est.³⁸² Ce remplaçant pressenti aurait été le maréchal Bernard Montgomery, un vétéran de la première et de la seconde Guerre Mondiale. Ce scénario ne s'est jamais réalisé mais il paraît vraisemblable que cette décision ait été envisagée et ce pour deux raisons.

Premièrement du fait de l'appartenance de Malcolm Macdonald au parti Travailleuse, ou plutôt de son ex appartenance à celui-ci. Il a en effet été radié en 1931 à cause du départ de son père du Parti, mais apparaissait toujours, aux yeux des milieux d'affaires britanniques et des conservateurs, comme un opposant politique, ceux-ci craignant qu'il ne veuille nationaliser les mines et les grandes compagnies commerciales malaisiennes³⁸³. Ainsi, les journaux à tendance conservatrice, tels que le Daily Mail ou le Daily Telegraph³⁸⁴, menèrent une virulente campagne anti-Macdonald, allant même jusqu'à faire courir le bruit, infondé, de sa démission.³⁸⁵

Deuxièmement, il semblerait que Winston Churchill n'ait appréhendé le problème de l'insurrection malaisienne que sous l'aspect militaire, en sous-estimant le politique et l'importance de l'action policière dans la répression du mouvement insurgé³⁸⁶. Il est également probable que l'assassinat de Henry Gurney ait crispé les Britanniques, les encourageants à durcir leur répression en s'inspirant de la solution choisie par les français en Indochine avec le cumul des fonctions de haut-commissaire et de commandant en chef des forces armées par le Jean de Lattre de Tassigny.

³⁸² AMAEC, 133QO/17, f°86-87, télégrammes à l'arrivée n°4702/4703, signés René Massigli, adressés au Ministère des Affaires Étrangères, sans date, sans titre.

³⁸³ AMAEC, 133QO/6, f°121-134, note titrée « de la Malaisie », sans auteur, sans destinataire, 3/12/1951, p.12.

³⁸⁴ Ce journal réclame par exemple ouvertement la nomination du maréchal Montgomery à un poste combinant les deux charges de Commissaire et de commandant en chef des forces armées.

Cf : AMAEC, 133QO/17, f°96/97, télégrammes à l'arrivée n°5022/25, signés René Massigli, adressés au Ministère des Affaires Étrangères, titrés « Le plan proposé par M. Lyttelton », 12/12/1951, p.1.

³⁸⁵ AMAEC, 133QO/17, f°101, télégramme à l'arrivée n°136, signé André Guibaut, adressé au Ministère des Affaires Étrangères, 14/12/1951.

³⁸⁶ AMAEC, 133QO/17, f°117, télégramme n°149, signé André Guibaut, adressé au Ministère des Affaires Étrangères, titré « le rappel éventuel de M. Mac Donald », 29/12/1951, p.1.

Pourtant, Malcolm Macdonald fut bien maintenu à son poste, et ce, pour deux raisons.

Tout d'abord du fait du changement d'attitude de Oliver Lyttelton. Si celui-ci, dont la nomination avait enchanté les milieux d'affaires britannico-malaisien grâce aux intérêts économiques importants qu'il possédait dans les industries de Malaisie³⁸⁷ ; les milieux asiatiques³⁸⁸, qui lui étaient déjà hostiles, l'attaquèrent de plein fouet dès sa première déclaration en Malaisie. Lyttelton avait en effet déclaré que « la restauration de l'ordre et de la légalité doit précéder les réformes politiques »³⁸⁹³⁹⁰, les populations asiatiques de Malaisie en vinrent naturellement à craindre l'abandon de la politique qui avait prévalu les années passées, engageant le pays vers son autonomie³⁹¹. Il en ressortait donc que dès la moindre imprudence prononcée lors d'un discours, une brouille puisse s'opérer entre les milieux asiatiques et britanniques, rendant plus complexe encore la répression de l'insurrection communiste.³⁹²

Lyttelton se rétracta aussitôt. Une semaine après sa bourde, il reprenait le discours de l'ex gouvernement travailliste en déclarant que le premier objectif était de parvenir à une « Malaisie unie et se gouvernant elle-même »³⁹³ et souhaitait le maintien d'un « mouvement syndicaliste puissant ayant le pouvoir réel de négocier avec les employeurs ». Il ajoutait, « d'une manière très générale, la politique du gouvernement à l'égard du syndicalisme dans ce pays ne sera pas modifiée. »³⁹⁴. De plus il assura à Dato Onn, alors président du Parti de l'Indépendance de la Malaisie (PIM)³⁹⁵, que le gouvernement conservateur n'allait aucunement modifier la trajectoire politique d'évolution de la Malaisie vers son autonomie.

Deuxièmement, le soutien massif affiché par les communautés asiatiques à Malcolm Macdonald, conjuguée à la désapprobation massive du recours à la nomination d'un militaire

³⁸⁷ Ils espéraient ainsi une politique économique qui leur serait favorable.

³⁸⁸ Exceptés les sultans, qui espéraient, grâce à la politique du pouvoir conservateur, voir se perpétuer leur pouvoir traditionnel sur leurs États respectifs.

³⁸⁹ AMAEC, 133QO/17, télégramme à l'arrivée n°125, signé André Guibaut, adressé au Ministère des Affaires Étrangères, 1/12/1951, f°89.

³⁹⁰ Il avait également déclaré vouloir revenir sur la reconnaissance par l'Angleterre de la RPC.

Cf: AMAEC, 133QO/17, f°93-95, télégramme à l'arrivée n°129, signé André Guibaut, adressé au Ministère des Affaires Étrangères, titré « L'affaire de Malaisie », 7/12/1951, p.1.

³⁹¹ AMAEC, 133QO/17, télégramme à l'arrivée, signé Étienne de Crouy-Chanel (ministre-conseiller à Londres), 6/12/1951, f° 92.

³⁹² AMAEC, 133QO/17, f°89-90, télégramme à l'arrivée n°125, signé André Guibaut, adressée au Ministère des Affaires Étrangères, 1/12/1951,.

³⁹³ AMAEC, 133QO/17, télégramme à l'arrivée n°129, « L'affaire de Malaisie », 7/12/1951, p.2.

³⁹⁴ *Ibid.*

³⁹⁵ *Independence of Malayan Party* ou *IMP*.

cumulant la casquette de commissaire général et de commandant des forces armées, a pu influencer Churchill dans sa décision de conserver Malcolm Macdonald.

Ainsi, le principal journal de la communauté chinoise non communiste, le *Singapore Standard* envoya un avertissement au gouvernement conservateur en déclarant que :

Même si le successeur de M. MacDonald était d'une égale valeur, le fait qu'il leur serait imposé [aux communautés locales] causerait un grand ressentiment. Si le gouvernement britannique passe outre et cède à la pression des groupements occultes qui travaillent à Londres (et peut-être aussi dans ce pays), il fera revivre la crainte que les tâches du léopard Tory se trouvent toujours placées de la même façon³⁹⁶. Car le rappel de M. Mac Donald ne serait pas considéré seulement comme un refus de tenir compte du vecu [sic] des populations locales, mais aussi comme le prélude de changements à la politique qu'il a instauré. Il serait bien difficile à un homme nouveau de retrouver les sentiments de confiance et de loyauté que M. Mac Donald a inspiré aux leaders locaux³⁹⁷

De même, et cela est encore plus significatif, le *Straits Times*, journal pourtant de ligne gouvernementale, émit la même opinion et le même avertissement, certes présenté de manière moins virulente. Ceci témoigne de l'hostilité des populations malaisiennes au parti conservateur et de la grande popularité dont jouissait Malcolm Macdonald parmi les populations asiatiques.

Winston Churchill se trouvait donc dans une situation délicate politiquement : les milieux d'affaires britanniques, dont le soutien était primordial du fait de la faible majorité dont disposait le parti conservateur à la chambre des Communes,³⁹⁸ étaient hostiles à Macdonald, et ce à l'opposé des populations locales, grandement défavorables à la nomination d'un Montgomery qui aurait cumulé les pouvoirs.

De ce dilemme il en découla une longue hésitation, la question de la prolongation de la mission de Macdonald s'étalant du mois de novembre 1951 au mois de février de l'année suivante. Cette décision était d'autant plus compliquée à prendre du fait de la grande importance

³⁹⁶ Tory renvoie à *Tories*, le surnom du Parti Conservateur. « Les tâches du léopard Tory sont toujours placées de la même façon » symbolise probablement la crainte que la politique colonialiste traditionnelle du Parti Conservateur n'ait pas changé.

³⁹⁷ AMAEC, 133QO/17, f°116, télégramme à l'arrivée n°145, sans auteur, adressé au Ministère des Affaires Étrangères, titré « situation en Malaisie », 22/12/1951, p.2.

³⁹⁸ Les conservateurs disposaient de 26 sièges de plus que les travaillistes, sur les 629 composant la chambre basse. Cf : Marx, Roland, *op. cit.*, p.65.

de la Malaisie pour la Grande-Bretagne, celle-ci étant la première ressource en dollars³⁹⁹ pour les britanniques et constituait 1/3 du marché mondial d'étain et de 40% caoutchouc.⁴⁰⁰

La prise de cette décision s'est néanmoins vue être légèrement facilitée par la stabilité de la santé économique malaisienne, ou tout du moins de la rentabilité de ces exploitations, malgré l'action insurrectionnelle, et par la non-imminence du risque de submersion de la péninsule par l'APMAJ, tout du moins tant que le Tonkin était tenu par les Français.⁴⁰¹

Ainsi, le gouvernement britannique opta pour une solution d'entre-deux : elle ne prolongea pas ouvertement le mandat de Macdonald et limita ses prérogatives, mais lui laissa par contre le choix de se maintenir à son poste. Ainsi, s'il acceptait, ce qui fut le cas, les populations malaisiennes seraient satisfaites de son maintien à son poste et le gouvernement conservateur n'aurait pas à subir l'ire des milieux d'affaires britanniques.

D'un point de vue politique, l'arrivée du pouvoir conservateur n'avait pas provoqué de rupture dans l'action britannique en Malaisie mais une continuité ou une prolongation de celle du Parti travailliste, il en est de même du point de vue opérationnel.

ii) La nomination de Templer : signe de l'élévation de la menace insurrectionnelle

Du point de vue de la situation intérieure en Malaisie, la fin de l'année 1951 fut critique. Nous constatons une recrudescence des actions insurrectionnelles⁴⁰², et la presse locale apparaissait catastrophée par l'assassinat de Henry Gurney. De même, la presse anglaise, tel que le Times, sans remettre en cause le plan Briggs, soulignait l'inadaptation des méthodes militaires

³⁹⁹ La monnaie malaisienne était alors le *Straits Dollar* ou le Dollar des Détroits.

⁴⁰⁰ SHD, GR/10H/1655, « Rapport du Capitaine Louis Mairet au sujet de son stage dans les Unités britanniques de Malaisie. », 3/12/1952, pp.6-7.

⁴⁰¹ AMAEC, 133QO/17, dépêche n°11-AS, signée André Guibaut, adressée au Ministère des Affaires Étrangères, titrée « Le problème du commandement en Malaisie et les hésitations de Londres », 10/1/1952, pp. 2-3.

⁴⁰² AMAEC, dossier 133QO/6 (Politique intérieure, dossier général (1/1951 - 4/1952), f°107, télégramme à l'arrivée n°113, signé André Guibaut, adressée au Ministère des Affaires Étrangères, titré « Recrudescence nette du terrorisme », 11/11/1951 et AMAEC, 133QO/6, f°113-114, télégrammes n°4541/3, signés René Massigli, adressés au Ministère des Affaires Étrangères, titrés « la situation en Malaisie continue de se détériorer », 15/11/1951.

britanniques de combats de jungle et les lacunes en matière de moyens mis en œuvre pour obtenir l'association de la population à la lutte anti-terroriste.⁴⁰³⁴⁰⁴

Le départ de Briggs, malade⁴⁰⁵, était alors déjà acté⁴⁰⁶, il devait être remplacé par un général, signe d'une volonté de militarisation ou tout du moins de durcissement de la réponse contre-insurrectionnelle, Sir Rob Lockhart, l'ancien commandant en chef de l'armée indienne.

Au poste de haut-commissaire, le choix se porta dès Janvier 1952 sur Sir Gerald Templer, un ancien « directeur d'un service militaire de renseignement »⁴⁰⁷, ce choix soulignait la volonté de renforcer la branche spéciale de la police, qui était dans la première phase de l'état d'urgence extrêmement lacunaire. Ses prérogatives étaient plus étendues que celles de Gurney, en plus de ses pouvoirs civils ordinaires il dirigeait en régie toutes les opérations militaires et de police qui se trouvaient être sous sa « pleine et directe responsabilité. »⁴⁰⁸

Il était assisté dans son travail par le directeur des opérations (Lockhart) dont les prérogatives avaient été réduites depuis le départ de Briggs. Ainsi, dans la pratique, il n'était plus qu'un adjoint à la direction des opérations. Son deuxième assistant, lui pour les affaires civiles, était le haut commissaire adjoint⁴⁰⁹ (cette charge n'était que permanente), il siégeait au Conseil exécutif fédéral et au conseil législatif avec la qualité de haut-commissaire en l'absence de Templer.⁴¹⁰ Cette charge fut pourvue à Sir Donald MacGillivray.

⁴⁰³ AMAEC, 133QO/6, dépêche n°1979 - AS, signée René Massigli, adressé au Ministère des Affaires Étrangères, titrée « Situation en Malaisie. », 12/11/1951, pp. 2-3.

⁴⁰⁴ Les services français de la Défense soupçonnaient tout de même les britanniques d'exagérer les difficultés de la campagne à la vue des pertes infiniment plus faibles qu'en Indochine. Ils soupçonnaient que cela pouvait procéder d'un double calcul : un calcul politique « par le désir de maintenir un état d'alerte qui peut faire retarder les concessions demandées par la population » et un calcul stratégique « par le besoin de conserver en EXTREME-ORIENT un potentiel militaire suffisant pour prétendre à un rôle de premier plan. » Les considérations politiques n'étaient tout de même pas considérées comme très probables du fait que les revendications locales ne menaçaient pas la santé économique du pays.

CF SHD GR/10T/942/4, note n°2584 EMCFA/2/D/S, titrée « Fiche sur la situation en Malaisie », sans auteur, sans destinataire, 12/12/1951, pp.1-2.

⁴⁰⁵ Il devait mourir le 27 octobre 1952.

⁴⁰⁶ AMAEC, 133QO/6, télégramme n°108, signé André Guibaut, adressé au Ministère des Affaires Étrangères, titré « L'état d'alerte dans la Fédération de Malaisie », 2/11/1951.

⁴⁰⁷ AMAEC, 133QO/17, f°148, télégramme à l'arrivée n°10, signé André Guibaut, adressé au Ministère des Affaires Étrangères, 12/1/1952.

⁴⁰⁸ AMAEC, 133QO/17, f°151, télégramme à l'arrivée n°13, signé André Guibaut, adressé au Ministère des Affaires Étrangères, titré « Haut commissaire britannique Sir Gerald Walter Robert TEMPLER » 16/1/1952.

⁴⁰⁹ AMAEC, 133QO/17, f°183, dépêche de l'AFP, titré « La nomination de M. Donald Charles Mac Gillivray est accueillie en Malaisie avec déception », 4/2/1952.

⁴¹⁰ AMAEC, 133QO/17, f°171, télégramme n°22, signé André Guibaut, adressé au Ministère des Affaires Étrangères, « nomination du Général Templer », 31/1/1952.

iii) Les mesures de Templer : un perfectionnement du plan Briggs

Sur le plan de la politique intérieure et de la réponse contre-insurrectionnelle, Templer a agi dans la continuité de ses prédécesseurs. Les grandes lignes du plan Briggs étaient maintenues, c'est-à-dire la séparation de la population des squatteurs du reste des insurgés par le biais de leur déportation dans les *new villages*.

Il s'était donc surtout contenté de le perfectionner, notamment en structurant le service de renseignement afin qu'il soit pleinement fonctionnel et indépendant. Il déclara notamment, « l'état d'urgence sera gagnée [sic] par notre système de renseignement ». ⁴¹¹ Le deuxième aspect principal de son œuvre fut l'approfondissement de la participation de la population locale à la répression.

Avant sa nomination, la branche spéciale de la police était sous la direction du Département d'investigation Criminelle (DIC) ⁴¹², Templer le rendit indépendante et le plaça sous la direction d'un Directeur du Renseignement (DDR) ⁴¹³. Ce DDR était responsable de la coordination générale du renseignement entre la police et l'armée, il rendait compte à Templer directement. Ce poste revint à Jack Morton. ⁴¹⁴

La défense sous Templer était organisée comme suit :

La police fédérale était divisée en deux groupes : premièrement la police régulière ⁴¹⁵. Cette police régulière était elle-même subdivisée entre la police dite normale et la branche spéciale. Cette dernière était spécialisée dans le renseignement, celle-ci se voyant, à chaque échelon administratif, « être rattachée à un Officier de Renseignement de l'armée qui assure la liaison entre Armée et Police en vue de permettre l'exploitation immédiate par le Commandement Militaire des renseignements recueillis par la police. » ⁴¹⁶ Cette coordination des renseignements

⁴¹¹ Sinclair, Georgina, « 'The Sharp End of the Intelligence Machine' : The Rise of the Malayan Police Special Branch 1948–1955 », *Intelligence and national security*, vol. 26, n°4, Taylor et Francis, 2011, p. 467.

⁴¹² *Criminal Investigation Department* ou *CID*.

⁴¹³ *Director of Intelligence* ou *DOI*.

⁴¹⁴ Sinclair. Georgina, *op. cit.*, pp.467-468.

⁴¹⁵ Celle-ci d'un effectif d'environ 25.000 fonctionnaires était sous les ordres « d'un Officier chef de la police par État et d'Officiers commandant la police du District. »

⁴¹⁶ SHD, GR/10H/1655, « Rapport du Capitaine Louis Mairat au sujet de son stage dans les Unités britanniques de Malaisie. », 3/12/1952, p.13.

permettait à l'armée de délaissier les attaques de large envergure, jugées inefficaces, qui avaient alors prédominé durant la première partie du conflit ; ceci à la faveur d'opérations plus locales, menées par des effectifs plus réduits. La deuxième division de la police, appelée police spéciale⁴¹⁷, était aussi subdivisée en deux sous-groupes. Premièrement les « Compagnies Fédérales de Jungles »⁴¹⁸, qui assistaient l'armée et étaient placées sous son commandement d'un point de vue opérationnel. Deuxièmement, les Gardes, qui étaient chargés de la protection des villages et des infrastructures. Ceux-ci étaient alors assistés par la *Home Guard*, maintenant armée de fusils. Cette police spéciale s'occupait du gros de l'activité de répression de l'insurrection et ne demandait « l'aide de l'Armée que lorsque ses effectifs sont insuffisants ou que le terrain devient impraticable [pour les opérations en jungle épaisse] pour elle. »⁴¹⁹ (Voir annexe n°7 p.143)

Ensuite vient l'armée, dépendant de deux quartiers-maîtres, l'un à Singapour, l'autre à Kuala Lumpur, celui-ci plus spécialement responsable des opérations dirigées dans la Fédérations. (Voir l'annexe n°8 p.144)

Les innovations de Templer ne furent pas seulement notables d'un point de vue organisationnel mais également au niveau opérationnel, il voulait faire participer, de gré ou de force, la population malaisienne à la lutte contre-insurrectionnelle en les enjoignant notamment à fournir des renseignements aux forces de sécurité. Un bon exemple en la matière en était l'opération de Tanjong Malim.⁴²⁰

Cette ville était alors particulièrement visée par l'AMLN ainsi qu'en témoigne André Guibaut :

Le Général TEMPLER déplora tout d'abord la triste réputation de cette ville, où le bilan des incidents survenus, depuis le début de l'année seulement s'établit ainsi :

- 5 embuscades,
- 10 attaques contre les patrouilles de l'armée et de la police, [...]

⁴¹⁷ La *Special Constabulary* ou *Special Constable*.

⁴¹⁸ SHD, GR/10H/1655, « Rapport du Capitaine Louis Mairet au sujet de son stage dans les Unités britanniques de Malaisie. », 3/12/1952, p.13.

⁴¹⁹ SHD, GR/10H/1655, rapport de stage, signé le lieutenant Armand (lieutenant au 2^e bataillon étranger parachutiste), titré « Rapport du Lieutenant Armand sur son stage en Malaisie (21 Octobre - 22 Novembre 1953) », 29/11/1953, p. 2.

⁴²⁰ Ville située au sud du Perak, entre Ipoh et Kuala Lumpur, cette zone était alors particulièrement instable et victime de nombreux incidents de nature insurrectionnelle.

- Découverte de 16 camps de terroristes,
- 8 policiers tués et 9 blessés
- 7 civils tués et 2 blessés⁴²¹

A la suite d'un énième incident, où les insurgés, après avoir saboté le système de ravitaillement en eau, menèrent une embuscade sur les ouvriers responsables de sa réparation et leur escorte policière, tuant 12 individus ; des mesures furent prises par Templer. Il se déplaça en personne et reprocha la mauvaise coopération de la population locale à l'effort de la lutte contre-insurrectionnelle. Il sanctionna alors la ville dans son ensemble :

Il avait décidé [...] d'imposer à cette ville et jusqu'à nouvel ordre, les peines suivantes :

- Un couvre-feu de 22 heures par jour,
- Les magasins ne pourront ouvrir que 2 heures par jour,
- Interdiction à quiconque de quitter la ville,
- Fermeture de toutes les écoles
- Suspension des services d'autobus,
- Réduction de moitié de la ration de riz des habitants (mesure qui sera également appliquée dans les plantations et *kampongs* voisins de Tanjong Malim, et qui touchera 20.000 personnes).⁴²²

Le but de cette opération n'était pas seulement de punir cette localité en guise d'avertissement pour sa population et celle de la Fédération entière mais surtout d'obtenir des renseignements, ou en tout cas, d'enjoindre la population locale à être plus coopérative. Durant l'application de ces sanctions, des urnes scellées avaient été mises à la disposition des habitants dans lesquelles ceux-ci devaient mettre des fiches contenant des informations qu'ils possédaient sur les insurgés.⁴²³ Les opérations de cette sorte, éminemment impopulaires et dont l'efficacité était douteuse⁴²⁴, ne furent conduites que durant la première partie du mandat de Templer, c'est-à-dire de mars 1952 jusqu'à février de l'année suivante.

⁴²¹ AMAEC, 133QO/6, dépêche n°141-AS, signée André Guibaut, adressée au Ministère des Affaires Étrangères, titrée « application de sanctions à une petite ville de Malaisie. », 29/3/1952, pp.1-2.

⁴²² *Ibid.*, pp.3.

⁴²³ AMAEC, 133QO/6, « sanctions appliquées à une ville de Malaisie », 10/4/1952, p.1.

⁴²⁴ Templer a même rapporté que l'opération de Tanjong Malim n'avait « pas été très satisfaisante, l'information récupérée étant modeste. » Le fait que la grande majorité des squatteurs étaient alors illettrés n'a certainement pas joué en faveur de la réussite de ces opérations.

Cf : Hack, Karl, *op. cit.*, p. 294.

Pourtant, cette opération représente bien ce que fut l'action de Templer en tant que haut-commissaire, c'est-à-dire une politique très dynamique qui le faisait se déplacer dans au plus proche des populations locales et qui se basait sur une stratégie dite de « la carotte et du bâton » .

Cette stratégie était adaptée à la fois aux insurgés et aux populations locales. Pour les insurgés cela se manifestait par le traitement réservé aux Combattants Ennemis Rendus (CER)⁴²⁵. Celui-ci s'adoucit en 1952 en permettant l'amnistie à tous les insurgés se rendant de leur plein gré. En 1953, la propagande psychologique relative aux CER témoigna de cette politique : le bâton étant une mort certaine pour les insurgés refusant de se rendre et la carotte, quant à elle, une réintégration progressive (après un passage dans un camp de rééducation) dans la société pour ceux acceptant de capituler.^{426 427}

Pour la population, l'idée générale d'un système se basant sur des punitions en cas de comportement favorisant l'insurrection et de récompenses dans le cas inverse, était la même, mais les modalités de son application étaient différentes. Il instaura en septembre 1953 le système des zones noires et blanches. Les zones dites blanches étaient celles où l'activité insurrectionnelle était la plus faible, les zones noires l'inverse. Dans les zones blanches, dont Malacca fut la première, l'état d'urgence et ses mesures étaient abolies. Le but étant, d'après les propres paroles de Templer, d'encourager « chacun à prendre conscience de son action dans la combat et arriver ainsi à élargir les “zones blanches” jusqu'à [sic] ce que l'ombre du Communisme soit entièrement repoussée de la Malaisie. »⁴²⁸ Dans celles dites noires, qui étaient les plus durement touchées par l'insurrection, comme les Cameron Highlands⁴²⁹, la répression était maintenue voire accentuée.

En 1953 fut mis au point les opérations de *food denial* ; celles-ci tenues secrètes, étaient menées par des petites unités de police et militaires qui confisquaient les stocks de nourriture et instauraient des rationnements. Des zones spécifiques de cuisson de riz étaient alors mises en

⁴²⁵ *Surrendered Enemy Personnel* ou *SEP*.

⁴²⁶ Hack, Karl, *op. cit.*, p.321.

⁴²⁷ L'efficacité de cette politique fut démontrée, les CER passant de 3% de l'effectif total des insurgés en 1951 (0 auparavant, les soldats se rendant étant condamnés à mort) à 9% en 1955.

⁴²⁸ AMAEC, 133QO/7, dépêche n°527-AS, signée Raymond de Boyer de Sainte Suzanne (consul de France à Singapour depuis le 28 mai 1953), adressée au Ministère des Affaires Étrangères, titrée « Discours du Général TEMPLER. », 4/12/1953, pp. 3-4.

⁴²⁹ Zone de jungle épaisse, située dans le Pahang à l'ouest d'Ipoh et une centaine de kilomètres au Nord-Ouest de Kuala-Lumpur.

place et contrôlées par les forces britanniques. Ces opérations étaient généralement menées en trois phases :

La Phase une était celle de deux semaines de rassemblement d'informations (en réalité ces phases finissait par durer beaucoup plus longtemps); la Phase 2 était celle d'une intensification des patrouilles et des restrictions en matière d'accès à la nourriture; et la Phase 3 était celle de l'exploitation de la démoralisation de l'ennemi à la suite de la deuxième phase et de son entrée dans des zones de mise a morte pré-préparée située entre la jungle et la forêt.⁴³⁰

Dans cette troisième phase, de multiples patrouilles et embuscades étaient menées dans la jungle. Ces opérations comprenaient notamment des destructions de zones de cultures, cela forçait alors les insurgés à se déplacer pour se nourrir, les rendant dès lors vulnérables, particulièrement du fait du quadrillage intensif de la zone. Tout ceci étant facilité du fait du caractère extrêmement local de l'opération.⁴³¹

Il en découla un nouvel enjeu, qui n'était pas apparu comme primordial avant pour les forces de sécurité. C'était celui du soutien des populations aborigènes. Il eut une incidence non négligeable sur la manière dont ces opérations de jungle étaient conduites, notamment pour les forces aériennes.

En effet, en avril 1952, du fait de la grande difficulté dont souffraient les forces contre-insurrectionnelles pour traquer les insurgés dans la jungle, les Britanniques avaient mis au point des armes chimiques qui étaient après aspergées par voie aérienne sur la végétation. Deux produits furent mis au point ; le premier était « un liquide à base de chloroacétate de sodium »⁴³² ayant la propriété de détruire la végétation et de stériliser la zone sur laquelle il était aspergé. Le deuxième, alors encore en cours d'expérimentation, était un liquide à base d'hormones, frappant les plantes « de gigantisme » leur faisant « perdre sans les rendre toxiques toute valeur nutritive »⁴³³. Le but était, grâce à ces armes chimiques, de rendre les déplacements des insurgés,

⁴³⁰ Hack, Karl, *op. cit.*, pp. 355-356.

⁴³¹ SHD, GR/10H/1655, « Rapport du Lieutenant Armand sur son stage en Malaisie (21 Octobre - 22 Novembre 1953) », 29/11/1953, pp. 3-4.

⁴³² AMAEC, 133QO/6, dépêche n°171-AS, signée André Guibaut, adressée au Ministère des Affaires Étrangères, titrée « mesures prises contre les terroristes en Malaisie. (utilisation de produits chimiques sur la végétation dans la jungle) », 10/4/1952, pp.1-2.

⁴³³ *Ibid.*, p.3.

et leurs camps, plus facilement détectables par les forces de sécurité ainsi que de les affamer, les contraignant à se déplacer, les rendant ainsi encore plus vulnérables.

Cette méthode de combat dut être stoppée à cause de la nouvelle approche préconisée par Templer sur la relation de la Fédération avec les aborigènes. Opérons un bref retour dans le passé pour expliquer cette décision.

Durant l'occupation, le MCP avait réussi à supplanter les commerçants malais et était devenu le principal contact de ces populations avec le monde extérieur.⁴³⁴ Lors du retrait des troupes insurrectionnelles dans la jungle en octobre 1951, ceux-ci, ordonnés par une directive du comité exécutif central de septembre 1951, recrutèrent en masse parmi cette population, de manière à ce que, en 1953, plusieurs milliers d'aborigènes se trouvèrent ralliés aux communistes.⁴³⁵

Templer, ayant pris connaissance de la directive précitée de novembre 1951, mis au point une tactique de rapprochement du pouvoir malaisien avec ces populations aborigènes. L'instruction 17 de janvier 1953 envisagea « le soutien des *Orang Asli*⁴³⁶, soutien qui passerait par la construction de forts et l'incitation aux *Orang Asli* à se rapprocher d'eux [les Britanniques] »⁴³⁷. Le but était premièrement, « d'obtenir du renseignement [...] de retirer aux bandits leur principal moyen de subsistance et de protection »⁴³⁸. Cela se matérialisa donc par la construction de forts, servant de relais pour l'armée ainsi que d'héliports, mais aussi par la mise en place de compagnies isolées, divisées en sections d'une vingtaine d'hommes, patrouillant et mettant au point des embuscades et ce tout en donnant le « sentiment [aux aborigènes] d'une présence définitive ».⁴³⁹ Cette collaboration passa également par l'incorporation de guerriers Sakaï et de pisteurs Dayaks recrutés à Sarawak, ces derniers étant employés comme traqueurs, ceux-ci « arrivant à relever des traces imperceptibles et à en déduire l'origine, la direction et l'heure.) »⁴⁴⁰

⁴³⁴ Hack, Karl, *op. cit.*, p. 307.

⁴³⁵ *Ibid.*, p. 308.

⁴³⁶ Ce terme signifie littéralement « gens des origines » en malais. Ce terme englobe et désigne les populations aborigènes peuplant la Malaisie.

⁴³⁷ Hack, Karl *op. cit.*, p.310.

⁴³⁸ SHD, GR/10H/1655, « Rapport du Lieutenant Armand sur son stage en Malaisie (21 Octobre - 22 Novembre 1953) », 29/11/1953, p. 4.

⁴³⁹ *Ibid.*

⁴⁴⁰ SHD, GR/10H/1655, signé le capitaine Yves Moreau, titré « Rapport du Capitaine Moreau relatif à son séjour en Malaisie », sans date, sans destinataire, p.5.

Ainsi, les insurgés, conscients de cette volonté qu'avait le gouvernement de se rapprocher des aborigènes, camouflèrent leurs plantations sauvages situées dans la jungle les rendant indistinguables des clairières artificielles des aborigènes. Dès lors, les britanniques ne savaient plus aussi aisément discerner les infrastructures qui étaient les œuvres des insurgés de celles des *Orang Asli*, ceci rendant inutile l'emploi des armes chimiques. Une autre raison de ce recul de l'utilisation des armes chimiques en était le coût onéreux pour la Grande-Bretagne.⁴⁴¹

Cette mise à jour du plan Briggs opérée par Gerald Templer permettait-il aux Britanniques de venir à but, seuls, de l'insurrection, où alors la mise en place d'une coopération plus étendue avec la France était-elle souhaitable?

⁴⁴¹ Hack, Karl, *op. cit.*, p. 310.

Chapitre VIII : L'approfondissement tardif de la collaboration franco-britannique dans le contexte de l'aggravation de la situation militaire en Indochine

Du point de vue de la situation internationale, André Guibaut s'inquiétait toujours de l'attitude de la Chine Communiste et de sa propagande dans l'Asie du Sud-Est. Pour résumer la politique du PCC dans la région, il citait Chang Wen-Tien⁴⁴² « Les forces anti-impérialistes de tous les pays d'Extrême-Orient doivent s'unir pour résister à l'oppression de l'impérialisme et des réactionnaires; elles doivent prendre pour but la libération d'un milliard d'habitants de l'Extrême-Orient. »⁴⁴³ Il en résultait le soutien du Parti chinois aux nationalismes locaux (Radio Pékin soutenait par exemple ouvertement les actions de l'AMLN). Dans sa propagande, la Chine ne s'adressait jamais aux insurgés malaisiens en tant que Chinois (malgré qu'ils composaient l'essentiel de leurs effectifs) mais en tant que malaisiens⁴⁴⁴. Ceci permettait de faire passer l'insurrection communiste comme un mouvement national, où tout du moins comme représentatif de l'entière volonté des peuples composant le peuple malaisien, contre la puissance coloniale britannique.⁴⁴⁵

Cette politique régionale de soutien de la RPC aux mouvements de libération nationale était la même au Viêt Nam que dans la Fédération de Malaisie. Ceci conditionnant les relations franco-britannique en Asie du Sud-Est.

⁴⁴² Il fut membre du Politburo du PCC et Secrétaire Ténéral du Parti de 1935 à 1939.

⁴⁴³ AMAEC, 133QO/17, dépêche n°301-AS, signée André Guibaut, adressée au Ministère des Affaires Étrangères, titrée « Position politique des Chinois du groupe des possessions britanniques de Malaisie et de Bornéo » 30/7/1952, pp.9.

⁴⁴⁴ *Ibid.*, pp.7-10.

⁴⁴⁵ Nous avons bien vu dans le I.A en quoi cette analyse est inexacte, le mouvement communiste malaisien étant essentiellement le fait de la communauté chinoise et même surtout des immigrés de date récente.

i) La politique étrangère ambiguë du Royaume-Uni en Asie du Sud-Est

André Guibaut et Gerald Templer se rencontrèrent pour la première fois en septembre 1952, sur une invitation du second. Celle-ci faisait suite au retour d'Indochine de son officier d'ordonnance qui, grâce à son rapport sur la situation locale, l'aurait convaincu que les opérations du Tonkin constituaient une véritable guerre⁴⁴⁶ et ce, à l'inverse de l'insurrection malaisienne. Templer confia ensuite à Guibaut que le problème de l'AMLN était le même que celui du mouvement Viêt Minh, c'est-à-dire celui d'une submersion communiste dans la région d'Asie du Sud-Est.⁴⁴⁷

Ce sentiment semblait devenir de plus en plus commun dans les milieux britanniques. Un journaliste du Times regrettait notamment, dans un article dédié à Gerald Templer, le manque d'entraide des puissances occidentales en Asie du Sud-Est ainsi que la non-existence d'une stratégie globale.⁴⁴⁸

De manière conjointe, MacDonald annonçait, en réponse à la question qu'un journaliste lui posait à la suite d'une conférence qu'il avait organisée à Singapour,⁴⁴⁹ que l'éventualité d'accorder à l'Indochine une assistance directe, dans le cas où cette assistance était sollicitée, avait été examinée mais sans plus de détail.⁴⁵⁰

Pourtant, Templer, sollicité par Guibaut au sujet de la coopération franco-britannique en Asie du Sud-Est lors de l'entrevue précitée, répondit qu'il avait cherché à prendre contact avec le Jean de Lattre de Tassigny mais que celui-ci était mort le jour où leur rencontre était prévue. De manière générale, il ne voyait pas comment approfondir la collaboration au-delà de ce qui se faisait déjà (échange de renseignements, stages d'officiers, conférences internationales). Pour résumer, il était satisfait des relations conduites avec les Français et ne cherchait pas à ce qu'elles

⁴⁴⁶ AMAEC, 133QO/17, dépêche n°342-AS, « Entrevue avec le Général Templer, Haut-Commissaire de la Fédération de Malaisie. », 2/9/1952, p.2.

⁴⁴⁷ *Ibid.*, pp. 2-3

⁴⁴⁸ AMAEC, 133QO/17, dépêche n°5474-AS, signée Henri Bonnet (l'Ambassadeur de France aux États-Unis, adressée au Ministère des Affaires Étrangères, titrée « Article de la revue "Time" sur le Général Templer. », 11/12/1952, pp.2-3.

⁴⁴⁹ Le but de cette conférence était de construire et soumettre des propositions au gouvernement britannique à la suite de l'amélioration de la lutte anti-terroriste/insurrectionnelle en Malaisie, en Birmanie et aux Philippines. La crainte était que cette amélioration eut été le fruit d'un changement de tactique des communistes dans la région, privilégiant la subversion politique à la submersion militaire. Elle se déroulait conjointement avec la conférence Économique des Premiers Ministres du Commonwealth.

Cf : AMAEC, 133QO/17, f° 297 *recto*, télégrammes à l'arrivée n°181 à 184, signés André Guibaut, adressés au Ministère des Affaires Étrangères, 10/12/1952.

⁴⁵⁰ *Ibid.*, *verso*.

soient améliorées ni à outrepasser ses prérogatives (qui relevaient purement de la gestion interne de la Fédération de Malaisie) pour influencer la politique extérieure britannique dans la région.

La question des relations franco-britanniques était donc ambiguë et ceci découlait de la situation intérieure en Malaisie (dont la bonne santé économique était le principal intérêt de ces derniers dans la région) ainsi que de celle indochinoise. Les Britanniques semblaient surtout craindre, en ce qui concerne la Fédération, qu'en cas d'avènement du communisme dans le pays, les exploitations se trouvent nationalisées et collectivisées; cette appréhension s'étant particulièrement matérialisée dans la presse londonienne à la fin de l'année 1951 et au début de l'année 1952.

Pour autant, il ne semble pas que l'extension de cette entraide, souhaitée par les Français, ait réellement été à l'ordre du jour du côté Anglais. La raison en est probablement l'amélioration de la situation dans la Fédération de Malaisie, où les incidents de nature insurrectionnelle avaient baissés de 65 à 70%⁴⁵¹. Du fait de la séparation des squatteurs des soldats de l'AMLN par la déportation des premiers dans les *new villages*, les insurgés avaient perdu l'initiative ainsi que leurs contacts auprès de la population. Ils s'étaient dès lors ravisés à opérer un mouvement de recul vers les jungles du nord du pays. Leur position militaire étant précaire et le comité exécutif décida d'un changement de stratégie qui passait par un délaissement du recours à la violence armée⁴⁵² pour se focaliser sur l'établissement d'une stratégie de propagande et d'agitation politique dans les centres urbains.⁴⁵³

Les Britanniques étaient alors dans une position particulière. Si la situation intérieure était largement plus apaisée qu'auparavant, il était bien trop tôt pour que puisse être levé l'état d'alerte car la menace était encore réelle. Pourtant, la baisse des incidents rendait de plus en plus difficile sa justification auprès des populations locales. C'est alors que fut mis au point le système hybride de zones noires et blanches présenté plus tôt, qui permettait également de lâcher du lest sur les populations vivant dans des zones où la sécurité était bonne, et que l'on observa une mutation de la stratégie des forces contre-insurrectionnelles.

⁴⁵¹ AMAEC, 133QO/7, dépêche n°428-AS, signée André Guibaut, adressée au Ministère des Affaires Étrangères, titrée « Evolution de la situation intérieure », 3/11/1952, p.2.

⁴⁵² *Ibid.*, p. 6.

⁴⁵³ Le caractère très décentralisé de l'organisation du PCM et de l'AMLN a quelque peu limité ce changement de stratégie. Les insurgés du Johore furent lent à s'y soumettre. A la fin de l'année 1952 ils provoquaient autant d'incidents que le reste des insurgés réunis.

CF : AMAEC, 133QO/7, f°74, télégramme n°175, signé André Guibaut, adressé au Ministère des Affaires Étrangères, titré « Terroristes de l'État de Johore », 29/11/1952, p.2.

Celles-ci opérèrent de manière plus offensive qu'auparavant. L'augmentation des patrouilles et des attaques dans la jungle par des petites unités faisait ainsi croître le nombre d'affrontements recensés. Ceci contraignait alors les insurgés à limiter leur plan de mutation stratégique en maintenant une présence militaire sur un nombre plus important de territoires qu'initialement souhaité et permettait également de pleinement justifier le maintien de l'état d'urgence.⁴⁵⁴

Dans ces conditions, les relations franco-britanniques, dont l'initiative de l'approfondissement de leur collaboration était laissée aux anglais, ne pouvaient être très claires. Les Britanniques semblaient toujours considérer que la seule possibilité pour que l'insurrection communiste malaisienne puisse réellement menacer le gouvernement local était une aggravation de la situation régionale, aggravation qui passait surtout par une éventuelle chute du Tonkin⁴⁵⁵. Pour autant, ces considérations, manifestées de manière sporadique jusqu'au milieu de l'année 1953, ne semblaient pas être le fait d'une crainte réelle à propos de la Malaisie. Par conséquent, aucun rapprochement entre les deux pays n'était réellement visible sur la période s'étalant de 1952 à juin 1953.

Les stages d'officiers français en Malaisie et d'anglais en Indochine furent simplement maintenus et légèrement prolongés.

Il apparaît donc probable que les Britanniques considéraient pouvoir faire face seuls à l'insurrection, et qu'ils ne concevaient pas comme particulièrement probable la perte de pied des Français en Indochine. De plus, il est possible que ces rares déclarations sur l'importance de cette défense ne servaient qu'à maintenir le contact avec la diplomatie française en cas d'aggravation subite de la situation. Il ne faut pourtant pas en déduire que le rapprochement opéré entre les deux pays à la suite de l'avènement du PCC et de la défaite de Cao Bang n'ait pas été sincère du côté anglais. Néanmoins, il est possible que celui-ci, causé par cet électrochoc qui avait fait prendre conscience de la nécessité d'une régionalisation de la réponse à la menace communiste, ait stagné et finit par faire se rétracter les Britanniques et ce pour deux raisons.

Premièrement du fait de l'amélioration de la situation intérieure en Malaisie et deuxièmement en raison de celle en Indochine qui, sur l'année 1952 semblait s'enliser. Cette

⁴⁵⁴ AMAEC, 133QO/7, dépêche n° 52-AS, signée André Guibaut, adressée au Ministère des Affaires Étrangères, titrée « Situation intérieure de la Malaisie au début de l'année 1953 », 22/1/1953.

⁴⁵⁵ *Ibid.* pp.9.

année-là, le Viêt Minh n'apparût pas gagner de batailles décisives, il fut même défait au mois de décembre lors de l'importante offensive orchestrée par Vo Nguyen Giap (le chef de l'APV) à Na San. Cette victoire défensive française, dont l'importance est moindre du fait de la perte de terrain et de l'initiative par son armée sur l'année⁴⁵⁶ et la stagnation apparente de la situation indochinoise⁴⁵⁷ sur l'année, a possiblement induit les Britanniques en erreur sur la situation en Indochine, ne leur faisant pas particulièrement craindre une aggravation subite du conflit. Si cette hypothèse est exacte, nous comprenons aisément pourquoi il n'apparaissait pas nécessaire aux britanniques d'élargir la coopération militaire dans la région : se lancer dans un programme de collaboration étendu s'avérant extrêmement coûteux, ce n'était pas une décision qui aurait été prise à la légère par le gouvernement de Londres.

Il est également possible que Malcolm Macdonald était toujours persuadé de la nécessité d'agir en ce sens mais que les recommandations envoyées à Londres à la suite de la conférence de Singapour précitée n'ont jamais réussi à convaincre le Cabinet de Churchill.

ii) Les échanges d'officiers : la dimension humaine des relations franco-britanniques en Asie du Sud-Est

Les comptes rendus de stages faits par certains officiers français opérant en Indochine nous éclairent sur la nature des échanges humains entre les stagiaires et les soldats britanniques. Ceux-ci comprenaient généralement au moins une section portant sur l'accueil que leur avait réservé leurs homologues anglais. Celui-ci se voyait complété par l'exposé de leurs préoccupations et avis sur la situation militaire en Asie du Sud-Est. Ils ont malgré tout des biais inhérents à leur nature qu'il s'agit de préciser : ils ne représentent ces échanges que du point de vue français, il faudrait les confronter avec les rapports anglais étant passé en Indochine pour

⁴⁵⁶ de Folin, Jacques. « 12 - 1952-1953 : la guerre s'enlise mais s'étend au Laos », *Indochine (1940-1955). La fin d'un rêve*, Paris, Perrin, 1993, p. 221.

⁴⁵⁷ Pour Ivan Cadeau, l'emprise du Viêt-Minh dans le Tonkin s'avérait plus considérable que le commandement français ne le supposait, mais, pour autant, ces derniers n'étaient pas encore assez puissants pour prendre la zone non plus.

Cf : Cadeau, Ivan. « La guerre du pays thaï : la perte définitive de l'initiative », *La guerre d'Indochine. De l'Indochine française aux adieux à Saigon. 1940-1956*, sous la direction de Cadeau Ivan, Tallandier, 2015, pp. 385-386.

avoir une vision moins partielle des relations entre les armées des deux pays dans la région. Il en découle notamment que les sujets de discussions qui sont rapportés dans ces rapports sont généralement relatifs à l'opinion qu'avaient les Anglais de l'action française en Indochine, plus que sur la situation en Malaisie.

Les impressions laissées par les officiers stagiaires sur leur accueil par l'armée britannique ne diffèrent pas sur les rapports étudiés, et ce sur la période 1952-1954. Il était toujours présenté comme excellent : le lieutenant-colonel Chalandon (le directeur des écoles des forces armées du Viêt Nam) s'exprimant en ces termes « la mission a été l'objet tout au long du voyage d'un accueil chaleureux. »⁴⁵⁸ et le capitaine des transmissions Pierre Crousillac allait dans le même sens : « Ils sont restés [les stagiaires] tout le temps des hôtes accueillis dans d'excellentes conditions de confort et dans une ambiance extrêmement [sic] cordiale. »⁴⁵⁹

Le moment où cette bonne entente se voit être détaillée est la plus apparente dans la description des discussions menées entre les officiers, dans le *mess*⁴⁶⁰. Là encore, le compte-rendu de Pierre Crousillac est le plus détaillé sur la question. Il y consacra une annexe entière, ce qui s'avère peut-être être un signe de l'importance qu'accordait l'armée française à l'état de ses relations avec leurs homologues britanniques, au milieu de l'année 1952, c'est-à-dire à une période où l'enthousiasme anglais d'une extension de leur collaboration avec l'armée française dans la région semblait s'essouffler. Cet officier est dithyrambique, d'après lui, ils considéraient l'Indochine comme « le [sic] Clef de voute [sic] du Sud-Est-Asiatique et que le combat mené au TONKIN est d'importance primordiale [sic]. »⁴⁶¹⁴⁶² Les exposés faits par les

⁴⁵⁸ SHD, GR/10H/1655, « Rapport concernant la visite des et centres d'entraînement des unités malaises », 9/4/1953, p.4.

⁴⁵⁹ SHD, GR/10H/1887, « Rapport du Capitaine des Transmissions Crousillac Pierre désigné pour accomplir un stage en Malaisie du 27/4/1952 au 17/5/1952 », 28/7/1952, p.1.

⁴⁶⁰ La cantine des officiers

⁴⁶¹ Ibid. « Annexe V QUELQUES CONSIDERATIONS [sic] SUR L'AMBIANCE DE L'ARMEE [sic] BRITANNIQUE / QUELQUES OFFICIERS ET CIVILS RENCONTRES [sic] », p. 7.

⁴⁶² Notons que les qualités rédactionnelles de l'officier sont médiocres, ce qui se trouve éclairé par un rapport de décembre 1951 où le Général Babet (Le Commandant des Transmissions du Général d'Armée, dans le même corps que Crousillac donc) déplorait le faible niveau d'instruction de ses troupes. Par exemple, sur une Dictée de « 15 lignes avec texte facile [sic]. [...] aucun ne commet moins de 5 fautes » et 19/26 des évalués (soit 73%) en commettaient soit plus de 20 (15) ou ne savent pas écrire (4). Il conclut que des élèves acceptés aux stages en Malaisie fourniraient « des copies de messages difficiles à lire ». Ce qui pose la question du niveau d'instruction des soldats français en Indochine.

Cf : SHD, GR/10H/1882, fiche non numérotée, signée le général Babet, adressée à Jean de Lattre de Tassigny, « Fiche sur la valeur intellectuelle et l'instruction élémentaire de 26 hommes de troupe (infanterie) récemment affectés aux F.T.C.V. et testés en vue d'apprécier leur aptitude à l'emploi d'opérateur radiotélégraphistes. », 15/12/1951.

officiers britanniques stagiaires en Indochine à leur retour en Malaisie contribuaient pour beaucoup à ces considérations : en effet, ceux-ci rapportaient généralement que la situation en Indochine était celle d'une vraie guerre alors que l'état d'urgence malaisien était d'abord perçu comme une opération policière et politique. Les soldats déploraient notamment la faible efficacité des offensives dans la jungle, ainsi que leur maigre importance dans l'effort apporté à la répression du mouvement insurgé. Nous pouvons noter en ce sens qu'en 2 jours de patrouilles auxquels avait participé le capitaine Yves Moreau (le chef du 3^{ème} bureau des Troupes Aéroportées Nord (TAPN))⁴⁶³, un seul insurgé fut abattu, par hasard, ceux-ci ayant généralement le temps de désertir leurs camps de fortune avant que les forces de sécurité réussissent à s'en emparer.⁴⁶⁴

Il ressort également que l'action américaine en Asie du Sud-Est était perçue d'un mauvais oeil par les anglais⁴⁶⁵, le lieutenant Armand parlant même de réflexions assez violentes.⁴⁶⁶

Ces rapports de stages nous renseignent aussi sur ce qui intéressait l'armée française en Malaisie, du point de vue purement militaire. Sur ce sujet là, les rapports sont tous différents. Cela est notamment dû au fait que les officiers stagiaires n'appartenaient pas tous au même corps d'armée, que la situation diplomatique entre la France et le Royaume-Uni évolua sur la période et de même pour la situation militaire en Indochine et en Asie du Sud-Est.

Pierre Crousillac, officier spécialisé dans les transmissions, s'était attardé dans son rapport sur le détail des troupes anglaises de la Fédération spécialisées dans ce secteur et sur les infrastructures correspondantes, pour conclure sur l'état général du système des transmissions sur le territoire. Les rapport du lieutenant Armand, un parachutiste, eux, délaissèrent cet aspect pour se focaliser sur la question des techniques de parachutage dans les arbres du 22^e régiment des SAS. (Voir annexe n°9 p. 152)

⁴⁶³ SHD, GR/10H/1882, note de service n°03287/TAP/3, signée le colonel Jacques Pâris de la Bollardière (commandant les troupe aéroportées en Indochine), titrée « État des officiers volontaires pour suivre le stage en Malaisie et à Hong-Kong (avril - mai 1953) », 10/4/1953.

⁴⁶⁴ SHD, GR/10H/1655, « Rapport du Capitaine Moreau relatif à son séjour en Malaisie », 4/12/1953, p.5.

⁴⁶⁵ SHD, GR/10H/1882, « Rapport du Capitaine des Transmissions Crousillac Pierre désigné pour accomplir un stage en Malaisie du 27/4/1952 au 17/5/1952 », p.7.

⁴⁶⁶ SHD GR/10H/1655, « Rapport du Lieutenant Armand sur son stage en Malaisie (21 Octobre - 22 Novembre 1953) », 29/11/1953, p.6.

Le choix même des officiers stagiaires s'opérait selon leur corps d'armée (ou arme d'appartenance), Marcel Carpentier, alors commandant en chef des forces armées d'extrême-orient (FAEO) demandait bien de préciser l'unité d'affectation et l'arme d'appartenance aux candidats à un stage en Malaisie, ce qui constituait deux des cinq critères de sélection au stage.⁴⁶⁷ Ce choix de stagiaire par arme n'était pas anodin car il peut nous témoigner des paramètres précités (les liens franco-britanniques et la situation en Indochine).

Il n'est alors pas étonnant que Pierre Crousillac ait été choisi pour faire un stage en 1952, celui-ci arrivant quelques mois après une conférence sur la « défense du sud-est-asiatique à laquelle participa [...] le Maréchal de Lattre de Tassigny » qui avait été préparée par un colonel britannique des transmissions⁴⁶⁸. De même, nous observons que les stages d'officiers focalisés purement sur les techniques de combat de jungle (l'atterrissage dans les arbres par exemple) se sont déroulés à la fin de l'année 1953 et au début de l'année 1954; à une période où la situation militaire en Indochine s'était considérablement aggravée pour les français et où, conséquemment, la perspective d'une défense quinpartite de l'Asie du Sud-Est semblait se matérialiser. Dans ces conditions, une étude approfondie des techniques britannique de combat dans la jungle ne pouvait être que bénéfique.

iii) L'aggravation progressive de la situation en Indochine et la mise en place des Conférences des cinq puissances.

Vers la fin du mois d'avril 1953, l'armée de l'APV pénétra dans le Laos, menaça la plaine des Jarres et attaqua Luang Prabang. Cette offensive tourna court dès le début du mois suivant⁴⁶⁹. Si cet événement posa néanmoins la question de la défense du Laos, qui, pour des questions géopolitiques a toujours été fidèle à la France, cette offensive fut une défaite pour le Viêt Minh.

Pourtant, la presse anglophone de Malaisie sembla catastrophée par cet événement. La United Press craignait que l'éventuelle chute de Luang Prabang eut pu « influencer la situation militaire en Malaisie, la Chine pouvant lui fournir du matériel de guerre à travers la frontière

⁴⁶⁷ SHD, GR/10H/1882, note de service n°2194/FAEO/3.I/S, signée Jean Landouzy, adressée au commandement des transmissions, titrée « Stage d'Officiers Français en Malaisie. », 11/8/1950, p.1.

⁴⁶⁸ SHD, GR/10H/1887, « Rapport du Capitaine des Transmissions Crousillac Pierre désigné pour accomplir un stage en Malaisie du 27/4/1952 au 17/5/1952 », « Annexe IV (2) Transmissions », p.11.

⁴⁶⁹ de Folin, Jacques, *op. cit.*, pp. 233-234, et Cadeau, Ivan, *op. cit.*, 2015, pp. 416-417

Nord-Ouest de L'Indochine et la Thaïlande. »⁴⁷⁰ Le Singapour Standard réclamait que les Français augmentassent leurs moyens et prissent les mesures politiques nécessaires pour lutter contre les troupes d'Hô Chi Minh.

Du point de vue de la diplomatie britannique, nous apprenons que MacDonald présidait de nombreuses conférences sur la situation en Indochine et ses répercussions possibles sur la région, la Thaïlande étant le pays le plus étudié du fait de sa proximité avec la Malaisie et « des accusations que la Chine communiste aurait portées sur la Thaïlande. »⁴⁷¹

La principale crainte du côté anglais était celle de la volonté française d'atteindre un compromis avec les communistes vietnamiens. Pour Templer, on ne pouvait « envisager avec Hô Chi Minh [...] qu'une paix imposée », une telle paix aurait été, pour lui, synonyme d'une victoire des révolutionnaires vietnamiens et donc *in extenso* dangereuse pour la Malaisie et l'Asie du Sud-Est⁴⁷². Cette crainte, qui semblait partagée par les services diplomatiques britanniques de Malaisie⁴⁷³, naquit probablement du fait de la montée en popularité de Pierre Mendès France qui, dès le mois de mai 1953 soutenait qu'une victoire militaire française n'était pas possible et que, par conséquent, il était nécessaire de négocier avec le Viêt Minh. Ceci se vu accru par la lassitude de l'opinion publique⁴⁷⁴ et la mort de Staline. Ainsi, « le nouveau gouvernement de Laniel (président du Conseil)-Bidault (ministre des Affaires étrangères) - parvenu au pouvoir en juin 1953, après trente-six jours d'une énième crise politique - risquait de vouloir concrétiser rapidement une telle aspiration. »⁴⁷⁵ ⁴⁷⁶ C'est d'ailleurs à ce moment-là que l'hypothèse d'une intervention américaine commença à émerger et que l'on observe un rapprochement des puissances occidentales discutant de l'éventualité d'une défense commune de l'Asie du Sud-Est.

⁴⁷⁰ AMAEC, dossier 133QO/18 (Politique extérieure, dossier général (1/1953 - 9/1954)), télégramme à l'arrivée n°53, adressé au Ministère des Affaires Étrangères, titré « Depuis quelques jours, les journaux locaux publient, en première page, les informations relatives à la guerre d'Indochine. » , 29/4/1953, p.1.

⁴⁷¹ *Ibid.*, p.3.

⁴⁷² AMAEC, 133QO/18, dépêche n°517-AS, signée Raymond Boyer de Sainte-Suzanne, adressée au Ministère des Affaires Étrangères, titrée « Visite au Général TEMPLER », 1/12/1953, p.5.

⁴⁷³ AMAEC, 133QO/18, dépêche n°561-AS, signée Raymond Boyer de Sainte-Suzanne, adressée au Ministère des Affaires Étrangères, titrée « Autour des entretiens de Mallaig. », 26/12/1953, pp.3-4.

⁴⁷⁴ En février 1954 « 18% des Français s'étaient prononcés en faveur du retrait; 42% pour des négociations; contre seulement 7% pour le renforcement du Corps expéditionnaire et 29% sans opinion. »

Cf : Pierre Journoud, *Điện Biên Phủ – La fin d'un monde*, Paris, Vendémiaire, 2019, p.161.

⁴⁷⁵ *Ibid.*, pp. 161-162

⁴⁷⁶ Le fait que le gouvernement de René Mayer venait de chuter et que 19 s'étaient succédé depuis la proclamation de la IV^e République, ne devait certainement pas contribuer à rassurer britanniques et américains.

En juin 1953, une conférence quinquipartite⁴⁷⁷ d'État-Majors étudiant les modalités d'une défense commune de l'Asie du Sud-Est fut organisée.⁴⁷⁸ L'essentiel des discussions sembla se porter sur la question de la défense de l'Indochine et sur l'étude de l'éventualité d'un renforcement de son armée en cas d'offensive sino-vietminh. Il avait été conclu que, dans le cas où cette hypothèse se réalisait, la première phase de la défense ne se ferait qu'avec les moyens terrestres de l'armée franco-vietnamienne, dont l'objectif était de la ramener dans le réduit de Haiphong. La préparation de cette défense nécessitait « l'exécution préalable d'un certain nombre de travaux (infrastructures aériennes, aménagements portuaires, améliorations des moyens de communications, accroissement des capacités de stockage etc.). »⁴⁷⁹

Des discordes se faisaient néanmoins ressentir, les anglais refusaient par exemple de contribuer à la défense du Siam dans son intégralité, n'acceptant de défendre que le quart méridional du pays⁴⁸⁰. Cette position rendait susceptible aux armées françaises, situées dans le Tonkin, d'être contournées et prise de dos par le Siam en atteignant le cours du Mékong.⁴⁸¹

Lors de la deuxième conférence, qui elle s'était déroulée en septembre, les Britanniques se prononcèrent contre le renforcement de la Birmanie par toute arrivée de troupe et voulaient, à la place, mobiliser sa défense uniquement dans l'isthme de Kra⁴⁸². (voir annexe n°10 p. 160) Cette position, encore plus radicale que celle affichée à la précédente conférence, provoqua la désapprobation de l'État-Major français qui arguait que cette stratégie laissait aux « défenses alliées du Sud-Est Asiatique [...] un flanc largement découvert où les forces chinoises pourraient aisément progresser pour tourner les positions de l'Union Française. »⁴⁸³

La troisième conférence qui eut lieu du 21 septembre au 2 octobre 1953 à Pearl Harbor n'a pas abouti à des différences substantielles de celles précédentes. Pour résumer, la France

⁴⁷⁷ La France, le Royaume-Uni, les États-Unis, l'Australie et la Nouvelle-Zélande étaient réunis.

⁴⁷⁸ Il nous a été impossible de consulter le compte-rendu de cette conférence, les seules informations dont nous disposons sur celle-ci proviennent des séances suivantes, réunies en octobre, en février 1954 et Juin de la même année.

⁴⁷⁹ ANOM série 1 HCI (Cabinet d'Indochine), sous-série relations extérieures, carton 189 (Conférences de Pearl Harbor et de renseignement à Saïgon), Télégramme n° 32005, signé Maurice Dejean (ambassadeur de France en Indochine), adressé au Ministère des États Associés, 7/11/1953, p.2.

⁴⁸⁰ Zone qui se trouvait être la zone frontalière à la Malaisie. Cette position montre bien la volonté des Britanniques de se soucier avant tout de leur colonie.

⁴⁸¹ ANOM 1 HCI 189, Télégramme n° 32005, 7/11/1953, p.3.

⁴⁸² L'isthme de Kra est une étroite bande de terre qui relie le sud de la Thaïlande et la Fédération de Malaisie au reste de l'Asie du Sud-Est. La volonté britannique de focaliser sa défense sur le seul point d'accès terrestre, pour les Chinois, à la Malaisie, est encore un signe de la volonté de l'État-Major britannique de ne se préoccuper seulement du sort de sa juteuse colonie.

⁴⁸³ ANOM 1 HCI 189, Télégramme n° 32005, 7/11/1953, p.4.

voulait toujours focaliser sa défense sur le nord de l'Indochine, au Tonkin, alors que les Britanniques misaient sur le Sud de la Thaïlande. Les deux puissances restaient campées sur leurs positions et la manière dont se déroulaient ces conférences limitaient la possibilité d'atteindre un compromis. Le représentant français à la conférence, le colonel René Lennuyeux, dans son rapport, reprochait à celles-ci d'être dépourvues de toute discussion sur l'opportunité des lignes d'actions présentées par les États-Major. D'après lui, il en découlait ainsi le fait que les points de vues de chacun n'étaient pas confrontés, ce qui empêchait de dégager de l'ensemble de ces travaux les bases d'une politique militaire coordonnée dans le Sud-Est Asiatique.⁴⁸⁴ De plus, il faisait remarquer qu'il était impossible, par manque de moyens financiers et humains, de suivre toutes ces lignes d'actions prévues simultanément.

Cette constatation fut apparemment commune à tous les représentants étant donné qu'il fut décidé, à la fin de la conférence, d'en programmer une nouvelle. Celle-ci eu lieu le 15 février 1954 à Singapour, et avait pour but d'étudier « les interférences entre les diverses lignes d'action précédemment envisagées, et les problèmes de Commandement qui en résultent, et de tenter une synthèse de ces lignes d'action. »⁴⁸⁵

Néanmoins, si cette conférence a failli à son objectif de permettre une défense commune de l'Asie du Sud-Est, elle n'est pas inintéressante au regard de l'importance prise par les États-Unis dans la région.

En effet, la deuxième phase de la défense de l'Indochine, le plan « Navarre », venait d'être approuvée par ladite conférence. Celui-ci prévoyait « une reprise offensive des opérations [depuis Haïphong] en vue de rétablir, au minimum, l'intégrité des frontières de l'Union Française en coupant les itinéraires de pénétration chinoise en Indochine d'abord par la reprise de Hanoi puis par l'extension de notre dispositif d'interception jusqu'à Yen-Bay et enfin par la conquête de Vinh. »⁴⁸⁶ Ce plan, nécessitant pour Navarre une politique interalliée, la question du commandement de ces troupes se posa.

⁴⁸⁴ ANOM 1 HCI 189, rapport du Colonel Lennuyeux (Chef de la Délégation française à la Conférence d'État-Major de Pearl-Harbor), sans destinataire précisé, 12/10/1953, p. 2.

⁴⁸⁵ *Ibid.*, p.3.

⁴⁸⁶ ANOM 1 HCI 189, Télégramme n° 32005, 7/11/1953, p.2.

Pour Navarre, 13 divisions supplémentaires ainsi que la fourniture d'un conséquent appui aérien était nécessaire au bon déroulement de ce plan. L'aide américaine passait alors pour inévitable, celui-ci nécessitant l'arrivée de troupes de Tchang-Kaï-Tchek au Tonkin (le Kuomintang étant soutenu par les USA). Deux craintes naissaient de cette perspective : premièrement que les nationalistes chinois ne se servissent de la position du Haut-Tonkin pour mener une offensive en Chine, rendant alors encore plus instable la région ; la deuxième crainte était de voir la France se faire déposséder de ses prérogatives en Indochine. La France ne pouvant pas permettre le débarquement « et le déploiement de 330.000 hommes. [...] Ils [les travaux destinés à permettre leur débarquement] ne pourraient donc être exécutés qu'avec l'argent et, sans doute, sous le contrôle des Américains. »⁴⁸⁷ Maurice Dejean conclut ainsi :

« L'accord que nous pourrions conclure à cet égard avec les États Unis [sic] aurait donc le double inconvénient de permettre à nos alliés de prendre pied au Vietnam sans nous valoir en échange aucune contrepartie. L'importance des sacrifices financiers impliqués par ces travaux justifierait peut-être le maintien de cette présence américaine au-delà des hostilités alors que notre politique en matière de bases n'a pas encore été définie. »⁴⁸⁸

De plus, la position finale de la conférence au sujet du commandement interallié des forces de défense de l'Asie du Sud-Est rendait manifeste la montée en puissance des États-Unis (libérés de la guerre de Corée) dans la région. Durant la première phase de cette éventuelle offensive sino-vietminh, le commandement des forces de défense devait revenir à la France pour le théâtre indochinois et passait sous la houlette de Washington pour « toutes les Forces Navales et Aériennes agissant à son profit [de l'Indochine] direct ou indirect. »⁴⁸⁹

Pour la deuxième phase, ce commandement interallié devait être organisé au fur et à mesure de l'arrivée des renforts. Cette question semblait avoir été évacuée du fait de son caractère extrêmement sensible d'un point de vue politique, les Américains préférant être discrets sur la question.⁴⁹⁰

Pourtant, ce sujet devait revenir sur la table à la conférence suivante, il posait le problème de la volonté de la France de ne pas se voir déposséder de son commandement en Indochine et

⁴⁸⁷ *Ibid.*, p.4.

⁴⁸⁸ ANOM 1 HCI 189, Télégramme n° 32005, 7/11/1953, p.4.

⁴⁸⁹ ANOM 1 HCI 189, Rapport du Général Navarre sur la Conférence de Pearl-Harbor, 29/1/1953, p.5.

⁴⁹⁰ ANOM 1 HCI 189, rapport du Colonel Lennuyeux, p. 3.

du refus des britanniques d'accepter des troupes extérieures au Commonwealth dans leur défense de la péninsule malaisienne par l'isthme de Kra. Cette posture provenait de la conviction qu'avait l'État-Major britannique de pouvoir défendre seul sa colonie⁴⁹¹ et du fait qu'elle voulait avoir les mains libres. Ceci déplaisait fortement à Navarre qui craignait la menace faite aux armées indochinoises par le flanc ouvert en Thaïlande.

Pour résumer, cette conférence fit apparaître au grand jour les dissensions existantes entre les États-Majors français et anglais. La France, dont l'opinion publique et politique commençait à se lasser de ce conflit qui s'enlisait, voulait probablement bénéficier d'une aide extérieure afin d'accélérer l'arrivée d'une bataille victorieuse, celle-ci permettant d'avoir un avantage lors de pourparlers de paix avec le Viêt Minh. Les Britanniques, eux, ne semblaient se soucier que du sort de la richissime Malaisie, dont la perte aurait été un désastre économique.

Dans cette situation, toute défense commune de l'Asie du Sud-Est paraissait peu envisageable. Cela permit aux États-Unis, qui étaient favorables à la défense prioritaire du Tonkin, de se poser en puissance médiatrice et de prendre l'ascendant durant le déroulé des conférences. La prochaine, se déroulant à Singapour, en février 1954, était capitale, la question du commandement interallié et de la défense de la Thaïlande étant à l'ordre du jour, pour la formation d'une coalition occidentale dans la région.

⁴⁹¹ Ils admettaient ouvertement, qu'en cas d'attaque sino-vietminh, la Birmanie était laissée à son sort. Cf : *Ibid.*, p.5.

Chapitre IX : Le début de la constitution d'un bloc atlantiste en Asie du Sud-Est (1954)

L'année 1954 fut ambivalente du point de vue occidental quant à la situation en Asie du Sud-Est. La situation malaisienne semblait alors être en nette amélioration, mais, à l'inverse, la guerre d'Indochine tournait définitivement à l'avantage du Viêt Minh avec la défaite française de Điện Biên Phủ survenue au mois de mai. Après avoir présenté la situation intérieure malaisienne et la conférence de Singapour de février 1954, nous analyserons la manière dont cette ultime débâcle et les Accords de Genève qui ont suivi ont affecté la politique britannique dans la Fédération ainsi que sa diplomatie en Asie du Sud-Est.

i) 1954 : le début du long déclin de l'AMLN

La situation intérieure de la Fédération de Malaisie s'était grandement améliorée depuis le début de l'insurrection, elle était désormais incomparable avec celle qui prédominait en 1951, année où les incidents causés par l'armée du PCM étaient les plus nombreux. En effet, cette année-là 6.082 incidents terroristes furent recensés, contre 1.077 en 1954.⁴⁹²

Les impressions contemporaines n'étaient pas foncièrement différentes. Raymond Boyer de Sainte-Suzanne (le nouveau consul de France à Singapour), lors d'un voyage passé en février 1954 à Ipoh⁴⁹³ et à Penang⁴⁹⁴, fit état du fait que les secteurs de danger étaient « rares, épars, éloignés des grandes routes et proches de la jungle. »⁴⁹⁵ Il ajoutait que la circulation était redevenue normale le jour et même durant les premières heures de la nuit. Il conclut en arguant que la vie n'était, de manière générale, pas particulièrement altérée par les événements, sauf en de rares endroits. Elle était « sauf exception, plus ou moins gênée ». ⁴⁹⁶

⁴⁹² Hack, Karl, *op. cit.*, p. 457.

⁴⁹³ C'est la capitale du Perak.

⁴⁹⁴ C'est une île située entre le Perak et l'État du Kedah, au Nord-Ouest du pays.

⁴⁹⁵ AMAEC, 133QO/7, dépêche n°99-AS, signée Raymond Boyer de Sainte-Suzanne, adressée au Ministère des Affaires Étrangères, titrée « Voyage à Ipoh et à Penang », 19/2/1954, pp.2.

⁴⁹⁶ *Ibid*, pp.2-3.

Dans cette situation, le pays nécessitait moins d'être dirigé d'une main de fer. Londres décidait alors du remplacement de Templer, et ce probablement à la satisfaction du concerné. Templer, qui était un militaire de formation, avait en effet fait part à André Guibaut de sa frustration quant à la manière dont devait être gérée la réponse contre-insurrectionnelle, celle-ci se basant moins sur l'action militaire que politico-policrière.⁴⁹⁷ Il déclara notamment, qu'il « lui serait plus facile d'annihiler de véritables armées que de neutraliser une poussière d'ennemis disséminée sur toute l'étendue du territoire. »⁴⁹⁸

Il fut remplacé par son adjoint, Sir Donald MacGillivray, un homme présenté comme un bon administrateur et un homme mesuré, ce qui contrastait avec le tempérament de feu de Templer. C'était un civil, ce qui signifie que le nouveau directeur des opérations était moins subordonné à MacGillivray, qu'il l'était avec son prédécesseur.⁴⁹⁹ Ce choix témoignait de la situation intérieure à la Fédération de Malaisie en 1954 : le mouvement insurrectionnel, toujours vivant certes, était confiné dans la jungle, et la vie civile semblait être retournée à la quasi-normalité. La situation était donc beaucoup plus ambivalente qu'au début du conflit, où les zones de présence des forces de l'AMLN se trouvaient déjà principalement dans la jungle et à sa bordure mais où les insurgés possédaient une grande capacité de projection. Cette capacité leur permettant d'attaquer des secteurs où ils n'étaient pas implantés, comme des aires urbaines ou les grandes routes. Cette situation, dont l'intensité a culminé en 1951, justifiait de confier la direction du pays à un homme cumulant les charges administratives et militaires.

La situation étant en 1954 différente, le haut-commissaire n'avait plus qu'à se focaliser sur l'accès du pays à l'autonomie. Par conséquent, il était également logique que le directeur des opérations retrouve son autonomie originelle.

Cela ne signifiait pas pourtant que la réponse contre-insurrectionnelle allait substantiellement changer, les systèmes de *new villages*, de *Home Guard* et de zones noires et blanches furent conservés ainsi que la stratégie de Templer de la carotte et du bâton.

⁴⁹⁷ AMAEC, 133QO/17, dépêche n°352-AS, « Entrevue avec le Général Templer, Haut-Commissaire de la Fédération de Malaisie. », 2/9/1952, pp.2.

⁴⁹⁸ *Ibid.*, pp.4.

⁴⁹⁹ AMAEC, 133QO/18, dépêche n°7-AS, signée Raymond Boyer de Sainte-Suzanne, adressée au Ministère des Affaires Étrangères, titrée « Départ du Général TEMPLER », 5/1/1954, pp. 4-6.

L'action administrative se focalisait donc sur la question de l'autonomie de la Malaisie, que les partis asiatiques réclamaient de plus en plus pressamment⁵⁰⁰. MacGillivray agit en ce sens et inclut de manière progressive les populations locales dans l'administration du pays. Ainsi, il élargit l'accès aux comités de guerres à l'échelon de l'État et du district à des civils et notables locaux, et ajouta, en octobre 1954, des figures politiques malaisiennes importantes à son conseil de direction des opérations.⁵⁰¹ Cette *malayanisation* se fit progressivement, jusqu'à l'accès de la Malaisie à l'indépendance (dans le cadre du Commonwealth) et la fondation de la nation malaisienne le 31 août 1957.⁵⁰²

Conjointement, les militaires continuaient leur stratégie d'attrition dans la jungle. Les insurgés devenaient progressivement de plus en plus isolés, ayant même perdu le soutien des aborigènes. Ils étaient devenus incapables de se projeter et se trouvaient confinés en bordure de la frontière siamoise. Cette zone étant la seule encore sous réelle tension, ceci expliquait la crispation de la position britannique au sujet de la défense de l'isthme de Kra lors des conférences quinqupartites. En cas d'offensive sino-vietminh, si cette zone venait à être attaquée et prise, cette force coalisée pourrait directement soutenir les forces de l'AMLN. La conférence de Singapour du 15 février 1954 devait permettre aux puissances occidentales présentes en Asie du Sud-Est de trouver un accord relatif à une défense commune de la région.

ii) La conférence quinqupartite de Singapour du 15 février 1954 : la manifestation de des intérêts opposés des Britanniques et des Français en Asie du Sud-Est

Les directives auxquelles devaient se soumettre la délégation française à la Conférence de Singapour furent établies cinq jours plus tôt, lors d'une réunion organisée à Saïgon. Celle-ci réunissait René Pleven, le ministre de la Défense Nationale, assisté du général Henri Navarre (commandant en chef des troupes françaises en Indochine) et d'autres personnalités. Ces directives étaient au nombre de quatre :

La première était relative à la définition technique des critères d'agressions, ce sujet devant être remis sur la table des discussions. La deuxième directive préconisait des réponses

⁵⁰⁰ AMAEC, 133QO/18, dépêche n°390-AS, signée Raymond Boyer de Sainte-Suzanne, adressée au Ministère des Affaires Étrangères, titrée « Installation à Kuala Lumpur du nouveau Haut Commissaire, Sir Donald MacGILLIVRAY. », 8/6/1954, pp.4-6.

⁵⁰¹ Komer. R, W, *op. cit.*, p.32.

⁵⁰² Hack, Karl, *op. cit.*, p. 15.

d'ordre purement technique aux questions relatives à la conduite de la défense contre une éventuelle agression chinoise dans l'Asie du Sud-Est. De plus, la délégation devait rappeler que les solutions adoptées et présentées ne pouvaient engager le gouvernement français.

Troisièmement, il était, pour le commandement français, inutile qu'une autre réunion d'État-Major soit tenue avant qu'une conférence des représentants militaires ne soit organisée. Pour finir, les représentants français devaient demander à ce que des officiers des États-Majors des États Associés d'Indochine puissent être autorisés à participer à ces réunions.⁵⁰³

Encore une fois, cette conférence d'État-Major sembla plus se focaliser sur le danger que représentait une offensive chinoise ou sino-vietminh en Asie du Sud-Est que sur l'action des mouvements nationaux (APV, AMLN) déjà existants. Ainsi, la question de la défense commune de l'Asie du Sud-Est fut étudiée sur une échelle de temps relativement longue, repoussant la réunion suivante au mois de septembre 1954⁵⁰⁴. De plus, elle n'amenait aucune solution au sujet de la question de l'organisation d'un commandement interallié. La demande française de réunion des représentants militaires fut également rejetée; la justification étant qu'il « était préférable d'attendre que les Hautes Autorités Nationales se saisissent elles-mêmes des questions QUINPART [les questions relatives aux réunions quinpartites]. »⁵⁰⁵

Pourtant, un accord semblait avoir été trouvé sur la priorité de la défense du Tonkin. Cette zone devenait donc explicitement prioritaire pour les puissances occidentales et ce devant la Malaisie. Le Haut-Tonkin fut donc considéré comme la plus importante stratégiquement du fait de sa proximité avec la Chine. Ceci, combiné avec la forte emprise du Viêt Minh dans la région au début de l'année 1954, expliquait ce choix.⁵⁰⁶

En revanche, il était également convenu que si l'Indochine chutait, la défense de la Malaisie devenait la nouvelle nécessité⁵⁰⁷, celle-ci devant être défendue à tout prix. Ce choix se trouvait justifié par le fait qu'elle était considérée comme un lien essentiel dans la chaîne de défense « sécurisant les aires de l'Océan Pacifique ». La position stratégique du détroit de

⁵⁰³ ANOM 1 HCI, carton 345 (Conférences du sud-est asiatique et de Singapour), Note N°102/EMIFT/EGP, sans auteur précisé, adressé au Général Ély (Chef d'État-Major Général des Forces Armées), 16/2/1954, pp.1-2.

⁵⁰⁴ ANOM 1 HCI 345, fiche n°302/EMIFT/EGP, signée le Colonel Lennuyeux (en sa fonction de Chef du Bureau des Études Générales et des Plans), adressée au Général Ély, 21/5/1954, p.3.

⁵⁰⁵ *Ibid.*, p.1.

⁵⁰⁶ ANOM 1 HCI 345, Rapport des Officiers d'État-Major aux Représentants des Cinq Puissances : Texte Anglais , 17/3/1954, pp.5-6.

⁵⁰⁷ *Ibid.*, p.6.

Malacca permettant notamment le contrôle de l'entrée sud de la mer de Chine méridionale. Elle pouvait également procurer une base en Asie d'où les alliés pouvaient lancer des opérations de soutien.⁵⁰⁸

Le bilan de cette conférence pouvait dès lors difficilement être considéré comme satisfaisant pour quelque partie que ce soit. Elle ne pouvait l'être pour la France dont la situation en Indochine allait basculer, ni pour les Britanniques pour qui la discussion de la question relative à la défense de la Thaïlande (Siam) avait été repoussée à la réunion suivante. Le choix même d'une défense de l'Indochine uniquement focalisée sur le Tonkin était contestable à la vue du « caractère généralisé qu'a[vait] pris la lutte en Indochine en février 1954. »⁵⁰⁹

D'autant plus que, s'il y eut de manière certaine une collaboration sino-vietminh contre l'armée franco-vietnamienne, celle-ci ne se matérialisa pas, contrairement à ce que les États-Majors participant à ces réunions craignait, par une présence directe de l'APL en Asie du Sud-Est.⁵¹⁰ À la place, l'aide de la Chine sembla se limiter à la formulation de conseils stratégiques et tactiques aux cadres et dirigeants vietnamiens et à la fourniture d'une aide matérielle conséquente^{511 512}.

De toutes manières, la conférence suivante, devant se tenir à Melbourne en septembre 1954, fut avancée à cause de la défaite française de Điện Biên Phủ, celle-ci ayant accéléré le déroulé des évènements.

iii) Điện Biên Phủ : la dernière grande défaite française en Indochine

Si la guerre d'Indochine n'est pas le sujet de notre étude, une brève présentation de la bataille de Điện Biên Phủ est nécessaire au regard de son importance sur la suite de la conduite de la politique internationale des puissances occidentales de la région d'Asie du Sud-Est et sur le devenir des relations franco-britanniques en Malaisie.

⁵⁰⁸ *Ibid.*, Annexe C, pp.6.

⁵⁰⁹ Journoud, Pierre, *op. cit.*, p.101.

⁵¹⁰ SHD, GR/10H/295, dossier 2, « QUINPART en Malaisie », Pièce n°6, sans date, sans auteur, p. 1.

⁵¹¹ Journoud, Pierre, *op. cit.*, p. 118.

⁵¹² L'appréciation de l'étendue de cette collaboration restera approximative tant que les archives chinoises et vietnamiennes resteront inaccessibles.

Cf : *Ibid.*, p.96.

Điện Biên Phủ fut réoccupé par les Français 6 mois plus tôt, le 20 novembre 1953, lors de l'opération Castor, la plus grande opération aéroportée de la guerre d'Indochine.⁵¹³ La plaine de Điện Biên Phủ était située au cœur d'une région montagneuse, cette zone étant propice à la circulation de blindés et au développement d'un terrain d'aviation et son occupation. Sa fortification, la plaine étant transformée progressivement en véritable base aéroterrestre, était apparue à Henri Navarre comme la moins mauvaise solution pour défendre le Laos, qui était investi depuis l'attaque de Luang Prabang.⁵¹⁴

La bataille fut longue et se déroula en vagues successives, s'étalant du 13 mars 1954 au 7 mai, dont l'APV sortit vainqueur. Il fallut certes attendre les accords de Genève pour qu'un cessez-le-feu progressif soit instauré (entre la fin du mois de juillet et la première moitié du mois d'août) sur le territoire indochinois⁵¹⁵, mais d'un point de vue militaire, la victoire Viêt Minh était finale.⁵¹⁶

Cette défaite ne semblait pas alarmer les hauts-dignitaires britanniques de Malaisie. Templer par exemple, lors de la dernière visite du consul de France à celui-ci, lui dit, « Dien Bien Phu [...] est un boulet terrible pour vous, les Français mais c'est aussi un bien. Tout le pays doit être uni dans la fierté. »⁵¹⁷ Il ajouta que la défaite était en partie due au fait que le Henri Navarre ne contrôlait pas l'organe administratif vietnamien. Ceci le forçant à composer avec « l'Administration Vietnamienne qui est corrompue. Moi, ici, quand quelque chose ne va pas, je vais sur place, je frappe le responsable et tout est fini. »⁵¹⁸ Pour lui, Hô Chi Minh devait être vaincu, car seule une victoire militaire pouvait assainir la situation en Indochine, mais il ne semblait pas être inquiet outre mesure des éventuelles répercussions de la défaite sur la lutte contre-insurrectionnelle en Malaisie.

Le nouveau haut-commissaire MacGillivray se préoccupait peu de la situation en Indochine. Pour lui, la Fédération n'avait aucun risque de souffrir, « immédiatement et d'une

⁵¹³ *Ibid.*, pp.67.

⁵¹⁴ *Ibid.*, pp.102-104.

⁵¹⁵ *Ibid.*, pp. 213.

⁵¹⁶ Uniquement en ce qui concerne la guerre l'opposant à l'Union Française. Le Viêt-Nam resta bien sûr en guerre jusqu'en 1975 face aux États-Unis et en 1989 face au Cambodge.

⁵¹⁷ AMAEC, 133QO/18, dépêche n°290-AS, signée Raymond Boyer de Sainte-Suzanne, adressée au Ministère des Affaires Étrangères, titrée « Entretien avec le Général TEMPLER. », 3/5/1954, p.3. Il faut cependant noter que la bataille de Điện Biên Phủ n'était pas encore terminée.

⁵¹⁸ *Ibid.*

façon grave » d'un règlement du problème indochinois qui serait plus ou moins favorable au Viêt Minh⁵¹⁹.

Malcolm Macdonald se trouvait être dans l'expectative, celle-ci cachant potentiellement une crainte mesurée quant aux débouchés de la conférence de Genève. Il croyait à la conclusion d'une trêve à la suite de la cette dernière, mais n'imaginait pas que la situation puisse être résolue par celle-ci.⁵²⁰

De manière générale, les britanniques ne semblaient surprenamment pas inquiétés outre-mesure de la défaite française de Điện Biên Phủ, ne considérant pas qu'elle puisse avoir une influence directe sur le déroulé de la répression de l'insurrection communiste malaisienne. Ceci peut sembler étonnant à la vue de leur conception précédente de ce problème comme un problème régional et du Tonkin comme la réelle frontière de la péninsule malaisienne; mais cela illustre le fait que la situation locale était sous contrôle et confinée dans des zones spécifiques, où la stratégie d'attrition des forces de sécurité plongeait les forces de l'AMLN dans une posture passive de survie, celle-ci réduisant leur capacité à être menaçant de quelque façon que ce soit. Ce fait est observable dans les conclusions contenues dans le compte-rendu de la séance quinpartite suivante, qui fut avancée au mois de juin, du fait de la défaite de Điện Biên Phủ et de l'imminence de la conférence de Genève.

iv) Le déclin de l'importance de la Malaisie dans la question de la défense de l'Asie du Sud-Est

La conférence quinpartite ayant été avancée au mois de juin, les États-Majors se réunirent alors à Washington - signe de la place prépondérante qu'avaient pris les États-Unis dans la région - pour se concerter quant à la conduite à suivre pour la défense de l'Asie du Sud-Est face au communisme.

Dans le contexte de cette conférence, la paix n'était pas encore conclue entre le Viêt Minh et l'État associé du Viêt Nam. Il en résultait que les États-Majors ne mentionnèrent pas

⁵¹⁹ AMAEC, 133QO/18, dépêche n°299-AS, signée Raymond Boyer de Sainte-Suzanne, adressée au Ministère des Affaires Étrangères, titrée « Visite à Sir Donald MacGILLIVRAY. », 5/5/1954, p.2.

⁵²⁰ AMAEC, 133QO/18, dépêche n°356-AS, signée Raymond Boyer de Sainte-Suzanne, adressée au Ministère des Affaires Étrangères, titrée « Conversation avec M. MacDONALD. (25 mai) », 26/5/1954, pp.1-2.

la séparation du Viêt Nam en deux entités mais continuèrent de plaider en faveur de la conservation du Tonkin grâce à l'intervention d'une aide extérieure de « 3 divisions bien entraînées et équipées et d'environ 300 avions »⁵²¹ dans le Delta.

En cas de perte du Tonkin, ils prévoyaient de défendre le reste du pays par l'établissement d'une ligne de défense qui irait de Thakhek à Dong Hoi.⁵²² Néanmoins, les États-Majors réunis semblaient assez pessimistes quant à la possibilité d'une défense réussie du Tonkin du fait que les forces de l'Union Française dans le Sud du Viêt Nam étaient absorbées par des missions de sécurité intérieure et ne pouvaient donc être démobilisées au nord du pays⁵²³. (voir l'annexe n°11 p.161 pour constater la pénétration du Viêt Minh dans le sud du Viêt Nam)

Dans le cas d'une intervention de la Chine dans la région, les États-Majors conclurent de la nécessité de lancer des attaques aéroportées contre des objectifs militaires avec un recours nécessaire à l'arme nucléaire. Ceci se couplant d'un blocus de la Chine et de la constitution de positions défensives temporaires en Thaïlande et en Birmanie, ainsi que d'une ligne de rétablissement en Indochine pour retarder au maximum l'ennemi et acquérir le soutien de la population locale. Elles ne seraient que temporaires du fait du « manque de positions défensives naturelles et [de] l'insuffisance des forces susceptibles d'être disponibles ». La ligne finale aurait consisté en une position défensive dans l'isthme de Kra,⁵²⁴ ce qui semblait se manifester était donc un état d'acceptation de l'abandon de la péninsule indochinoise en cas d'invasion chinoise. Nous notons tout de même que ces délibérations n'engageaient en aucune manière les gouvernements de ces cinq pays⁵²⁵. Ce qui signifie que même si la Chine avait éventuellement lancé une opération militaire dans la région, l'usage de bombes nucléaires ou le recours à la stratégie présentée n'auraient pas nécessairement eu lieu.

L'isthme de Kra était devenu, de l'avis de tous, un point de défense stratégique de la région, dans ce cas, la Malaisie était une zone stratégique à conserver à tout prix..⁵²⁶

⁵²¹ ANOM 1 HCI 345, Procès-verbal de la Conférence militaire des cinq puissances du mois de juin 1954, 11/6/1954, p.5.

⁵²² Cette ligne aurait été légèrement plus au nord que celle choisie à la Conférence de Genève pour délimiter les deux États du Viêt Nam - le 17^e parallèle nord - (Voir annexe n°11 p. 161 (Dong Hoi est quelques kilomètres au nord de cette ligne).

⁵²³ ANOM 1 HCI 345, Procès-verbal de la Conférence militaire des cinq puissances du mois de juin 1954, 11/6/1954, p.7.

⁵²⁴ *Ibid.*, pp. 7-8.

⁵²⁵ *Ibid.*, pp. 1.

⁵²⁶ *Ibid.*, pp. 8.

Dans ces conditions, il est intéressant d'étudier les considérations de ces États-Majors quant à la défense de la Malaisie, qui se trouvait toujours en situation d'État d'urgence. Elles étaient très courtes et se limitaient à un laconique « Nous considérons que les Forces de Sécurité de la Malaisie peuvent faire face à la menace terroriste communiste actuelle.»⁵²⁷ Ces considérations ne sont pas étonnantes à la vue de ce que nous avons analysé précédemment, la situation insurrectionnelle étant sous contrôle; mais il nous reste à observer si ces considérations n'ont pas évolué par les accords de Genève de juillet 1954.

v) Les accords de Genève et la création de l'OTASE : vers la constitution d'un bloc atlantiste en Asie du Sud-Est

Les accords de Genève furent signés le 21 Juillet 1954, ce terme désigne trois accords bilatéraux, l'Accord sur la cessation des hostilités au Laos ; l'Accord sur la cessation des hostilités au Cambodge ainsi qu'une déclaration finale sur le problème du rétablissement de la paix en Indochine, celles-ci assorties de déclarations unilatérales des participants⁵²⁸. La Grande-Bretagne ainsi que les États-Unis avaient imposés à Pierre Mendès France⁵²⁹ que ces accords soient conformes à sept points.⁵³⁰ Les grandes clauses des accords respectèrent ceux-ci, avec la division provisoire du pays en deux entités, délimitées par une ligne de démarcation correspondant au 17^e parallèle nord (point 2) (Voir annexe n°11 p.161) ; la réunification du Vietnam par des élections générales (point 5 qui était contradictoire avec le 6^e) ; la reconnaissance de la souveraineté et de l'indépendance du Laos, du Cambodge et du Vietnam (point 1) ; et, pour finir, la création d'une Commission Internationale de Contrôle (point 7).⁵³¹

⁵²⁷ *Ibid.*, pp.15.

⁵²⁸ Journoud, Pierre, *op. cit.*, p.221.

⁵²⁹ Il avait alors remplacé Laniel à la Présidence du Conseil et dirigeait les négociations du côté français.

⁵³⁰ « Ces conditions minima impliquaient la préservation de l'intégrité et de l'indépendance du Laos et du Cambodge - que l'APV devait quitter - (point 1) ; la préservation de la moitié sud du Vietnam [...] avec une ligne de démarcation des zones d'influence située pas plus au sud du parallèle de Dong Hoi, le 17^e (point 2) ; l'absence de restriction susceptibles de compromettre la capacité du Laos, du Cambodge et de la moitié sud du Vietnam à conserver des régimes non communistes, entretenir des forces armées, importer des armes et employer des conseillers étrangers (point 3) ; la possibilité d'un transfert pacifique et placé sous contrôle international de ceux qui désiraient être déplacés d'une zone à l'autre (point 6) ; un contrôle international de l'accord (point 7). [...] [l']absence de disposition politique entraînant le risque que le territoire du Sud-Vietnam pût tomber sous l'autorité communiste et 5 (possibilité d'une réunification finale du Vietnam par des moyens pacifiques)».

Cf : Journoud, Pierre, *op. cit.*, p.219.

⁵³¹ *Ibid.*, pp. 216.

Ces accords étaient donc assez ambigus, ils mettaient certes un terme à la guerre franco-vietnamienne mais donnaient naissance à deux pays rivaux, chacun aspirant à une réunification qui était prévue par des clauses contradictoires. L'opposition entre le Nord communiste (la République Démocratique du Viêt Nam (RDV)) et le Sud (la République du Viêt Nam), ce dernier maintenant dirigé par Ngo Dinh Diem, un nationaliste anticommuniste d'une grande intransigeance, pouvait laisser circonspect au sujet de la durabilité de la paix obtenue. Les clauses militaires de cet accord étaient dès lors satisfaisantes mais il était difficile d'en dire autant de celles politiques⁵³².

En conséquence, les autorités britanniques de l'Asie du Sud-Est se réunirent le 7 août 1954 pour discuter des accords de Genève et se concerter sur la conduite à suivre dans la région. Cette réunion, qui a eu lieu à Singapour, réunit les chefs de missions britanniques en Extrême-Orient et fut dirigée par Malcolm Macdonald.

Cette réunion nous permet d'envisager leurs opinions sur ces accords, ils considéraient en effet que ceux-ci étaient une véritable victoire diplomatique (inespérée) de la part de Pierre Mendès France⁵³³. La portée de cette victoire diplomatique restait par contre limitée par le fait que le Viêt Minh avait remporté une réelle victoire militaire, grâce notamment à la constitution d'une RDV, qui accroissait la menace communiste dans la région.

Ils ne semblaient en effet pas considérer que le Nord-Viêt Nam se contenterait de se maintenir dans sa frontière, et même s'ils évacuaient l'idée d'une offensive militaire avant 1956, la crainte d'une submersion politique en République du Viêt Nam, au Siam, au Laos, au Cambodge et en Birmanie était alors grande.⁵³⁴

Ainsi, un programme d'actions de soutien aux pays précités fut ébauché. Celui-ci passait par la recommandation aux pays participants aux conférences de Colombo de reconnaître les anciens États d'Indochine et d'y placer des diplomates, de renforcer les effectifs de police et de

⁵³² *Ibid.*, pp. 222-223.

⁵³³ Surtout en ce qui concerne l'évacuation du Laos et du Cambodge des éléments vietminh et le délai de deux années avant l'organisation des élections. Celles-ci devaient en effet être tenues en juillet 1956.

Cf : Journoud, Pierre, *op. cit.*, p.216.

⁵³⁴ AMAEC, 133QO/18, « NOTE SUR LA SITUATION EN INDOCHINE ET AU SIAM À LA SUITE DU REGLEMENT DE GENEVE. (Traduction résumée des recommandations adoptées au cours d'une réunion organisée à Singapour par les chefs de missions britanniques en Extrême-Orient, le 7 Août 1954.) », signée Malcolm MacDonald, Hubert Graves (un diplomate britannique envoyé au Cambodge et au Laos de 1952 à 1954, devenu ambassadeur britannique au Sud-Viêt Nam en octobre 1954) et Berkeley Gage (l'Ambassadeur britannique en Thaïlande), sans date, p.1.

renseignements locaux et d'entraîner les armées nationales; ceci devait être couplé avec des mesures économique-sociales, visant à limiter l'attrait de l'idéologie communiste, celle-ci se nourrissant de la pauvreté et de la manière dont cette dernière exacerbe les ressentiments entre les classes sociales.⁵³⁵

Notons que la question de la Malaisie n'était pas étudiée dans ces considérations, le rapport se concentrant plutôt sur la Thaïlande, dont l'importance géostratégique était capitale du fait de l'isthme de Kra. Pour défendre ce pays, une coopération anglo-américaine était déjà prévue, qui se manifesterait par la conclusion d'un pacte du Sud-Est asiatique; ce pacte, l'OTASE, fut signé le mois suivant et comprenait cette dernière.⁵³⁶

Cette collaboration britannico-états-unienne avait notamment pour objectif de faire émerger un service de renseignement thaïlandais ; d'organiser une action psychologique anti-communiste parmi la population locale ; de développer l'économie et de persuader au gouvernement local de libéraliser sa politique pour faire réduire l'influence des communistes locaux.⁵³⁷

Ce qui semblait donc se manifester avec les accords de Genève et les conclusions des Britanniques sur ceux-ci était le rapprochement entre les services diplomatiques américains et britanniques au détriment de ceux français, ainsi que la fin de la Malaisie comme enjeu prioritaire de la lutte contre le communisme en Asie du Sud-Est. Dans cette lignée, le premier Lord de l'Amirauté, en visite à Singapour au mois de septembre 1954, annonça qu'il n'y avait aucune nécessité de renforcer les effectifs de la marine britannique dans la région⁵³⁸. La Malaisie conservait certes toute son importance économique et stratégique pour la Grande-Bretagne et ses alliés; mais la décroissance de la dangerosité du mouvement insurrectionnel local, maintenant replié et confiné en bordure de la frontière (dont l'approfondissement de sa coopération avec la Malaisie devait empêcher à ce que les forces de l'AMLN puisse pénétrer en Thaïlande) ainsi que sa distance vis-à-vis de la Chine et du Tonkin, ne faisait pas de la Fédération une zone à défendre en priorité. Ceci d'autant plus que les marines chinoises et vietnamiennes étaient lacunaires,

⁵³⁵ *Ibid.*, pp. 3 et suivantes.

⁵³⁶ L'Organisation du traité de l'Asie du Sud-Est. C'était un pacte militaire anti-communiste réunissant la Thaïlande (Siam), les Philippines, les États-Unis, la France, le Royaume-Uni, le Pakistan, la Nouvelle-Zélande, l'Australie.

⁵³⁷ AMAEC, 133QO/18, « NOTE SUR LA SITUATION EN INDOCHINE ET AU SIAM À LA SUITE DU REGLEMENT DE GENEVE. (Traduction résumée des recommandations adoptées au cours d'une réunion tenue à Singapour par les chefs de missions britanniques en Extrême-Orient, le 7 Août 1954.) », pp. 8-9.

⁵³⁸ AMAEC, 133QO/18, dépêche confidentielle n°635-AS, signée Raymond Boyer de Sainte-Suzanne, adressée à Pierre Mendès France et au Ministère des Affaires Étrangères, titrée « Visite du Premier Lord de l'Amirauté », 28/9/1954, p. 2.

surtout comparée à la marine britannique. Si on ajoute le fait que la seule zone à contrôler pour empêcher toute avancée terrestre communiste dans sa colonie était l'isthme de Kra (une zone étroite, pouvant géographiquement être comparée aux Thermopyles), alors on comprend aisément pourquoi cette dernière n'était plus considérée comme un enjeu stratégique prioritaire dans la région.

Dans ces conditions, les Britanniques furent contraints de se contenter de poursuivre leur stratégie d'attrition contre les insurgés, épuisant lentement les rares réserves de force subsistant dans les esprits des soldats de l'AMLN. Ceci jusqu'à ce que les vagues successives de redditions se succédant de 1956 à 1960 réduisirent ses forces au point que l'état d'urgence fut levé le 31 juillet 1960. Il ne faut néanmoins pas douter que le Royaume-Uni gardait un œil sur les événements ayant lieu dans le reste de la région; surtout au Viêt Nam, où la nouvelle guerre qui se profilait faisait naître chez eux des sentiments ambivalents, une sorte d'inquiétude tranquille quant à la sécurité de la Fédération.

Conclusion

L'état d'urgence malaisien est un conflit qu'il est nécessaire d'étudier sur le plan domestique et international et ce que cela soit au niveau de ses causes ou de sa manifestation. Cette guerre civile est certes née du clivage socio-politique malaisien divisant les Chinois de Malaisie des Malais et les Chinois eux-mêmes mais elle n'aurait pourtant peut-être pas éclatée sans la division, à l'échelle planétaire, du monde en deux blocs : celui américain contre l'autre soviétique. La ligne Jdanov et la théorie de Truman du *containment* manichéisant la géopolitique mondiale, les communistes malaisiens, s'inspirant du contexte général, en vinrent à abandonner leur traditionnelle ligne nationaliste du front-uni et refuser toute collaboration avec des non-communistes, rendant le recours à la violence une suite logique dans leur ligne d'action. Ceci marqua l'avènement de la primauté de l'aspect communiste de leur lutte et la mise au second plan du côté nationaliste de leurs revendications (même si l'établissement d'une Malaisie indépendante restait un de leurs principaux buts).

L'insurrection se déroula similairement, les Britanniques étant premièrement tiraillés entre leur volonté de s'occuper seul de la défense de leur colonie, cette solitude défensive étant rendue envisageable par la faiblesse des effectifs de l'AMLN et le caractère limité de la base populaire les soutenant, tout ceci limitant la dangerosité du mouvement partisan ; deuxièmement de leur inquiétude (à intensité variable) quand à la situation régionale et la menace structurelle que posait l'idéologie communiste aux puissances occidentales en Asie-Pacifique (Corée) et plus précisément en Asie du Sud-Est (Indochine). Cette attitude passive et purement réactive des Français et des Britanniques quant à leur coopération dans la zone limita sa profondeur et son efficacité malgré les efforts incessants de Malcolm Macdonald dans le sens d'une mise en place d'une collaboration politique et militaire effective.

Les années 1953 et 1954, qui marquaient la fin de la période étudiée, décrivaient bien le mouvement qui s'observa dans la région les deux décennies suivantes, avec, premièrement à l'échelle internationale, l'entame de la phase d'achèvement de la constitution des deux blocs atlantistes et soviétiques. Cette phase était amorcée depuis 1947 mais devenait progressivement de plus en plus manifeste. En Asie du Sud-Est les conflits avaient d'abord pris l'aspect d'une

lutte entre des puissances coloniales seules (Britanniques et Français) et les mouvements insurrectionnels communistes nationaux (Viêt Minh, AMLN). Cet antagonisme se régionalisa jusqu'à la constitution d'un bloc de défense à connotation atlantiste dans la région. Les balbutiements de ce phénomène s'observèrent notamment dans l'organisation des réunions quintipartites d'États-Majors, dans l'intervention économique, politique et militaire de plus en plus importante des États-Unis (libérées de la guerre de Corée à partir de juillet 1953, ils connurent notamment leurs premières pertes lors de la bataille de Điện Biên Phủ) et dans l'aide matérielle apportée à l'APV par la RPC. Cette internationalisation devint pleinement manifeste dans la zone à la fin de la période étudiée avec notamment la création de l'OTASE et la signature des accords de Genève divisant le Viêt Nam en deux États aux intérêts opposés aspirant chacun à une réunification qui leur serait favorable.

Qu'en était-il de la Malaisie en particulier dans ce jeu de l'Asie du Sud-Est ? Elle semble avoir suivi le chemin inverse : si le théâtre vietnamien devint un champ de guerre et un symbole de la rivalité Ouest-Est pendant les décennies suivantes, la situation en Malaisie devait s'améliorer progressivement, ne devenant plus qu'une préoccupation mineure comme le démontrait le compte-rendu de la conférence de Washington de juillet 1954. Les forces de sécurité maintinrent leur stratégie d'attrition et épuisèrent les dernières ressources des rares insurgés restants et ce jusqu'à la levée, le 30 juillet 1960, de l'état d'urgence par le nouvel État de Malaisie.

Si la diplomatie britannique (et également l'État-Major après la déroute de Cao Bang) poussèrent assez tôt en faveur de l'internationalisation de la guerre d'Indochine, et ce en agissant notamment en 1950 dans le sens de la création d'une commission de l'ONU s'occupant spécialement de cette question, nous ne pouvons en dire de même de l'état d'urgence malaisien. Pendant toute la durée du conflit (et les réunions quasi-unilatérales d'échanges d'informations entre Français et Britanniques de juillet 1950 en sont un très bon exemple), jamais le Royaume-Uni n'a souhaité internationaliser ou même régionaliser cette insurrection avant la fin de la période étudiée et la création de l'OTASE. Cette organisation s'accompagnant d'un programme d'aide à la Thaïlande, pays dans lequel se situait l'isthme de Kra, qui était la principale barrière physique à toute progression d'une éventuelle armée communiste coalisée du point de vue de la Malaisie.

Il est ainsi difficile dans ces conditions de faire de l'état d'urgence malaisien une guerre régionale sur la période 1946-1954, l'effort seul des forces de sécurité domestiques (aidées de troupes du Commonwealth) ayant suffi à maîtriser le mouvement communiste. Néanmoins, il serait intéressant, dans une étude future, d'étudier l'attitude britannique en Thaïlande et dans les États voisins afin de constater si dans la dernière phase de l'état d'urgence (celle s'étalant de 1955 à 1960 c'est-à-dire celle du long déclin du PCM), phase où les troupes restantes de l'AMLN se rapprochaient de plus en plus de la frontière thaïlandaise, il n'y a pas eu une régionalisation de la réponse contre-insurrectionnelle, où *a minima* un approfondissement de la coopération thaïlando-britannique.

L'historiographie française sur la question de l'insurrection communiste malaisienne, quasiment inexistante, reste bien entendu toujours extrêmement lacunaire. De nombreuses questions ont été évacuées ou peu abordées dans ce travail, notamment par manque de temps, un mémoire construit en quatre mois ne pouvant pas être aussi étoffé qu'une thèse rédigée en 3 à 5 ans. Par exemple, les événements de politique intérieure conduisant à l'élaboration de l'État malaisien, les techniques de combats de jungle étudiées par les officiers stagiaires en Malaisie (notamment l'atterrissage dans les arbres pratiqué par le 22^e régiment des SAS), la crise malaisienne du caoutchouc de 1953, l'interventionnisme américain et bien d'autres encore n'ont pu être présentées et doivent l'être afin qu'une compréhension effective de cette guerre civile et de ses conséquences soit possible.

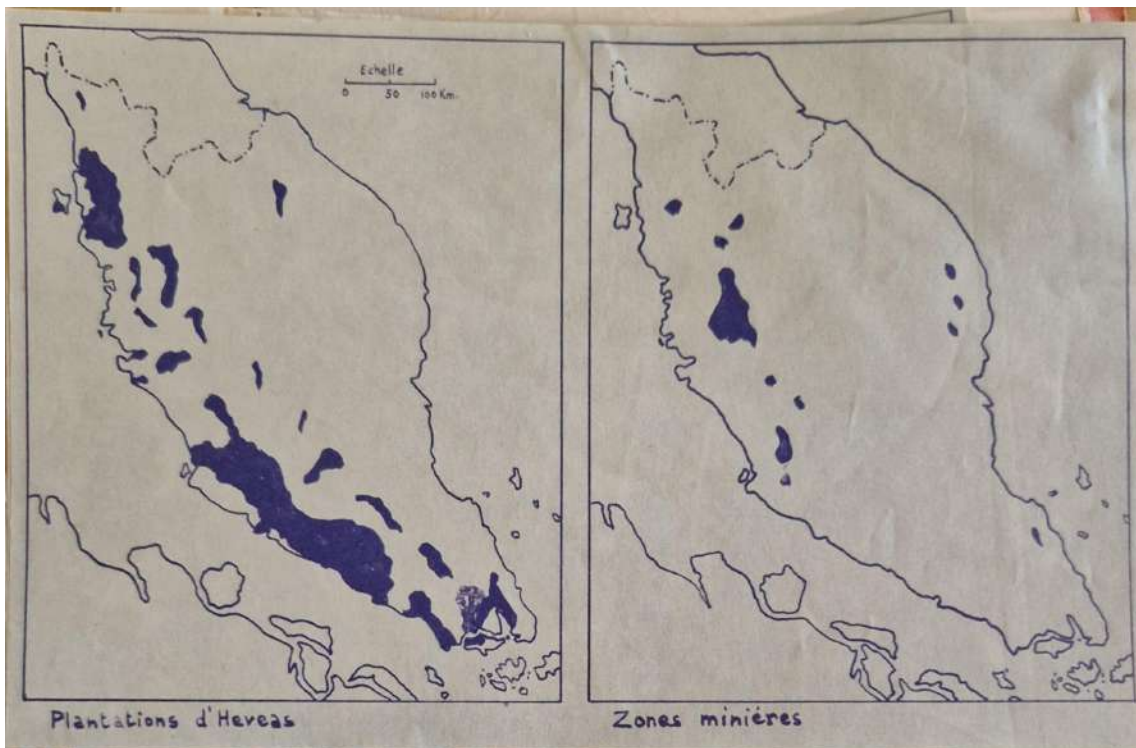
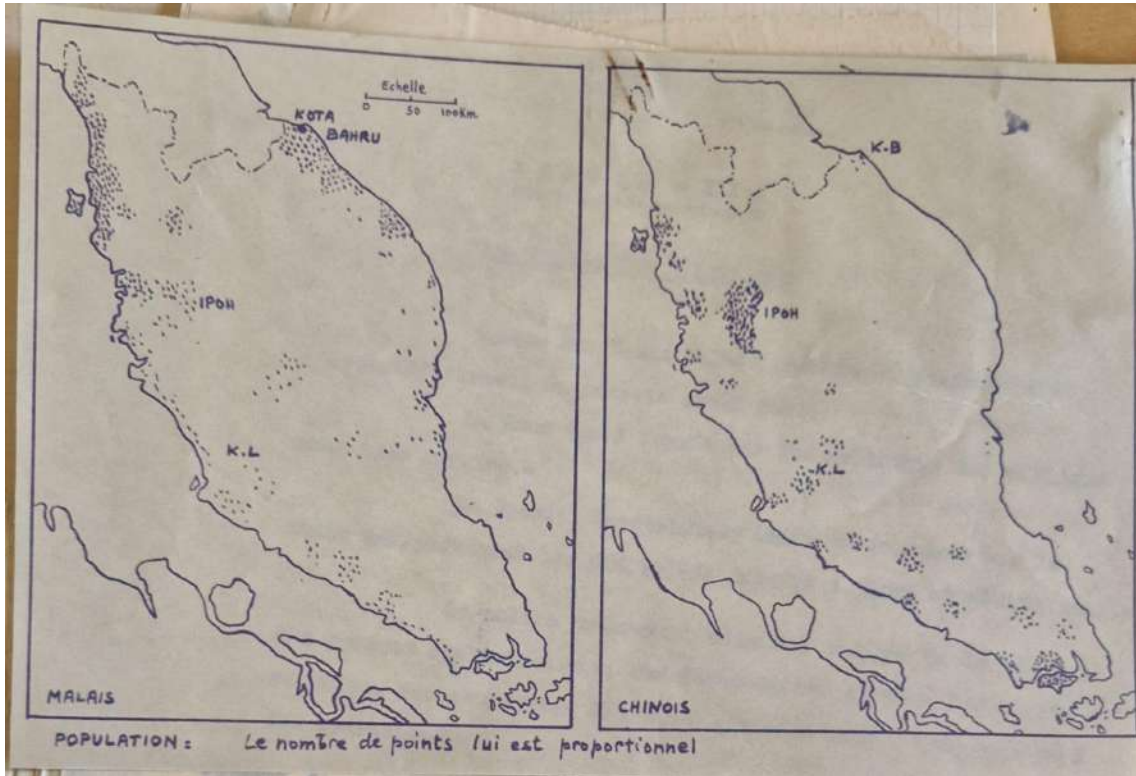
Nous avons voulu par ce travail tracer les grandes lignes de ce qui constituait les causes ayant provoqué ce conflit, son déroulé, son aspect régional et international. Cette dernière facette ne pourra être exhaustive qu'avec une étude extensive des archives diplomatiques britanniques et, pour la dernière phase du conflit, de celles américaines. Cette étude permettrait d'éclaircir les zones d'ombres des relations franco-anglaises en Asie du Sud-Est et notamment les hésitations de Londres à les approfondir. De plus, n'ayant découvert l'existence des réunions quintipartites que tardivement (lors de notre visite des ANOM à la fin du mois d'avril) et n'ayant pu consulter les comptes rendus de seulement 3 des 6 conférences qui se sont réunies, la question de la collaboration des puissances atlantistes en Asie du Sud-Est nous semble être une des

problématiques à approfondir, en particulier à notre époque d'aggravation des tensions dans cette région.

Pour conclure, nous espérons que, par ce travail, qui aborde des questions sociales, d'économie, de politique, de géopolitique, de droit et aussi purement militaires ; de nombreuses pistes d'études sur le domaine se débloquent et qu'un regain d'intérêt de l'historiographie française sur ce sujet d'étude s'observera dans les années futures.

Annexes

Annexe n°1 : Cartes indiquant la répartition des groupes ethniques (Chinois et Malais)(carte n°1)
et les principales zones industrielles (carte n°2).



Source : SHD, GR/10H/1887, « Rapport du Capitaine des Transmissions Crousillac Pierre désigné pour accomplir un stage en Malaisie du 27/4/1952 au 17/5/1952 », 28/7/1952, Annexe III « Les opérations militaires »(feuilles non-numérotés).

À travers ces cartes, la corrélation entre les zones d'activités industrielles et celles dominées démographiquement par la minorité chinoise est évidente. Les aires les plus densément peuplées par ceux-ci étant Ipoh et ses alentours, Kuala Lumpur et sa périphérie, George Town et le Johore. Nous observons également que les Chinois étaient implantés sur une zone moins étendue que les Malais (ils désertent le nord du Kelantan et le secteur côtier du Trengganu) et donc de manière plus localisée (principalement sur les zones actives économiquement).

Si nous comparons cette première carte avec le document n°2 de l'annexe n°2, nous pouvons constater que les régiments de l'AMLN (qui étaient généralement des anciens régiments de l'APMAJ qui ont été remobilisés en juin 1948) étaient principalement situés dans les États où les Chinois étaient majoritaires (excepté pour ceux du Pahang, un État majoritairement malais, le 10^{ème} régiment était d'ailleurs dirigé par un malais⁵³⁹)

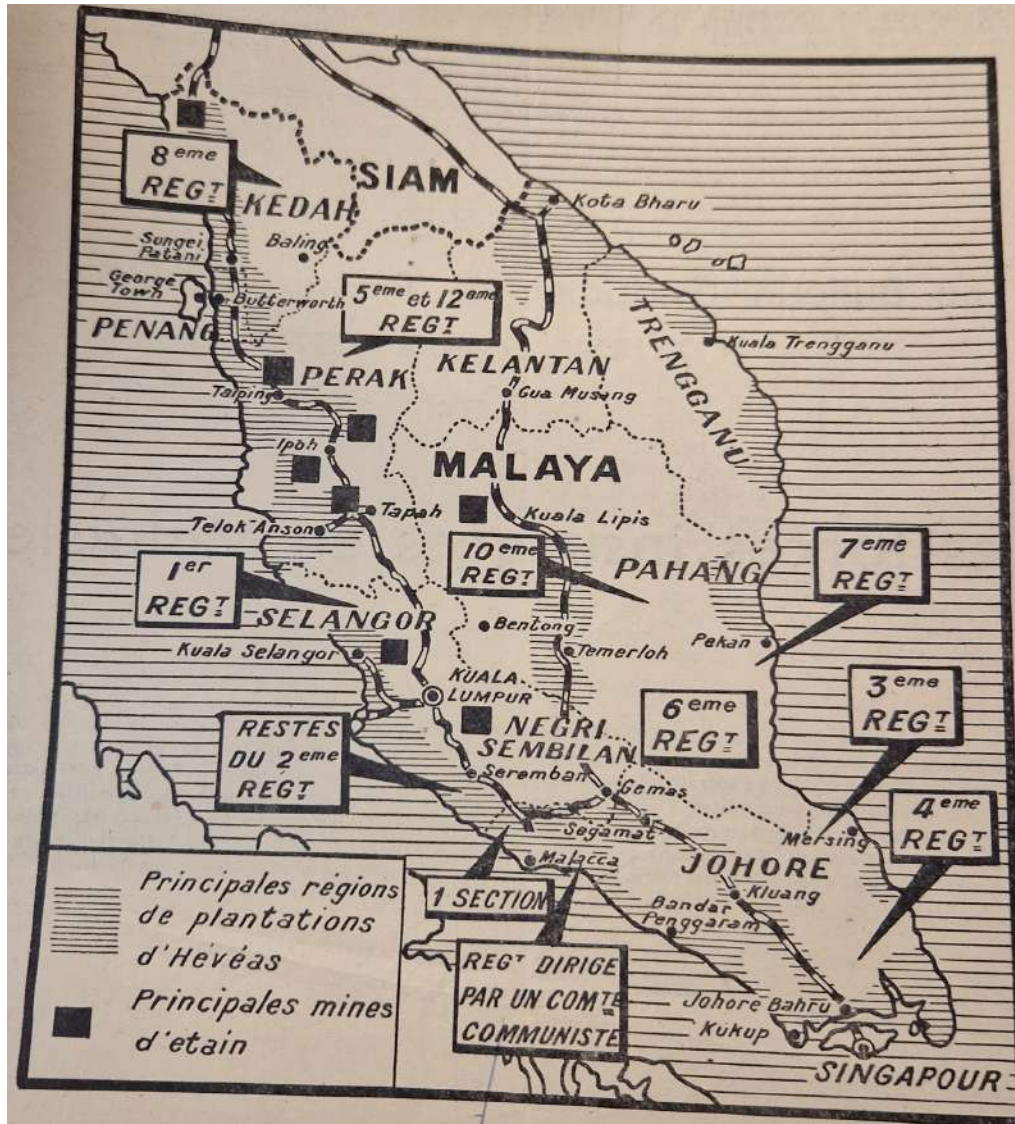
⁵³⁹ Hack, Karl, *op. cit.*, p. 85.

Annexe n°2 : La proximité de la localisation entre les anciens régiments de l'APMAJ et ceux de l'AMLN

Numéro de Régiment de l'APMAJ	Localisation durant l'occupation	Localisation après l'instauration de l'état d'urgence en tant que régiment de l'AMLN	Majorité ethnique dans l'État
1 ^e	Selangor	Selangor	Majorité chinoise
2 ^e	Negri Sembilan	Negri Sembilan	Majorité chinoise
3 ^e	Johore (nord)	Johore (nord) et Malacca	Majorité chinoise
4 ^e	Johore (sud)	Johore (sud) et Singapour	Majorité chinoise
5 ^e	Perak	Perak	Majorité chinoise
6 ^e	Pahang (ouest)	Pahang (ouest) et Kelantan	Majorité malaise dans l'État
7 ^e	Pahang (est)	Pahang (est) et sud Trengannu	Majorité malaise dans l'État
8 ^e	Kedah	Kedah et Penang	Majorité malaise dans l'État
9 ^e	Formé entre 1948 et 1950	Formé en partie au Johore, ou fusionné rapidement dans d'autres régiments	Majorité chinoise dans l'État
10 ^e	Formé entre 1948 et 1950	Pahang (régiment malais)	Majorité malaise dans l'État
11 ^e	Formé entre 1948 et 1950	Pahang (nord)	Majorité malaisie dans l'État
12 ^e	Formé entre 1948 et 1950	Kelantan/Perak (nord) Déplacé vers le sud du Siam à la fin de l'année 1953	Majorité chinoise dans l'État

Source : Hack, Karl, op. cit., pp. 85-86

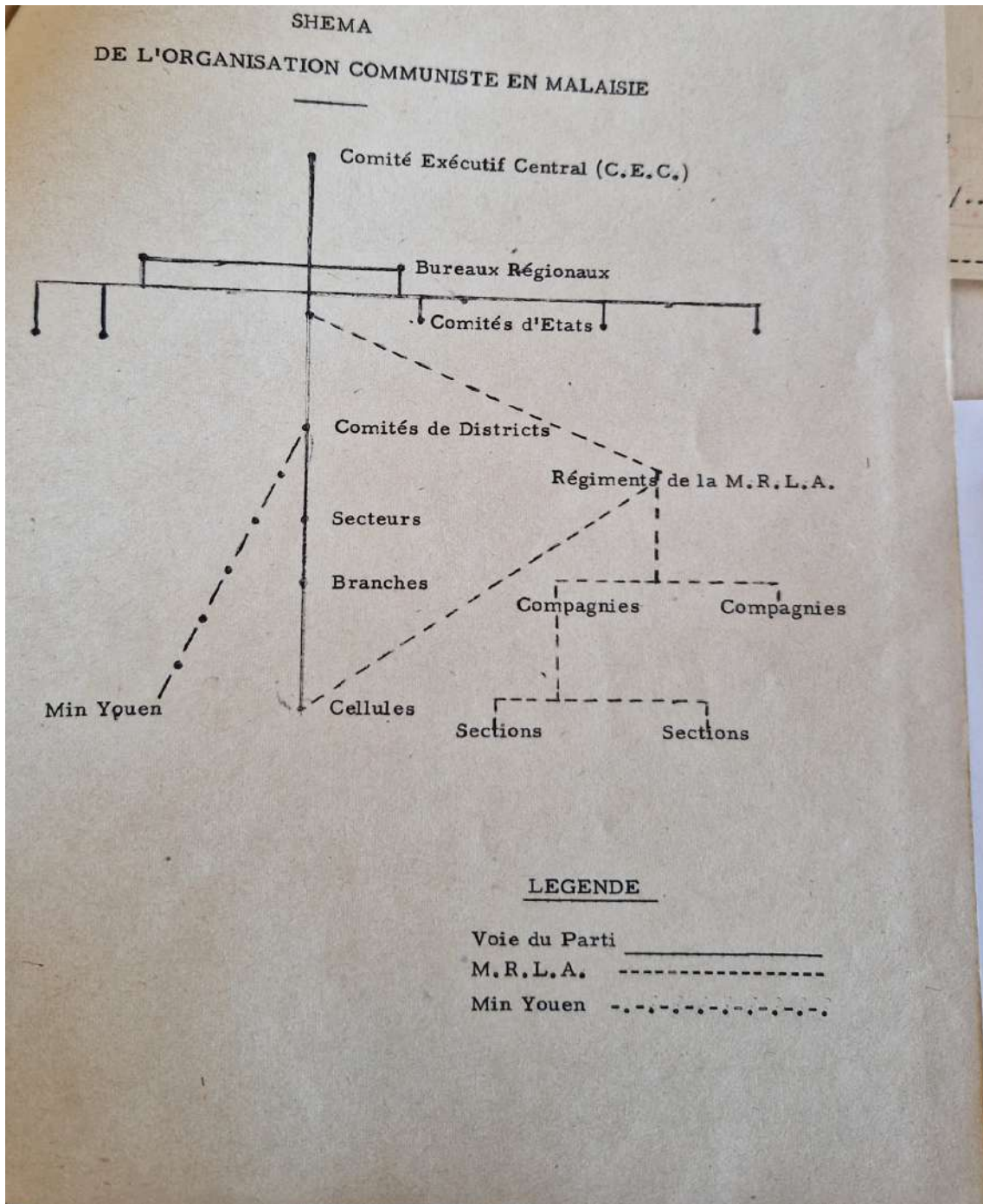
Ce tableau est corroboré par une carte trouvée en archives :



Source : AMAEC, 133QO/6, n°195, page tirée d'une annexe du bulletin quotidien de presse étrangère, sans auteur, sans date (probablement vers février-mars 1952).

Le 9^e régiment est probablement celui nommé « Reg^t dirige [sic] par un com^{te} communiste ». Le 11^e, n'y figure pas pour des raisons que nous ignorons. Il est possible que son existence était alors inconnue, celui ayant été créé en mars 1951 à partir d'unités du 6^e.

Annexe n°3 : L'organisation du PCM et de sa force armée (cf p. 56)



Source : SHD GR/10T/942/4, note de renseignement n°8 relative à la Malaisie, sans auteur, septembre - octobre 1954, p.12.

Annexe n°4 : Ordre de bataille comparatif entre juin 1948 et juin 1949 :

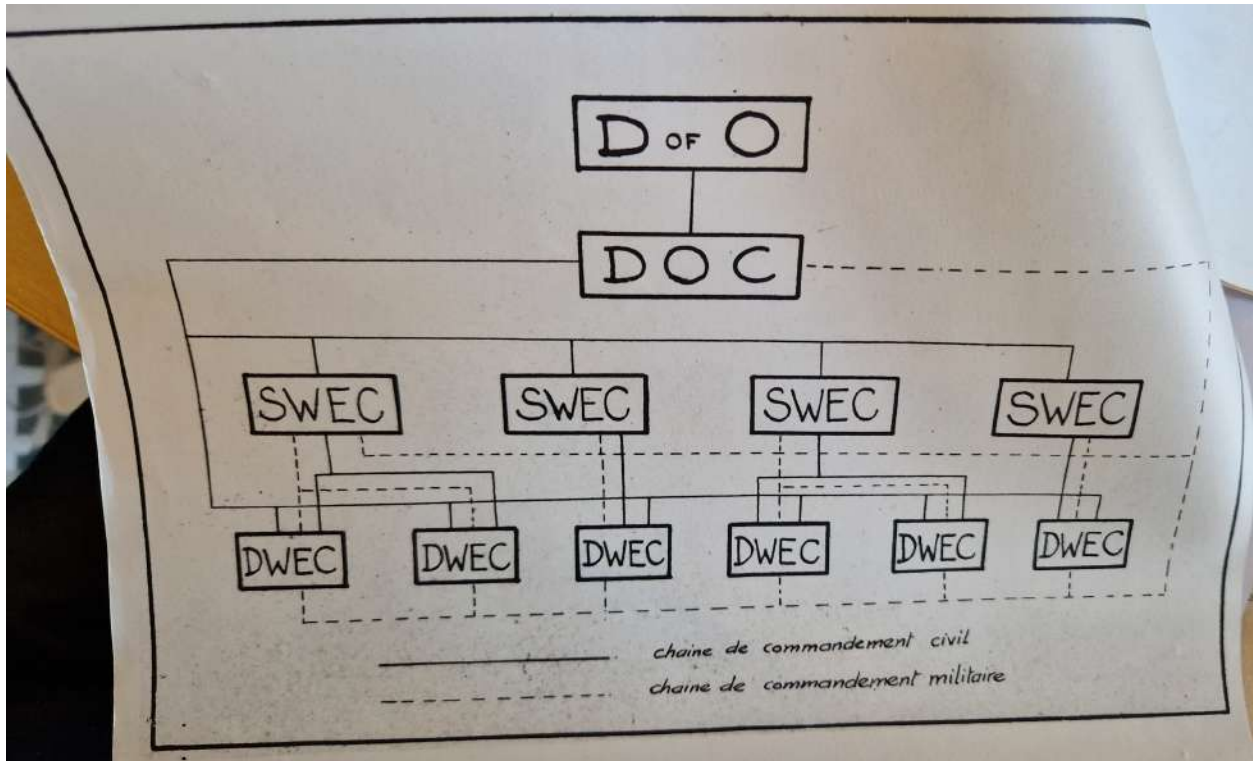
Unité	Juin 1948	Juin 1949
Quartier-maître (district de Singapour)	<ul style="list-style-type: none"> - 1^{er} régiment d'artillerie de Singapour - 1^{er} bataillon de Seaforth [régime d'infanterie écossais](en Malaisie dès juillet) - 1^{er} bataillon du régiment du Devonshire (bataillon de réservistes) (2 compagnies (100-150 soldats) en Malaisie dès juillet) - 1^{er} bataillon du 2^{eme} régiment de Fusiliers Gourkhas (FG) (550 hommes) (envoyés en Malaisie) 	1 ^{er} régiment d'artillerie de Singapour (moins une troupe)
Quartier-maître (district de Malaisie)		4 ^e régiment de Hussards (requis en juin 1948, partis le 20 août et arrivés en Septembre)
Sous-district du Johore (Malaisie du sud)	<ul style="list-style-type: none"> - 1^{er} bataillon du 10^{eme} FG (330 hommes) - 1^{er} bataillon de Seaforth (dès juillet) - 1^{er} bataillon du régiment du Devonshire (2 companies dès juillet) 	<ul style="list-style-type: none"> - 1^{ère} batterie d'artillerie du 26^e régiment de campagne de la <i>Royal Army</i> - Une troupe du 1^{er} régiment d'artillerie de Singapour - 1^{er} régiment de fusiliers de Inniskillings (Enniskillen) (requis le 1^{er} juillet 1948 de Hong-Kong, arrivé en

		août) - 1 ^{er} régiment de Seaforth - 1 ^{er} bataillon du 2 ^{eme} FG (750 hommes) - 1 ^{er} bataillon du 10 ^{eme} FG (700 hommes)
Sous-district de la Malaisie centrale	- 26 ^{eme} régiment de campagne de la <i>Royal Army</i> , en tant qu'unité d'infanterie - 1 ^{er} bataillon du 7 ^{eme} FG (350 hommes) - 2 ^{eme} bataillon du 6 ^{eme} FG (450 hommes) (arrivés à Hong-Kong en décembre) - 2 ^{eme} bataillon du 7 ^{eme} FG (450 hommes) - 2 ^{eme} bataillon malais (alors partiellement entraîné)	- 26 ^{eme} régiment de campagne de la <i>Royal Army</i> (moins deux batteries) - 1 ^{er} bataillon du 7 ^{eme} FG (400 hommes) - 2 ^{eme} régiment malais
Sous-district de la Malaisie du Nord	- 2 ^{eme} régiment royal d'infanterie légère du Yorkshire - 2 ^{eme} bataillon du 2 ^{eme} FG (400 hommes) - 1 ^{er} bataillon du 6 ^{eme} FG (550 hommes) - 1 ^{er} bataillon malais	- 1 ^{er} régiment royal d'infanterie légère du Yorkshire - 2 ^{eme} bataillon du 2 ^{eme} FG - 1 ^{er} bataillon du 6 ^{eme} FG - 1 ^{er} régiment malais - 3 ^{eme} régiment malais
2 brigades de gardes	Brigades de gardes (trois bataillons) requises depuis la réserve stratégique du Royaume-Uni à la fin du mois de juillet. Arrivés de septembre à début octobre. Ils commencèrent leurs opérations en novembre 1948 et furent pleinement déployés en Décembre	- 1 ^{ere} batterie du 26 ^e régiment de campagne de la <i>Royal Army</i> - 2 ^{eme} bataillon du 7 ^{eme} FG (400 hommes) - 1 ^{er} régiment du Devonshire - 2 ^{eme} brigade de gardes (arrivée de septembre à octobre) - 3 régiment de grenadiers de gardes,

		2 ^{ème} régiment <i>Coldstream</i> de gardes et 2 ^{ème} régiment de gardes écossais
Total pour la Malaisie	10	16 (plus le 4 ^{ème} régiment des Hussards)
Total Singapour inclus	13	17 (plus le quatrième régiment des Hussards)
Unités auxiliaires	Aucune	Les pisteurs Dayaks recrutés à Sarawak (cf. p.102)
Unités irrégulières	<ul style="list-style-type: none"> - Force <i>Ferret</i> (signifie furet ou pisteur) de juillet à novembre 1948 : composé d'officiers expérimentés en combat de jungle, hommes de troupes malais, de Britanniques, de Gourkhas, de pisteurs Dayaks et de traducteurs. Regroupés en groupes allant jusqu'à 6 équipes, chacune formée de 4 groupes de quinze individus, capable de tenir deux ou trois semaines dans la jungle. - Corps civils de liaison : civils avec une bonne connaissance linguistique et du territoire attachés aux unités de sécurité 	

Source : Hack, Karl *op. cit.*, pp. 98-99 (traduction littérale)

Annexe n°5 : L'organisation administrative des forces de sécurité malaisienne après la réforme de Harold Briggs

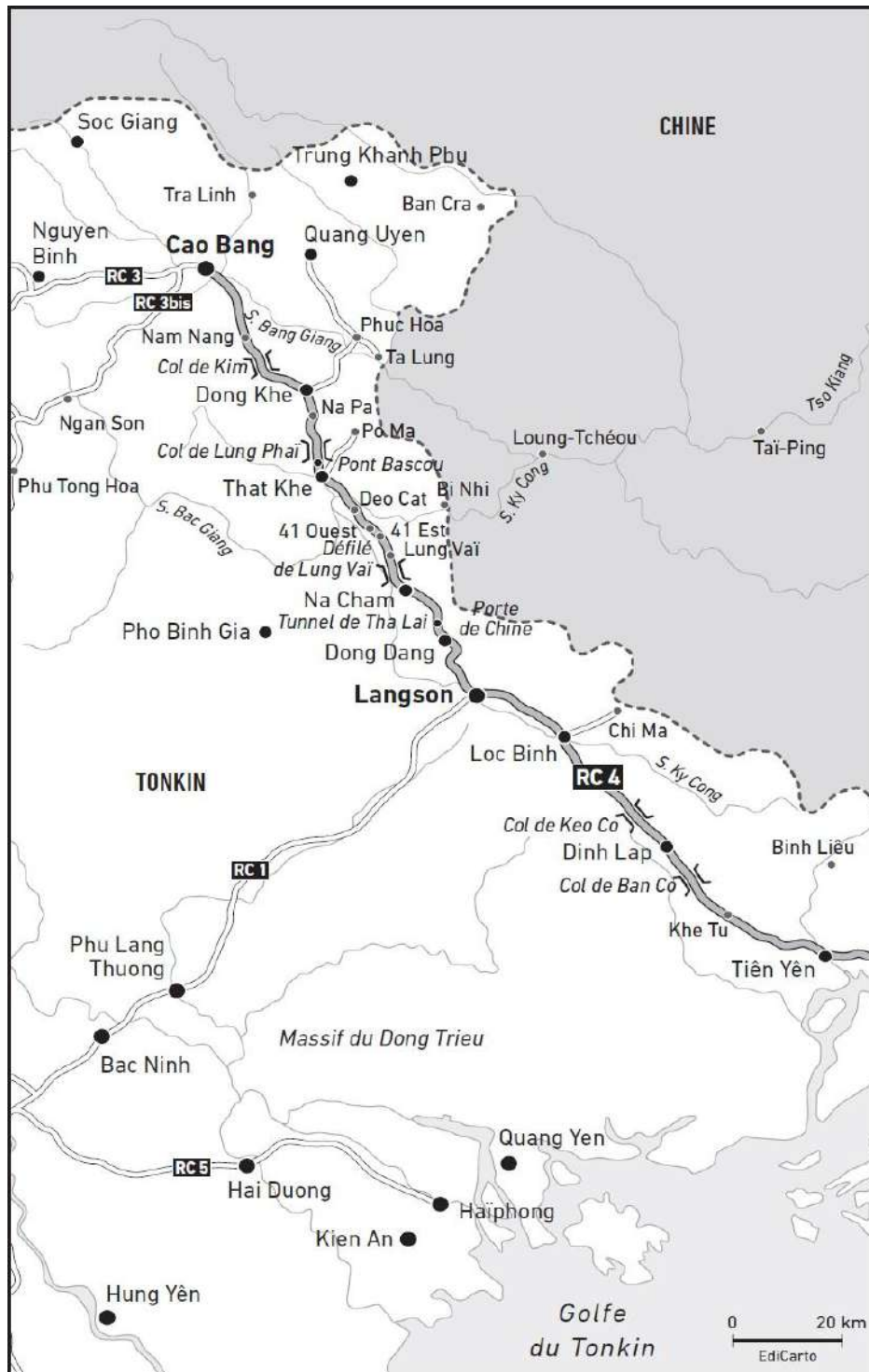


Source : SHD, GR/10T/942/4, Note d'information n°3360, titrée « Notes au sujet d'un briefing fait à Monsieur le Vice-Amiral Jozan, à Singapour, le 8 septembre 1955 », 19/9/1955, annexe 2.

Légende : D of O signifie *Director Of Operations* ; DOC désigne *Direction of Operations Committee* (c'était le comité exécutif de guerre à l'échelon fédéral) ; SWEC veut dire *State War Executive Committee* (c'était le comité exécutif de guerre à l'échelon des États) et DWEC se traduit par *District War Executive Committee* qui était le comité exécutif de guerre à l'échelon des districts).

Nous pouvons grâce à ce graphique bien appréhender le caractère déconcentré de la chaîne de commandement des forces de sécurités malaisiennes.

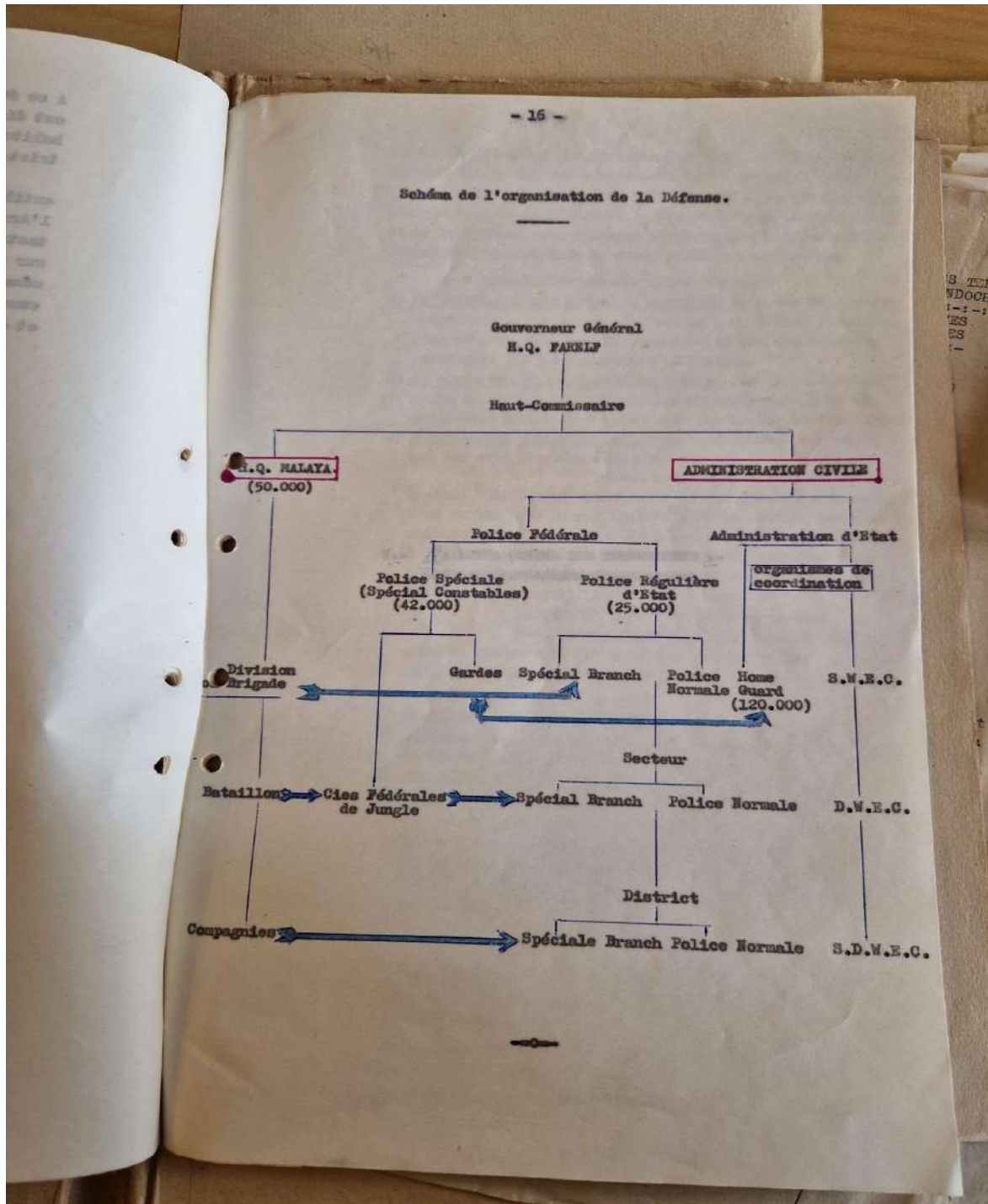
Annexe n°6 : Carte de la route coloniale 4



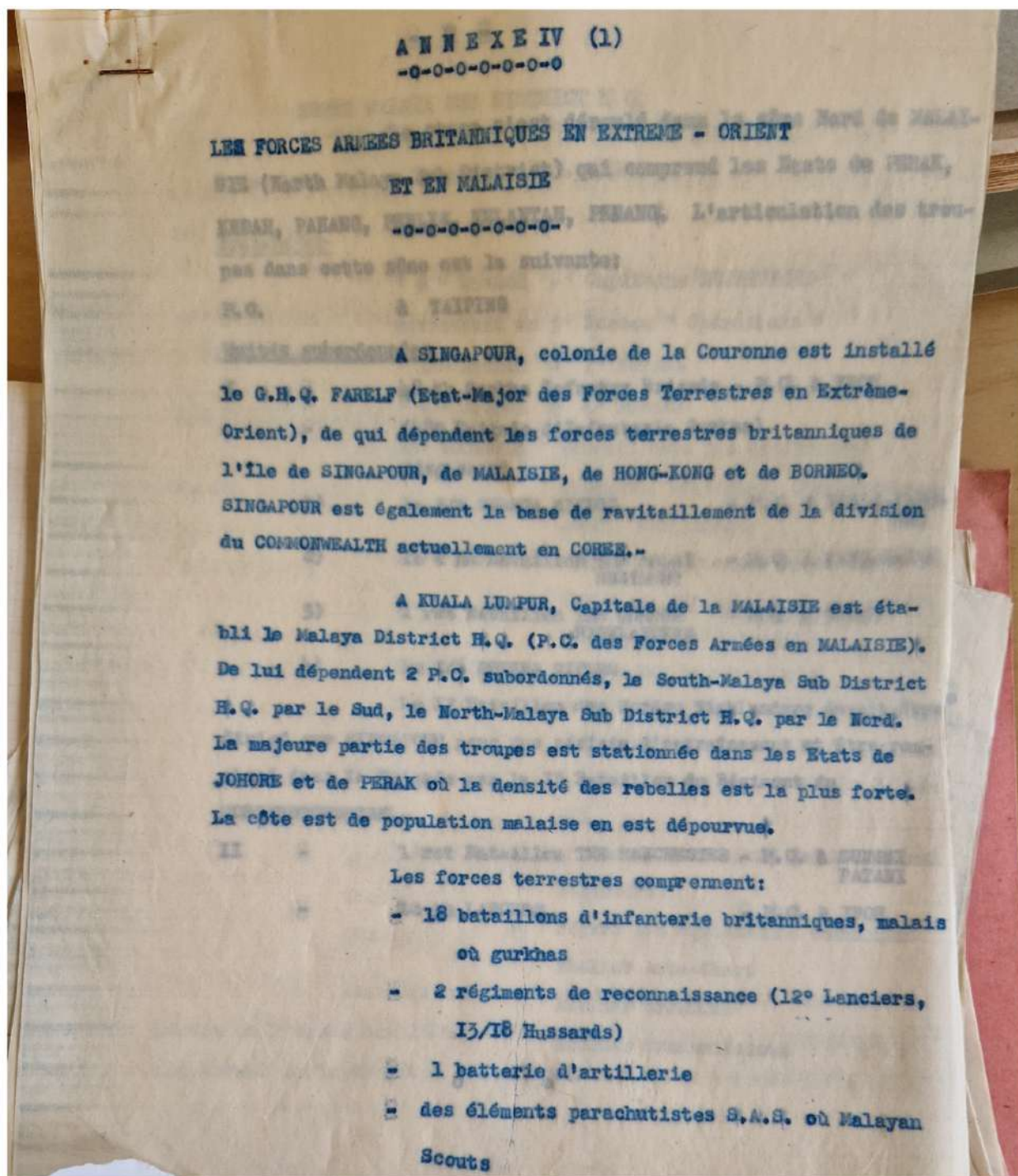
LA RC 4 ET SES POSTES ENTRE TIÊN YÊN ET CAO BANG

Source : Cadeau, Ivan, *op. cit.*, pp.83.

Annexe n°7 : Schéma de l'organisation administrative des forces de sécurité sous Gerald
Templer



Source : SHD GR/10H/1655, « Rapport du Lieutenant Armand sur son stage en Malaisie (21 Octobre - 22 Novembre 1953) », 29/11/1953, p.16. / Légende : SDWEC = Sub District War Executive Committee = Comité de guerre du Sous-District. H.Q. Malaya = Head-Quarters Malaya = Quartier général de Malaisie



NORTH MALAYA SUB DISTRICT H.Q.

Le stage s'est déroulé dans la zone Nord de MALAISIE (North Malaya Sub District) qui comprend les Etats de PERAK, KEDAH, PAHANG, PERLIS, KELANTAN, PENANG. L'articulation des troupes dans cette zone est la suivante:

P.C. à TAIPING

Unités subordonnées

- I - 48 th Gurkha Infantry Brigade - P.C. à IPOH
 - (48^e Brigade d'Infanterie Gurkha)
 comprenant :
 - 1) le 2/2 GURKHA RIFLES - P.C. à KUALA-KANGSAR
 - 2) le 2nd Bataillon THE MALAY REGIMENT - P.C. à BATU-GAJAH
 - 3) 1^{rst} Bataillon THE GORDON HIGHLANDERS - P.C. à TAPAH
 - 4) le 1/6 GURKHA RIFLES

Le 1^{er} Bataillon des Gordon Highlanders devait être dirigé sur SINGAPOUR pour une période d'entraînement et être remplacé dans la Brigade par le 1^{er} Bataillon du Régiment du WORCESTERSHIRE.-

- II - 1^{rst} Bataillon THE MANCHESTER - P.C. à SUNGAI PATANI
- 12 th LANCERS - P.C. à IPOH

NORTH MALAYA SUB DISTRICT H. Q.
-0-

Commandant : Brigadier H.A. SKONE

Etat-Major

" G " Branch - Capitaine RUTHERFORD

correspond au 3° Bureau " Opérations "

" A " Branch - 1° Bureau

" Q " Branch & 4° Bureau

L' " ORDNANCE " fournit tous les équipements :

armement, véhicules, transmissions,
génie, habillement

Le " R.A.S.C. " (Royal Army Service Corps) est

chargé du ravitaillement en vivres,
essence et des transports

Signal Corps (voir annexe Transmissions)

" Le Medical Service " fait face aux mêmes problè-

mes qu'en Indochine. Il dispose de
5 hélicoptères pour toute la MALAI-
SIE

" Le " R.E.M.E. " (Royal Electrical and Mechanical

Engineers)

- répare les équipements techniques

Atelier Auto-Chars

Atelier armement

Atelier transmissions

Une escadrille (I914 Air operation Fleet) de 5 avions AUSTER comparables au Morane est attachée au North-Malaya Sub District.-

Cette escadrille fait normalement partie d'un groupe aérien d'observation d'artillerie. Ses avions servent ici à la reconnaissance et à la liaison.-

48° Brigade d'Infanterie Gurkha

Le P.C. à IPOH comprend les mêmes éléments que celui du Sub District.-

1)

2/2 Gurkha Rifles

Le P.C. du Bataillon

La compagnie de Commandement

La Compagnie C

La compagnie d'accompagnement à KUALA KANGSAR

(opère comme une compagnie de F.V.)

ont été visités le 9 MAI

La compagnie A à GRIK

a été visitée le 7 MAI

Compagnie B à LENGKONG

Compagnie D à TAIPING

Les régiments gurkhas recrutés au NEPAL faisaient partie de l'armée des INDES. A l'accès de l'INDE à l'indépendance, ils furent partagés entre l'armée britannique et l'armée indienne.-

Les 5 régiments gurkhas qui servent dans l'armée britannique comptent parmi ses meilleures troupes et ses plus loyales. Lorsque les soldats gurkhas vont prendre leur permission triennale de 6 mois dans leur pays, il n'y a jamais de désertion alors qu'aucune coercition ne pourrait forcer leur retour dans leur unité. La durée de leur absence est d'environ un an, les délais de route pour aller et revenir du coeur de l'Himalaya atteignent presque 6 mois. Leurs discipline et leur attitude militaire sont parfaites. Ils font merveille dans le combat de jungle. Les gurkhas peuvent acquérir des grades jusqu'à celui de major inclus. Certaines jeunes recrues ont été envoyées suivre des cours en ANGLETERRE.-

Le dépôt des Gurkhas est dans l'état de KEDAH.-

2)

2^e Bataillon - THE MALAY REGIMENT

Le P.C. du Bataillon

La compagnie de Commandement

et 1 compagnie de F.V. à BATU-GAJAH

ont été visités le 11 MAI

1 compagnie (C) à GOPPENG

1 compagnie à KAMPAR

Le régiment malais a été créé avant la guerre 1939 - 1945. Il compte actuellement 5 Bataillons, le but étant de disposer d'environ un bataillon par Etat. Le P.C. du Régiment est à PORT DICKSON. Tous les hommes et les sous-officiers de ce régiment

sont Malais. Il y a quelques officiers anglais qui seront remplacés par des malais. De nombreux officiers malais ont suivi des cours en ANGLETERRE. Plusieurs ont été admis à SANDHURST.-

3)

1st Bataillon - THE GORDON HIGHLANDERS

P.C. du bataillon A TAPAH

Tout l'effectif du bataillon est écossais, il y a 50% d'appelés à qui le service obligatoire de 2 ans permet de passer 1 mois et demi en MALAISIE.-

12th ROYAL LANCERS

Régiment de reconnaissance chargé des ouvertures de route

Le P.C. du régiment

L'Escadron de commandement

L'Escadron A à IPOH

ont été visités le 5 et 6 MAI

Le régiment compte 620 hommes dont 150 ne sont pas des cavaliers mais appartiennent à d'autres armes ou services et sont attachés au régiment.-

L'escadron de commandement comprend entre autres un peloton de transmissions (Signal Corps) et un peloton de réparations (R.E.M.E.)

Le régiment est équipé en A.M. Coventry; Scout cars et camions blindés G.M.C.-

1 escadron comprend 6 troupes (troops) comprenant chacune 2 A.M. et 2 camions blindés.-

Des éléments du 12° Lanciers sont stationnés à TAIPING. D'autres à TAPAH et à CAMERON HIGHLANDS ont pour mission de protéger les convois entre les deux localités. Il en est de même des détachements de RAUB et KUANTAN.-

Le 12° Lanciers est un régiment entièrement britannique.-

Considérations générales

Les troupes britanniques sont envoyées outre-mer en unités constituées. Les hommes du contingent (National Service Men) doivent servir en MALAISIE et même en COREE si leur bataillon y part. On trouve ainsi en MALAISIE des régiments et des bataillon entièrement britanniques. Une unité ou un militaire de carrière font normalement un séjour de 3 ans outre-mer suivi d'un séjour de 2 ans en EUROPE. Les officiers des troupes gurkhas qui servent toujours outre-mer prennent tous les 3 ans une permission de 6 mois en GRANDE BRETAGNE.-

L'équipement, armement, véhicules, postes radio est le même qu'à la fin de la guerre. La " jeep " anglaise, la Land Rover ne vaut pas le type américain.-

Même en période d'opérations, l'entraînement n'est pas abandonné. Les bataillons font périodiquement un séjour

- 8 -

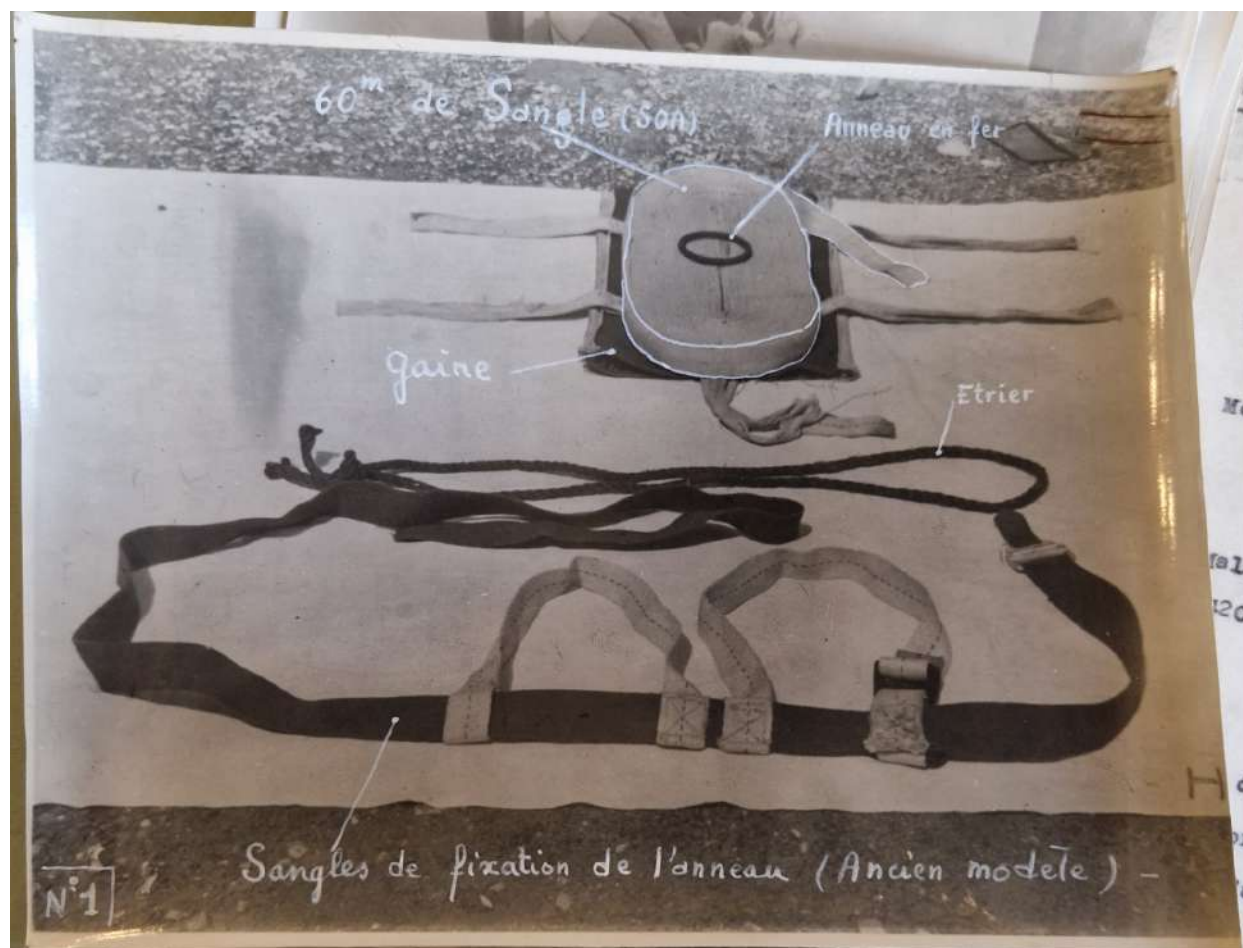
de deux mois dans un camp à SINGAPOUR et à PENANG où ils corrigent en particulier les mauvaises habitudes prises dans la conduite de la guerre particulière qui se mène en MALAISIE.-

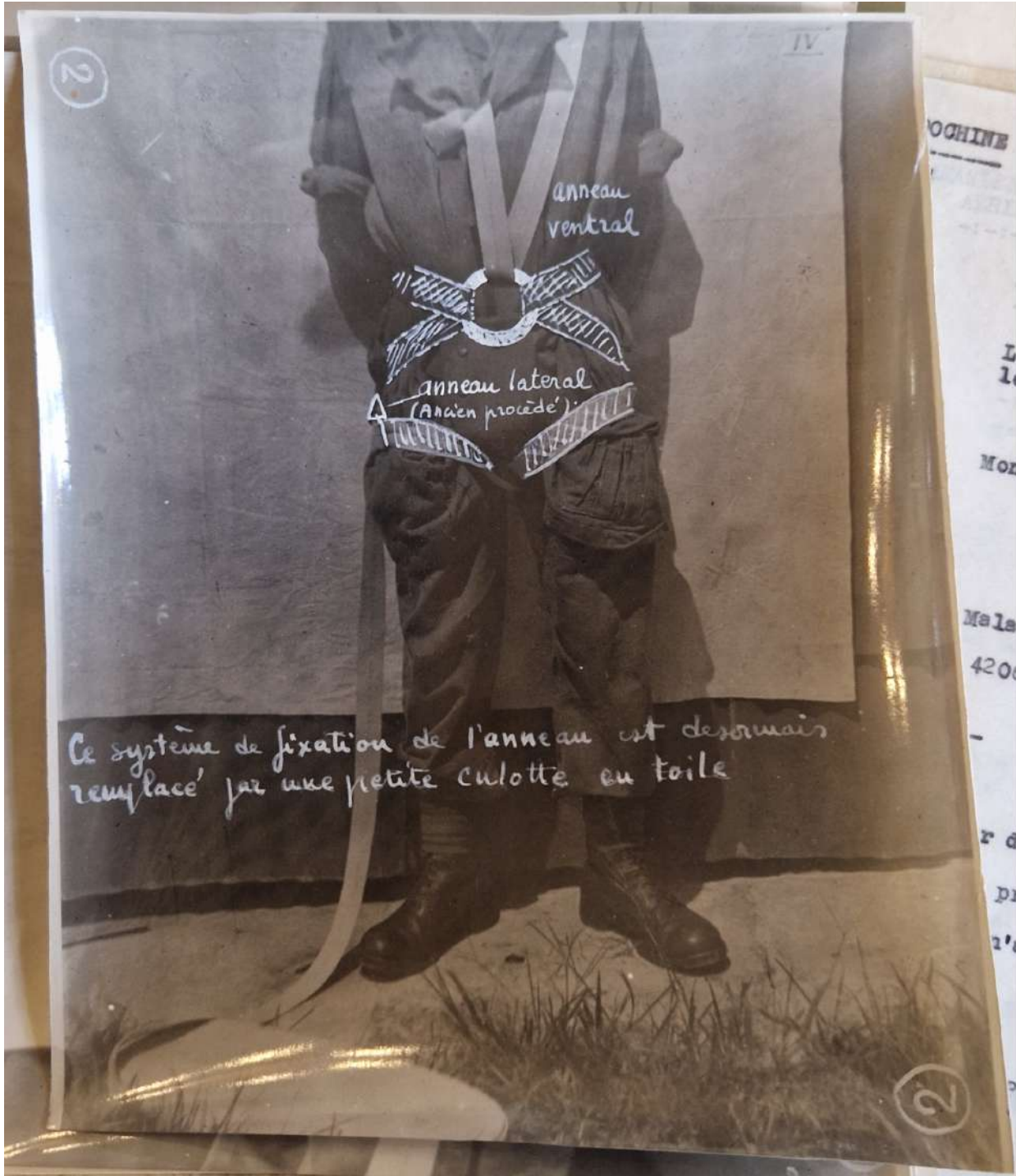
Le confort matériel et moral des troupes retient toute l'attention du commandement. Toute compagnie possède son foyer pour les hommes de troupes, pour les sous-officiers organisés par le M.A.A.F.E. (Service Social) qui dirige également les centres de repos. Les aménagements sanitaires sont très étudiés: douches en grand nombre, fosse septique, pompes et appareils de désinfection de l'eau.-

Source : SHD, GR/10H/1887, « Rapport du Capitaine des Transmissions Crousillac Pierre désigné pour accomplir un stage en Malaisie du 27/4/1952 au 17/5/1952 », 28/7/1952, pp. 1-8.

Annexe n°9 : Procédure d'atterrissage dans les arbres du 22^e régiment des SAS

Pièces 1 à 7 : Ancien modèle de harnai





IV

anneau ventral

anneau lateral
(Ancien procédé)

2

MOCHINE

L
1

MO

Ma la
4200

r d

pi

1'

2

Ce système de fixation de l'anneau est désormais remplacé par une petite culotte en toile



③
Ancien Procède'
nécessitant un petit
anneau latéral

NDOCH

ES
WE
U

e en
e N

on
tu
K
C

③





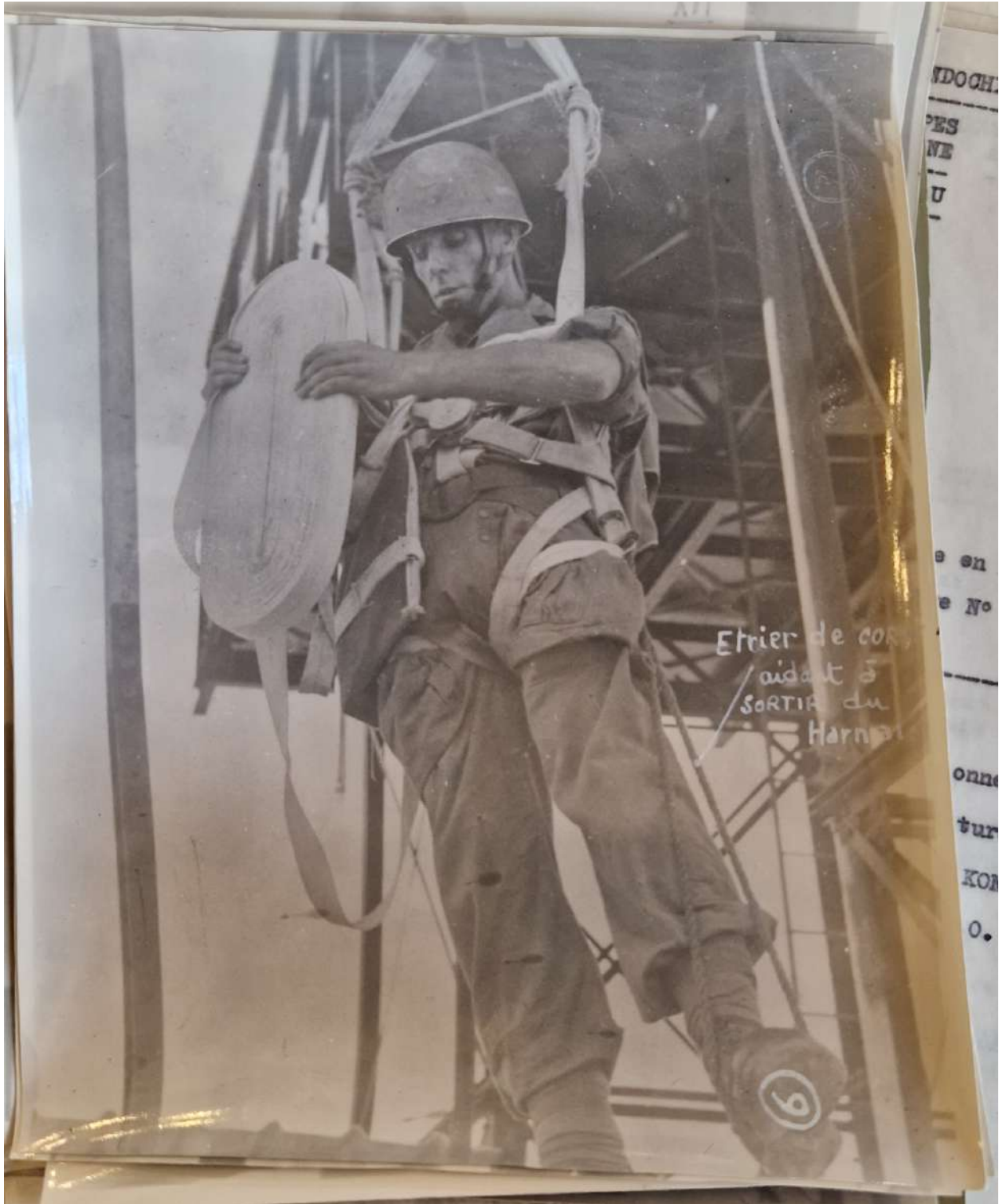
XII

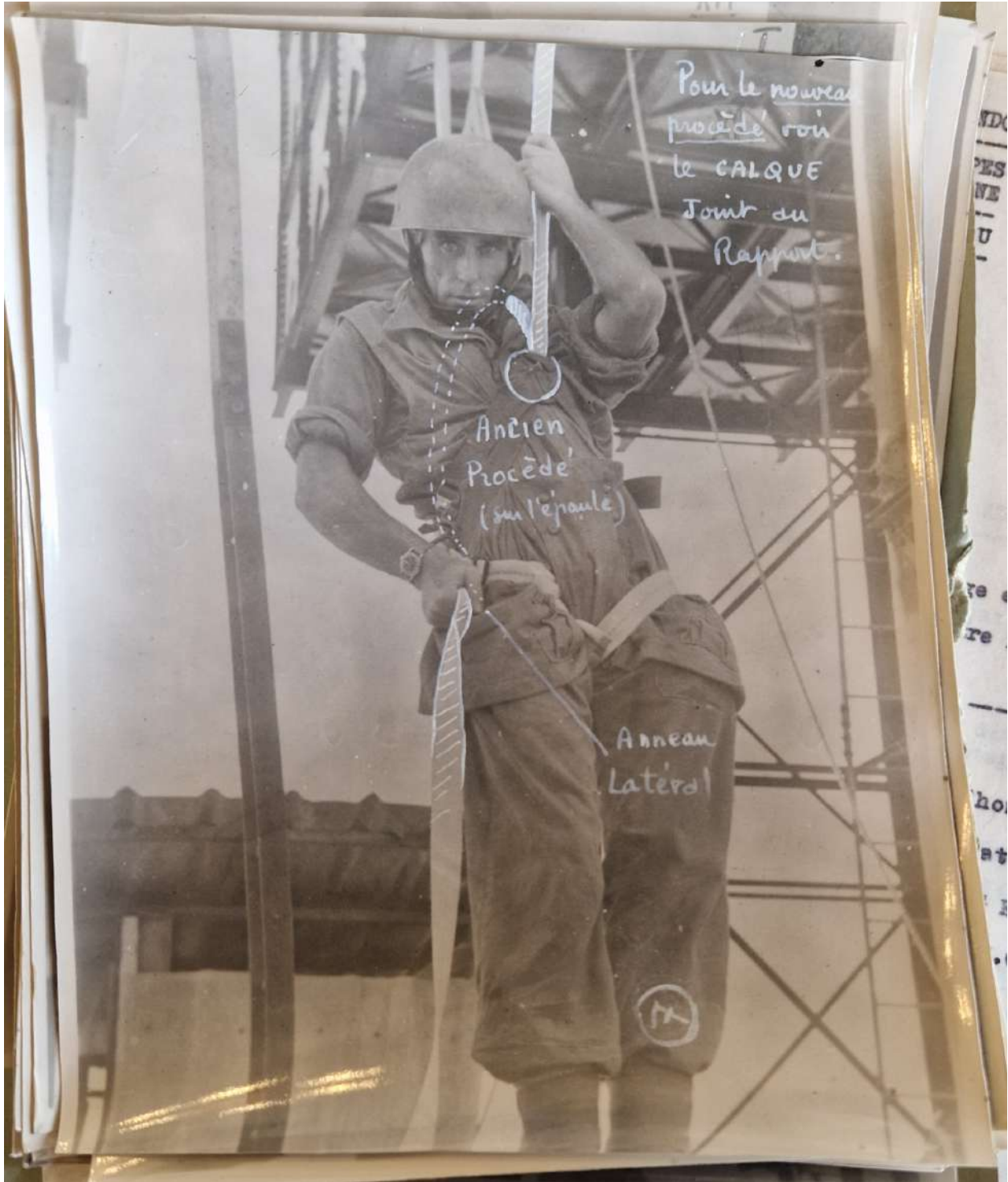
Sac sous
la veste

poignard

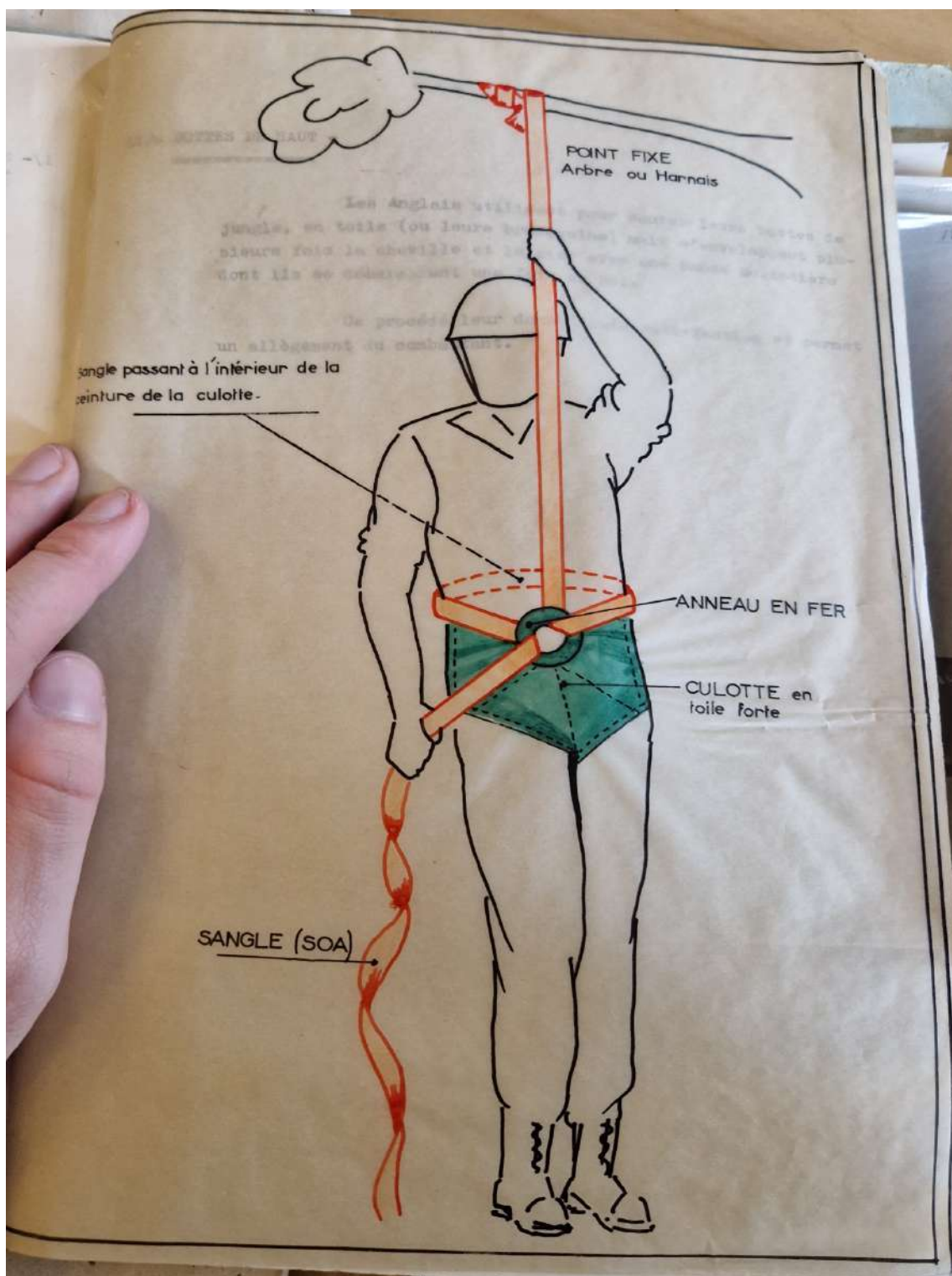
L'arme peut etre
mise dans la gaine
de sangle.

5





Pièce 8 : Deuxième modèle



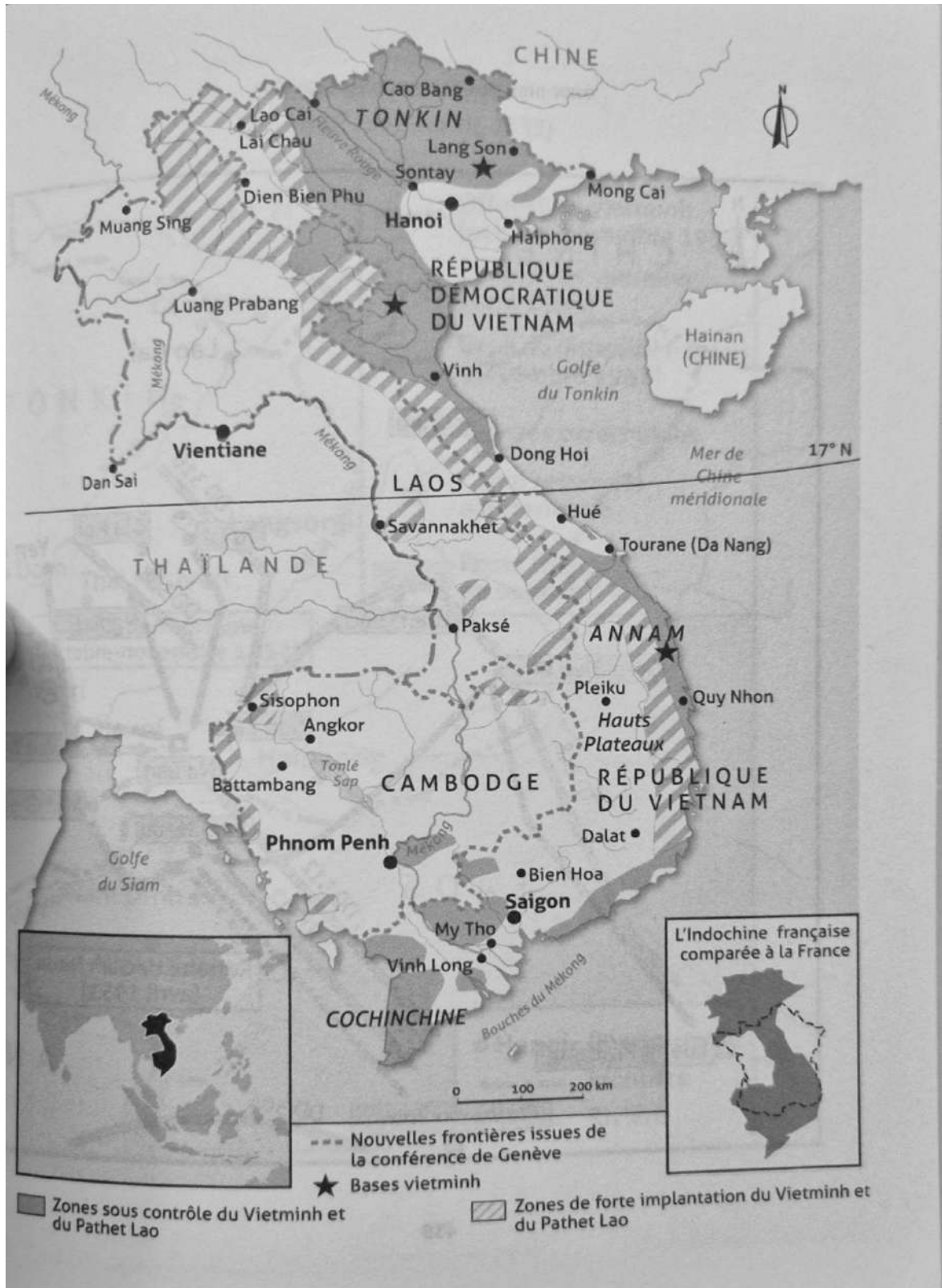
Source : SHD, GR/10H/1655, « Rapport du Lieutenant Armand sur son stage en Malaisie (21 Octobre - 22 Novembre 1953) », 29/11/1953, Annexe II « Saut dans les arbres », photos 1 à 7 et calque.

Annexe n°10 : Carte de l'Isthme de Kra



Source : Nick, « The Kra Isthmus Canal – Just a Distant Pipedream ? » *Hua Hin Today English Newspaper Info*, 25/4/2015/, www.huahintoday.com/thailand-news/kra-isthmus-canal-just-distant-pipedream.

Annexe n°11 : Carte du Viêt Nam après la partition opérée du fait des accords de Genève



Source : Journoud, Pierre, *op. cit.*, p. 437.

Sources

Fonds d'archives :

- Archives du Ministère des Affaires (site de la Courneuve) : série Asie-Océanie (1944-1955), dossiers 133QO (sous-série Malaisie-Singapour).
 - Dossier 133QO/4 : relatif à la politique intérieure malaisienne (mars 1945-septembre 1947).
 - Dossier 133QO/5 : relatif à la politique intérieure malaisienne (septembre 1948 - décembre 1950).
 - Dossier 133QO/6 : relatif à la politique intérieure malaisienne (janvier 1951 - avril 1952).
 - Dossier 133QO/7 : relatif à la politique intérieure malaisienne (mai 1952 - juin 1954).
 - Dossier 133QO/13 : relatif aux affaires concernant les Chinois de Malaisie (1944 - 1955).
 - Dossier 133QO/15 : relatif à la politique extérieure du gouvernement malaisien (novembre 1947 - mai 1950).
 - Dossier 133QO/16 : relatif à la politique extérieure du gouvernement malaisien (juin 1950 - décembre 1950).
 - Dossier 133QO/17 : relatif à la politique extérieure du gouvernement malaisien (janvier 1951 - décembre 1952).

- Dossier 133QO/18 : relatif à la politique extérieure du gouvernement malaisien (janvier 1953 - septembre 1954).

- Archives Nationales d'Outre-Mer :
 - 1 HCI 189 : série 1 HCI (Cabinet d'Indochine), sous-série relations extérieures, carton 189 (Conférences de Pearl Harbor et de renseignement à Saïgon).

 - 1 HCI 345 : 1 HCI, carton 345 (Conférences du sud-est asiatique et de Singapour).

 - 2 HCI 120 : série 2 HCI (Service du conseiller politique du Haut-Commissariat pour l'Indochine 1901-1954, sous-série renseignements, carton 120 (1945 - 1949).

- Archives du Service Historique de la Défense :
 - GR/10H/295 : série GR (Guerre et Armée de Terre), sous-série 10H (Indochine (1867-1956), carton 295 (Malaisie 1954).

 - GR/10H/1655 GR/10H, carton 1655 (Instruction : documentation, rapports, conférences, études ; état numérique des parachutistes par races et unités (1952). Rapports de stage en Malaisie et Corée (1950-1954).)

 - GR/10H/1882 : GR/10H, carton 1882 (BUREAU DE L'INSTRUCTION : Stages et examens (1948-1951 ; stages avec échanges d'officiers : les officiers français or. Malaisie, à Hong-Kong et en Corée et les officiers anglais en Indochine (1951-1953)).

- GR/10H/1887/1 : série GR/10H, carton 1887 (fonctionnement 1951-1955), dossier 1 (Rapports concernant des missions en Malaisie, au Japon, en Corée et sur tout le territoire de l'Indochine (1952-1954)).

- GR/10/T/942/4 : série GR , sous-série 10T (État-major de l'armée de Terre et organismes rattachés (post 1945), carton 942 (Malaisie et Fédération Malaise), dossier 4 (notes de renseignements sur la situation intérieure en Malaisie (1951-1965), sur la campagne contre les terroristes (1951); problème de la rébellion (1958-1972)).

Bibliographie

Monographies au sujet de la Malaisie :

- An, Wu Xiao, *Chinese Business in the Making of a Malay State, 1882-1941: Kedah and Penang*, Londres, Routledge, 2003, 256 p.
- Cooper, Brian, *Decade of Change: Malaya and the Straits Settlements 1936–1945*, Singapore, Graham Bash, 2001, 623 p.
- Hack, Karl. *The Malayan Emergency : Revolution and Counterinsurgency at the End of Empire.*, Cambridge, Cambridge University Press, 2021, 340 p.
- Kheng, Cheah Boon, *Front Matter. In From PKI to the Comintern, 1924–1941: The Apprenticeship of the Malayan Communist Party*, Ithaca, Cornell University Press, 1992, 147 p.
- Kheng, Cheah Boon, *Red Star Over Malaya : Resistance and Social Conflict During and After the Japanese Occupation, 1941-1946*, Singapore, National University of Singapore, Singapore University Press, 1987, 416 p.

Chapitres de monographies sur la Malaisie :

- Ahmad, Abu Talib, « The impact of the Japanese occupation on colonial and anti-colonial armies in Southeast Asia », dans Rettig, Tobias, et Karl Hack, *Colonial Armies in Southeast Asia*, Londres, Routledge, 2005, pp.202-227.
- Tenenbaum, Élie, « Chapitre 8. L'école de Malaisie (1948-1960) » *Partisans et centurions. Histoire de la guerre irrégulière au XXe siècle*, Paris, Perrin, 2018, pp. 181-201.

Autres monographies :

- Brocheux, Pierre, Hémerly Daniel, *Indochine la colonisation ambiguë 1858-1954*, Paris, Éditions la découverte, 2001, 456 p.
- Cadeau Ivan, *Cao Bang 1950. Premier désastre français en Indochine*, Paris, Perrin, 2021, 390 p.
- De Folin, Jacques, *Indochine (1940-1955). La fin d'un rêve*, Paris, Perrin, 1993, 362 p.
- Fauquert, Élisabeth (dir.), *Civilisation américaine*, Paris, Armand Colin, 2019, 352 p.
- Journoud, Pierre, *Điện Biên Phủ, la fin d'un monde*, Paris, Vendémiaire, 2019, 480 p.
- Journoud, Pierre (dir.), *Un Triangle Stratégique à l'épreuve : La Chine Les États-Unis et l'Asie Du Sud-Est Depuis 1947*, Montpellier, Presses universitaires de la Méditerranée, 2022, 478 p.
- Joyaux, François (dir.), *Nouvelle histoire de l'Indochine française*, Paris, Perrin, 2022, 445 p.
- Mao Tsé-Toung, *De la guerre prolongée*, 1938.
- Marx, Roland, *L'Angleterre de 1945 à nos jours*, Paris, Colin Armand, 1991, 191 p.
- Roux, Alain, *La Chine au XXe siècle*, Paris, SEDES, Collection Campus Histoire, 1998, 192 p.
- Von Clausewitz, Karl, *De la guerre*, Paris, Minuit, 1955, 760 p.

- Winock, Michel (dir.), *Le XXe siècle idéologique et politique*, sous la direction de Winock Michel, Paris, Perrin, 2013, 544 p.
- Zоргbibe, Charles, *Textes de politique internationale depuis 1945*, Paris, PUF, Que sais-je ?, 1985, 128 p.

Articles scientifiques :

- Cumin, David, « Retour sur la guerre de Corée », *Hérodote*, vol. 141, no. 2, 2011.
- Hack, Karl, « British Counterinsurgency and Malaya's Rural Chinese », 1948–60, *Journal of Imperial and Commonwealth History*, 43(5), 2015, pp. 611–640.
- Hack, Karl, « The Origins of the Asian Cold War : Malaya 1948 », *Journal of Southeast Asian Studies*, 2009, pp. 471-496
- Huw, Bennett « 'A very salutary effect': The Counter-Terror Strategy in the Early Malayan Emergency, June 1948 to December 1949 », *Journal of Strategic Studies*, 32:3, 2009.
- Sinclair, Georgina, « 'The Sharp End of the Intelligence Machine' : The Rise of the Malayan Police Special Branch 1948–1955 », *Intelligence and national security*, vol. 26, n°4, Taylor et Francis, 2011.
- Thoumelin, Pierre, « L'ennemi utile », *Inflexions*, 2015/1 (N° 28), pp. 83-87.

Articles de journaux :

- Collett, Richard. « The Vietnamese Secret Agent Who Spied for Three Different Countries » . Smithsonian Magazine, 28 mars 2022, www.smithsonianmag.com/history/the-vietnamese-secret-agent-who-spied-for-three-different-countries-180979810 .
- Ferro, Maurice. « LES ÉTATS-UNIS sont décidés à reconnaître Bao Daï » . *Le Monde.fr*, 30 janvier 1950. https://www.lemonde.fr/archives/article/1950/01/31/les-etats-unis-sont-decides-a-reconnaitre-bao-dai_2048135_1819218.html .
- Shirbon, Estelle. « Britain Held Responsible for 1948 Mass Killing in Malaya » . *U.S.*, 4 septembre 2012. <https://www.reuters.com/article/us-britain-malaysia-killings-idUSBRE8830VG20120904>.

Sitographie :

- British Military History. « Documents – Units & ; Formations 1930 - 1956 - British Military History », 10 octobre 2017. <https://www.britishmilitaryhistory.co.uk/documents-units-formations-1930-1956/>.
- « Malay, Malayan, Malaysian - National Geographic Style Manual », s. d. <https://sites.google.com/a/ngs.org/ngs-style-manual/home/M/malay-malayan-malaysian>.
- « Task force | Académie française », s. d. <https://www.academie-francaise.fr/task-force> .
- Nick, « The Kra Isthmus Canal – Just a Distant Pipedream ? » *Hua Hin Today English Newspaper Info*, 25/4/2015/, www.huahintoday.com/thailand-news/kra-isthmus-canal-just-distant-pipedream.

Thèses :

- Shaw, Alexander Nicolas, « The British intelligence community in Singapore, 1946-1959 : Local security, regional coordination and the Cold War in the Far East », thèse de Doctorat, Université de Leeds, Janvier 2019.

Rapports sur la Malaisie :

- Komer, Robert, « The Malayan Emergency in Retrospect: Organization of a Successful Counterinsurgency Effort.», Santa Monica, CA: RAND Corporation, 1972, 108 p.

Remerciements.....	2
Table des abréviations.....	3
Introduction.....	4
Première partie : Prolégomènes à l'insurrection (1946-1948).....	13
Chapitre I : Le clivage socio-politique malaisien rendu manifeste par les débats suscités autour de la nouvelle constitution.....	14
i) La montée en puissance de la démographie chinoise durant la première moitié du XXe siècle.....	14
ii) Un clivage inter-ethnique rendu manifeste à la sortie de la guerre.....	15
iii) Une communauté chinoise de Malaisie divisée.....	17
iv) La manifestation du clivage socio-politique malaisien à la sortie de la guerre : les débats suscités par les nouvelles constitutions.....	19
v) L'Europe coloniale et la Malaisie.....	22
Chapitre II : L'APMAJ durant l'entre-deux guerres, survivance ou dissolution ?.....	25
i) Lai Teck : une taupe à la tête des communistes malaisiens ?.....	25
ii) L'apparente stase de l'APMAJ à la sortie de la guerre.....	28
iii) La tentative avortée de soutien des anciens de l'APMAJ au Viet Minh.....	32
Chapitre III : Les causes directes de l'escalade de la violence. L'interdiction du syndicalisme communiste, la Doctrine Jdanov et l'avènement de Chin Peng à la tête du PCM.....	36
i) L'interdiction de l'action syndicale à tendance communiste en Malaisie.....	36
iii) L'escalade de la violence.....	42
Seconde partie : Une réponse contre insurrectionnelle inadéquate(1948-1950).....	47
Chapitre IV : Des débuts chaotiques suite à une entrée en conflit précipitée.....	48
i) La précipitation de l'entrée dans le conflit source de chaos.....	48
ii) Qu'est-ce que l'état d'urgence malaisien ?.....	52
iii) Le caractère structurel de la désorganisation des forces contre-insurrectionnelles.....	54
Chapitre V : La première phase de l'état d'urgence : les squatteurs en première ligne.....	57
i) Le caractère décentralisé de l'organisation communiste.....	57
ii) Les relations ambivalentes entre le Min Yuen et les squatteurs.....	60
iii) Une réponse contre-insurrectionnelle initiale basée sur la coercition des squatteurs.....	62
iv) La politique de « contre-terreur ».....	65
v) Le plan Briggs : un début de rationalisation de la défense.....	69
Chapitre VI : L'internationalisation de la menace communiste en Asie du Sud-Est : la crainte de la submersion de la péninsule indochinoise.....	76
i) Quelles conséquences en Asie du Sud-Est à la victoire du PCC en Chine?.....	76
ii) L'importance du maintien du Tonkin pour les Britanniques.....	78
iii) Vers une internationalisation du conflit malaisien ?.....	80
iv) Vers un rapprochement franco-britannique ?.....	82

v) La défaite française de Cao Bang : un électrochoc.....	87
Troisième partie : Le lent déclin de la menace insurrectionnelle malaisienne dans un climat régional de plus en plus incertain (1951-1954).....	91
Chapitre VII : Rupture ou continuité ? l'arrivée du parti conservateur au pouvoir au Royaume-Uni et la nomination de Gérard Templer au poste de haut-commissaire en Malaisie.	92
i) Les élections générales de 1951 : la question du maintien de Malcolm Macdonald.....	92
ii) La nomination de Templer : signe de l'élévation de la menace insurrectionnelle.....	96
iii) Les mesures de Templer : un perfectionnement du plan Briggs.....	98
Chapitre VIII : L'approfondissement tardif de la collaboration franco-britannique dans le contexte de l'aggravation de la situation militaire en Indochine.....	105
i) La politique étrangère ambiguë du Royaume-Uni en Asie du Sud-Est.....	106
ii) Les échanges d'officiers : la dimension humaine des relations franco-britanniques en Asie du Sud-Est.....	109
iii) L'aggravation progressive de la situation en Indochine et la mise en place des Conférences des cinq puissances.....	112
Chapitre IX : Le début de la constitution d'un bloc atlantiste en Asie du Sud-Est (1954)....	118
i) 1954 : le début du long déclin de l'AMLN.....	118
ii) La conférence quinpartite de Singapour du 15 février 1954 : la manifestation de des intérêts opposés des Britanniques et des Français en Asie du Sud-Est.....	120
iii) Điện Biên Phủ : la dernière grande défaite française en Indochine.....	122
iv) Le déclin de l'importance de la Malaisie dans la question de la défense de l'Asie du Sud-Est.....	124
v) Les accords de Genève et la création de l'OTASE : vers la constitution d'un bloc atlantiste en Asie du Sud-Est.....	126
Conclusion.....	130
Annexes.....	134
Sources.....	163
Bibliographie.....	166